

المملكة المغربية

ires

Institut Royal des Etudes Stratégiques
Royal Institute for Strategic Studies



POUR UN DÉVELOPPEMENT AUTONOME
DE L'AFRIQUE

RAPPORT STRATEGIQUE 2018



POUR UN DÉVELOPPEMENT AUTONOME
DE L'AFRIQUE
RAPPORT STRATEGIQUE 2018

▶ La Vision Royale	05
▶ Liminaire	10
▶ Partie 1 : Un autre regard sur l'Afrique	13
❖ Chapitre 1 : Un seul berceau	17
❖ Chapitre 2 : Des biomes, des Hommes et des institutions	31
❖ Chapitre 3 : Un continent, une réalité commune	49
▶ Partie 2 : Enjeux et perspectives 2016-2050	69
❖ Chapitre 1 : La poussée urbaine	73
❖ Chapitre 2 : La transformation rurale	101
❖ Chapitre 3 : Le double enjeu de la sécurité et de la gouvernance	151
▶ Partie 3 : L'Afrique en marche	185
❖ Chapitre 1 : Les leviers du changement	189
❖ Chapitre 2 : Les ressorts de l'autonomie	227
❖ Chapitre 3 : La contribution du Royaume du Maroc	283
▶ Conclusion	341

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Partie 1 : Un autre regard sur l'Afrique

L'Afrique en chiffres

1 : Le territoire africain	32
----------------------------------	----

Partie 2 : Enjeux et perspectives 2016-2050

L'Afrique en chiffres

2 : La démographie	74
3 : L'urbanisation	81
4 : Les conditions et les moyens de vie	90
5 : La situation socio-économique	93
6 : La ruralité	102
7 : L'alimentation	128
8 : Les terres africaines	138
9 : L'agriculture	144
10 : Les conflits	163
11 : Les migrations	165

Liste des focus

1 : Le traitement des contaminants	86
2 : Le coût oublié du VIH	88
3 : La misère systémique rurale	106
4 : La mobilité endo-africaine	109
5 : L'impact environnemental de la poussée urbaine	115
6 : La 6 ^{ème} extinction de masse	117
7 : La transformation agricole et la sécurité alimentaire en Afrique	130
8 : L'accaparement des terres	139
9 : Le programme "Nourrir l'Afrique"	148
10 : Un golfe à haut risque	158
11 : La diversité ethnique : facteur de risque de la violence en Afrique ou richesse à exploiter ?	166
11 ⁽²⁾ : Des conflits ethniques mal éteints ou le risque d'un nouveau cycle de violence ?	167
12 : L'Etat de droit en Afrique	170
13 : Les systèmes juridiques des Etats africains	175

L

ISTE DES ILLUSTRATIONS (2)

Partie 3 : L'Afrique en marche

L'Afrique en chiffres

12 : La digitalisation	198
13 : L'emploi des jeunes	233
14 : Les femmes africaines	235
15 : Le défi éducatif	244
16 : Les ressources en eau	276
17 : Les chiffres clés du Maroc en Afrique (domaine politique et diplomatique)	297
18 : Les chiffres clés du Maroc en Afrique (domaine économique)	314

Liste des focus

14 : Changer de système énergétique	192
15 : Le Programme de développement des infrastructures en Afrique	205
16 : L'économie bleue	211
17 : A propos des statistiques	221
18 : L'Alien Generation	239
19 : L'éducation	242
20 : Le rôle du sport en Afrique	266
21 : Living Lab, les laboratoires vivants	274
22 : L'eau, un facteur systémique	277
23 : La Charte de Casablanca et l'Unité africaine	292
24 : La réforme de l'Union africaine	300
25 : L'Initiative Triple A	322

L'Afrique en marche

1 : Vers l'énergie propre	194
2 : Vers l'énergie numérique	199
3 : Vers l'économie x.0	209
4 : Vers une nouvelle alliance	213
5 : Vers la transformation agricole	215
6 : Les innovations d'ailleurs	218
7 : Les mots de la transition	224
8 : Vers l' <i>ubuntu</i>	241
9 : Vers une autre éducation	246
10 : Vers les "Bashingantahe"	253
11 : Vers l'émergence	255
12 : Les mots de l'autonomie	257
13 : Vers une démocratie à l'africaine ?	260
14 : Vers l'Afrique bleue ?	278
15 : Le projet Gazoduc Atlantique Maroc- Nigéria	310
16 : L'expertise urbaine marocaine au service de l'Afrique	315
17 : Le Maroc passe au "vert"	324
18 : Le projet d'aménagement de la baie de Cocody	325

L A VISION ROYALE

Le Maroc, qui accorde une importance particulière à la **coopération sud-sud**, place l'Afrique au cœur des priorités de sa politique étrangère.

Sa Majesté Le Roi Mohammed VI a toujours plaidé pour un **développement autonome** de l'Afrique "**à visage humain**", axé sur la mobilisation collective des pays africains pour réussir le pari de l'unité et pour asseoir le leadership de l'Afrique sur le plan international.

Ainsi, la politique africaine du Maroc est fondée sur le renforcement de **partenariats mutuellement profitables** avec les pays africains ainsi que sur l'implication assidue du Maroc en faveur des causes du continent.

Les leviers de la politique africaine du Maroc



Source : IRES

L A VISION ROYALE (2)

"Ma vision de la coopération Sud-Sud est claire et constante : Mon pays partage ce qu'il a, sans ostentation.

Dans le cadre d'une collaboration éclairée, le Maroc, acteur économique de premier plan en Afrique, deviendra un moteur de l'expansion commune...

Certains avancent que, par cet engagement, le Maroc viserait à acquérir le leadership en Afrique. Je leur réponds que c'est à l'Afrique que le Royaume cherche à donner le leadership...

Mon pays opte pour le partage et le transfert de son savoir-faire ; il propose de bâtir concrètement un avenir solidaire et sûr...

Il est temps que les richesses de l'Afrique profitent à l'Afrique

Nous devons œuvrer afin que notre terre, après avoir subi des décennies de pillage, entre dans une ère de prospérité...

Pendant longtemps, nous avons tourné notre regard ailleurs, pour prendre une décision, un engagement.

N'est-il pas l'heure de faire cesser ce tropisme ? N'est-il pas l'heure de nous tourner vers notre continent ? De considérer ses richesses naturelles, son potentiel humain ?

L'Afrique peut être fière de ses ressources, de son patrimoine culturel, de ses valeurs spirituelles et l'avenir doit porter haut et fort cette fierté naturelle !

C'est la voie de la solidarité, de la paix et de l'union que Mon pays a choisie. Nous réaffirmons notre engagement en faveur du développement et de la prospérité du citoyen africain."

Extrait du Discours Royal prononcé devant le 28^{ème} Sommet de l'Union africaine, le 31 octobre 2017

L A VISION ROYALE (3)

"Mais en dépit des grands dégâts que le colonialisme a occasionnés, Nous sommes convaincu que **l'Afrique est capable d'assurer son propre développement et de changer par elle-même son destin**, grâce à la forte détermination de ses peuples, à leurs potentialités humaines et à leurs ressources naturelles...

S'il est naturel que le Maroc tire parti de la coopération avec ses frères d'Afrique, il tient toujours à ce que ce soit mutuellement profitable.

Nous ne considérons pas l'Afrique comme un marché pour vendre et écouler les produits marocains, ou un cadre pour le lucre rapide, mais plutôt comme un espace d'action commune pour le développement de la région, au service du citoyen africain.

C'est dans ce contexte que le Maroc, aux côtés des Etats d'Afrique, apporte son concours à la réalisation de projets de développement humain et de prestations sociales ayant un impact direct sur la vie des populations de la région."

Extrait du Discours Royal prononcé à l'occasion du 63^{ème} anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, le 20 août 2016

"La politique africaine du Maroc ne se limitera pas à l'Afrique occidentale et centrale. Nous veillerons plutôt à ce qu'elle ait **une portée continentale**, et qu'elle englobe toutes les régions de l'Afrique...

Nous avons à cœur de continuer à contribuer à la consolidation de la sécurité et de la stabilité dans les différentes régions qui vivent des situations de tension et de guerre, et d'œuvrer au règlement des différends par les moyens pacifiques...

Concernant la problématique migratoire, notre pays poursuivra ses efforts pour remédier aux causes réelles de ce phénomène, en le reliant au développement et en adoptant une approche humanitaire et solidaire, protégeant les droits des immigrés et préservant leur dignité.

Nous aspirons à ce que la future politique du gouvernement soit globale et intégrée vis à vis de l'Afrique, et que celle ci y soit perçue comme un ensemble."

Extrait du Discours Royal prononcé à l'occasion du 41^{ème} anniversaire de la Marche Verte, le 6 novembre 2016

L A VISION ROYALE (4)

"Je vous propose de **dessiner une Afrique résiliente aux changements climatiques**, une Afrique qui s'engage résolument sur la voie du développement durable.

Il importe que notre Continent s'exprime d'une seule voix, qu'il exige justice climatique et mobilisation des moyens nécessaires, qu'il émette des propositions concertées, en matière de lutte contre les changements climatiques."

Extrait du Discours Royal prononcé à l'ouverture du Sommet Africain de l'Action, tenu à Marrakech en marge de la 22^{ème} Conférence des parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP22), le 16 novembre 2016



|| Source : UNECA, BAD, PNUD. *Rapport OMD : Evaluation des progrès réalisés en Afrique pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. 2015*

Structure de Richat dite "l'œil de l'Afrique"



Source : <http://www.panoramio.com/photo/101869675>

Structure géologique exceptionnelle, d'environ 50 Km de diamètre, elle est située à Ouadane en Mauritanie et considérée, depuis longtemps, comme une "énigme scientifique" qui ne s'observe pleinement que depuis l'espace.

Penser l'Afrique est un véritable défi, du fait de son immensité, mais, surtout de l'extraordinaire diversité de ses peuples, de son histoire, de ses cultures, de ses reliefs et de ses richesses.

Cela explique, en partie, pourquoi ce continent est mal connu. La difficulté de produire des données homogènes, la conflictualité qui règne dans certaines parties de l'Afrique, la "chape de plomb", parfois imposée par les ex-puissances coloniales ou les régimes dictatoriaux y participent aussi.

Cependant, la contribution de l'Afrique à la création de la richesse économique mondiale est élevée : tant par les matières premières qu'elle fournit au reste du monde que par les ressources humaines qu'elle déploie au sein du continent et au-delà.

Aussi, les difficultés qui pèsent sur l'Afrique (surpopulation, pauvreté, famine, dégradation des ressources naturelles, changement climatique...) et les dommages qu'elles sont susceptibles d'engendrer pour des populations, encore en grande précarité, ne peuvent-ils laisser personne indifférent.

Le présent rapport stratégique 2018 est dédié au **développement autonome de l'Afrique, tel que l'a toujours plaidé Sa Majesté Le Roi Mohammed VI**. L'autonomie ne signifie pas être indépendant. Elle incarne la capacité pour l'Afrique à décider pour elle-même et à faire entendre sa voix dans le concert des nations.

La première partie du rapport vise à **comprendre le continent africain**, en mettant en exergue ses principales caractéristiques, dans une approche qui se veut africaine et qui se différencie, par conséquent, du regard occidental habituel.

LIMINAIRE (2)

La seconde partie du rapport, de nature prospective, est consacrée aux enjeux auxquels l'Afrique sera confrontée d'ici 2050. Elle met en évidence, à côté du changement climatique, trois grands nœuds du futur : la poussée urbaine, la transformation rurale ainsi que le défi de la sécurité et de la gouvernance.

La troisième partie du rapport, en partant de ce panorama global, s'attèle à l'identification des leviers du développement autonome de l'Afrique, à savoir, la transition énergétique, la transition digitale, la transition économique et la gouvernance économique ainsi que les ressorts de l'autonomie que sont le capital humain, le développement de *l'ubuntu* et la réconciliation de l'Africain avec lui-même et avec la nature.

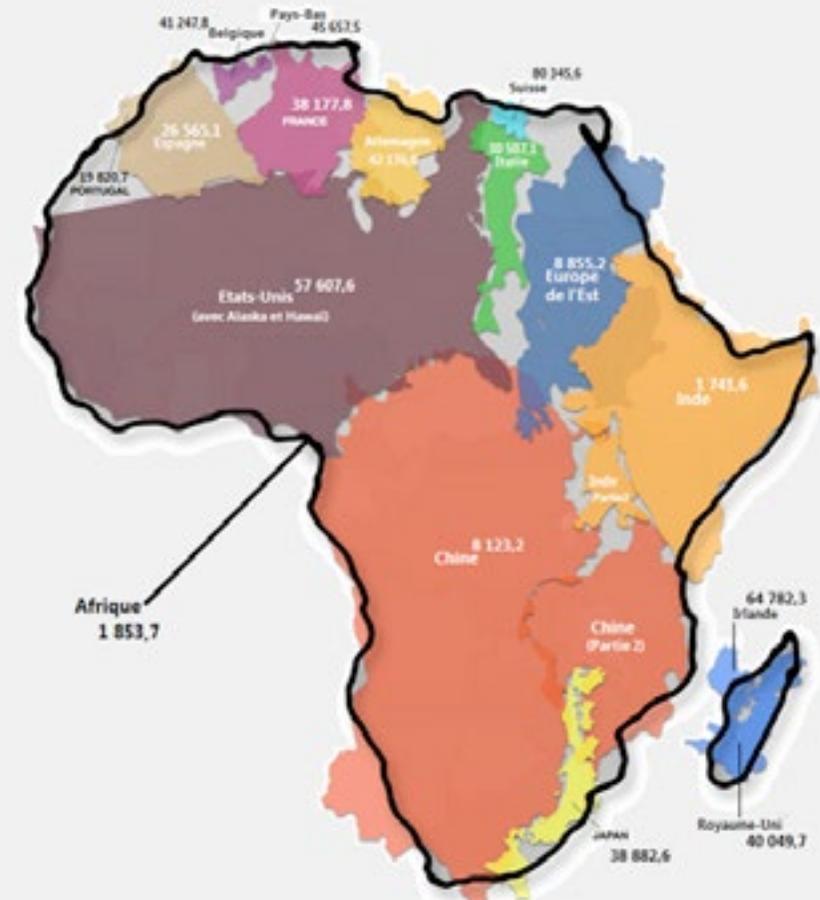
Elle fait ressortir, par ailleurs, la contribution actuelle du Maroc ainsi que le rôle que le Royaume pourrait jouer, à l'avenir, en faveur du développement autonome de cet immense continent.

Le présent rapport est riche en illustrations : L'Afrique en chiffres, les focus et l'Afrique en marche. Son élaboration part du constat que l'Afrique est en marche et qu'elle a besoin, pour devenir autonome, d'une nouvelle vision du monde qui soit panafricaine, en faveur d'un projet africain planétaire et civilisationnel.

Outre un changement de regard sur soi et un renforcement de son potentiel humain, l'Afrique, pour devenir autonome, doit sauter les étapes, en termes de développement (*leapfrog*) pour emprunter un autre chemin vers la croissance.

Mohammed Tawfik MOULINE
Directeur Général de l'IRES

Taille et PIB par habitant (en dollars courants de 2016) du continent africain en comparaison avec ceux de différents pays



Source : Traitement IRES _ Kai KRAUSE et FMI

L'Afrique : un continent immense

Comparaison de la taille du continent avec différents Etats en km². Cette représentation, plus fidèle que celle de Mercator, montre d'une part le gigantisme du continent et d'autre part la faiblesse relative de son poids économique sur la scène internationale au regard de sa taille, par comparaison avec les autres pays.

| Partie 1

UN AUTRE REGARD SUR L'AFRIQUE

SOMMAIRE

▶	Chapitre 1 : Un seul berceau	
❖	Introduction.....	19
❖	Berceau de l'humanité.....	20
❖	Berceau des civilisations.....	22
❖	Berceau de mondialité.....	26
❖	A retenir.....	30
▶	Chapitre 2 : Des biomes, des hommes et des institutions	
❖	Introduction.....	33
❖	Différents biomes.....	34
❖	Différents peuples et cultures.....	42
❖	Différentes institutions.....	46
❖	A retenir.....	48
▶	Chapitre 3 : Un continent, une réalité commune	
❖	Introduction.....	51
❖	Une construction symbolique.....	52
❖	Une réalité commune.....	54
❖	Une projection continentale.....	60
❖	A retenir.....	64
▶	Bibliographie sélective.....	65
▶	Annexe.....	68

VUE D'ENSEMBLE

Existe-t-il une ou plusieurs Afrique(s) ?

- ▶ Parler de l'Afrique, d'une manière générale, c'est parler de la représentation mentale qui en est faite. Car l'Afrique n'est pas un pays ; ses peuples ne forment pas une unique nation ; ses reliefs et ses climats ont forgé des cultures différentes ; ses croyances religieuses sont légion. Selon les individus et les intérêts, cette Afrique évoque des plateaux arides et inhospitaliers ou la dense forêt équatoriale, des ressources à exploiter ou des biotopes à préserver, une main-d'œuvre corvéable à merci ou des peuples riches de cultures millénaires.
- ▶ C'est pourquoi l'objectif de cette première partie du rapport est de présenter un autre visage de l'Afrique, plus proche de la réalité, plus respectueux de sa diversité, ancré dans sa profondeur historique.

Un visage à plusieurs dimensions

- ▶ Il convient, tout d'abord, de rappeler une dimension fondamentale, primale même : l'Afrique fut le berceau de l'Humanité (chapitre 1). Ce passé commun à tous nos ancêtres résonne, encore, comme un rêve à peine enfoui, à travers nos aspirations aux grands espaces ou dans le rythme des tambours. Un berceau commun, une seule espèce : rien ne différencie les humains sur toute la surface de la planète, quelle que soit leur couleur ou leur genre.

- ▶ La double dimension de la pluralité et de la diversité (chapitre 2) est triviale : les conditions naturelles (sols, climats, hydrologie) ont façonné des espaces fortement différents, concentrant sur un continent quasiment toute la diversité de la planète, végétale et animale. Les peuples eux-mêmes se sont différenciés du fait de l'immensité du territoire, de la variété de ses biomes et de la multiplicité des flux humains qui s'y sont croisés ou hybridés. Toutes les institutions y ont pris racine, les endogènes (systèmes tribaux) comme les exogènes (systèmes occidentaux).
- ▶ L'Afrique est un berceau, une profusion d'espaces et de peuples, mais un seul continent et, aujourd'hui, une réalité commune. Cette troisième dimension évoquée ici (chapitre 3) est celle du vécu de la partie du monde la moins développée : l'africanité, la mobilité, l'urbanisation, l'alimentation...

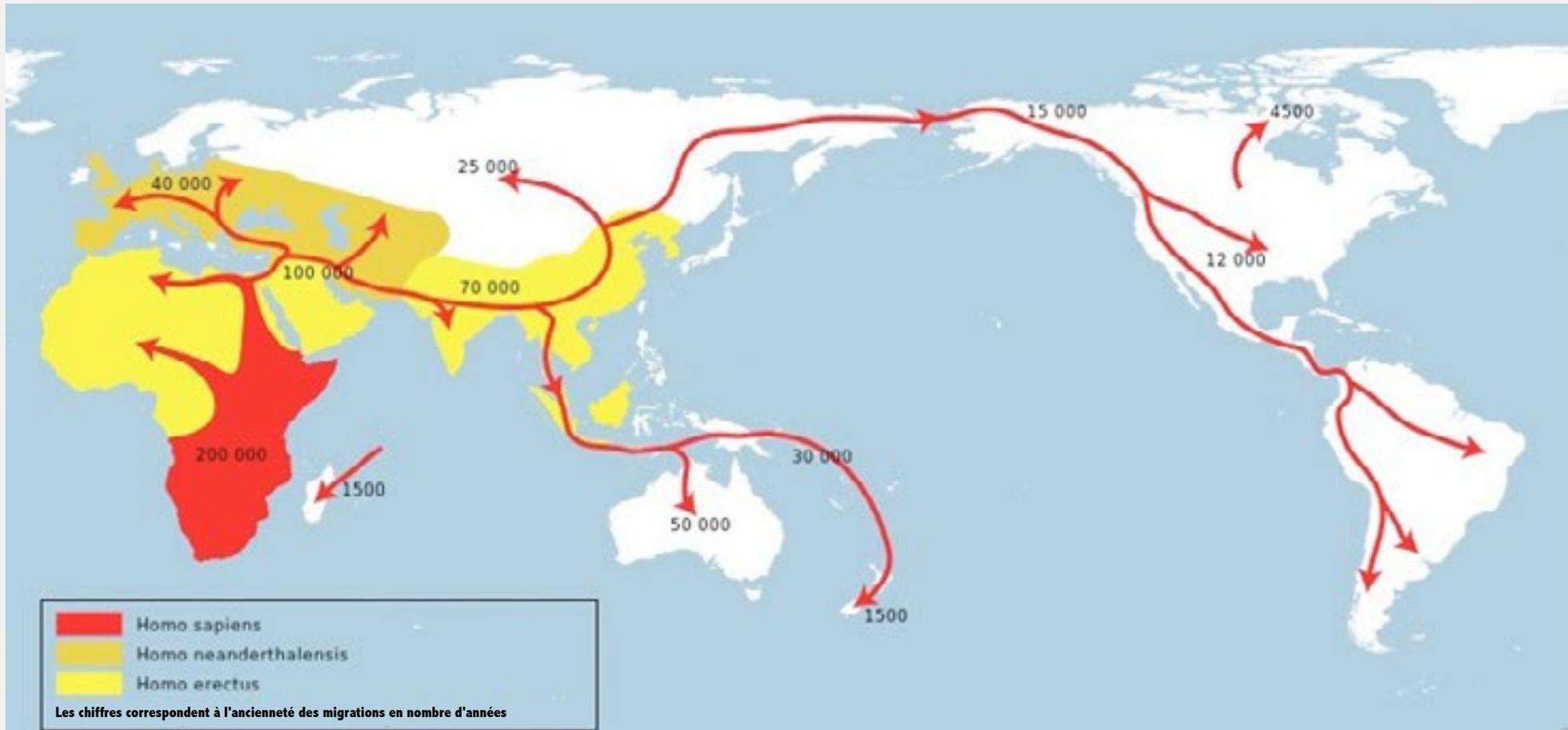
Il existe, donc, bien **plusieurs visages de l'Afrique, mais un seul continent**, un seul berceau et, en fin de compte, une seule réalité vécue. Ni Afrique pré/post-coloniale, ni Afrique Noire ; l'Afrique décrite ici est celle du continent tout entier, riche et fière de sa diversité.



| Chapitre 1

UN SEUL BERCEAU

Migrations des homosapiens de l'Afrique vers le monde



Source : "Le génome au service de l'histoire des migrations", publié par Loïc Damiani le 18 Octobre 2015: <http://histoire-geo-ensemble.overblog.com/2015/10/les-genome-au-service-de-l-histoire-des-migrations.html>

I NTRODUCTION

L'histoire d'un territoire, quelle que soit son échelle, est toujours un "construit", dépendant de ce qui a été découvert ou retenu, voire interprété. Forcément subjective, cette histoire contribue à forger les différentes représentations du monde (*worldview*). En en oblitérant des pans entiers, ce sont des peuples et des réalités objectives qui sont niés.

C'est pourquoi ce premier chapitre est consacré à l'histoire de l'Afrique, non pas comme le ferait un manuel, mais pour en faire ressortir trois aspects essentiels.

► Berceau de l'humanité

Les peuples subsahariens ont souvent été discriminés, notamment du fait de leur couleur de peau, par ignorance et par arrogance. L'ignorance a été combattue par la science qui a montré que tous les êtres humains sont identiques. L'arrogance peut être combattue par une meilleure connaissance de l'histoire : nous devons à ces peuples le respect éprouvé pour des grands-parents car ils sont l'origine même de notre existence en tant qu'homosapiens.

► Berceau des civilisations

L'histoire du monde, telle qu'elle est généralement présentée par les Occidentaux, tend à omettre l'Afrique pour deux raisons principales : la méconnaissance de son histoire, consécutive à l'oralité de sa transmission; le fait de limiter l'histoire de cette partie du monde à celle du bassin méditerranéen dans son ensemble.

Aussi l'histoire de l'Afrique se résume-t-elle très souvent à celle de l'Afrique du Nord, consacrant ainsi le clivage entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne alors que ces deux grandes aires civilisationnelles n'ont cessé de s'interpénétrer.

► Berceau de mondialité

A l'heure où la mondialisation de la planète atteint un apex, grâce au renforcement des libertés et au développement des technologies de la communication, les perspectives de la mondialité apparaissent clairement: diversité, créativité, réponses appropriées à des problématiques d'ampleur mondiale...

Or, le continent africain, plus que tout autre, a connu une forme avancée de mondialité au cours des deux derniers millénaires. Le développement autonome de l'Afrique pourrait, ainsi, rapidement gagner une longueur d'avance, s'il renouait avec sa dimension profondément cosmopolite, hybridant intégration et résilience.

B ERCEAU DE L'HUMANITÉ

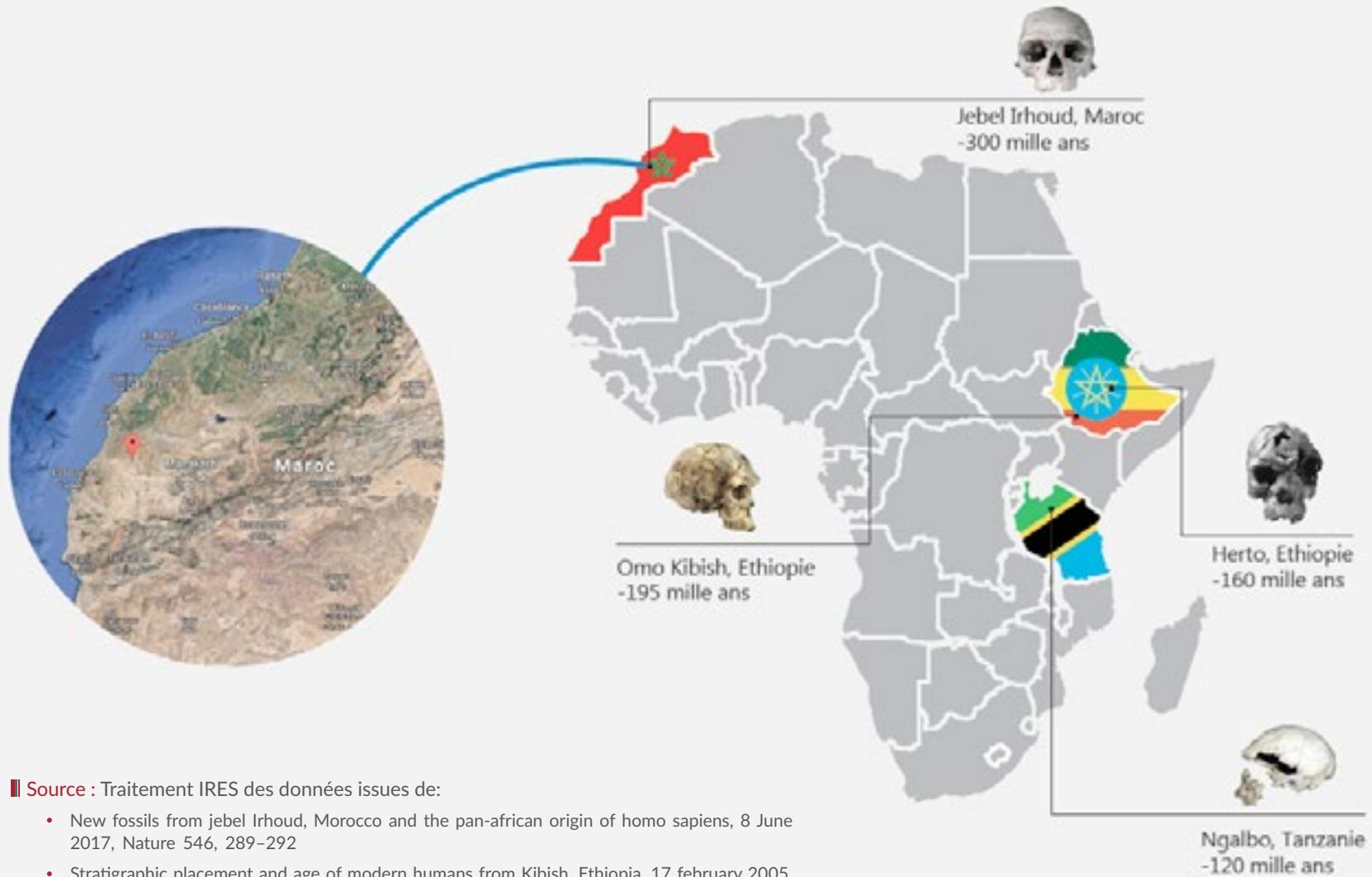
- ▶ S'il est un sujet sur lequel les paléontologues internationaux s'accordent, c'est bien celui de **l'origine africaine de l'espèce humaine**. La génétique a en effet démontré, dès 1987, par des travaux sur l'ADN mitochondrial (transmis par les femmes) que celui des populations africaines actuelles est bien le plus proche de l'ADN d'hominidés, avant que sa dispersion sur la planète n'engendre des divergences génétiques mineures.
- ▶ Ainsi, l'être humain balbutia puis prit forme en Afrique, voici quelques millions d'années (Kenya, Tchad).
- ▶ De l'Afrique australe au Sahara, les premiers hommes laissèrent de nombreuses traces de leur existence et du développement de leurs techniques, comme la naissance de l'art il y a 75.000 ans (peintures rupestres), soit 50.000 ans avant que celles-ci n'apparaissent en Europe (1).

Peinture rupestre en Afrique du Sud



■ Source : <http://www.wonderful-art.fr/le-saviez-vous-l-art-rupestre-africain/>

Aube panafricaine des homosapiens



Source : Traitement IRES des données issues de:

- New fossils from jebel Irhoud, Morocco and the pan-african origin of homo sapiens, 8 June 2017, Nature 546, 289–292
- Stratigraphic placement and age of modern humans from Kibish, Ethiopia, 17 february 2005, Nature 433,733-736
- Pleistocene homo sapiens from middle Awash, Ethiopia, 12 june 2003, nature 423,742-747
- A new hominid fossil skull (I.H. 18) from the Ngaloba beds, laetoli, northern Tanzania, 06 march 1980, Nature 284, 55 - 56

B ERCEAU DES CIVILISATIONS (1)

Des civilisations de l'aire nilotique...

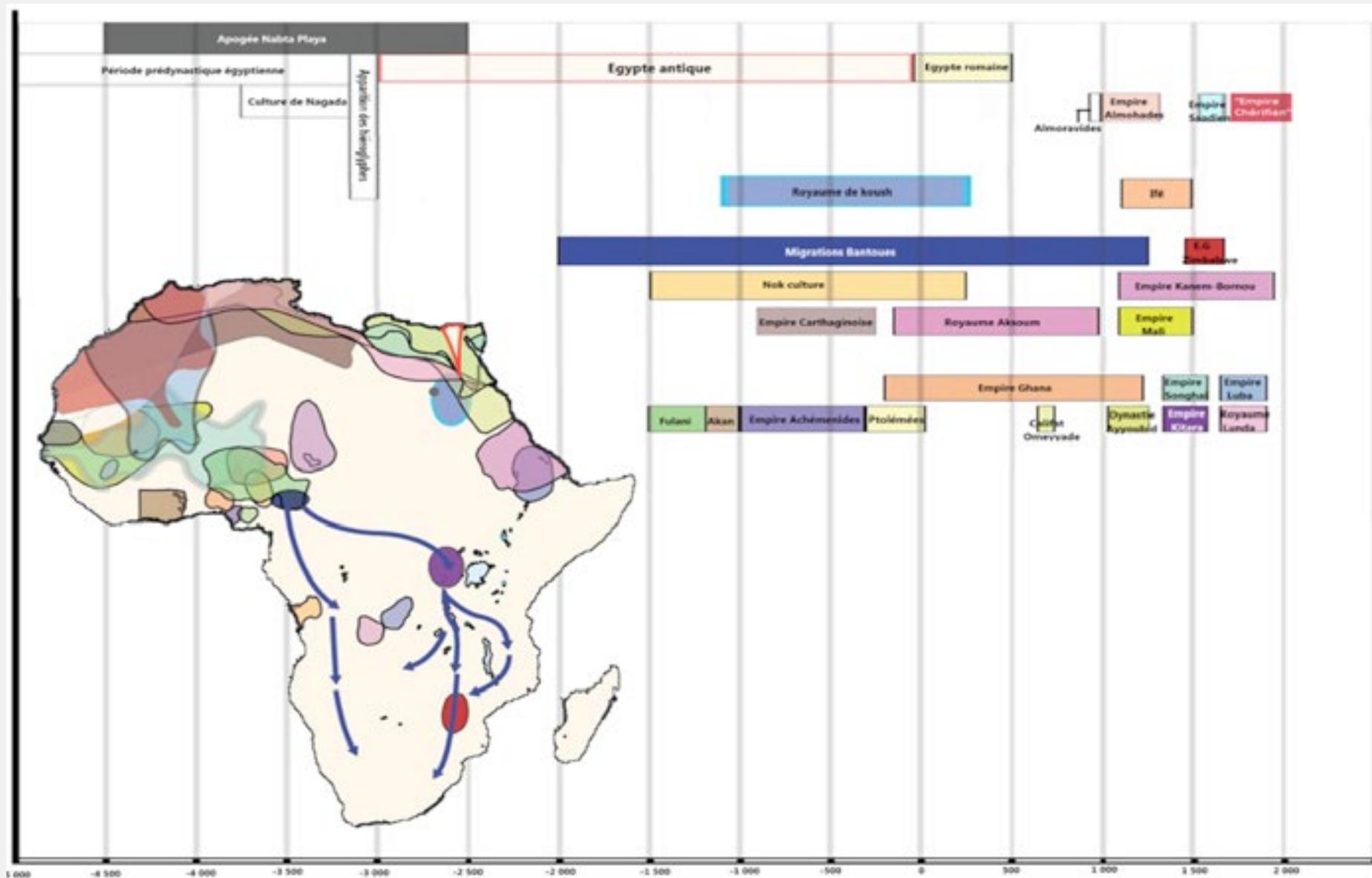
- ▶ Il y a 10.000 ans, le Sahara était une région fertile et peuplée. Lorsqu'il s'assécha, 5.000 ans plus tard, ses habitants migrèrent vers l'Est et remontèrent la vallée du Nil. Ils se mélangèrent aux populations d'agriculteurs venus du Proche-Orient, à la suite d'une migration massive vers -3.000. C'est là, issue de cette hybridation, que s'épanouit pendant plus de 3.000 ans l'une des civilisations les plus avancées de l'histoire de l'humanité : l'Égypte pharaonique.

aux empires médiévaux...

- ▶ Vers -1.500, un autre foyer de civilisation apparaît, cette fois du côté du Nigéria actuel. La culture de Nok incarne la transition de l'âge de pierre tardif à l'âge du fer. Elle ouvrira la voie à la civilisation d'Ife (Oduduwa), l'une des plus originales d'Afrique subsaharienne (12^{ème}-15^{ème} siècle) urbaine, commerçante dont l'importance spirituelle demeure, aujourd'hui, Ife étant toujours la capitale religieuse des Yoruba.

- ▶ Fondé par les Soninkés, l'empire du Ghana (Wagadou) est le premier des grands empires médiévaux (3^{ème}-13^{ème} siècle). Lorsque les Arabes conquièrent l'Afrique du Nord (7^{ème} siècle), ils nouent des liens commerciaux étroits avec cet empire qui s'islamisa très vite.
- ▶ Au 8^{ème} siècle, le Malinké musulman Soundiata Keïta fonde l'empire du Mali, une confédération d'États tributaires et de provinces, regroupant différentes ethnies (Malinkés, Bambaras, Wolofs, Toucouleurs). Son œuvre principale demeure *la charte du Manden*, premier texte consacrant l'abolition de l'esclavage et les droits de l'Homme (1222).
- ▶ Ancien royaume assujéti des deux précédents empires, l'empire du Songhaï apparaît au 15^{ème} siècle. Le rayonnement culturel de sa capitale, Tombouctou, est tel que des étudiants et des savants viennent d'Égypte, du Maroc, d'Andalousie ou du Bénin pour suivre des cours à l'université Sankoré et dans ses madrassas.

Synoptique des civilisations anciennes en Afrique



Source : Traitement IRES_ https://fr.wikipedia.org/wiki/Afrique#cite_ref-134

B ERCEAU DES CIVILISATIONS (2)

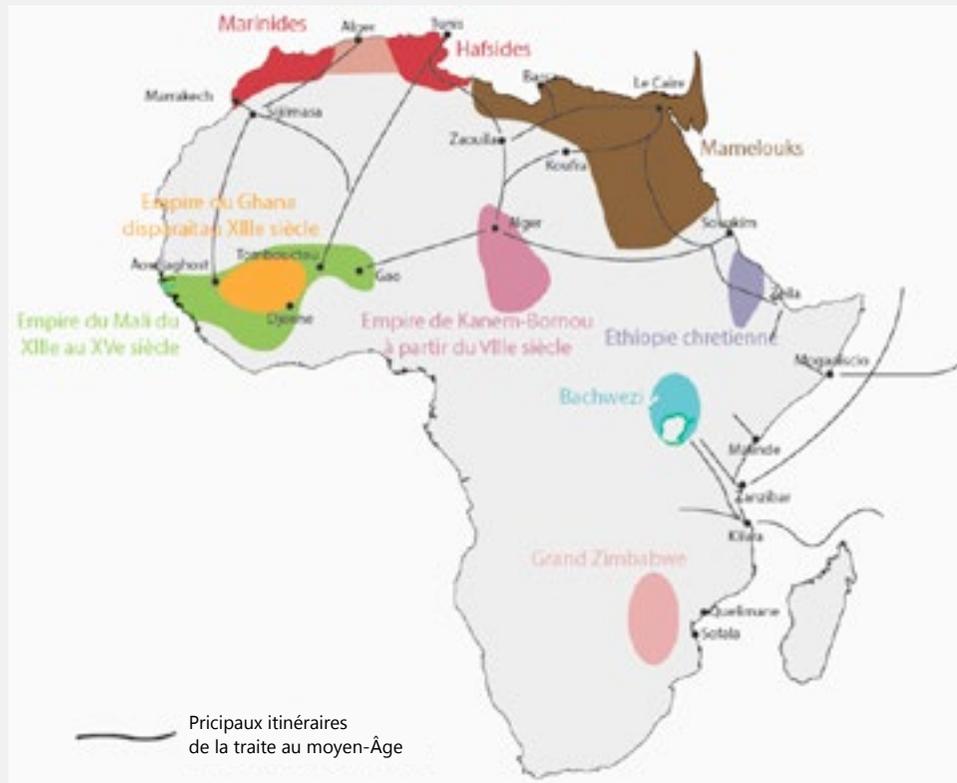
- ▶ Sous la pression de la désertification du Sahara, les peuples bantous ont migré jusqu'en Afrique australe et en Afrique orientale (-1000). C'est là, au Mozambique et au Zimbabwe que leurs descendants Shona construisirent le Grand Zimbabwe, capitale de l'empire Monomotapa (11^{ème}-17^{ème} siècle). Cette civilisation de bâtisseurs se distingua par sa maîtrise de la construction en granit sans mortier.
- ▶ Parallèlement à ces grands empires dont restent quelques traces, de multiples royaumes (Aksoum, Kanem-Bornou, Djolof, Bénin, Dahomey... bambara, zoulou, peul...) ont émaillé l'histoire et la géographie du continent africain.
- ▶ Les influences n'ont pas été absentes de certains de ces développements, de la Méditerranée (civilisation Carthaginoise -814/-146-, chrétienté) au monde arabe (islamisation du nord de l'Afrique jusqu'au 10^{ème} parallèle nord, comptoirs de la côte Est).

et à la civilisation arabo-berbère

- ▶ A partir du 7^{ème} siècle, les armées arabes conquièrent l'Afrique du Nord où ils finissent par s'allier aux Berbères. Pendant plus de cinq siècles, de puissantes dynasties modèleront le Maghreb et l'Egypte, influençant considérablement les cultures locales du nord de l'Afrique.
- ▶ Héritière des avancées exceptionnelles de la Méditerranée antique (Volubilis), cette civilisation va atteindre un haut niveau culturel et contribuer aux progrès de l'architecture (Mosquée de Kairouan, 670, Université Al Quaraouiyine, Fès, 859), de la médecine (*bimaristan*), du droit (école malékite)... Elle en fera bénéficier les cultures sous son influence grâce aux échanges qui fondent sa prospérité.
- ▶ L'islam coexistera d'autant plus facilement avec l'animisme africain originel qu'il sera utilisé, paradoxalement, par les souverains convertis des royaumes médiévaux pour justifier l'esclavage des populations restées animistes (*islam de cour*) (2).

B ERCEAU DES CIVILISATIONS (3)

Itinéraires de traite en Afrique au Moyen-Âge



■ Source : Retraitement IRES_ Aliesin_ <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=1514436>

Conclusion

- ▶ Il a fallu attendre la fin du 20^{ème} siècle pour finir par admettre l'origine réellement africaine de la plupart des grandes réalisations susmentionnées. Car, privée de son histoire, l'Afrique était plus facile à exploiter, sa propre conscience d'elle-même plus facile à occulter,
- ▶ Enfin, indépendamment de leurs qualités intrinsèques (organisation, leadership...), tous ces empires présentent des points communs, creuset de leur histoire et de l'avenir de l'Afrique :
 - ❖ Le haut degré de tolérance de la diversité culturelle, religieuse et ethnique des peuples qui les composaient et d'acculturation aux éléments étrangers.
 - ❖ Une prospérité fondée sur le commerce de l'or, du sel, des marchandises (transsaharien), des ressources naturelles...
 - ❖ Une exploitation intensive des ressources naturelles forestières, minières, animales (plumes, ivoire).
 - ❖ Une conflictualité permanente qui a souvent conduit à la fin de ces empires.

B ERCEAU DE MONDIALITÉ (1)

Villes et routes du commerce transsaharien à la fin du 15^{ème} siècle



■ Source : Article sur Le commerce transsaharien <http://www.le-cartographe.net/dossiers-carto/afrique/52-le-commerce-transsaharien>

Le commerce, ADN économique de l'Afrique

- ▶ Si le Sahara peut être considéré comme un hiatus géo-climatique, il a, cependant, été traversé dès le 5^{ème} siècle d'Est en Ouest (objets en cuivre) et du Nord au Sud (or). Le commerce, activité africaine sans doute la plus développée au cours des deux derniers millénaires, est bien au cœur de son ancrage dans la mondialité.
- ▶ **L'image économique occidentale le plus souvent véhiculée est celle d'un continent périphérique, un épiphénomène distant, uniquement fournisseur de matières premières.** D'où une absence de considération pour des agents économiques qui, a priori, ne savaient même pas transformer leurs ressources alors que celles-ci alimentaient directement la croissance mondiale : l'or soudanais finançait les expéditions de Marco Polo en Chine (13^{ème} siècle) tandis que l'or du Zimbabwe fournissait un instrument monétaire majeur au monde musulman.

B ERCEAU DE MONDIALITÉ (2)

La mondialité des échanges

Dès la plus haute antiquité, l'économie africaine s'est développée autour de trois fortes particularités :

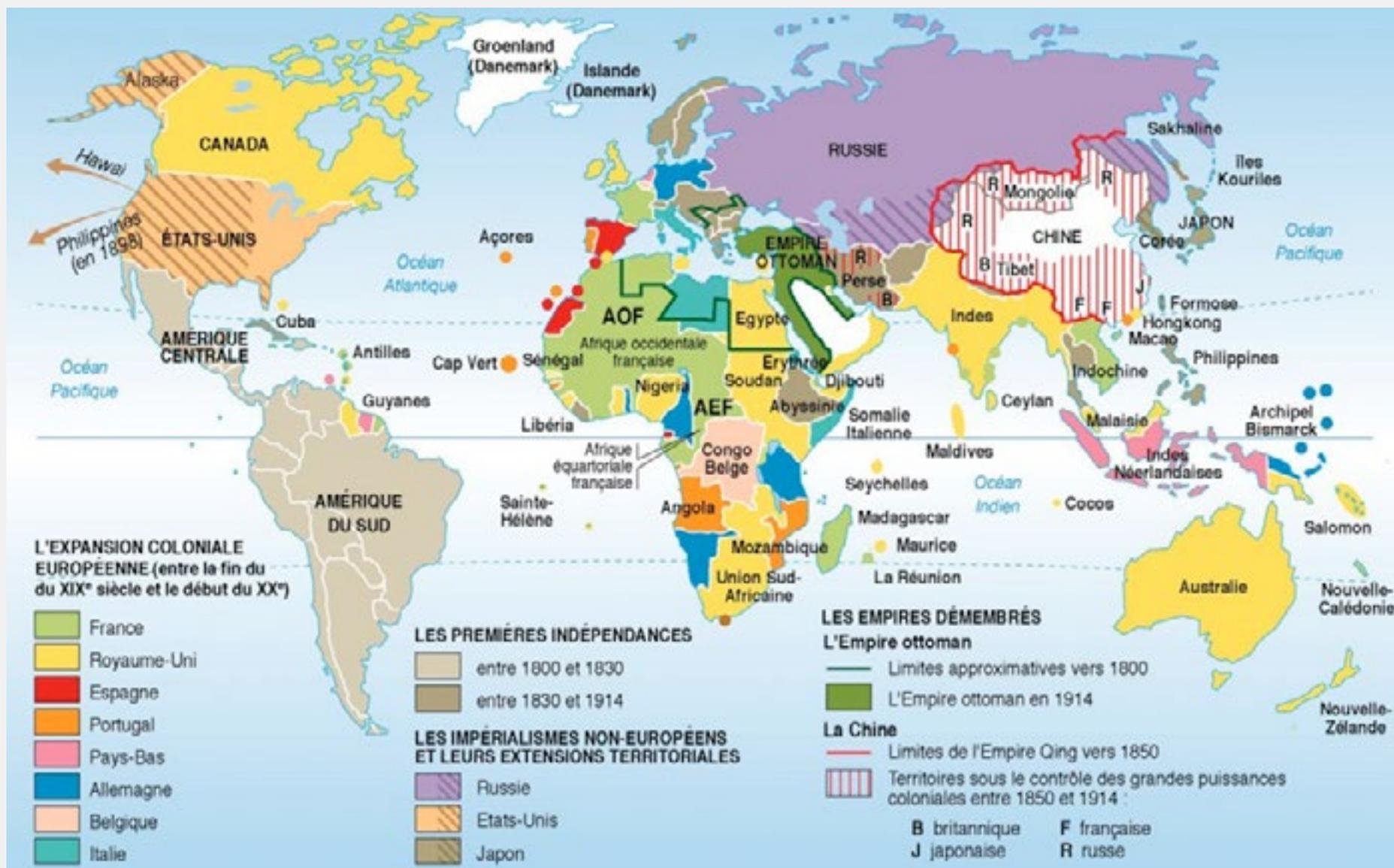
- ▶ **Le négoce** caractérise l'économie du continent : l'échange de biens achetés pour être revendus. Ainsi, dès -500, le troc à la muette de l'or contre le sel fit la grandeur du port de *Leptis Magna*. La traite négrière, d'abord intra-africaine, puis arabe, orientale et occidentale, contribua pendant deux millénaires à ces échanges.
- ▶ Au carrefour de trois ensembles géographiques et culturels majeurs, les Africains développèrent très tôt **des relations commerciales internationales importantes** et à longue distance : avec la Méditerranée (Antiquité), l'océan Indien (5^{ème} -15^{ème} siècle) et l'Atlantique (à partir du 16^{ème} siècle).
- ▶ Néanmoins, si la main-d'œuvre africaine irrigua le monde jusqu'à la Chine, **les commerçants africains n'eurent pas besoin de quitter le continent**. C'est le reste du monde qui vint à eux, en quête d'or, d'esclaves, de ressources naturelles et, aujourd'hui, notamment, de terres arables.

L'intégration mondiale

- ▶ Le continent africain participa très tôt à la mondialité plutôt qu'à la mondialisation. Car la mondialité est d'abord culturelle.
- ▶ Le brassage des populations africaines par le jeu des migrations collectives et des déplacements individuels est à l'origine même de la dispersion de l'humanité sur la planète et de l'émergence d'un genre unique, celui de l'homosapien. Au **brassage interafricain** s'est ajouté le **métissage avec les Arabes**, à partir du 6^{ème} siècle (via les concubines), puis avec **les riverains de l'Océan Indien** (via les marins étrangers installés sur la côte Est de l'Afrique) et, dans une moindre mesure, avec **les Européens** (colonisation).
- ▶ De cette hybridation génétique ou cognitive ont émergé de nouvelles coutumes, architectures, formes politiques..., mais, surtout, **une extraordinaire résilience de la culture traditionnelle** (cf. chapitre 2) et **une capacité d'intégration des cultures nouvelles**. La conjugaison de ces deux atouts a parfois produit des effets supérieurs à la somme des parties, comme la civilisation carthaginoise (Berbères et Phéniciens) ou la culture swahilie (Bantous & Arabes).

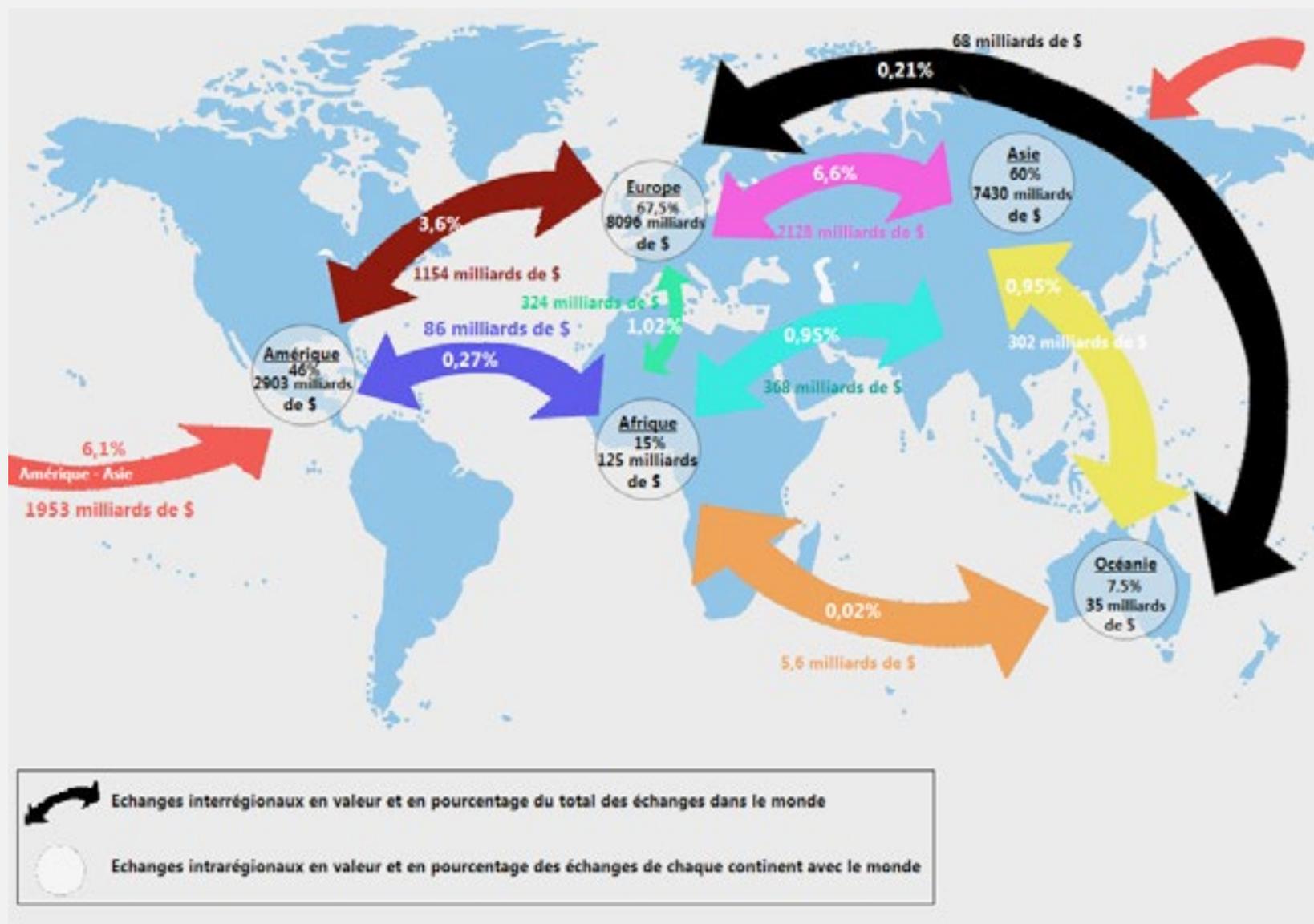
C'est tout le cosmopolitisme de la mondialité qui se joue, ainsi, à l'échelle du continent-berceau de l'humanité.

L'expansion coloniale dans le monde du 19^{ème} au milieu du 20^{ème} siècle



■ Source : Retraitement IRES _ Philippe Rekacewicz. Atlas du Monde diplomatique, 2003

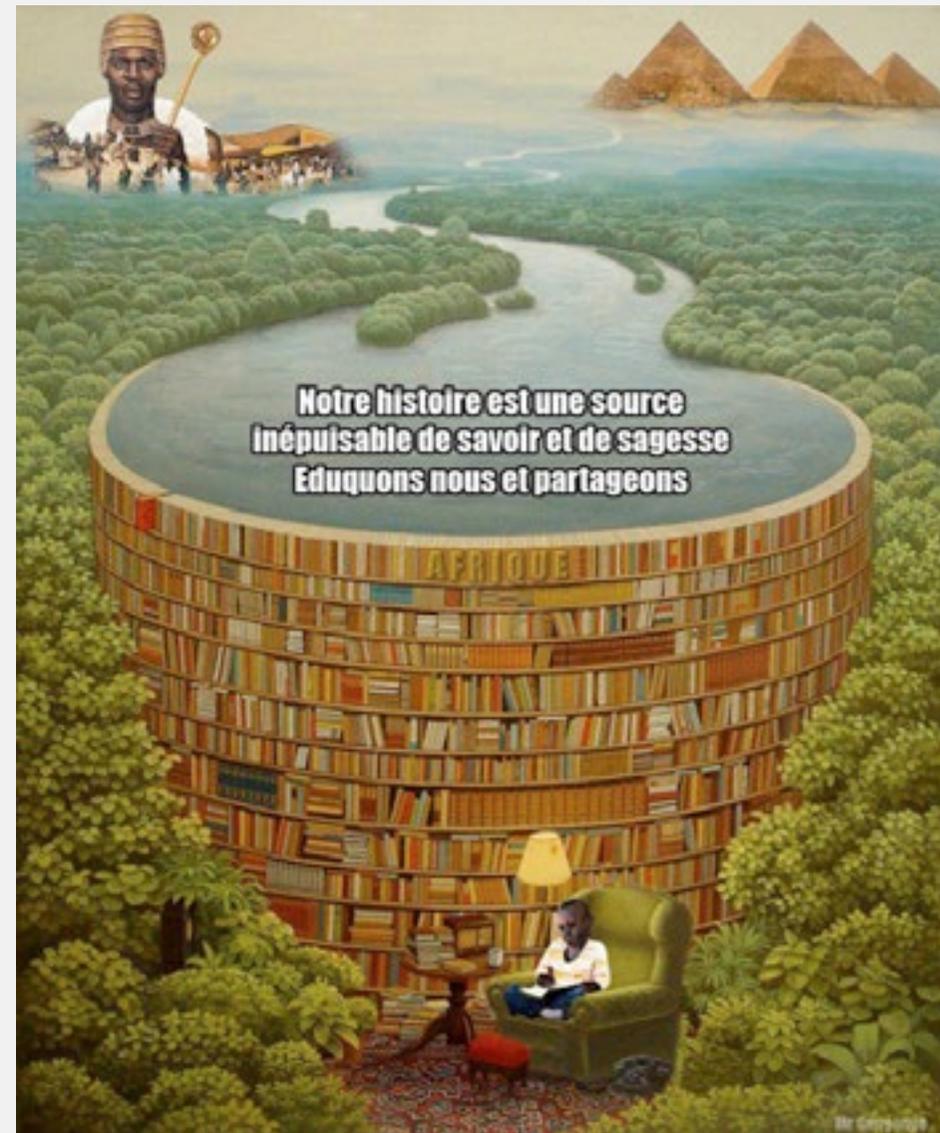
Echanges commerciaux inter et intra régionaux en 2016



Source : Traitement IRES des données de la CNUCED

A RETENIR

- ▶ L'Afrique : un seul berceau pour une seule humanité.
- ▶ De multiples civilisations, souvent issues d'un mélange culturel intra ou extra-africain.
- ▶ Une culture millénaire du cosmopolitisme, favorisant la mondialité.



■ Source : http://sematawy.e.s.f.unblog.fr/files/2012/11/60692_519168024760255_532502242_n.jpg



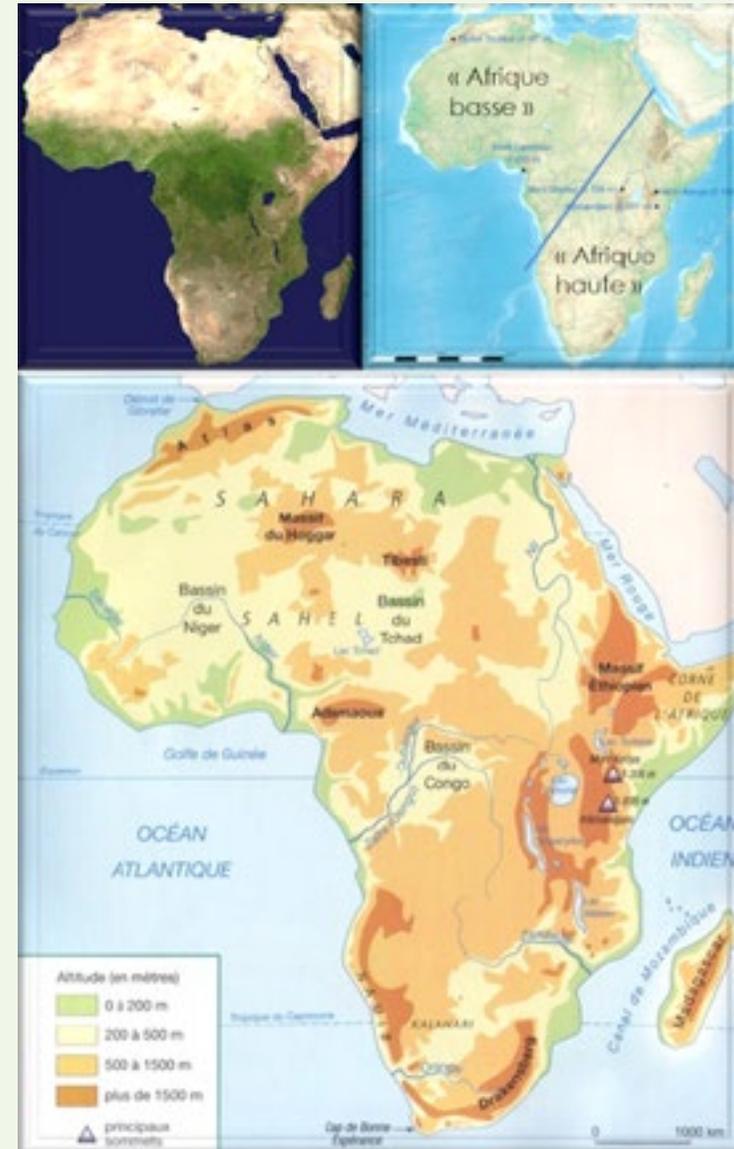
| Chapitre 2

DES BIOMES, DES HOMMES
ET DES INSTITUTIONS

L'AFRIQUE EN CHIFFRES N°1

Le territoire africain

- ▶ Un continent d'une superficie de 30,3 (3) millions km².
- ▶ Une fracture climatique Nord-Sud : le désert du Sahara.
- ▶ Une double fracture Est-Ouest :
 - ❖ Pluviométrique, de part et d'autre du Grand Rift Est-Africain (plus aride à l'est).
 - ❖ Géologique : une "Afrique haute" à l'est d'une ligne Port-Soudan-Lobito et une "Afrique basse", à l'ouest.
- ▶ Un territoire continental couvert par :
 - ❖ 58,3% (4) de milieux relativement arides, habités par 39% (4) de la population africaine, soit 454 millions d'habitants (4).
 - 13,4% (4) de milieux semi-arides et subhumides habités par 16,8% (4) de la population,
 - 20,4% (4) de déserts ou milieu hyperaride (Sahara, Namib...), abritant près de 12% (4) de la population,
 - 24,5% (4) de milieux strictement arides (Sahel, Grand Karoo...) où résident 10,4% (4) de la population.
 - ❖ 41,7% (4) de milieux non-arides, habités par 60,6% (4) de la population africaine, soit un peu plus de 705 millions d'habitants (4).
 - 4 grands bassins hydrographiques (5): Nil, Congo, Niger et lac Tchad et 10% des ressources en eau renouvelables mondiales (4) (6952 km³) en 2014 (3).
 - 20,8% de forêts (4), soit 6,27 millions de km² en 2014 (3).
 - 3% de montagnes (dont 14 domaines skiables).
 - ❖ Des niches écologiques (Madagascar) et 8 hotspots de la biodiversité (6).



Source : <http://blogjparrignon.net/asc2i/wp-content/uploads/2014/03/2.jpg>

I NTRODUCTION

Continent profondément mosaïque, tant dans sa nature que dans sa culture, l'Afrique exprime sa pluralité à travers les écosystèmes naturels (biomes) qui façonnent ses paysages, ses peuples qui ont diversifié leur culture au long des âges et la coexistence, aujourd'hui, d'institutions fortement différenciées.

► Différents biomes

Le continent africain couvre 6% de la surface terrestre et 22,8% de la surface des terres émergées (4).

La variété de ses climats (températures et précipitations) et de ses sols a généré différents biomes (faune, flore, relief, climat), eux-mêmes porteurs de diversité malgré, parfois, des noms identiques comme les déserts (Sahara, Namib, Kalahari).

Ces biomes ont considérablement influencé leurs habitants humains (morphologie, mode de subsistance, habitat, traditions). Mais ils sont de plus en plus dégradés par l'action de l'Homme (Anthropocène) et le changement climatique qui en résulte, altérant en retour les possibilités de survie qu'ils offrent.

► Différents peuples

Deuxième continent le plus peuplé après l'Asie, ses 1,2 milliard d'habitants (7) constituent 16,4% (7) de la population mondiale, en 2016.

Alors qu'un regard non aguerri ne distingue qu'une masse indifférenciée de couleur sombre au centre et mate au nord du continent, la diversité tant physiologique que culturelle des peuples africains est pourtant exceptionnelle, des Pygmées aux Masaïs, des Berbères aux Khoi-San.

► Différentes institutions

Comme la majorité des pays au 21^{ème} siècle, les Etats africains ont adopté l'un ou l'autre ou une combinaison des systèmes politiques, issus de la culture gréco-latine : dynastie monarchique, république, dictature ou démocratie.

Mais à la différence de la plupart des autres pays, les Etats africains, tant au Nord qu'au Sud du Sahara, ont souvent conservé une juxtaposition du droit coutumier et du droit occidental, ce qui peut, parfois, en perturber la lisibilité, mais assurer, aussi, un ancrage puissant dans les racines culturelles.

DIFFÉRENTS BIOMES (1)

Trois grands biomes caractérisent principalement le milieu naturel africain : la savane tropicale et subtropicale qui recouvre une grande partie du territoire, le désert et les forêts humides tropicales et subtropicales.

De l'aridité...

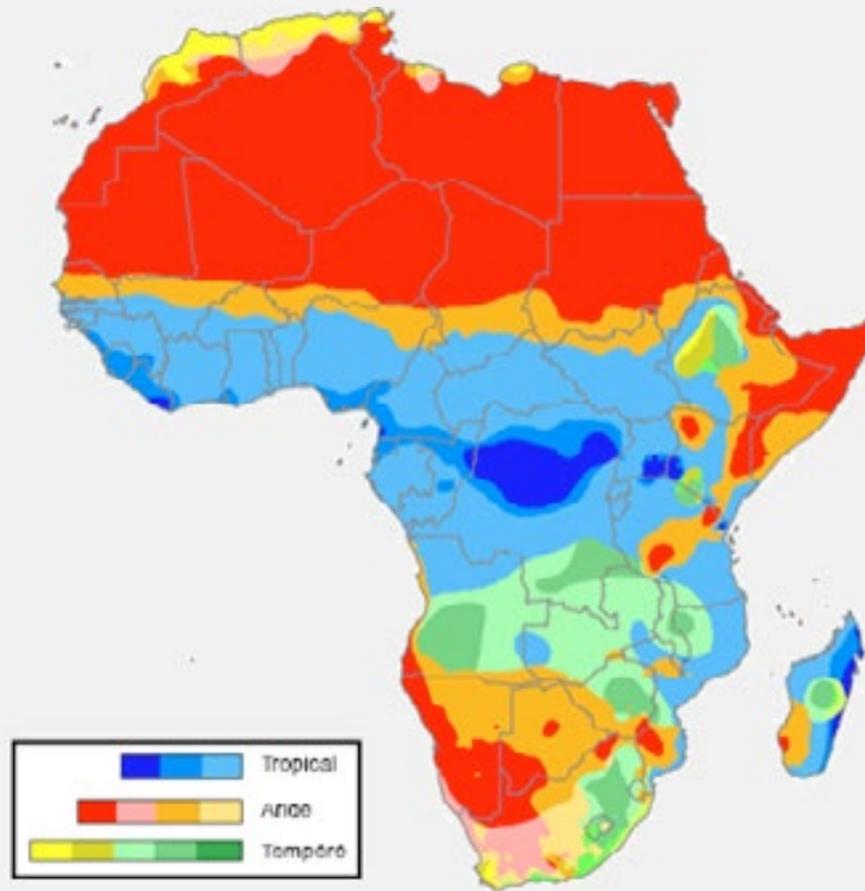
- ▶ Plus grand désert du monde, le Sahara s'étend sur 5.000 km d'est en ouest et sur 2.000 km du nord au sud. Si on y ajoute le désert de Namib au sud, environ 20,4% (4) de la superficie du continent est couverte par des zones désertiques (<100 mm/an de précipitations).
- ▶ Celles-ci prennent des formes variées (cf. illustration ci-contre) dont chacune génère un écosystème distinct, avec sa propre faune et flore, en dépit de l'aridité.
- ▶ Les zones strictement arides (entre 100 et 400 mm/an de précipitations) forment quasiment 24,5% (4) du continent. Elles hébergent près de 121 millions de personnes (4) qui essaient d'en puiser leur nourriture, en dépit des aléas climatiques. Elles ont forgé des cultures traditionnelles spécifiques (Berbères, Himbas, Sans) et des savoirs d'une grande technicité (Zaï, irrigation oasienne...).



Source : ProGective

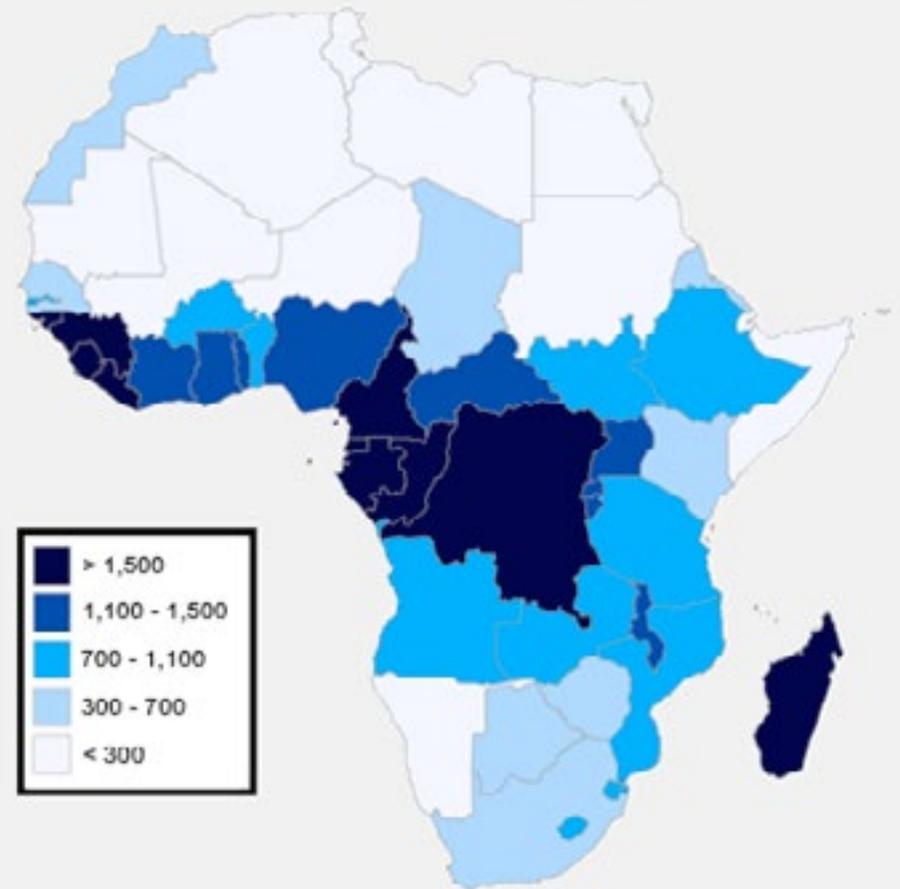
Les multiples visages du désert : le désert de sable (20% du Sahara), la montagne (Hoggar, Tassili, Tibesti), le plateau rocailleux (ex. Hamada el Harich), le désert de pierres ou reg qui est le plus répandu (ex. Ténéré du Tafassasset, Désert Lybien, Corne de l'Afrique) ou, encore, la nappe de sable (ex. Kalahari).

Différents climats en Afrique



■ Source : Retraitement IRES _ Hydrology and Earth System Sciences:
"Updated world map of the Köppen-Geiger climate classification"

Hauteur moyenne des précipitations (en mm par an), 2014



■ Source : Traitement IRES des données d'AQUASTAT (FAO)

DIFFÉRENTS BIOMES (2)

La diversité des biomes africains



■ Source : ProGective

... à la luxuriance

- ▶ La biodiversité animale et végétale croît depuis les pôles jusqu'à l'équateur : la forêt équatoriale dense est, donc, le biome le plus riche et le plus divers. Cela explique que l'Afrique, avec 15,6% de la superficie forestière mondiale (6,27 millions de km² de forêts en 2014 (4)) dont 10% de forêts primaires, héberge 25% de la biodiversité (faune et flore) de la planète.
- ▶ Le Bassin du Congo couvrait à lui seul, en 2010, plus de 2,68 millions de km² de forêts tropicales (8), soit 6,7% de la surface forestière mondiale (4). Deuxième couvert forestier tropical au monde après l'Amazonie, il abrite 10% de la biodiversité mondiale (8).
- ▶ Cette luxuriance s'étend, aussi, à plusieurs niches écologiques comme :
 - ❖ les mangroves : au Nigeria par exemple, ce sont les aires de reproduction de plus de 60% des poissons pêchés (9) entre le Golfe de Guinée et l'Angola,
 - ❖ les hautes terres et montagnes d'Afrique orientale qui abritent, notamment, une végétation afro-alpine particulière et les derniers gorilles de montagne.

DIFFÉRENTS BIOMES (3)

Tout se joue autour de l'eau

Bien que 58,3% (4) du continent soient considérés comme arides (dont 20,4% désertiques), l'Afrique s'avère riche en eau sous ses deux principales formes, douce et salée.

Aujourd'hui impropre à la consommation, l'eau salée constitue, cependant, un formidable patrimoine, peu ou mal exploité dans les secteurs de la pêche, du tourisme, du transport, des énergies renouvelables ou thermiques.

▶ L'eau salée marine

- ❖ Près de 25.750 km de côtes peu découpées, baignées de courants froids à l'ouest et plus cléments à l'est (océan Indien).
- ❖ Un riche domaine maritime, tant par sa biodiversité que par son potentiel économique.

▶ L'eau salée terrestre

- ❖ Présente dans les chotts du Sahara et dans certains aquifères terrestres, elle peut, cependant, être utilisée soit en la transformant en eau douce soit pour la production de l'énergie.

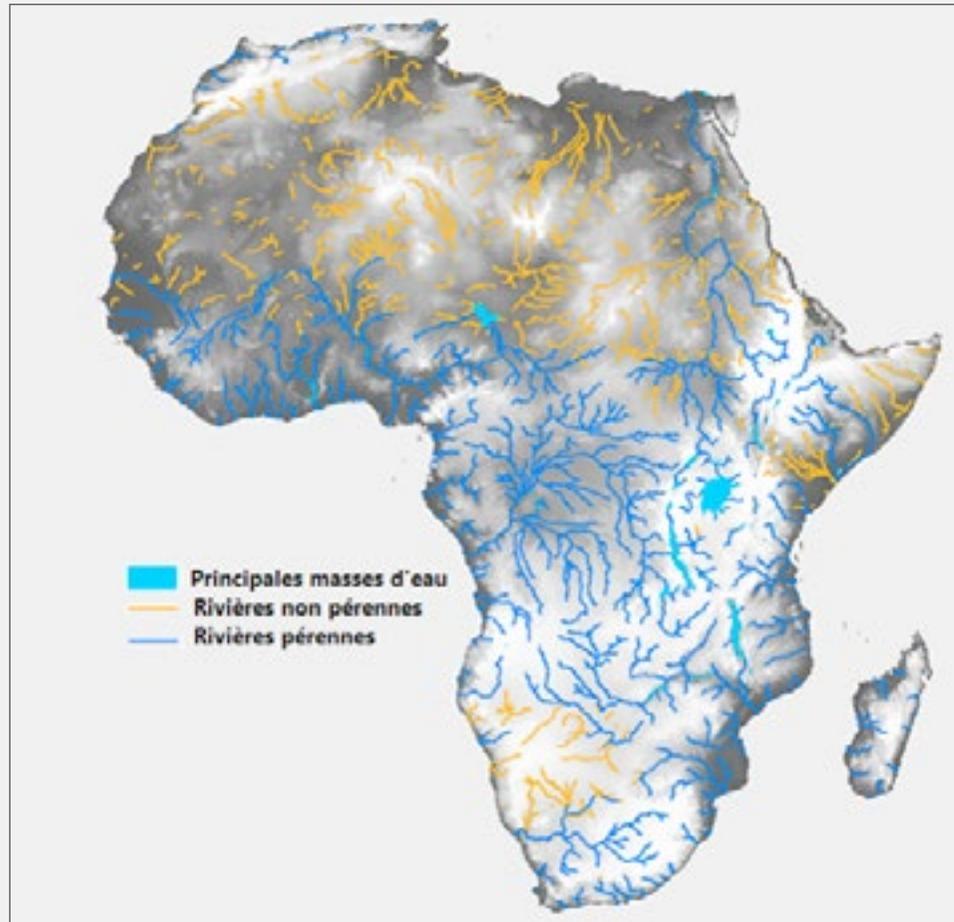
▶ L'eau douce souterraine

- ❖ L'eau douce peut être potable ou non, renouvelable ou non. L'essentiel des stocks réside dans des aquifères, à la capacité de renouvellement mal connue et longtemps considérée comme nulle : En réalité, le système aquifère du Sahara septentrional, par exemple, se recharge d'environ 2mm/an (10).
- ❖ Le volume total d'eaux souterraines en Afrique est de 660.000 km³ (11) dont 0,22% exploités : 1.420 km³ (3). Près de 72% (12) de la population africaine dépend de cette ressource en eau potable.
- ❖ L'un des plus grands du monde, le système aquifère du Sahara septentrional contient plus de 30.000 km³ d'eau dont une partie est salée et une autre, inexploitable en l'état des technologies et des moyens.

▶ L'eau douce de surface

- ❖ L'eau pluviale compte très faiblement dans les réserves en eau, du fait tant de l'évaporation et du lessivage que faute d'un stockage approprié.
- ❖ Les eaux de surface (fleuves, lacs, réservoirs), très inégalement réparties, offrent quelque 5.532 km³ (3) d'eau douce renouvelable.
 - De grands bassins : Congo, Niger, Nil, lac Tchad, Orange.
 - De grands lacs : un volume d'un peu plus de 28.682 km³ (13).

Rivières et principales masses d'eau de surface en Afrique



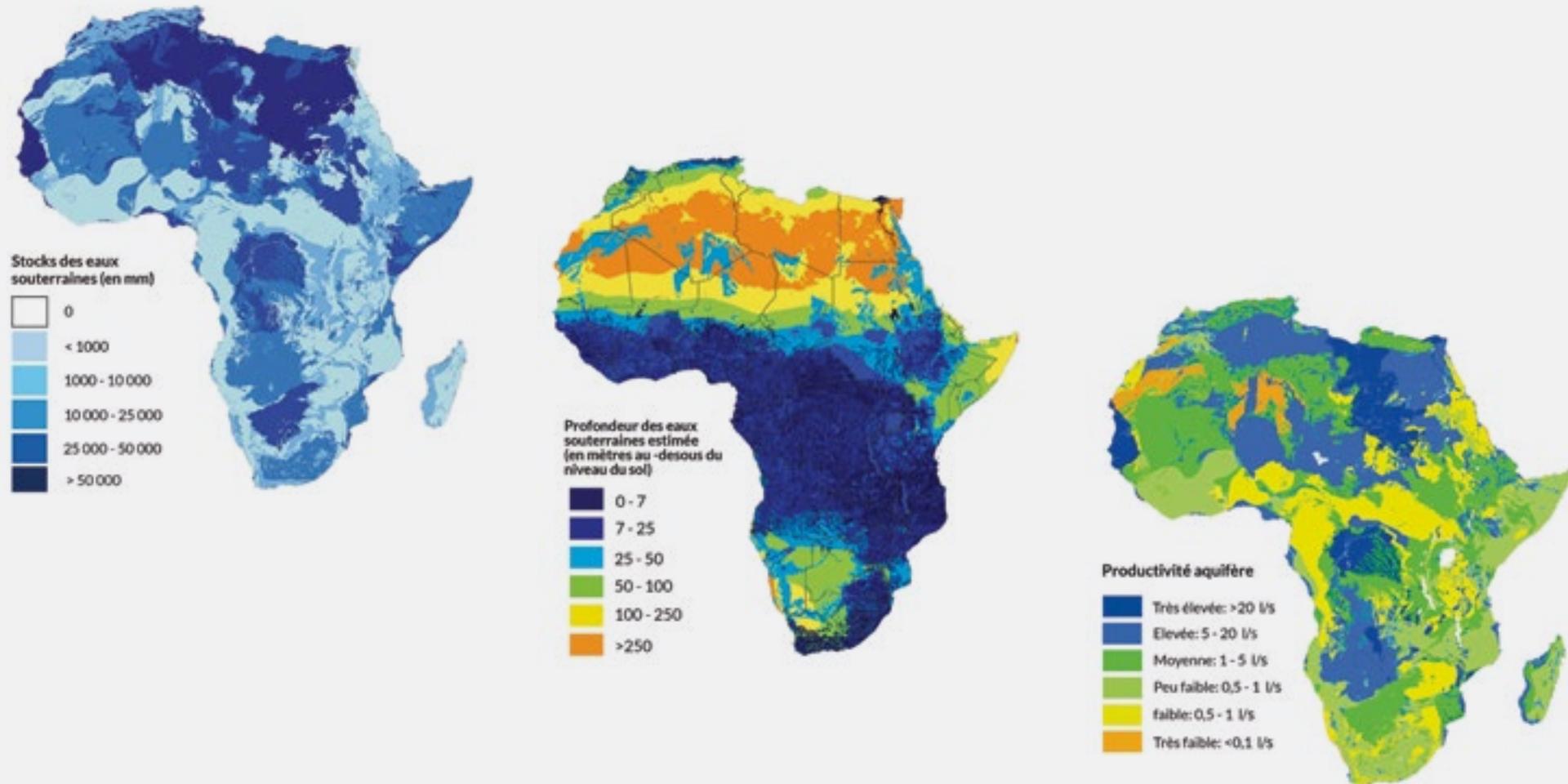
■ Source : World Wildlife Fund HydroSHEDS; Digital Chart of the World drainage and FAO Inland Water Bodies

Les bassins hydrographiques en Afrique



■ Source : The Transboundary Freshwater Dispute Database - Université d'État de l'Oregon

Eaux souterraines en Afrique



Source : Retraitement IRES_A M MacDonald, H C Bonsor, B 'E 'O Dochartaigh and R G Taylor, "Quantitative maps of groundwater resources in Africa", 19 April 2012

Crépuscule sur les chutes Victoria



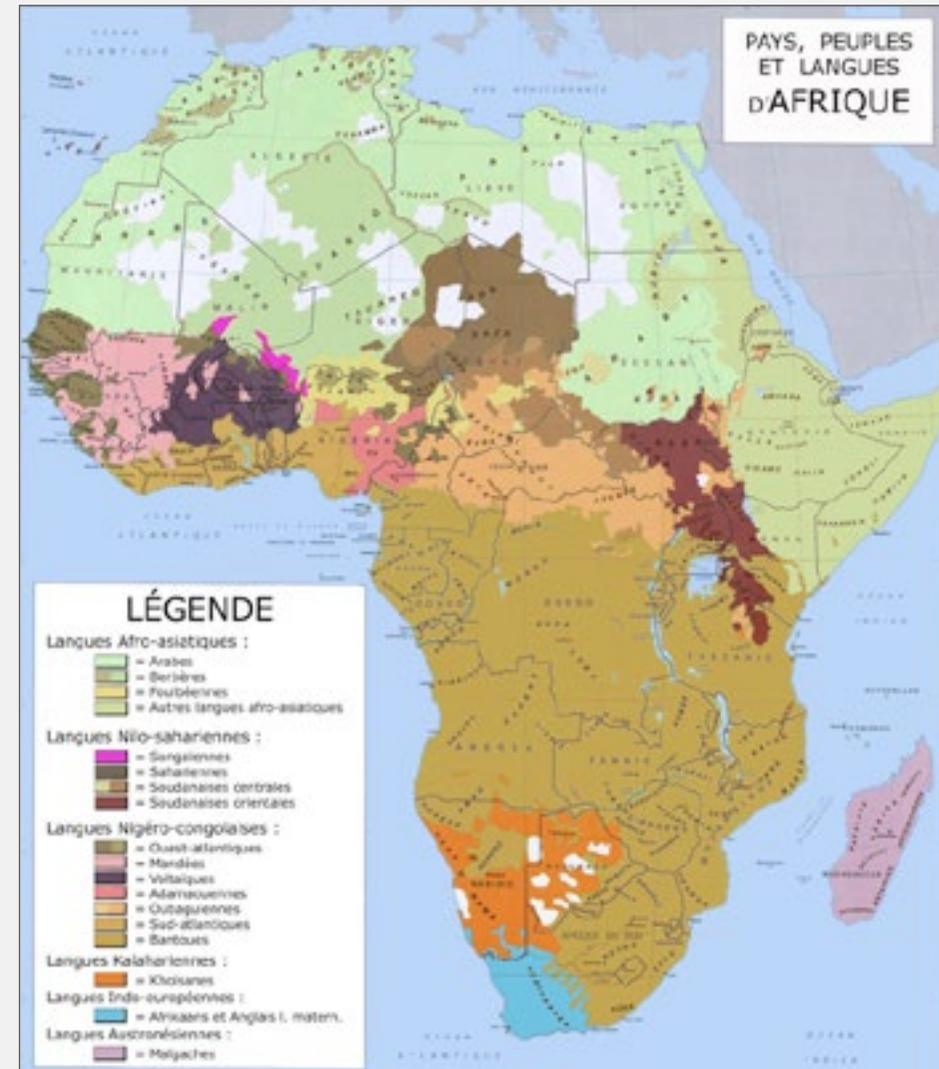
■ Source : <http://www.itinera-magica.com/zebres-lions-et-cascades-les-merveilles-de-lafrique-australe/>

DIFFÉRENTS PEUPLES

Les familles linguistiques du continent africain

La population du continent africain est l'une des plus diversifiée au monde. **Génétique et culturelle, cette diversité dévoile de multiples visages de l'Afrique, mais aussi quelques points communs.**

- ▶ Le nombre de langues vivantes en Afrique s'élève à 2.144 (14), soit 30,2% (14) des langues parlées dans le monde pour une population représentant 16,4% (7) de la population mondiale.
- ▶ **L'Afrique possède la diversité linguistique la plus élevée au monde, du bantou (dont dérive la majorité des langues africaines) au khoï-san (langue à clic), en passant par le kiswahili (langue créolisée).**



Source : CIA fact book & maps



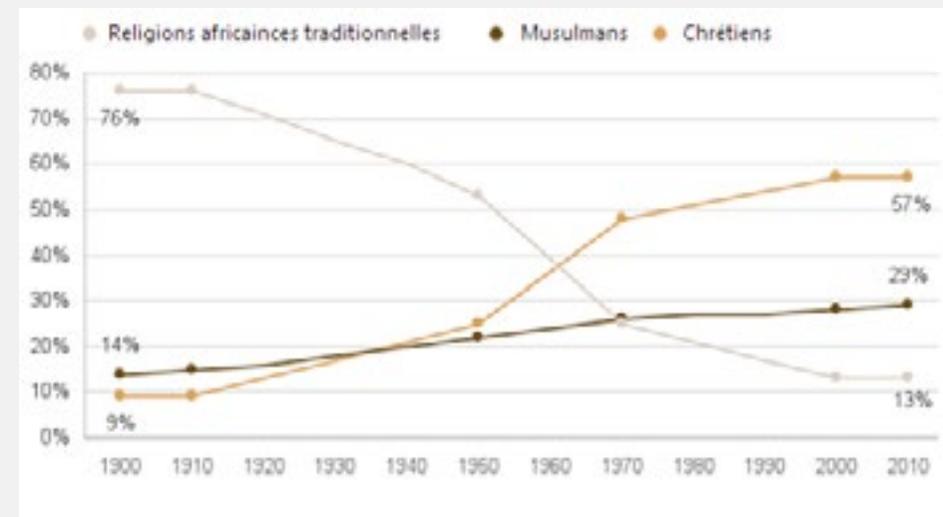
■ Source : ProGective

- ▶ **Plus d'un millier d'ethnies (15)** ont été recensées sur le continent : Bakongos, Bambaras, Bamilékés, Berbères, Bochimans, Dogons, Himbas, Massaïs, Peuls, Pygmées... Zoulous. Mais la notion même d'ethnies et de groupes ethniques pose problème, comme en témoigne la controverse sur l'origine ethnique ou socioprofessionnelle du clivage Tutsis/Hutus. Car l'Afrique est une terre :
 - ❖ de mobilité suite aux conflits, aux famines, aux sécheresses, aux épidémies, mais aussi en raison des échanges qui ont toujours conduit à des mouvements de population,
 - ❖ de métissage, non seulement interafricain, mais, aussi, intercontinental (Arabes, Indiens...),
 - ❖ de reconstruction identitaire, après la classification coloniale, parfois arbitraire, la mythification d'un passé souvent plus rêvé que réel par les mouvements de revendication et l'intégration progressive dans la mondialisation.

DIFFÉRENTES CULTURES

- ▶ Comme les origines, la langue, la culture, parfois le territoire, les religions contribuent à déterminer les groupes ethniques. Sous l'influence des Arabes et des Européens, les cultures autochtones se sont "colorées" de christianisme et d'islam sans pour autant renier, parfois, leurs croyances premières. D'où la difficulté d'évaluer réellement l'engagement religieux de la population africaine, notamment subsaharienne, constituée de (16) :
 - ❖ 13% de pratiquants des religions traditionnelles,
 - ❖ 57% de chrétiens ou assimilés,
 - ❖ 29% de musulmans.
- ▶ Les pratiques sociétales (culturelles, marchandes, productives) varient fortement selon les termes de l'échange, les rites liés au mariage, aux naissances, à la puberté, les modalités productives (agriculture, élevage), influencées fortement par leur écosystème naturel (climat, relief).
- ▶ Cependant, **le plus grand clivage structurel**, aujourd'hui, n'est plus culturel ou "ethnique". Il est celui qui **s'est instauré entre des urbains et des ruraux, entre des peuples attachés à leurs riches traditions ancestrales et leurs enfants** qui tournent le dos à ces pratiques pour mieux embrasser la modernité urbaine.

L'évolution de la répartition de la population de l'Afrique subsaharienne selon la religion depuis 1900



|| Source : World Religion Database, Historical data draw on government records, historical atlases and reports of religious organizations at the time. Later figures draw on U.N. population estimates, surveys and censuses. Pew Forum on Religion and Public Life, April 2010



■ Source : a.i. 286, œuvre de A.idriss_ Le Peintre Du Sahel (Idrissa SAVADOGO), 2009

DIFFÉRENTES INSTITUTIONS

Les observateurs étrangers ont longtemps cru que seule la puissante administration arabo-musulmane avait réussi à structurer une partie du continent. En réalité, **les pays africains subsahariens surent eux aussi développer des institutions complexes** pour administrer leurs concitoyens.

- ▶ Tandis que la terre était définie comme une propriété privée par le droit romain, en Afrique elle était considérée comme non appropriable : il était possible d'en disposer, mais, en aucun cas, de la vendre. Les modes d'administration anciens furent souvent fondés sur une connaissance multiséculaire de la production agricole. Ils ont été abandonnés par les colonisateurs européens qui ont introduit la mécanisation et par les réformes post-indépendance, mises en place par certains gouvernements autoritaires (regroupement de villages comme en Ethiopie). Il en résulta des catastrophes écologiques et humaines.
- ▶ En ce début du 21^{ème} siècle, les 54 Etats africains ont tous adopté des formes de gouvernement héritées du monde gréco-romain (monarchie, république, dictature...). Le degré de démocratie qui y règne caractérise bien la diversité africaine : démocraties stables, démocraties troublées, dictatures (dictature sous forme de démocratie) et autocraties.

▶ Les systèmes de droit qui régissent les sociétés africaines empruntent plusieurs modèles :

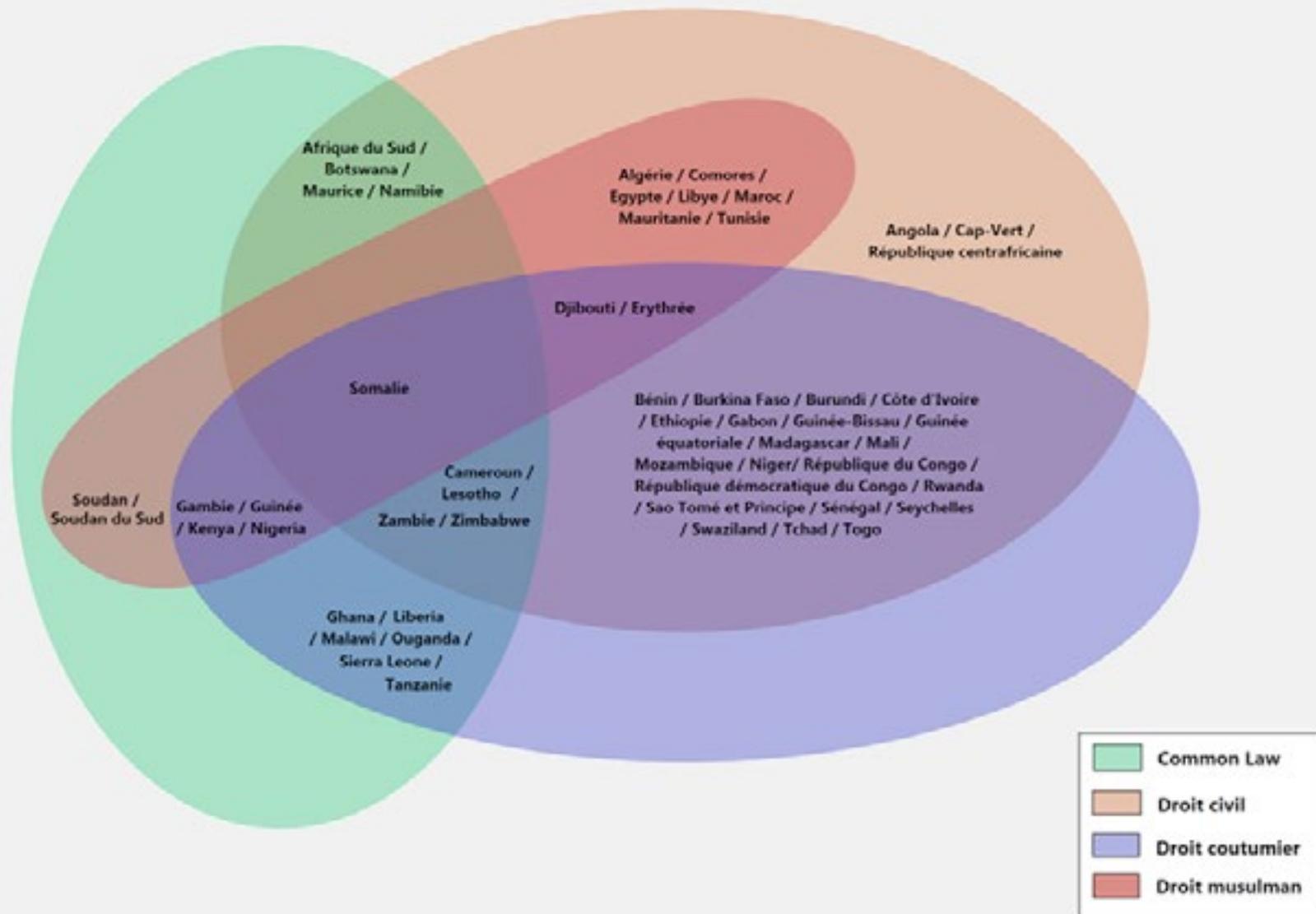
- ❖ Droit civil : Angola, Cap-Vert et République Centrafricaine.
- ❖ Common Law : Afrique du Sud, Botswana, Ile Maurice, Namibie.
- ❖ Droit coutumier : République démocratique du Congo, Niger.
- ❖ Droit musulman : Mauritanie, Libye, Soudan, Soudan du Sud.
- ❖ Droit mixte : une combinaison de différents systèmes.

Les constitutions des Etats africains affichent clairement la norme juridique en vigueur. Elles **tendent à évoluer vers un Etat de droit démocratique**, souvent calqué sur les pays développés.

Parfois, **le droit coutumier demeure le seul moyen de régler des situations complexes**, relatives au droit des personnes, mais, surtout, au droit foncier (Bénin par exemple), notamment lorsqu'il s'agit de déterminer les propriétaires d'une terre, dans un monde où celle-ci n'était pas appropriable...

Le leadership des dirigeants traditionnels, reconnu dans plusieurs pays africains, notamment, ceux d'Afrique australe, permet non seulement un arbitrage local qui déleste les cours de justice, mais, aussi, un système de subsidiarité que nombre de pays européens cherchent, aujourd'hui, à mettre en place.

Diversité institutionnelle



Source : Traitement IRES des données issues des Constitutions des pays africains

A RETENIR

- ▶ L'Afrique : un continent doublement clivé :
 - ❖ Est-ouest par les éléments naturels (reliefs) et deux langues véhiculaires (français à l'ouest, anglais à l'est).
 - ❖ Nord-sud par le climat (plus aride au nord, plus humide au sud) et deux religions : l'islam au nord et la chrétienté au sud.
- ▶ De l'aridité à la luxuriance, tout se joue autour de l'eau.
- ▶ Différents peuples, langues, religions, institutions forment, cependant, un seul biome écoculturel, aussi résilient qu'ouvert, grâce à la force des brassages.



■ Source : <https://forum.sfr.fr/t5/image/serverpage/imageid/94475i1EC41C572192389E?v=1.0>



| Chapitre 3

UN CONTINENT, UNE RÉALITÉ COMMUNE



■ Source : http://sematawy.e.s.f.unblog.fr/files/2012/11/60692_519168024760255_532502242_n.jpg

I NTRODUCTION

Berceau de l'humanité, caractérisée par une exceptionnelle diversité naturelle et humaine, l'Afrique est avant tout un continent. Au-delà du seul aspect géophysique, quelle est la signification profonde de ce terme ?

Penser l'Afrique en termes de continent impose, tout d'abord, de porter un regard englobant sa pluralité pour en dégager **une réalité commune**. La difficulté est à la hauteur de l'enjeu :

- ▶ Peu de données globales existent,
 - ❖ soit parce que la mesure n'a tout simplement pas été effectuée (comme pour le volume continental d'eau douce potable, soumis à des approximations),
 - ❖ soit parce que la plupart des données porte uniquement sur l'Afrique subsaharienne et non sur la totalité du continent.
- ▶ Les sources de ces données sont essentiellement non-africaines, ce qui ouvre la voie à :
 - ❖ de nombreuses incompréhensions (contresens, méconnaissances),
 - ❖ des erreurs de transmission entre le terrain et l'analyse (traduction, coquilles, perte d'information),
 - ❖ une éventuelle interprétation, servant certains intérêts ou une vision ethnocentrique du monde.

Comme tout autre territoire, un continent est la conjugaison de cette réalité commune avec la perception qui en est faite : il ne peut y avoir d'Afrique que s'il y a des Africains se reconnaissant comme tels. C'est pourquoi ce chapitre porte sur trois composantes majeures de cette reconnaissance :

▶ L'Afrique en tant que construction mentale et symbolique

Cette construction, tout d'abord culturelle, fondée sur l'histoire et humaine, basée sur des relations, devient peu à peu philosophique, à travers un questionnement de l'identité africaine et politique (Union africaine, sous-régions...).

▶ L'Afrique en tant que réalité communément partagée

La reconnaissance de l'Afrique passe, en premier lieu, par une décolonisation des esprits, après celle, officielle, des pays. Mais elle s'annonce d'autant plus difficile que les intérêts en jeu sont élevés.

▶ L'Afrique en tant que projet collectif d'une nouvelle génération

De grands intellectuels africains s'attachent à penser l'Afrique de manière planétaire et prospective. Ce faisant, ils dessinent les contours d'un nouveau continent.

U NE CONSTRUCTION SYMBOLIQUE (1)

Penser l'Afrique comme une seule entité territoriale et dans sa globalité est une gageure. Non seulement du fait de son extrême diversité, mais aussi parce que cela nécessite une prise de hauteur intégratrice sous deux angles distincts : le symbolique individuel et le symbolique collectif.

► Une construction mentale

La capacité à se représenter mentalement un objet donné dépend à la fois de l'expérience, de la connaissance et de la projection qui peut en être faite. Aussi la construction de l'objet "continent africain" repose-t-elle sur trois approches :

- ❖ **L'approche culturelle** : selon que la connaissance transmise de l'Afrique émane d'un corpus oral ou écrit, national ou étranger, en langue vernaculaire ou véhiculaire, la culture qui en résulte et la vision du monde qu'elle sous-tend sont différentes.
- ❖ **L'approche humaine** : l'expérience vécue des êtres humains se fonde essentiellement sur la relation à l'autre. En Afrique, le groupe et l'individu se complètent au sein du "commun" où ce qui compte est la relation et non pas l'être, contrairement à l'Occident.
- ❖ **L'approche philosophique** : une prise de conscience identitaire, à travers une interrogation de soi, de ce que l'on est en rapport avec le monde. La réponse à "qu'est-ce qu'être un Africain ?" présuppose, donc, d'avoir déjà pu répondre à la question "Qu'est-ce que l'Afrique ?".

Dialogue entre Achille MBEMBE et Felwine SARR

1. Ce qu'être africain veut dire

- "C'est lier en toute conscience son sort à celui de l'Afrique et aller à la rencontre du monde. Cela n'a rien à voir avec la couleur de la peau, la religion, l'ethnicité. Il faut penser en termes d'Afrique-monde afin de faire leur part aux Afro-Indiens, aux Afro-Européens, aux Afro-Chinois, aux Afro-Arabes... C'est ça l'afropolitanisme. (...) C'est bien dans le mouvement et dans la circulation qu'il faut chercher le "spécifiquement africain".
- Généralement, la question de l'identité se pose au passé. Mais la culture est un concept transactionnel. C'est un fait et une dynamique. Nous devons clarifier ce qu' "être africain" doit pouvoir signifier pour nous dans le temps à venir. Si nous savons qui nous voulons devenir à partir de ce que nous sommes, alors nous posons les bases de nombreuses questions : quelle Afrique pour l'avenir ? Quel espace ? Quelle fraternité ?... A partir de là, nous pouvons articuler, interroger, réagencer nos différents héritages en vue de ce que nous voulons être". (17)

.../...

Lorsque la construction symbolique du continent est devenue possible à l'échelle individuelle, alors la construction symbolique collective peut être entamée. La forme première de sa représentation est d'abord politique.

► **Une construction mentale**

L'Afrique est un continent : cette réalité physique est souvent confondue avec l'image d'une construction politique unique. Parler de l'Afrique comme d'un pays est pourtant bien loin de la réalité. Cependant, des progrès importants ont eu lieu depuis les indépendances.

Après l'échec en 1962 de la première tentative d'union politique en Afrique (l'Union du Ghana, de la Guinée et du Mali), l'Organisation de l'unité africaine (OUA, 32 Etats) se met en place en 1963. L'Union africaine, qui regroupe désormais tous les Etats africains, lui succède en 2000.

Parallèlement, la mise en place des conditions économiques, sociales et culturelles nécessaires à la réalisation d'un marché commun africain se poursuit. Huit communautés économiques ont été créées (CEN-SAD, COMESA, EAC, CEEAC, CEDEAO, IGAD, SADC, UMA) dont l'intégration économique, bien qu'inégale, continue, dans l'ensemble, à progresser.

Vers le panafricanisme ?

2. Vers le panafricanisme ?

- "On a une jeunesse qui aspire à plus de démocratie. Au Burkina, au Sénégal, mais aussi dans les deux Congo et même au Gabon ou en Mauritanie, les sociétés civiles ont décidé de faire advenir dans leur présent des sociétés beaucoup plus équilibrées, plus justes et plus ouvertes. C'est une dynamique contre laquelle on ne pourra rien.
- Nos formations étatiques sont des assemblages plus ou moins hétéroclites de territoires fort divers. Ce ne sont pas des unités disposant d'une relative cohérence et continuité. La question est de savoir à quelles conditions ces accidents de l'Histoire pourraient se transformer en projet, en concept et en idée.
- Pour être efficace et qu'elle fasse sens aux populations concernées, la démocratie doit être endogène et épouser les formes culturelles et civilisationnelles. Au Sénégal, des chercheurs réfléchissent à de nouvelles formes de démocratie et l'élection n'apparaît pas comme un critère central". (17)

.../...

U NE RÉALITÉ COMMUNE (1)

Cette construction symbolique, individuelle et collective du continent africain comme un objet territorial global, se heurte à deux obstacles majeurs : la gestion de l'héritage colonial et une réalité commune aux accents d'urgence.

► L'héritage colonial

Le legs de la période coloniale a marqué les 5 derniers siècles de l'histoire de l'Afrique, notamment le 20^{ème} siècle. Il a produit **une quadruple réalité** :

- ❖ **socio-économique**, imposée, souvent bien éloignée de ce que le développement naturel de ces sociétés aurait produit,
- ❖ **culturelle**, où l'homogénéisation des modes de vie tend à réduire la diversité des cultures et à approfondir le clivage entre urbains et ruraux. Cette réalité a été alimentée par la mise en œuvre continue des systèmes universitaires et scolaires coloniaux et par le maintien des langues coloniales,
- ❖ **politique**, les blocs historiques ayant hérité du pouvoir au lendemain des indépendances n'acceptent de le céder que sous la pression de leurs divisions internes,
- ❖ **géopolitique**, marquée à la fois par le mur imaginaire entre le nord et le sud du continent et des tensions dues au découpage arbitraire des frontières par les puissances coloniales.

3. Une Afrique qui redeviendrait son centre propre

- "Il nous appartient de le rompre [le lien de domination coloniale] et de le remplacer par d'autres formes d'échanges. Aucun Etat africain n'y parviendra seul. Pour y arriver, l'Afrique devra ouvrir ses frontières internes, instituer un droit de retour pour les vieilles communautés exilées qui voudraient relier leur sort à celui du continent, imaginer des formes flexibles de la citoyenneté, sortir du carcan de l'Etat-nation, accueillir de nouvelles diasporas." (17)
- "C'est toujours une volonté occidentale d'inscrire les choses dans sa propre Histoire. Toutes les sociétés qui ont des formes d'organisations différentes des nôtres, on les nomme "sous-développées". Toute la réalité est résumée en une expression qui se fonde sur des critères économiques niant absolument toutes les autres dimensions de la vie humaine et sociale". (18)
.../...

U NE RÉALITÉ COMMUNE (2)

Malgré les indépendances, la **persistance de l'emprise des puissances étrangères** et des institutions internationales est un frein à l'essor du continent africain. Cette **nouvelle domination** prend de multiples formes :

- ❖ **Néocoloniale** : franc CFA, financement de près de 60% (19), en 2016, du budget de l'Union africaine par des donateurs étrangers, partenariats économiques défavorables à la partie africaine, décolonisation foncière inachevée, appuis militaires étrangers, pérennisant certains blocages, appuis politiques favorisant certaines dictatures, sanctions économiques...
- ❖ **Prédatrice** : accaparement des terres, exploitation écologiquement désastreuse des ressources (forêts, mines), vente des minerais bruts à des prix très inférieurs aux cours internationaux...

La **décolonisation** est, donc, une œuvre tout à la fois :

- ❖ **matérielle** : se réapproprier le développement du continent, gérer les richesses des pays,
- ❖ **culturelle** : se réapproprier l'histoire africaine anticoloniale et les langues locales, rebâtir une estime de soi,
- ❖ **politique** : entendre la voix de la société civile, inventer son propre modèle de gouvernance.

Sans oublier que le regard sur soi est le miroir du regard des autres : la décolonisation doit être autant celle du reste du monde que des Africains.

4. Penser autrement l'Afrique

- ▶ "Il faudra bien qu'un jour on arrive à penser un temps qui ne se réfère pas au colonial et imaginer des concepts créateurs afin de saisir un élan qui signe un temps autre. Mais nous n'en sommes pas encore là. Pour l'instant, nous devons, à l'image des penseurs d'Amérique latine, penser le «décolonial». Car, dans notre monde dit "postcolonial", les rapports coloniaux perdurent..." (17)
- ▶ "Il faut en finir avec les critères d'évaluation prétendument objectifs et universels comme le PIB ou le développement. Ce dernier est un "écomythe" devenu hégémonique. Né de la croyance en un progrès infini, issu de la pensée des Lumières et du positivisme scientifique, le mythe du développement projette sur les sociétés africaines la vision occidentale de ce vers quoi doit tendre toute société, tout en s'imposant comme l'unique moyen de les décrire. Ainsi les pays d'Afrique sont "sous-développés", marqués par le retard et l'échec. Dans la même idée, la modernité est aussi perçue comme quelque chose d'extérieur que le continent doit importer, les traditions africaines constituant un frein". (20)

.../...

U NE RÉALITÉ COMMUNE (3)

Malgré la diversité du continent, certains éléments d'une réalité commune peuvent être relevés. Sources d'urgence ou enjeux de transformation, ils peuvent focaliser l'attention au détriment de la construction symbolique, évoquée précédemment.

► Les caractéristiques communes* (21)

En dépit de leurs différences, **les Africains ont en commun** un certain nombre de caractéristiques structurelles qui forment leur communauté, telles que :

- ❖ **le cosmopolitisme**, fruit d'un brassage millénaire et la mobilité qui y est assortie,
- ❖ **la conversation ou palabre** : forme d'intelligence collective au service de l'échange, de la confrontation et de la réconciliation, mais aussi de la transmission (22),
- ❖ **la conscience qu'il n'y a qu'un seul monde** et, trop souvent, que les Africains peinent à y trouver leur place : *Ce qui nous est de plus en plus commun, c'est désormais la proximité du lointain* (23),
- ❖ **la prégnance de la spiritualité**, des formes traditionnelles aux religions modernes, habituellement empreinte de tolérance,
- ❖ **le rire** : une forme virale de joie exprimée, d'humour, de mise à distance du malheur ou du conflit par le rire, parfois la moquerie, souvent la bonne humeur.

Il importe, cependant, de ne pas faire l'amalgame avec des caractéristiques conjoncturelles (violence, corruption, conflictualité, exil, fanatisme, clientélisme) ou propres à des cultures données (inégalités entre les sexes, préjugés par rapport aux albinos, par exemple, rites initiatiques, polygamie, esclavage...).

La réalité commune est aussi celle qui s'impose à la majorité des Africains, dans leur vie quotidienne, par exemple :

- ❖ **une croissance démographique désynchronisée de la croissance économique** : en 2016, avec 16,4% (7) de la population mondiale, l'Afrique représente près de 2,9% (24) du PIB mondial et 2,6% (25) du commerce international. 38,26% (26) de sa population vit dans un état de pauvreté extrême (2015). Les inégalités s'accroissent, en même temps que le développement, principalement dans les pays d'Afrique australe, notamment, en Afrique du Sud, en Namibie et au Botswana. Au niveau de cette sous-région, l'indice de Gini varie de 35,84 à 63,38 (26),
- ❖ **une situation sanitaire dégradée** : le continent concentre, en 2015, près de 73% (27) des décès dus au sida et près de 70% (27) des malades du VIH au niveau mondial. Les infrastructures de santé sont insuffisantes et inégalement réparties, la pharmacopée est réduite,
- ❖ **une croissance de la population urbaine, décorrélée des moyens de gérer cette urbanisation anarchique et exponentielle** (de 34,5% en 2000 à près de 40% (28) en 2016) : gestion de l'eau, bidonvilles (en 2014, 43,36% (29) de la population urbaine), misère, violence, peur, bandes de jeunes désœuvrés et prêts à tout (cf. 2^{ème} partie),
- ❖ **une situation écologique préoccupante**, notamment pour ce qui est de l'absorption des déchets, même si ce continent ne représente, aujourd'hui, que 5% des déchets générés dans le monde. Constitués à presque 60% de déchets organiques, les déchets solides progresseraient de 161% entre 2012 et 2025 (30), en lien avec le rattrapage économique de l'Afrique. La gestion de ces déchets constituerait un défi de taille que les villes africaines devraient relever (cf. 2^{ème} partie).

*Cela suppose une co-appartenance entre de multiples singularités (21)

U NE RÉALITÉ COMMUNE (4)

Néanmoins, **l'Afrique se transforme à la vitesse avec laquelle sa population s'accroît** : créativité de l'économie informelle, bouillonnement des métropoles, nouvelles mentalités... (cf. 3^{ème} partie).

Elle dispose d'un potentiel remarquable en termes tant de ressources naturelles (16,5% (31) des terres arables de la planète en 2014) que **de ressources humaines** (plus de ¼ (32) de la population mondiale en 2050). L'importance accordée par les familles africaines à l'éducation de leurs enfants, qu'elles n'hésitent pas à envoyer à l'étranger pour apprendre (taux de mobilité double de la moyenne mondiale), laisse bien augurer des futures générations.

En attendant, deux défis majeurs doivent être affrontés.

Il faut faire sortir de la malnutrition en Afrique, actuellement, plus de 230 millions de personnes (31), procéder à des importations alimentaires dont le montant s'est établi à plus de 72 milliards de dollars (33) en 2016 (cf. partie II, chapitre. 1) **et nourrir 2,5 milliards d'Africains (32) en 2030.**

Avec plus de 235 millions d'habitants, âgés de 15 à 24 ans (32), **l'Afrique est le 2^{ème} continent, après l'Asie, comptant le plus grand nombre de jeunes au monde.** Avec 41% (32) de la population africaine âgée de moins de 15 ans –et jusqu'à 50,2% (32) au Niger–, l'augmentation du nombre des jeunes est exponentielle.

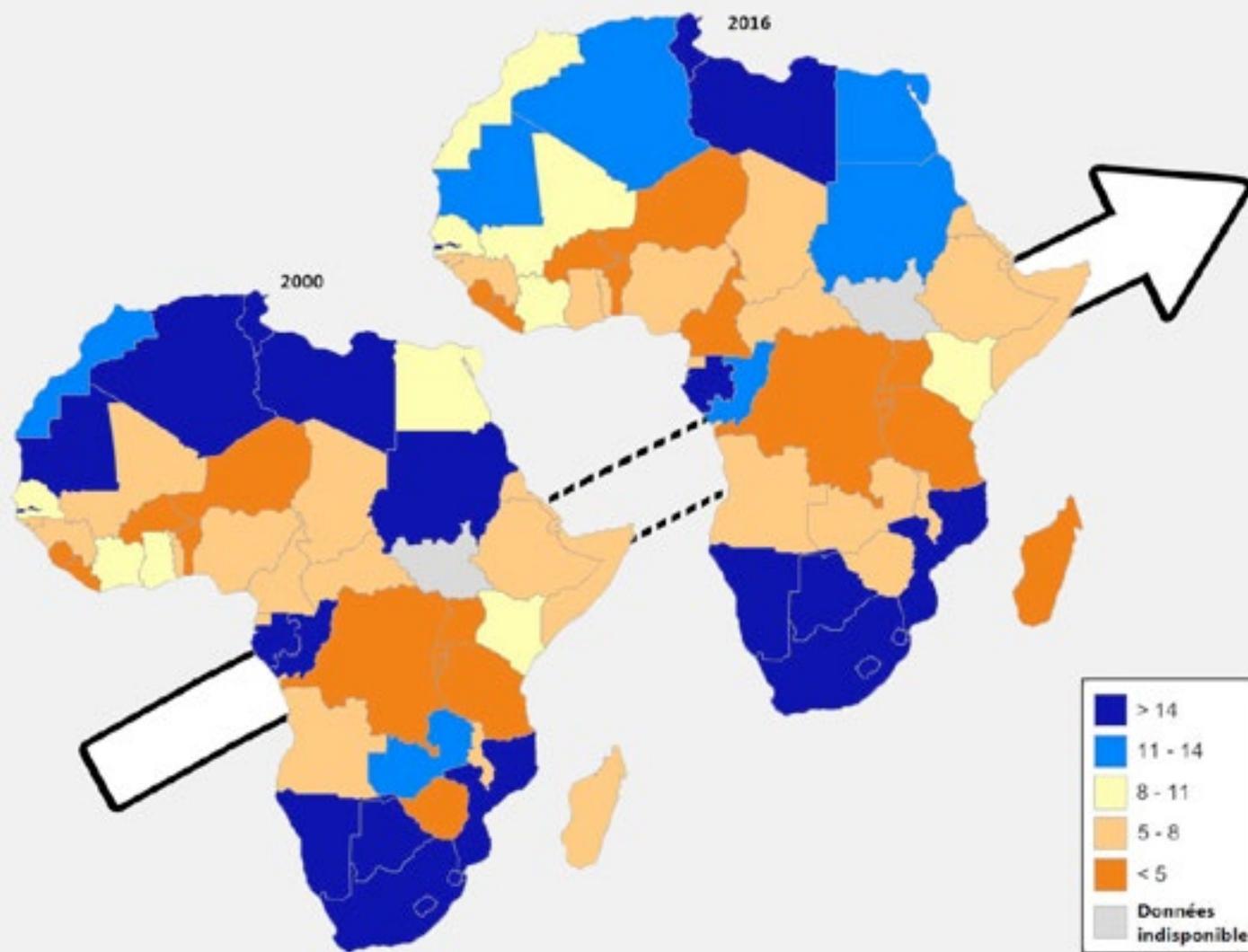
10 à 12 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail du continent africain. Hors travail précaire et sous-emploi informel, les 15-24 ans constituent 60% des chômeurs africains. Le chômage des jeunes, bien qu'en diminution, demeure, néanmoins, une bombe à retardement (34).

C'est assez dire que **la création d'emplois est le second impératif du continent.** Pour cela il ne suffit pas d'éduquer, mais de le faire de manière à ce que cette génération puisse trouver :

- ❖ les moyens de subvenir à ses propres besoins,
- ❖ un sens à sa vie autre que la marginalisation, puis la violence et, enfin, l'insurrection (extrémisme, terrorisme...) (23), quand ce n'est pas la migration.

En plus de la mobilisation de son potentiel (biodiversité, forêt, hydrocarbures, mines) et du maintien d'une croissance économique supérieure à 5% (35), les acteurs africains vont devoir rapidement **changer de modèle de développement** en vue de réunir les conditions d'une croissance économique inclusive.

Evolution du taux de chômage en Afrique entre 2000 et 2016



■ Source : Traitement IRES des données de l'Organisation internationale du travail

UNE PROJECTION CONTINENTALE (1)

Consciente de cette réalité commune, une nouvelle génération mondialisée de penseurs africains est à l'œuvre (36).

- ▶ Elle s'exprime dans de multiples domaines, de la philosophie (37) à la photographie (38), via la danse, la chorégraphie et le théâtre (39), de la production sonore et audiovisuelle (40) aux espaces de création (41) via la création littéraire (42). Une génération mixte où les femmes font de plus en plus entendre leur voix, métissée –de sang ou de culture–, mobile allées et venues fréquentes entre l'Afrique et l'extérieur.
- ▶ Ces penseurs attestent d'un **besoin fort de créer une communauté intellectuelle en réseau**, respectueuse de la diversité de l'écriture, de la pensée et de la création afro-diasporique. Afin de faire éclore un mode de pensée commun dialectique pour avancer collectivement sur des questions qui leur semblent urgentes, ils veulent pouvoir confronter leurs idées et saisir ce qui se joue au niveau mondial.
- ▶ Ils témoignent de la tentative plurielle (philosophie, création littéraire, architecture, arts...) et de **la nécessité de construire de nouveaux concepts**, tant pour penser le monde contemporain et ses transformations que pour générer un nouveau paradigme, endogène cette fois.

- ▶ "La pensée critique la plus vivante aujourd'hui est le produit de toutes sortes de circulations. L'essentiel, ce n'est pas de vivre en Afrique. C'est de savoir ce que l'on fait des rencontres, au fur et à mesure que l'on arpente les chemins de la vie et du monde. L'Afrique n'est bien pensée que lorsqu'elle l'est en tant qu'espace mouvant.
- ▶ Le Japonais ou l'Occidental n'a aucun problème à être dans un tout-monde fait de synthèse et de métissage, puisque les éléments de son apport sont reconnus de tous. Ce n'est pas le cas pour l'Africain. On sort de cinq siècles de déni symbolique, culturel et civilisationnel. Dans ce monde qui est censé être le nôtre à tous, certains nous demandent encore ce que nous apportons." (17)

.../...

Une vision du monde renouvelée s'instaure et gagne du terrain, tant sur le continent qu'au sein de la diaspora

- ▶ A l'instar de l'"Alien Generation" dont la planète est la référence, cette nouvelle génération connectée pense à l'échelle du monde matériel et immatériel.
- ▶ Pour elle, le continent s'étend au-delà de ses frontières : c'est l'Afrique-monde, riche de sa diaspora et soucieuse de rendre à l'Africain son identité ouverte sur la pluralité et la mobilité (43).
- ▶ Convaincue que l'Occident ne constitue plus le centre du monde et que l'Afrique sera le théâtre privilégié où pourrait se jouer, dans un avenir proche, le devenir de la planète, cette génération croit en la "**planétarisation de la question africaine**", une Afrique au cœur des transformations du monde.
- ▶ Pour devenir le moteur de ce monde, **l'Afrique doit d'abord parachever la décolonisation, réactualiser les valeurs** qui sont les siennes **et proposer un projet de civilisation ancré dans "ses potentialités heureuses"** (17).

- ▶ "Avec le postcolonialisme, il y a une tentative de renouveler les cadres conceptuels à l'intérieur desquels on pense les dynamiques du continent. Par exemple, faut-il penser nos économies en termes de "développement" ? Je ne le crois pas. Le concept de "développement" a été forgé à un moment particulier de l'histoire occidentale et ne convient plus nécessairement à notre Afrique actuelle. Nous devons penser notre futur par nos propres moyens et proposer un projet de civilisation qui mette l'homme, et non pas la production ou la consommation, au cœur des préoccupations, en articulant un meilleur équilibre entre l'économique, le culturel et le spirituel.
- ▶ [Il faut prendre] au sérieux l'événement majeur que représente sa planétarisation : le fait que l'avenir de la planète se joue peut-être en Afrique." (17)

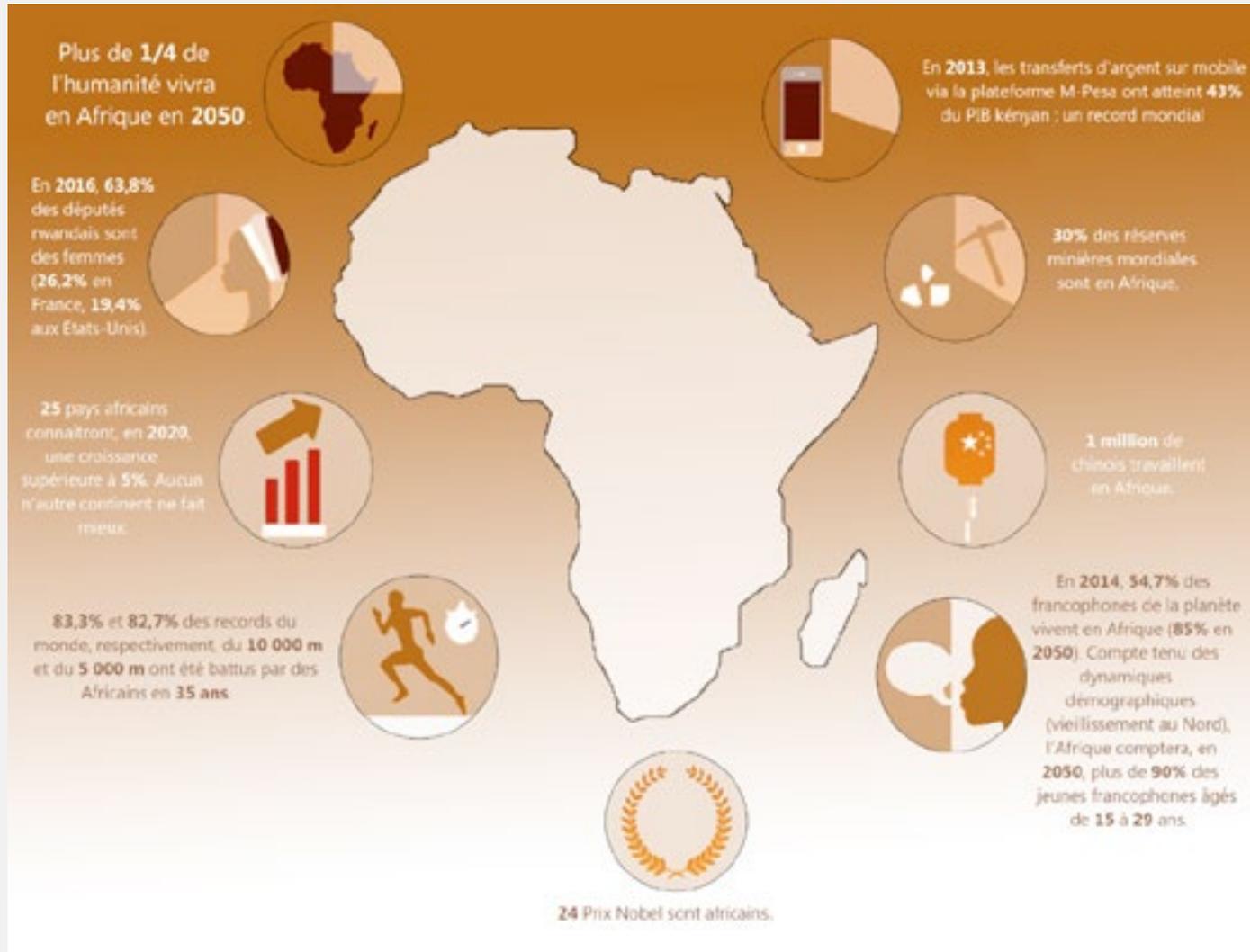
.../...

Une aspiration forte émerge de cette nouvelle vision du monde, porteuse d'un projet civilisationnel et d'une véritable foi en l'avenir

- ▶ Portée aussi bien par la nouvelle communauté intellectuelle que par les groupes pluriels qui ont débattu de l'**Agenda 2063**, cette vision **incarne une vaste et commune aspiration à une nouvelle Afrique** :
 - ❖ "Un continent prospère, fondé sur une croissance inclusive et respectueuse de l'environnement.
 - ❖ Un continent intégré, fort de son unité politique et du panafricanisme.
 - ❖ Un continent où règnent la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'Homme et de l'Etat de droit.
 - ❖ Un continent où règnent la paix et la sécurité, doté d'une identité culturelle, de valeurs et d'une éthique forte.
 - ❖ Un partenaire solide et influent sur la scène mondiale." (44)
- ▶ Il n'est plus question pour réaliser ce projet de calquer un modèle étranger : **c'est dans l'âme même de l'Africain qu'il faut chercher les briques constitutives d'une nouvelle utopie** –comme Al Andalous le fut en son temps– sans pour autant renoncer à la créolisation :
 - ❖ Réconciliation de l'Africain avec lui-même, enfin libre, décolonialisé.
 - ❖ Retour aux valeurs communes (hospitalité, cosmopolitisme, palabre, rire, spiritualité...) et à l'héritage philosophe et culturel africain, porteur d'une relation harmonieuse à l'espace, au vivant et à la nature (45).
 - ❖ Approche humaniste, créant un nouvel équilibre entre l'individu et la société, le développement et la solidarité, les droits et les devoirs (46).

- ▶ "L'Afrique n'a peut-être pas inventé l'idée de l'universel, mais elle a développé toutes sortes de conceptions du "commun", où ce qui compte est la relation et non pas l'être, où le social et l'individuel se complètent. Des conceptions qui pourraient servir de base à la critique du néolibéralisme, règne du chacun pour soi.
- ▶ Cette utopie [du panafricanisme] s'est essoufflée. Nous sommes enserrés dans des identités nationales. Cette utopie doit être remise au goût du jour car l'Afrique est un projet, une entité symbolique, politique à construire et pour cela nous devons sensibiliser les populations. Mais pour être cohérent, cela suppose que l'on puisse circuler, s'établir dans un pays comme dans un autre et qu'on ait le sentiment que, dans ces espaces-là, nous sommes les bienvenus". (17)

Quelques données marquantes sur l'Afrique



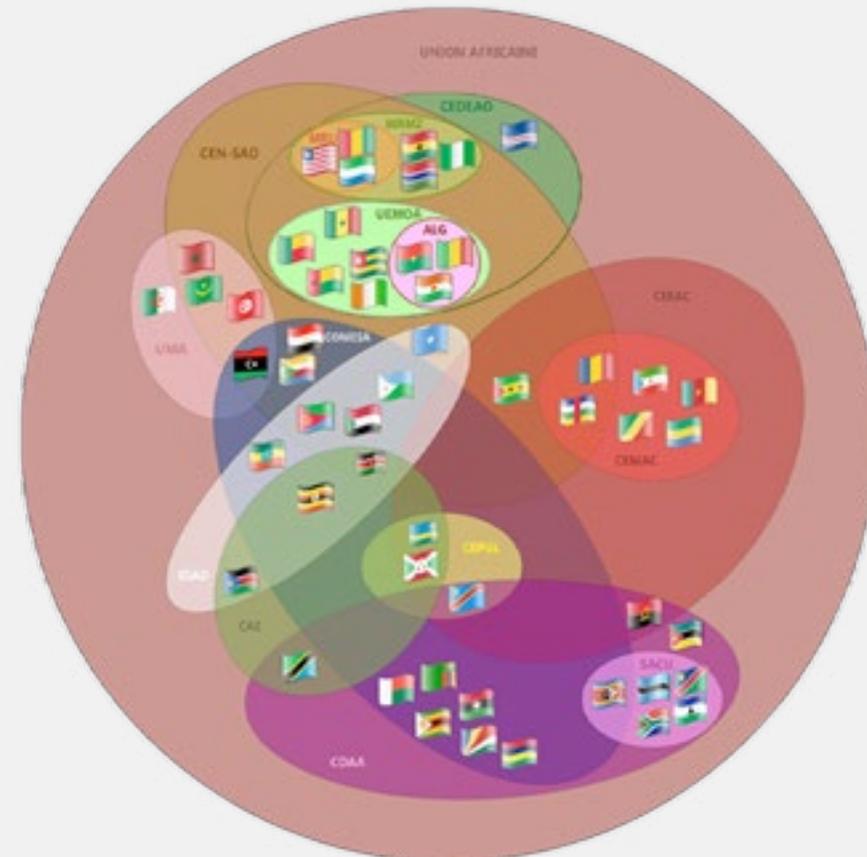
Source : Traitement IRES des données de :

- World Population Prospects - 2017 Revision - ONU
- Inter-Parliamentary Union
- Measuring SAFARICOM's True value for years 2014-2015 _ KPGM _ SAFARICOM
- African Natural Resources Center _ Catalyzing growth and development through effective natural resources management _ ABD _ 2016
- World Economic Outlook, April 2017, FMI
- " China's Second Continent : How a Million Migrants Are Building a New Empire in Africa, Howard W. French "
- Traitement IRES des données issues de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme
- <http://www.nobelprize.org>
- Estimation des francophones _ Organisation internationale de la Francophonie

A RETENIR

- ▶ Une construction symbolique, individuelle et collective, du continent en progrès.
- ▶ Une réalité commune contrastée, en rapide transformation, capable de basculer aux deux extrêmes.
- ▶ Une nouvelle vision du monde, panafricaine, en faveur d'un projet africain planétaire et civilisationnel.

Les communautés économiques régionales en Afrique



Source : Traitement IRES des données issues de « <https://www.integrate-africa.org/> »

B

IBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (1)

- (1) COQUERY-VIDROVITCH, Catherine. *Petite histoire de l'Afrique*. Edition revue et augmentée. Paris : La découverte, 2016. 224 p.
- (2) DIALLO, Thierno Mahmoud. L'islam africain. In : *Histoire de l'humanité. Volume VI, 1789 – 1914*. UNESCO. 2008. p. 706-713. Collection Histoire plurielle.
KANE, Oumar. *La première hégémonie peule : Le Fuuta Tooro de Koli Tenella à Almaami Abdul*. Paris : Karthala, 2005. 672 p.
- (3) *Bases de données de la FAO*. Bases de données en ligne : <<http://www.fao.org/statistics/databases/fr/>>
- (4) Données (2014) et définitions disponibles sur le site officiel de la FAO. Calculs IRES.
- (5) Institut de recherche pour le développement. *Les grands bassins fluviaux* (Exposition réalisée en partenariat avec Aix-Marseille Université, IIRSTEA, le CNRS et la Zone Atelier Bassin du Rhône). 2015
- (6) UNEP-WCMC. *The state of biodiversity in Africa: A mid-term review of progress towards the Aichi Biodiversity Targets*. 2016.
- (7) *World population prospects: the 2017 revision*. Online database, United Nations, Department of Economic and Social Affairs : <<https://esa.un.org/unpd/wpp/>>. Calculs IRES
- (8) DE WASSEIGE, C. et al. *Les forêts du bassin du Congo : état des forêts 2010. Luxembourg* : Office des publications de l'Union européenne. 2012. 276 p. In TCHATCHOU, Bérenger et al. *Déforestation et dégradation des forêts dans le Bassin du Congo : état des lieux, causes actuelles et perspectives*. 2015
- (9) FAO (Regional office of Africa), 2009. The relevance of mangrove forests to African fisheries, wildlife and water resources. *Nature & Faune*. Volume 24, Issue 1. 143 p.
- (10) Institut de Recherche pour le Développement, 2013. L'eau sous le Sahara : pas si fossile que ça. *Fiches d'actualité scientifique*. N°431. 2 p.
- (11) MACDONALD, Alan M. et al, 2012. Quantitative maps of groundwater resources in Africa. *Environmental Research Letters*. Volume 7, n° 2. 7 p.
- (12) *AFDB Socio Economic Database*. 1960-2019. African Development Bank Group. Online database : <<http://dataportal.opendataforafrica.org/bbkawjf/afdb-socio-economic-database-1960-2019> >
- (13) SHIKLOMANOV, Igor A. and RODDA, John C. *World water resources at the beginning of the twenty-first century*. United Kingdom: Cambridge University Press, 2004. 435 p.
- (14) SIMONS, Gary F. and FENNIG, Charles D. (eds.), 2018. *Ethnologue : Languages of the World, Twenty-first edition* [en ligne]. Dallas, Texas: SIL International. Online version: <<http://www.ethnologue.com>>.
- (15) MORIN, Rich. The most (and least) culturally diverse countries in the world. 2013 In : Pew Research Center.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (2)

- (16) Pew Forum on Religion & Public Life. *Tolerance and tension: Islam and Christianity in Sub-Saharan Africa*. 2010. 331 p.
- (17) KODJO-GRANDVAUX, Séverine, 21 octobre 2016. L'avenir du monde se joue en Afrique. Entretien entre Felwine Sarr et Achille Mbembe. *Le monde*. URL: http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/21/l-avenir-du-monde-se-joue-en-afrique_5017948_3212.html#krd8dGFhRLPc5AKU.99
- (18) LE GROS, Julien, 28 juin 2016. Felwine Sarr : "Parler de développement, c'est mettre l'Afrique à la remorque". *The Dissident*. URL : <<http://the-dissident.eu/felwine-sarr-developpement-cest-mise-a-remorque-de-lafrique/>>
- (19) African Union. *Decision on the budget of the African Union for the 2016 financial year*. 2015
- (20) MARIVAT, Gladys, 29 mars 2016. L'utopie africaine, selon Felwine Sarr. *Le monde*. URL : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/03/29/l-utopie-africaine-selon-felwine-sarr_4891657_3212.html#tLKhopj5B3RSDjeL.99>
- (21) CLARINI, Juilie, 22 juin 2016, Achille Mbembe, passant soucieux. *Le monde*. URL : <http://www.lemonde.fr/livres/article/2016/06/22/achille-mbembe-passant-soucieux_4955945_3260.html>
- (22) BENMAKHLOUF, Ali. *La conversation comme manière de vivre*. Paris : Albin Michel, 2016. 252 p.
- (23) LE BRIE, Micheal et Mabanckou, Alain. *L'Afrique qui vient*. Paris : Hoebeke, 2013. 328 p.
- STEINMETZ, Muriel, 14 février 2013. L'Afrique à venir au miroir de vingt-six écrivains. *L'Humanité*. URL : < <https://www.humanite.fr/culture/l-afrique-venir-au-miroir-de-vingt-six-ecrivains-515250>>
- (24) *World Economic Outlook. January 2018*. Online database. International Monetary Fund. Calculs IRES : <<http://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2018/01/11/world-economic-outlook-update-january-2018>> .
- (25) UNCTADSTAT. Base de données en ligne. Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement. Calculs IRES : <<http://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html>>
- (26) *Base de données de la Banque mondiale*. Base de données en ligne : < <https://donnees.banquemondiale.org/>>
- (27) *Base de données de l'Observatoire mondial de la santé*. Base de données en ligne. Organisation Mondiale de la Santé. Calculs IRES : <<http://www.who.int/gho/database/fr/>>
- (28) *World urbanization prospects : the 2014 revision*. Online database. United Nations, Department of Economic and Social Affairs. Calculs IRES : <<https://esa.un.org/unpd/wup/>>
- (29) *UN-Habitat Urban Data*. Online database. UN-Habitat : < <http://urbandata.unhabitat.org/>>
- (30) World Bank. *What a waste: A global review of solid waste management*. 2012. 116 p.

B

IBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (3)

- (31) FAOSTAT. Base de données en ligne. FAO :< <http://www.fao.org/faostat/fr/#home>>. Calculs IRES
- (32) *World population prospects: the 2017 revision*. Online database. United Nations, Department of Economic and Social Affairs. Calculs IRES : <<https://esa.un.org/unpd/wpp/>>
- (33) UNCTADSTAT. Base de données en ligne. Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement. Calculs IRES : <<http://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html>>
- (34) IGHOBOR, Kingsley, 2017. Le chômage des jeunes à l'ombre de la croissance économique. *Afrique Renouveau (Edition spéciale jeune)*. URL: <<http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/%C3%A9dition-sp%C3%A9ciale-sur-la-jeunesse-2017/le-ch%C3%B4mage-des-jeunes-%C3%A0-l%E2%80%99ombre-de-la-croissance>>
- (35) *World Economic Outlook Database*. 2017. Online database. International Monetary Fund. <<https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/01/weodata/index.aspx>>
- (36) KODJO-GRANDVAUX, Séverine, 27 octobre 2016. Dakar accueille les plus grandes figures intellectuelles africaines. *Le monde*. URL : <<http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/27/dakar-s-apprete-a-accueillir-les-plus-grandes-figures-intellectuelles->>
- (37) Achille MBEMBE, Felwine SARR, Yala KISUKIDI
- (38) Sammy BALOJI sur la mémoire
- (39) Faustin LINYEKULA
- (40) Kidi BEBEY
- (41) Christine EYENE, Koyo KOUOH...
- (42) Léonora MIANO, Scholastique MUKASONGA, Hemley BOUM...
- (43) "Je souhaite réaffirmer 1 identité africaine ouverte sur le multiple et la circulation, contre une ID de clôture, de rejet", selon Achille MBEMBE.
- (44) Banque Africaine de Développement. *Les 50 années à venir : L'Afrique que nous voulons*. Assemblées annuelles 19-23 mai 2014, Kigali. URL : <<https://www.afdb.org/fr/annual-meetings-2014/the-next-50-years-%E2%80%9Cthe-africa-we-want%E2%80%9D/>>
- (45) GESBERT, Olivia, 09 juin 2017. Penser l'Afrique-Monde avec Achille Mbembe In La Grande table (2ème partie). France Culture. URL : <<https://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-2eme-partie/penser-lafrique-monde-avec-achille-mbembe>>
- (46) KONATE, Moussa. *L'Afrique noire est-elle maudite ?* Paris : Fayard, 2010. 240 p.

Annexe : Quelques citations de penseurs africains portant sur l'émancipation du continent

Kwame Anthony APPIAH – **Cosmopolitisme** :

"Être citoyen du monde, c'est s'autoriser à être d'ici et d'ailleurs pleinement, à hériter de l'humanité entière et contribuer à l'enrichir de là où nous sommes. C'est concilier le singulier et l'universel, le différent et l'en-commun, c'est refuser les assignations identitaires."

Jean-Godefroy BIDIMA – **Traversée** :

"Plus qu'une idée-force, la traversée est une attitude face au réel, l'envie d'y déceler le multiple et le divers, de percevoir le potentiel et le non-encore-exprimé, de démêler le confus et le non-dit afin de permettre au possible d'éclorre."

Nadia Yala KISUKIDI – **Injustice épistémique** :

"C'est la non-reconnaissance de l'existence de pensées philosophiques en terres d'Afrique. Une non-reconnaissance qui émane des philosophes occidentaux eux-mêmes mais aussi des agents coloniaux, dont les premiers anthropologues qui ont décrété qu'il n'y avait pas de Raison au sud du Sahara mais une "mentalité primitive".



Kako NUBUKPO – **Franc CFA** :

"Les Etats africains doivent sortir du franc CFA et élaborer leur propre politique monétaire s'ils veulent pouvoir "parachever leur indépendance politique et renforcer les bases d'une transformation structurelle de leur économie".

Sabelo NDLOVU-GATSHENI – **Décolonialité** :

"Il est plus que jamais urgent de penser la "décolonialité". Il faut penser de nouveaux concepts et de nouveaux référents intellectuels ; condition sine qua non pour bâtir une humanité fondée sur l'équité, la justice sociale et la "coexistence éthique", et mettre fin aux rapports de classes et de races."

Ali BENMAKHLOUF – **Conversation** :

"La conversation, là où se joue le lien à soi-même et à autrui et où se noue la relation qui "nous fait tenir l'un à l'autre par la parole". (...)Lieu de l'échange, de la confrontation comme de la réconciliation, la conversation est aussi un espace de transmission d'un patrimoine."

Souleymane Bachir DIAGNE – **Libre-pensée** :

"Il est plus que jamais " vital que la pensée en islam mette en avant esprit critique et pluralisme". Passer d'une langue à l'autre permet de voir en quoi les problèmes philosophiques, que l'on dit universels, sont fortement liés aux différentes langues dans lesquelles ils sont formulés."

Achille MBEMBE – **Afropolitanisme** :

"Il est urgent de construire une Afrique tolérante, ouverte, créole. Une "Afrique-monde" où chacun, quels que soient sa religion, sa carnation, son genre ou son orientation sexuelle, puisse s'y épanouir pleinement."

Léonora MIANO – **Afropéanité** :

"Il faut se pencher sans pathos ni ressentiment sur notre passé commun fait d'exploitation et de chosification, d'aliénation et de résistances, afin de mieux saisir notre présent et d'en dessiner les voies émancipatrices."

Felwine SARR – **Afrotopia** :

"Il invite les penseurs du continent à s'engager dans une rupture épistémique en délaissant les concepts occidentaux qui seraient peu adaptés aux réalités du continent et en investissant des notions africaines comme le jom ("dignité"), la teranga ("hospitalité"), le ngor ("sens de l'honneur")... pour en dégager les possibles apports bénéfiques."

| Partie 2

ENJEUX ET PERSPECTIVES 2016-2050



▶	Chapitre 1 : La poussée urbaine	73
❖	Problématique de l'urbanisation	75
❖	L'urbanisation africaine	77
❖	La qualité de vie urbaine	85
❖	Le fait urbain	94
❖	A retenir	99
▶	Chapitre 2 : La transformation rurale	101
❖	Problématique de la transformation rurale	104
❖	Les conditions de vie	105
❖	La gestion des ressources naturelles	114
❖	Le défi agro-alimentaire	126
❖	A retenir	150
▶	Chapitre 3 : Le double enjeu de la sécurité et de la gouvernance	151
❖	Problématique de la sécurité et de la gouvernance	153
❖	Au cœur de la violence : la misère	156
❖	La piraterie maritime en Afrique	162
❖	Au cœur de la sécurité : la gouvernance	168
❖	A retenir	176
▶	Bibliographie sélective	177

VUE D'ENSEMBLE

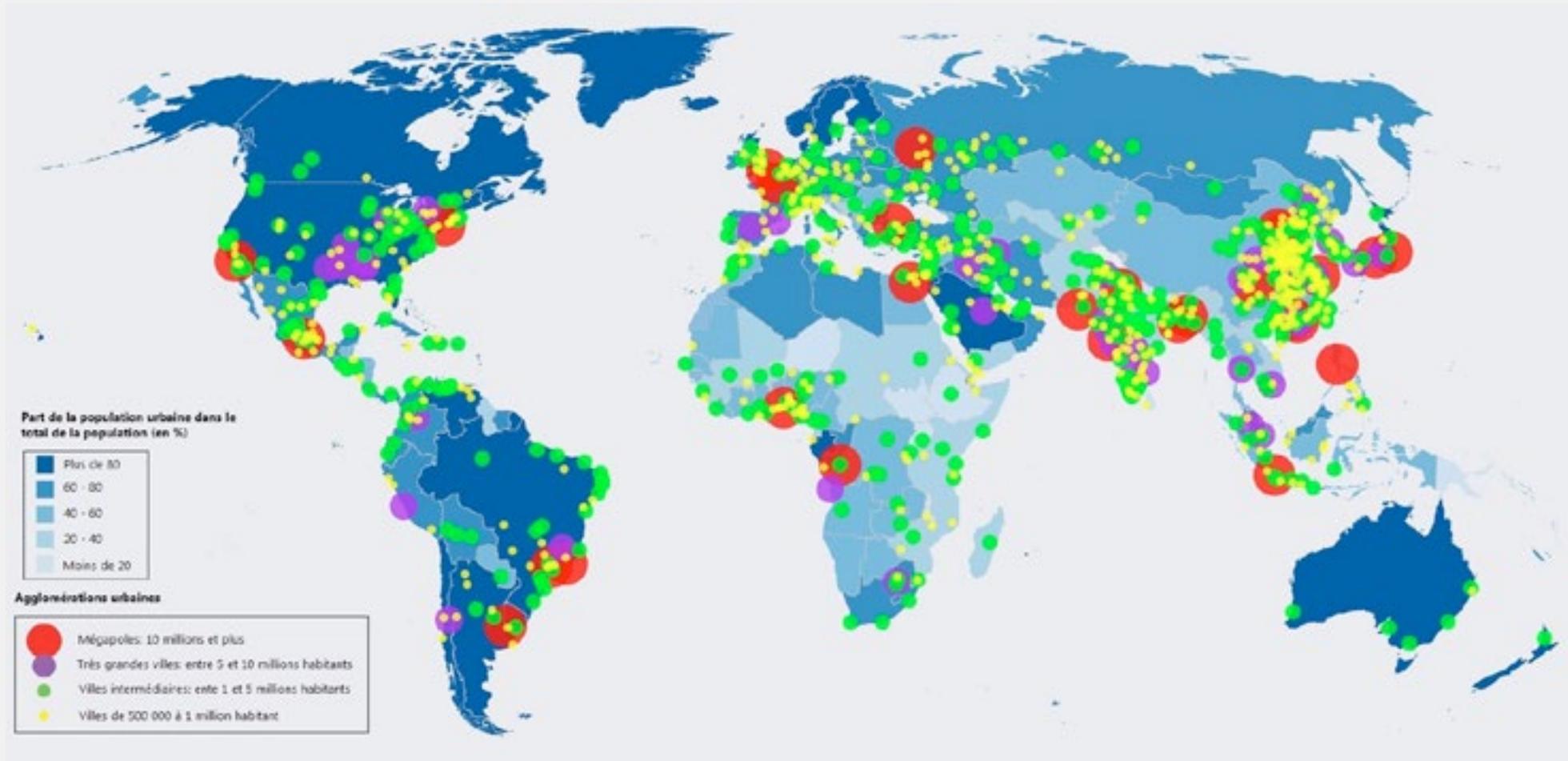
Enjeux 2030-2050

- ▶ La santé, la sécurité, la nutrition, l'emploi, l'éducation, le logement, les transports, l'électricité, l'assainissement... sont autant de défis auxquels l'Afrique doit faire face. D'où le choix, ici, de n'en examiner que quelques uns. Comme tout choix, il est subjectif. Néanmoins, deux critères majeurs l'ont guidé:
 - ❖ la prise en compte des évolutions futures, à 2030 (moyen terme) et 2050 (long terme) qui conduit à insister sur ce qui peut paraître banal, aujourd'hui, mais poserait des problèmes majeurs demain,
 - ❖ une approche systémique qui permet d'articuler, ensemble, les trois problématiques retenues pour montrer leurs interdépendances (voir ci-contre).
- ▶ Le changement climatique et ses impacts sur l'Afrique ayant été amplement évoqués dans le rapport stratégique 2017 de l'IRES, il apparaîtra, ici, comme un facteur causal parmi d'autres et non comme une problématique en soi, malgré son importance cruciale pour le devenir du continent africain et, au delà, de l'humanité toute entière.

Trois grands nœuds du futur

- ▶ **La poussée urbaine** (chapitre 1): la rapidité de la croissance urbaine africaine est sans précédent. Alimentée par une dynamique démographique forte et conjuguée à un déficit de moyens, sinon de gouvernance, elle représente un défi systémique majeur de la croissance économique au développement humain, en passant par la qualité de l'environnement dont l'enjeu est la stabilité sociale.
- ▶ **La transformation rurale** (chapitre 2): défini comme "tout ce qui n'est pas urbain", le monde rural africain est à un tournant de son histoire. Trois grands changements structurent la transformation actuelle : la mobilité voulue ou subie des personnes, la dangereuse altération des ressources naturelles et la trop faible modernisation de l'agriculture africaine, au regard des impératifs alimentaires du continent.
- ▶ **Le défi individuel et collectif de la sécurité et de la gouvernance** (chapitre 3): l'évolution des formes de conflit et des violences qui y sont associées montre que si la pacification du continent progresse, elle est loin d'être acquise car la sécurité des biens et des personnes est aussi une question de gouvernance et d'éducation.

Répartition de la population urbaine et localisation des agglomérations urbaines dans le monde



■ Source : Retraitement IRES _ <https://morphocode.com/global-trends-urbanisation/>



| Chapitre 1

LA POUSSÉE URBAINE

L'AFRIQUE EN CHIFFRES N°2

La démographie

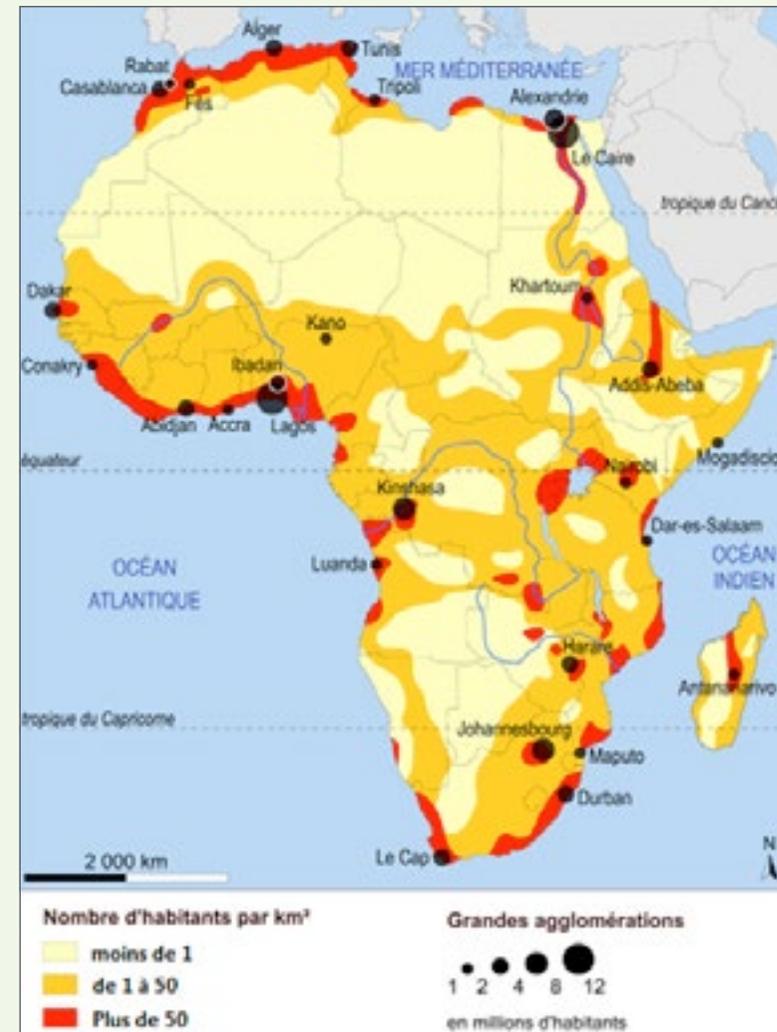
Faits remarquables

- ▶ Population (1) :
 - ❖ 1950 : 228,6 millions, soit 1 personne sur 11 dans le monde,
 - ❖ 2100 : 4,4 milliards, soit 1 personne sur 3 dans le monde.
- ▶ Transition démographique (1) : Moyenne mondiale : 2,5 enfants/femme en 2015.
 - ❖ "Croissant fertile africain" : Niger : 7,4 ; Burkina Faso : 5,6 ; Ethiopie : 4,6.
 - ❖ Pays africains en transition démographique : Afrique du Sud : 2,5 ; Libye : 2,4 ; Tunisie : 2,2 ; Maroc : 2,2 (2) ; île Maurice : 1,5.

Tendance	1980	2015	2050
Population en hausse (1)	0,48 milliard	1,2 milliard	2,5 milliards
Fécondité en baisse (enfants/femme) (1)	6,6 (1975-1980)	4,7 (2010-2015)	3,1 (2045-2050)
Mortalité maternelle en baisse (3)	965 en 1990 (pour 100 000 naissances vivantes)	542 (pour 100 000 naissances vivantes)	(-)
Mortalité infantile en baisse (1)	121 (pour 1 000 naissances vivantes) (1975-1980)	57 (pour 1 000 naissances vivantes) (2010-2015)	24 (pour 1 000 naissances vivantes) (2045-2050)
Espérance de vie en progression (1)	49 ans (1975-1980)	60 ans (2010-2015)	71 ans (2045-2050)
Proportion des moins de 25 ans / population totale (4)	64%	60%	50%

(-) : Données indisponibles

Densité de la population en Afrique



Source : Retraitement IRES _ http://2.bp.blogspot.com/-vLjYin4he3E/URD8rJ1bA0I/AAAAAAAAAMM/fbe_gR3aJRQ/s1600/africa_popz.jpg

Une dynamique urbaine mondiale...

L'urbanisation accélérée du monde a été l'une des principales caractéristiques du 20^{ème} siècle et marquera, encore, fortement, la première moitié du 21^{ème} siècle. Depuis 2007, la planète compte plus d'urbains que de ruraux. Entre 2015 et 2050, l'Asie et l'Afrique réunies concentreraient près de 90% des 2,5 milliards de citadins supplémentaires à venir (5).

aux mécanismes complexes...

Cette réalité annoncée conduit, aujourd'hui, les pouvoirs publics et les chercheurs à s'interroger, en profondeur, sur le phénomène urbain, ses raisons et ses conséquences, comme :

- ▶ l'exode rural : en Afrique, il génère 1/3 des nouveaux citadins, mais le nombre de ruraux ne diminue pas (6),
- ▶ le phénomène de concentration humaine : en 2030, 6 des 41 mégapoles mondiales (villes de plus de 10 millions d'habitants) seraient probablement en Afrique (7),
- ▶ la gestion des villes : l'Afrique est-elle prête à accueillir 1 milliard de citadins d'ici 20 ans (6)?
- ▶ l'industrialisation et le développement économique comme moteur de l'urbanisation : un modèle qui ne fonctionne pas en Afrique où 60% des urbains vivent dans des bidonvilles (8).

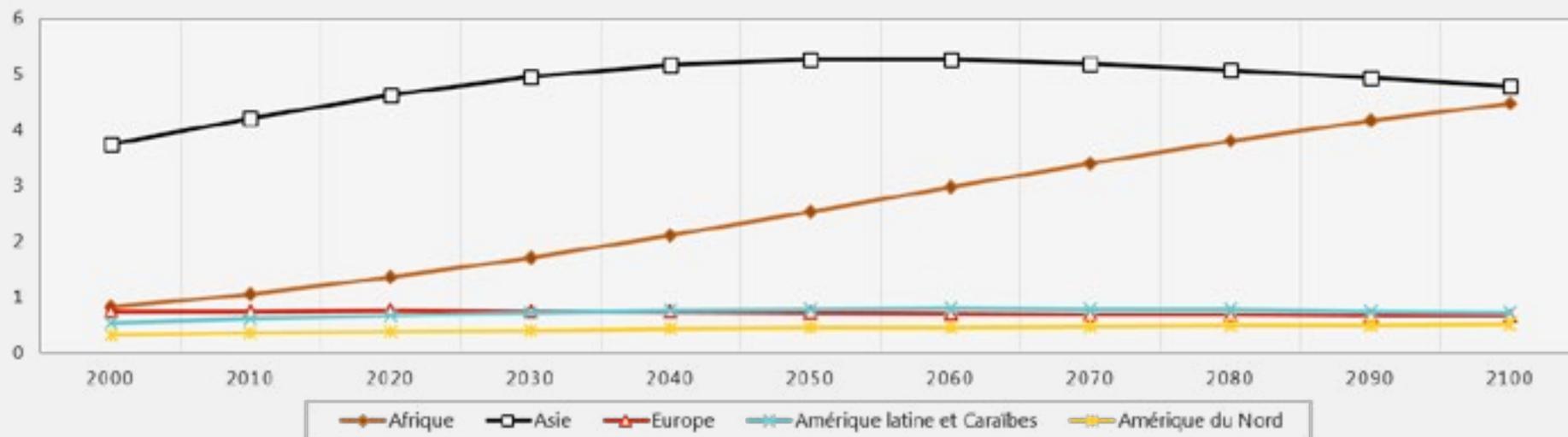
qui expose l'Afrique à des enjeux majeurs

- ▶ La poussée urbaine actuelle du continent est un fait sans précédent dans l'histoire de l'humanité, tant en vitesse qu'en volume. Elle peut aussi bien devenir un formidable accélérateur de développement que conduire des pays entiers au chaos.
- ▶ La qualité de vie qui y règne est à la fois une cause et une conséquence du difficile décollage économique des villes africaines. Elle met en évidence les risques majeurs que fait courir le différentiel des vitesses d'accroissement urbain et de développement systémique (économique, social, politique, technologique...).
- ▶ Le fait urbain contraint à regarder autrement la ville africaine, mettant en évidence aussi bien ses particularités que son besoin en matière de gouvernance et de civisme de sa population.

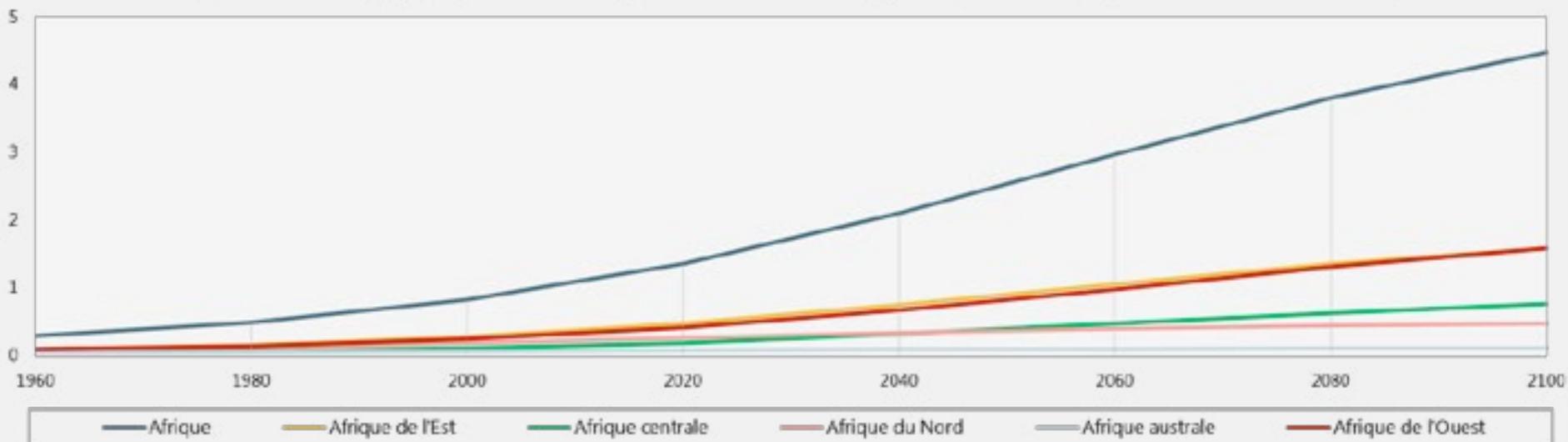
L'urbanisation désigne le processus, continu de croissance de la population urbaine et d'extension des villes. Deux mesures la qualifient :

- le taux de croissance urbaine qui mesure l'accroissement de la population urbaine,
- le taux d'urbanisation qui mesure la proportion de la population urbaine par rapport à la population totale à un instant T.

Evolution de la population des régions du monde entre 2000 et 2100 (en milliards d'habitants)



Projections démographiques de l'Afrique et de ses sous-régions (1960-2100) (en milliards d'habitants)



■ Source : Traitement IRES des données issues de World Population Prospects, 2017 Revision

Le modèle des pays développés...

- ▶ L'urbanisation caractérise la transformation des économies qui passent des sociétés rurales peu productives à des systèmes plus complexes, dans lesquels les industries et les activités tertiaires prennent, progressivement, une place prépondérante.
- ▶ Alimentée par l'exode rural qui offre la main-d'œuvre nécessaire à ces nouvelles activités, l'urbanisation connaît, généralement, une progression forte à ses débuts puis un ralentissement prononcé lorsqu'elle atteint 75 à 90% de la population totale.
 - ❖ A ce stade de développement, l'exode rural des jeunes est souvent compensé par l'exode urbain des ménages et des retraités.
 - ❖ Le développement économique ayant induit une transition démographique, la croissance urbaine naturelle s'affaiblit.

auquel l'Afrique déroge partiellement

- ▶ Le développement extrêmement rapide des villes africaines depuis un demi-siècle n'a pas été le fruit d'une industrialisation ou d'une tertiarisation massive, la colonisation ayant interféré avec ce mécanisme naturel.

- ▶ La croissance urbaine africaine résulte davantage d'un accroissement naturel de la population qui est de 2,6% en moyenne par an sur la période 2000-2015 (4) que de l'exode rural qui ne contribue qu'à hauteur d'un tiers...
 - ❖ Le taux d'urbanisation demeure, donc, faible, soit 40,4% en 2015 (9), l'accroissement naturel des ruraux demeurant élevé.
 - ❖ La conjonction d'une base encore large de la pyramide des âges (fécondité élevée et baisse de la mortalité infantile) avec un sommet qui commence à s'élargir (progression de l'espérance de vie) explique la forte dynamique démographique du continent.
- ▶ Le continent connaît des situations fortement différenciées, selon le niveau de la combinaison développement économique/transition démographique. Ainsi, l'Afrique australe et l'Afrique du Nord se rapprochent du modèle des pays développés, se démarquant de l'Afrique subsaharienne.

L'URBANISATION AFRICAINE (2)

- ▶ **La plupart des villes africaines fonctionnent, non pas à deux vitesses selon le modèle classique, mais à trois vitesses autour :**
 - ❖ **d'une ville "haute"**, où flamboient l'architecture moderne, les espaces publics, les instituts, les centres d'affaires, les boutiques de marque, les routes goudronnées, les tramways et les infrastructures de base (électricité, eau, assainissement),
 - ❖ **d'une ville "basse"**, empoussiérée par ses pistes de latérite, coupée de tout, à chaque pluie torrentielle, faite de logements en dur, de terrains vagues, d'étals de rue, où l'on chemine dans l'obscurité dès la nuit tombée, où les infrastructures sont incertaines (fréquentes coupures de biens et services sociaux),
 - ❖ **d'une "non-ville"**, surpeuplée et malodorante, composée d'abris précaires (bidonvilles) sur des terrains non viabilisés, parfois déjà pollués, administrée par les gangs locaux (*tsotsis*), siège de tous les trafics illégaux : un vaste camp de réfugiés où s'entasse une inconcevable misère.



|| Source : ProGective

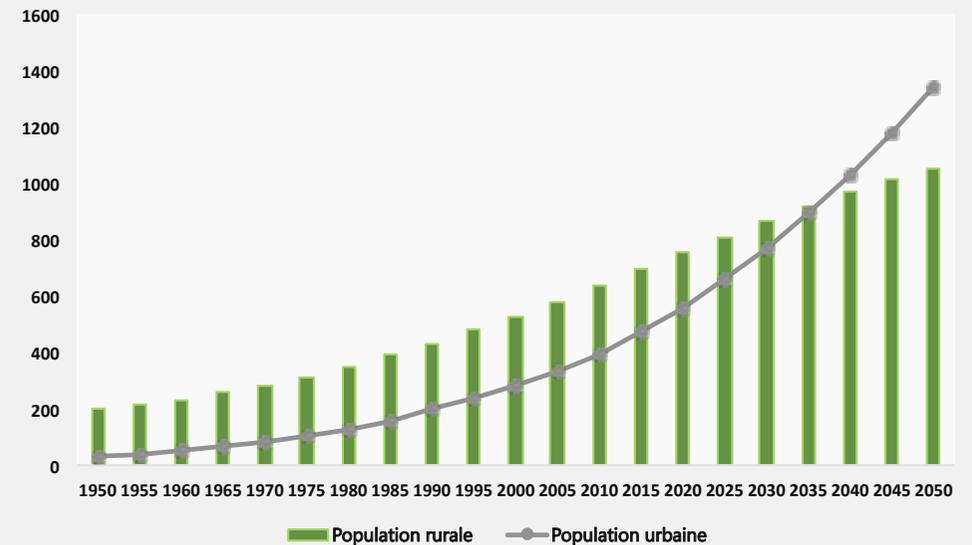
Les facteurs de la croissance urbaine

- ▶ La vigueur de l'accroissement naturel de la population africaine, tant urbaine que rurale peut s'expliquer par un niveau de revenu faible, conjugué à un nombre élevé d'enfants ainsi que par la forte proportion de jeunes.
- ▶ L'attractivité de la ville sur les Africains qui y migrent ne se limite pas au fait d'offrir de meilleures opportunités économiques :
 - ❖ La ville constitue un refuge contre les violences dont le monde rural est une proie facile (conflits, bandes armées) et contre le dénuement total qui peut résulter d'événements, comme les sécheresses (notamment au Sahel).
 - ❖ Elle apparaît, aussi, comme un lieu de modernité qui permet de fuir des traditions parfois sclérosantes ou l'ennui de campagnes isolées (loisirs, rencontres), mais, aussi, d'ouvrir une porte sur le monde (éducation, technologies, connexion).

Aussi, plus la dichotomie est grande entre le monde urbain et le monde rural, plus important est l'exode rural. Le graphique ci-contre montre qu'à partir de 2035, le nombre d'urbains pourrait dépasser le nombre de ruraux en Afrique.

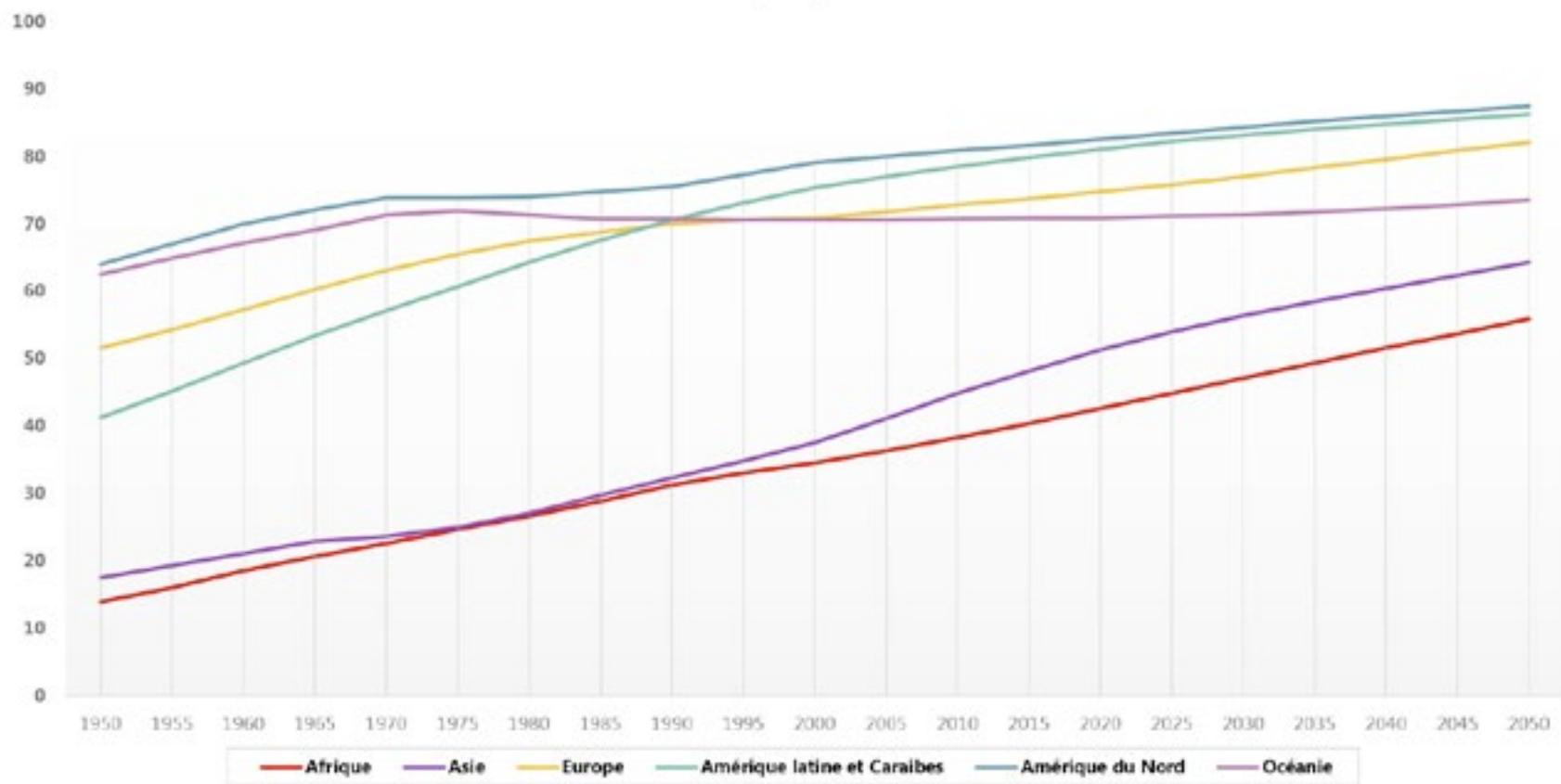
- ❖ Qui, alors, entretiendra les écosystèmes dont dépend aussi la vie urbaine ? (cf. chapitre suivant).
- ❖ Parallèlement, se pose la question de l'existence même de ces biomes qu'architecture et agriculture, au sens large, dégradent chaque jour davantage.

Evolution de la population africaine selon le milieu de résidence
(en millions d'habitants)



■ Source : Traitement IRES des données de World Urbanization Prospects, 2014 Revision

Evolution du taux d'urbanisation des régions du monde entre 1950 et 2050
(en %)



Source : Traitement IRES des données issues de World Urbanization Prospects, 2014 revision

L'urbanisation

Faits remarquables

- ▶ L'Afrique abritait, en 2015, 47 villes de plus d'un million d'habitants et 120 de plus de 500.000 habitants (10).
- ▶ La croissance urbaine de l'Afrique du Nord (à l'exception de l'Egypte), bien que continue, devrait demeurer modeste. Cette région ayant déjà atteint en 2015 un taux d'urbanisation moyen de 51,6% (9). A titre d'exemple :
 - ❖ Casablanca (3,5 millions d'habitants en 2015) compterait 5,1 millions d'habitants en 2030 (11).
- ▶ En Afrique subsaharienne, en revanche, d'ici 2050 (12) :
 - ❖ le Nigeria compterait 208 millions d'urbains supplémentaires,
 - ❖ les populations de la République Démocratique du Congo, de l'Ethiopie et de la Tanzanie pourraient s'agrandir, chacune, de 63,51 et 52 millions d'urbains, respectivement.

Définitions

- ▶ Mégapole (*megacity*) : plus de 10 millions d'habitants (13). Exemple : Lagos au Nigéria, Le Caire en Egypte, Kinshassa en République Démocratique du Congo.
- ▶ Très grandes villes (*large cities*) : entre 5 et 10 millions d'habitants (13).
- ▶ Exemple: Luanda en Angola, Nairobi au Kenya, Mogadiscio en Somalie. Villes intermédiaires (*intermediary cities*) : entre 50.000 et 1 million d'habitants (14). Exemple : Tamale (Ghana), Lichinga (Mozambique), Tanger (Maroc).

- ▶ Petites villes (*small towns*) : moins de 50.000 habitants (15).
- ▶ Bidonvilles (*shanty town, slum*) : partie défavorisée d'une ville caractérisée par des logements très insalubres, une grande pauvreté et sans aucun droit ou sécurité foncière (16).

Tendance	1980	2015	2050
Population urbaine (9)	128 millions	472 millions	1,3 milliard
Taux de croissance annuel de la population urbaine (9)	4,3%	3,5%	2,5%
Dont : accroissement naturel (1)	28,4 (pour 1.000 habitants)	26,5 (pour 1.000 habitants)	18 (pour 1.000 habitants)
Taux d'urbanisation (9)	26,7%	40,4%	55,9%
Progression annuelle du taux d'urbanisation (9)	1,4%	0,95%	0,8%
PIB par habitant (en dollars constants de 2010) pour des régions à même niveau d'urbanisation (17)			
● Afrique subsaharienne	1.464	1.656	
● Moyen-Orient et Afrique du Nord	5.833	7.455	(-)
● Asie de l'Est et du Pacifique	2.929	9.228	

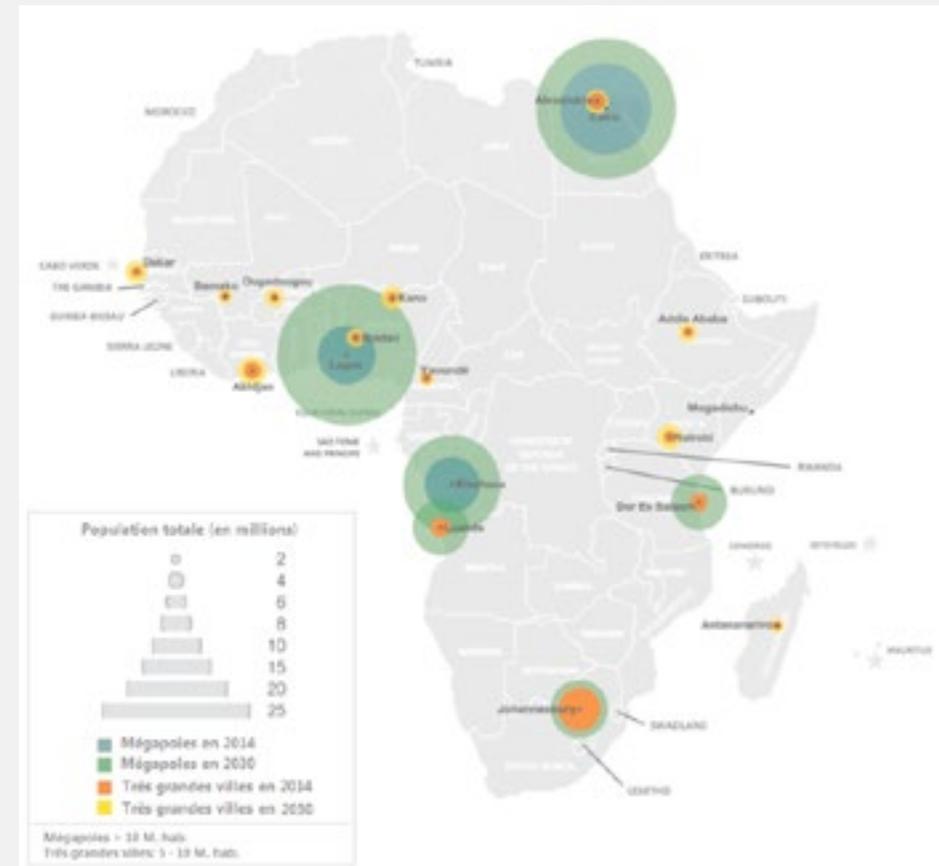
(-) : Données indisponibles

L'URBANISATION AFRICAINE (4)

La diversité des formes de l'urbanisation

- ▶ La tendance mondiale à la concentration des êtres humains dans des villes de plus en plus grandes se traduit, notamment, par **la croissance rapide des mégapoles** de plus de 10 millions d'habitants **et des très grandes villes** (5 à 10 millions d'habitants) et ce, en dépit de la hausse du coût de la vie qui est déjà élevé.
 - ❖ En 2014, 3 des 28 mégapoles mondiales sont africaines : Le Caire (18,4 millions d'habitants), Lagos (12,6), Kinshasa (11,1). En 2030, s'y ajouteraient Johannesburg (11,6), Dar-es-Salaam (10,8) et Luanda (10,4) (13).
 - ❖ En 2035, avec 30 millions d'habitants, Lagos deviendrait la plus grande ville du continent (18).
- ▶ Plus vivables, ce sont **les villes intermédiaires** (50.000 à 1 million d'habitants) (14) qui enregistrent la plus forte croissance. Par leur positionnement à l'articulation de l'économie rurale et urbaine, elles **sont la clé pour la résorption des sévères déséquilibres régionaux qui menacent de rendre ingouvernables, à la fois les métropoles émergentes et des aires rurales de plus en plus désertées** (19).
 - ❖ Dans les pays à bas et moyens revenus, elles concentrent 43% de la population urbaine (soit plus de 1,5 milliard d'habitants en 2015) (19).
 - ❖ En Afrique, le nombre de grandes villes intermédiaires (30.000 à 1 million d'habitants) a doublé en moins d'une décennie (145 en 2015) et atteindra 230 d'ici 2030 (19).
 - ❖ Elles font l'objet de diverses dynamiques, comme la "banlieuisation" (rejet des populations défavorisées à l'extérieur du centre ville) et la périurbanisation (étalement urbain) (19).

Les mégapoles et très grandes villes en Afrique en 2014 et 2030



■ Source : Retraitement IRES _ City population data/estimates from UN DESA

- ▶ **En Afrique subsaharienne, 59% des urbains en 2015 vivaient dans un bidonville (20)**, une forme urbaine précaire et informelle qui représente la majeure partie de la croissance urbaine dans les pays du Sud.
 - ❖ Le bidonville est dépourvu de toute infrastructure de base (électrification, écoulement des eaux usées, ramassage des ordures...), y compris d'accès adéquat à l'eau potable. Logement de mauvaise qualité, surpeuplement, précarisation... définissent le bidonville (21).
 - ❖ La pauvreté, la promiscuité, le manque d'hygiène... prédisposent ses habitants aux épidémies, aux trafics illégaux et, notamment, aux nouvelles formes d'esclavage.
 - ❖ Sans une croissance économique rapide, une diminution des inégalités de revenu et une gouvernance urbaine systémique et forte et malgré les efforts significatifs déjà entrepris tant en Afrique du Nord qu'en Afrique subsaharienne (22), le nombre de résidents des bidonvilles dans plusieurs pays africains pourrait tripler d'ici 2050 (23).
- ▶ La plus récente forme d'urbanisation qui affecte le continent africain est sans doute **la rurbanisation**. Organisée autour des noyaux de l'habitat rural, elle **désigne un processus d'urbanisation des campagnes**, caractérisé par :
 - ❖ le mitage des espaces (faible continuité du bâti),
 - ❖ l'adoption par les ruraux des mêmes modes de vie que les citadins,
 - ❖ des mobilités multiples (allers et retours) grâce à l'amélioration des moyens de communication,
 - ❖ la diversification de l'emploi (pluriactivité, vivrier-marchand, artisanat...) : le rural n'est plus exclusivement réservé à l'agriculture,
 - ❖ des tensions parfois entre les ruraux, les migrants de retour (héritiers, retraités) et les nouveaux émigrants urbains (chômeurs, jeunes déscolarisés...).
- ▶ Tandis que dans les pays développés, le processus de concentration urbaine puis d'étalement s'est étiré dans le temps, les principales formes d'urbanisation se télescopent, aujourd'hui, en Afrique, créant autant d'effets positifs que de tensions. **Cette accélération de l'urbanisation sans contrepartie en termes de croissance économique et d'amélioration des conditions de vie accroît les risques de déstabilisation.**

Les multiples formes de la ville africaine

Tanger, la blanche



Addis Abeba



Kigali, plate étalée



Le Caire, le palimpseste



Dakar, le palimpseste



Ibadan-Lagos Road, conurbation



Le slum



Khayelitsha Township



Luanda, ville nouvelle



■ Source : Traitement ProGective des images issues de : <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=24943696>

Des conditions de vie difficiles

Les villes africaines, dans leur vaste majorité, bien qu'à des degrés divers manquent des moyens nécessaires (financement, gestion, organisation) pour offrir une qualité de vie optimale à l'ensemble de leur population. Quatre aspects soulignent plus particulièrement les conditions de vie de leurs habitants : l'accès au foncier, un espace public souvent dégradé, l'accès aléatoire aux services de base et un niveau élevé de risques.

- ▶ La ville est d'abord un espace physique, représenté par du foncier et le bâti qu'il supporte. Deux problématiques majeures pèsent sur le foncier africain :
 - ❖ **L'absence fréquente de cadastrage et d'enregistrement des droits de propriété** –souvent en opposition avec le droit coutumier– qui conduit, d'une part, à une précarisation de la propriété privée et, d'autre part, à un faible investissement de la part des promoteurs immobiliers.
 - ❖ **Une spéculation immobilière débridée**, fondée sur la forte demande de logements dont la rareté fait, à elle seule, flamber les prix. Le prix de l'immobilier devient, ainsi, une barrière à l'acquisition des primo-accédants à la propriété et à la location de logement par les jeunes ruraux qui arrivent. La périurbanisation devient, de ce fait, la seule solution à l'obtention d'un logement correct.

- ▶ L'espace bâti est environné d'un espace public dont la qualité est censée contribuer au bien-être des populations urbaines. Si nombre d'Africains sont attirés par les aménités urbaines (modernité, paysage urbain et propreté) de la ville haute, en revanche, **la ville basse** (la plus répandue) **offre un concentré de dégradations environnementales** qui s'accroît avec la pauvreté (cf. Focus n° 1) :
 - ❖ **Déchets solides et liquides** : selon le Conseil Mondial de l'Eau, 300 millions d'Africains n'ont pas accès à des latrines ni à de l'eau propre ; le ramassage des déchets n'est pas institutionnalisé ; l'assainissement, lorsqu'il existe, est sous-dimensionné...
 - ❖ **Polluants** : issus d'activités économiques artisanales (teinture, peausserie), ils contaminent les sols, les végétaux et l'eau.
 - ❖ **Pollution de l'air** provenant notamment des feux de décharges, des émissions de CO₂ et des poussières ambiantes : en 2013, selon l'OCDE, le nombre de décès prématurés, liés à la pollution atmosphérique était supérieur à celui dû à la malnutrition infantile ou à l'absence d'eau potable (24).

FOCUS N°1

Le traitement des contaminants

- ▶ Lieu de vie et d'activité, la ville génère nécessairement des déchets. Sans système de taxes adéquat, la plupart des pays africains ne collectent ni ne traitent leurs déchets.
- ▶ D'où des décharges à ciel ouvert de plusieurs mètres de haut, auxquelles les riverains mettent le feu, faute de pouvoir s'en débarrasser, pour éviter les odeurs pestilentielles, les rats, les cafards, le choléra... Parfois, les débris bloquent la circulation, les trains ou les bateaux (25).
- ▶ La décharge n'est que l'aspect visible de ces contaminants qui minent la santé des habitants, qui sont sources d'épidémies et de misère accrue : eaux usées, produits chimiques, déchets électroniques, multiples agents de pollution aérienne... Charriées par les pluies, ces ordures solides, liquides ou gazeuses, souvent putréfiées, contaminent les sols, la faune et la flore et finissent dans les cours d'eau ou dans l'océan. Au Sahel, 30% du cheptel meurt de la contamination par les sacs plastiques (26).
- ▶ Essentielle à la vie, l'eau n'est pas mieux considérée. Non seulement elle n'est pas traitée/dépolluée à la source, mais sa distribution est souvent aléatoire tandis qu'une part importante de l'eau se perd dans les fuites des canalisations (27).
- ▶ Non seulement il est crucial pour la santé publique de gérer ces effluents des villes, mais cette gestion peut aussi s'avérer être une source de revenus, comme les chiffonniers de plusieurs pays l'ont compris.



■ Source : Traitement ProGective des travaux issus de :

- <http://blogcopte.fr/2013/07/29/news-egypte-les-chiffonniers-coptes-du-caire-seclairent-au-solaire/>
- <http://www.magcentre.fr/117460-orange-offre-une-seconde-vie-a-vos-mobiles/>
- https://www.lesechos.fr/medias/2016/11/04/2040170_recyclage-a-lagos-un-dechet-sur-deux-nest-pas-ramasse-aujourd'hui-web-0211426795599.jpg

- ▶ La ville se distingue de l'habitat informel par les services publics qu'elle fournit. Or, **l'accès à ces services de base** (eau potable et assainissement, électricité, voirie et gestion des déchets) **peut y être aléatoire**, parce que :
 - ❖ les infrastructures n'existent pas (canalisations, lignes électriques, voiries) ou n'ont pas été réparées,
 - ❖ les autorités locales ou nationales n'ont pas les moyens de s'approvisionner ou de produire, à la hauteur des besoins et gèrent par coupures d'eau ou d'électricité lorsque le plafond est atteint,
 - ❖ les services publics ont été délégués à des prestataires incompetents ou qui n'ont pas été payés...
- ▶ La plupart du temps, **les municipalités n'ont tout simplement pas les moyens financiers, humains ou techniques de déployer des infrastructures, au rythme imposé par cette explosion urbaine**. Ainsi, par exemple, les pistes de latérite, souvent impraticables à la saison des pluies, isolent parfois tout un quartier, au détriment de l'activité économique et de l'éducation.
- ▶ **Les urbains en Afrique sont d'autant plus exposés aux risques** engendrés par la pauvreté, la violence, les maladies et l'ignorance **que leurs conditions de vie sont dégradées** :
 - ❖ Les bidonvilles les plus pauvres deviennent des zones de non-droit, sous la coupe réglée des gangs. Ceux-ci sont souvent les seuls pourvoyeurs de revenus via leurs activités illicites (drogue, prostitution, coups de main, racket, jeux, corruption).
 - ❖ La proximité des classes moyennes et la démonstration criarde des nouveaux riches suscitent des frustrations et favorisent des violences et des exactions qui, en retour, provoquent le rejet de ces populations.
 - ❖ La promiscuité, le manque d'hygiène et la pollution ambiante ainsi que les transports collectifs accentuent les risques sanitaires, notamment épidémiques, comme le montre la persistance du sida (cf. Focus n° 2), le débordement occasionnel de la peste, la récente épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest (2014-2016)...

Le coût oublié du VIH

- ▶ En 2016, pour la première fois, 53% de la population mondiale porteuse du VIH a eu accès au traitement antirétroviral. Conjugée à une baisse mondiale de 48% des décès liés au sida et de 16% des nouvelles infections entre 2010 et 2016, cette évolution a conduit au relâchement de la pression sur la lutte contre le VIH avec le recul de l'investissement international et la baisse de la progression de l'investissement national (28).
- ▶ L'Afrique de l'Est et l'Afrique australe hébergeaient, en 2016, 43% du total mondial des nouvelles infections par le VIH (31). Grâce aux efforts de prévention et de traitement, elle est, désormais, sur la voie de l'éradication de l'épidémie du sida. L'espérance de vie y a déjà augmenté de près de 10 ans entre 2006 et 2016 (1) ainsi que la probabilité de trouver et de conserver un emploi.
- ▶ En revanche, les décès liés au sida ont augmenté de 19% entre 2010 et 2016 (29) dans la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient, bien que le Maroc et l'Algérie aient augmenté significativement l'accès au traitement contre le VIH, respectivement, de 48% (30) et 76% (31) en 2016.
- ▶ L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale restent loin derrière le reste du continent, avec seulement 35% de malades ayant accès en 2016 au traitement contre le VIH (29).
- ▶ Des effets induits qui pèsent sur le développement :
 - ❖ Le nombre croissant d'orphelins (49,4 millions en Afrique subsaharienne en 2015 dont 22% à cause du sida (32)) va grossir d'1 million par an les rangs des enfants des rues, des enfants-soldats, des enfants-esclaves... dont la plupart ne dépasseront pas l'âge de 25 ans (33).
 - ❖ A la fin de 2016, 19,1 milliards de dollars étaient disponibles pour la lutte contre le sida dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les ressources intérieures représentaient 57% des ressources totales pour le VIH dans ces pays en 2016 (29).
 - ❖ Le PIB pourrait être réduit de 2%, en moyenne, par an, dans les pays dont le taux de prévalence du VIH dépasse 20% (34).
 - ❖ L'espérance de vie aurait tendance à baisser. Il en est de même de la main-d'œuvre disponible (34).
 - ❖ Le coût pour les villes serait important, particulièrement celles dont la part de la population porteuse du VIH devant être dépistée et traitée afin d'enrayer l'épidémie est 1,7 fois supérieure au taux de prévalence du VIH dans les zones rurales (35). En dépit des succès obtenus, l'éradication de ce fléau a un coût que la plupart des pays concernés ne sont pas en mesure de payer.
- ▶ L'accès insuffisant à une éducation sexuelle adéquate, les lois sur le consentement, certaines croyances et des représentations néfastes de la masculinité contribuent au maintien sinon au développement de l'épidémie. Confrontées à la criminalisation et à des niveaux élevés de stigmatisation et de discrimination, nombreux sont les urbains qui se soustraient encore à la prise en charge de leur maladie, pérennisant sa propagation.

Des moyens de vie améliorés, mais insuffisants

Si les conditions de vie désignent le cadre général de survie d'un être humain, les moyens de vie (emploi, éducation, réseaux) donnent à celui-ci la possibilité de se développer (*enabler*) et de sortir de sa condition initiale...

- ▶ **Si l'accès à l'emploi est l'un des principaux besoins d'une population, il ne doit pas masquer la question complexe des conditions de l'emploi.**
 - ❖ En Afrique subsaharienne, 57% des femmes et 71% des hommes en âge de travailler étaient employés en 2017, soit des taux qui sont légèrement supérieurs à la moyenne des pays à revenu élevé, respectivement 49% et 64% (36). La cause majeure de la pauvreté n'est, donc, pas le manque d'accès au travail, mais les conditions d'emploi : en 2007, avant la crise financière internationale, 51% des personnes employées en Afrique subsaharienne vivaient avec moins de 1 dollar par jour, en parité de pouvoir d'achat (37).
 - ❖ En revanche, les conditions de l'emploi (formation, couverture santé, plan de carrière...) s'améliorent considérablement dans le secteur formel, sous l'impulsion conjointe de l'arrivée de nouveaux concurrents sur le continent et des attentes des jeunes diplômés et des cadres expérimentés, recrutés au sein des diasporas qui tendent à bouleverser les pratiques établies (38).

- ▶ Les ressources de base nécessaires au développement économique des urbains évoluent, l'accès aux réseaux de toute nature devenant désormais essentiel.
 - ❖ Les secteurs public et privé ont, chacun, leur rôle à jouer dans la fourniture de ces services : l'éducation, le système sanitaire et les réseaux de télécommunications dépendent des pouvoirs publics ; les réseaux relationnels, l'information relative au marché du travail et le système financier dépendent de l'initiative privée.
 - ❖ Si les progrès quantitatifs sont manifestes dans beaucoup de domaines et dans de nombreux pays africains (cf. l'Afrique en chiffres n°4), ils n'autorisent, cependant, pas le moindre relâchement sur la qualité qui reste encore à améliorer, comme cela a été constaté pour l'emploi.
 - ❖ Dans le domaine de l'enseignement, par exemple, le taux net de scolarisation au primaire est passé de 55% en 1995 à 74% en 2012 alors que le niveau de connaissance est resté bas (39). De là, il faut se demander si le taux de chômage des diplômés africains est imputable à ce faible niveau ou bien à la rareté des emplois, requérant de telles compétences ?

Les conditions et moyens de vie

	Tendance	1980	2015	2050
Population africaine	Sous-nutrition (en % de la population)	(-)	18,9% (40)	(-)
	Sans accès à l'électricité (17)	76,6% (1990)	62,6% (2014)	42,3% (2030)
Population subsaharienne	Proportion d'enfants, d'adolescents et de jeunes non scolarisés ayant l'âge du primaire ou celui de l'enseignement secondaire (41)	48,6% (1999)	32,6%	(-)
	Taux brut de scolarisation du primaire à l'enseignement supérieur (41)	44% (1999)	58,6% (2015)	(-)
	Sans accès aux installations améliorées d'assainissement (17)	76% (1990)	70%	(-)
	Population qui n'utilise pas le réseau Internet (17)	93% (1996)	82%	(-)
	Abonnements téléphoniques fixes (17)	2,3 millions	11 millions	(-)
	Abonnements téléphoniques mobiles (17)	0	751 millions	(-)

(-) : Données indisponibles

L A QUALITÉ DE VIE URBAINE (4)

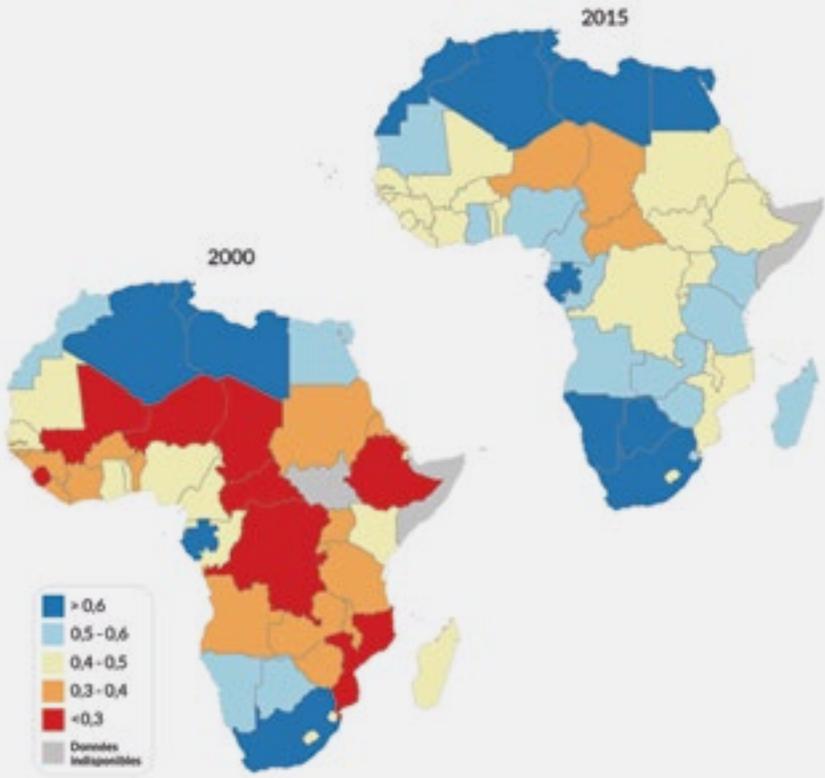
- ▶ **Faute d'amélioration des moyens de vie** (formation, information, connexion) pour la majeure partie de la population africaine, **la pratique du "non-droit" se développe.**
 - ❖ **Les femmes et les enfants sont les premières victimes des activités illégales**, souvent à travers la pratique de l'esclavage : le trafic d'enfants, l'enrôlement des enfants dans des groupes armés, la prostitution forcée, le travail forcé et asservi ou, encore, l'utilisation des enfants dans le commerce international des stupéfiants (42).
 - ❖ **Le secteur informel** (non agricole) **concentre 50 à 80% de l'emploi urbain en Afrique subsaharienne** (37). Il regroupe des entreprises ou des entrepreneurs indépendants (auto-emploi) qui ne respectent pas toujours la législation en vigueur (droit du travail, droit des entreprises, fiscalité, protection des travailleurs...). Certes, ce secteur entrave la modernisation des économies, en échappant à la taxation et en livrant une concurrence déloyale au secteur formel. Créant peu de richesses, le secteur informel reste, néanmoins, nécessaire à la survie d'au moins la moitié de la population subsaharienne urbaine et le sera, encore, dans un avenir proche. Ce qui mérite qu'une grande attention lui soit prêtée pour l'intégrer progressivement dans le formel.
 - ❖ Des activités intermédiaires, considérées juridiquement illégales, font partie des pratiques courantes et sont finalement admises puisqu'incontournables. Deux exemples sont donnés ci-après :

- En régression partout dans le monde, **le travail des enfants** (âgés de 5 à 14 ans) **continue à progresser en Afrique** (43). Il concernait, sur la période 2009–2015, 28% des enfants, principalement ceux d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale (44), dans l'urbain comme dans le rural.
- Multiforme, **la corruption discrète** ne se limite pas à celle des employés du secteur public ou privé qui ont un pouvoir quelconque. Elle **conduit**, par exemple, **en matière de santé, à la vente de produits contrefaits** en lieu et place de médicaments ou, encore, à un taux d'absentéisme élevé des prestataires de services de santé... (45).



■ Source : <https://opinion.premiumtimesng.com/2015/09/30/the-princess-bride-and-other-non-stories-by-chris-ngwodo/>

Indice de développement humain en Afrique



Source : Traitement IRES des données du PNUD

"Le développement est un processus qui permet aux êtres humains de développer leur personnalité, de prendre confiance en eux-mêmes et de mener une existence digne et épanouie.

C'est un processus qui libère les populations de la peur du besoin et de l'exploitation et qui fait reculer l'oppression politique, économique et sociale.

C'est par le développement que l'indépendance politique acquiert son sens véritable. Il se présente comme un processus de croissance, un mouvement qui trouve sa source première dans la société qui est elle-même en train d'évoluer."

Rapport de la Commission SUD dirigée par le président Julius NYERERE (Tanzanie)

La situation socio-économique

	Tendance	1980	2015	2050
Population africaine	Indice de développement humain (score) (46)	0,426 (1990)	0,524 (2014)	(-)
	Classe moyenne "flottante" (2 à 4 dollars par jour)	51,1 millions (47) (11,6% de la population)	228 millions (2013) (48) (21% de la population)	2040 (49) : 900 millions (42% de la population)
	Classe moyenne "aisée" (4 à 20 dollars par jour)	64,2 millions (47) (14,6% de la population)	148 millions (2013) (48) (14% de la population)	
Population subsaharienne	Pauvres (<1,90 dollar par jour) (50)	355 millions (56% de la population) (1990)	418 millions (35% de la population)	(-)
	Population active	190 millions (1990) (17)	391 millions (17)	(-)

(-) : Données indisponibles

Evolution de l'IDH par sous-région africaine (46)

Régions de l'Afrique	1990	2014	Evolution entre 1990 et 2014
Afrique du Nord	0,533	0,668	25,3%
Afrique de l'Est	0,337	0,497	47,5%
Afrique de l'Ouest	0,333	0,461	38,4%
Afrique centrale	0,453	0,507	11,9%
Afrique australe	0,481	0,570	18,5%

Quelques faits remarquables

- Une croissance économique de l'Afrique de 5%, en moyenne, par an sur la période 2000-2016, soit un niveau supérieur à la croissance économique mondiale (3,8%) (51).
- Un niveau de réserves de change, équivalent à 8 mois d'importations, en moyenne, sur la période 2000-2015 (52).
- Une baisse notable de l'encours total de la dette en pourcentage du PIB de 53% en 2000 à 22,4% en 2016 (52).
- Des apports financiers extérieurs de l'ordre de 180 milliards de dollars en 2017 (53), mais un taux d'investissement moyen de près de 17% en 2016 (54).
- Un taux de pauvreté en recul de 56% de la population totale en 1990 à 35% en 2015 alors que le nombre de pauvres a augmenté entretemps de 63 millions de personnes (50).

L E FAIT URBAIN (1)

La spécificité urbaine subsaharienne

- ▶ Si les villes d'Afrique du Nord ont eu des développements analogues à ceux des villes européennes (10), les villes d'Afrique subsaharienne n'ont rien connu de comparable, tant par les moteurs de leur croissance que par son rythme et son ampleur.
- ▶ Il est temps, désormais, de repenser le fait urbain subsaharien comme un système global dont toutes les composantes sont interdépendantes, collectives ou individuelles, économiques, sociales ou environnementales.
- ▶ Cette approche, à la fois transversale plutôt que verticale et visant à lier plutôt qu'à séparer, conduit à admettre la spécificité de la ville africaine.
 - ❖ Cela intègre de *facto* la culture comme composante fonctionnelle urbaine et remet en cause la vision occidentale très mécanique de la relation urbanisation/croissance économique, déjà mise à mal par les données du terrain (cf. l'Afrique en chiffres n° 3).
 - ❖ En revanche, le fait urbain africain bénéficie bien des économies d'agglomération, comme le montre la croissance des mégapoles et des très grandes villes du continent. Ces économies d'échelle externes, issues de la proximité d'un large réservoir de main d'œuvre, de fournisseurs, de clients, de compétiteurs, permettent de réduire les coûts de transaction et de bénéficier d'effets de réseaux (partage d'information et de compétences).

La ville subsaharienne, reflet des polarisations socio-économiques

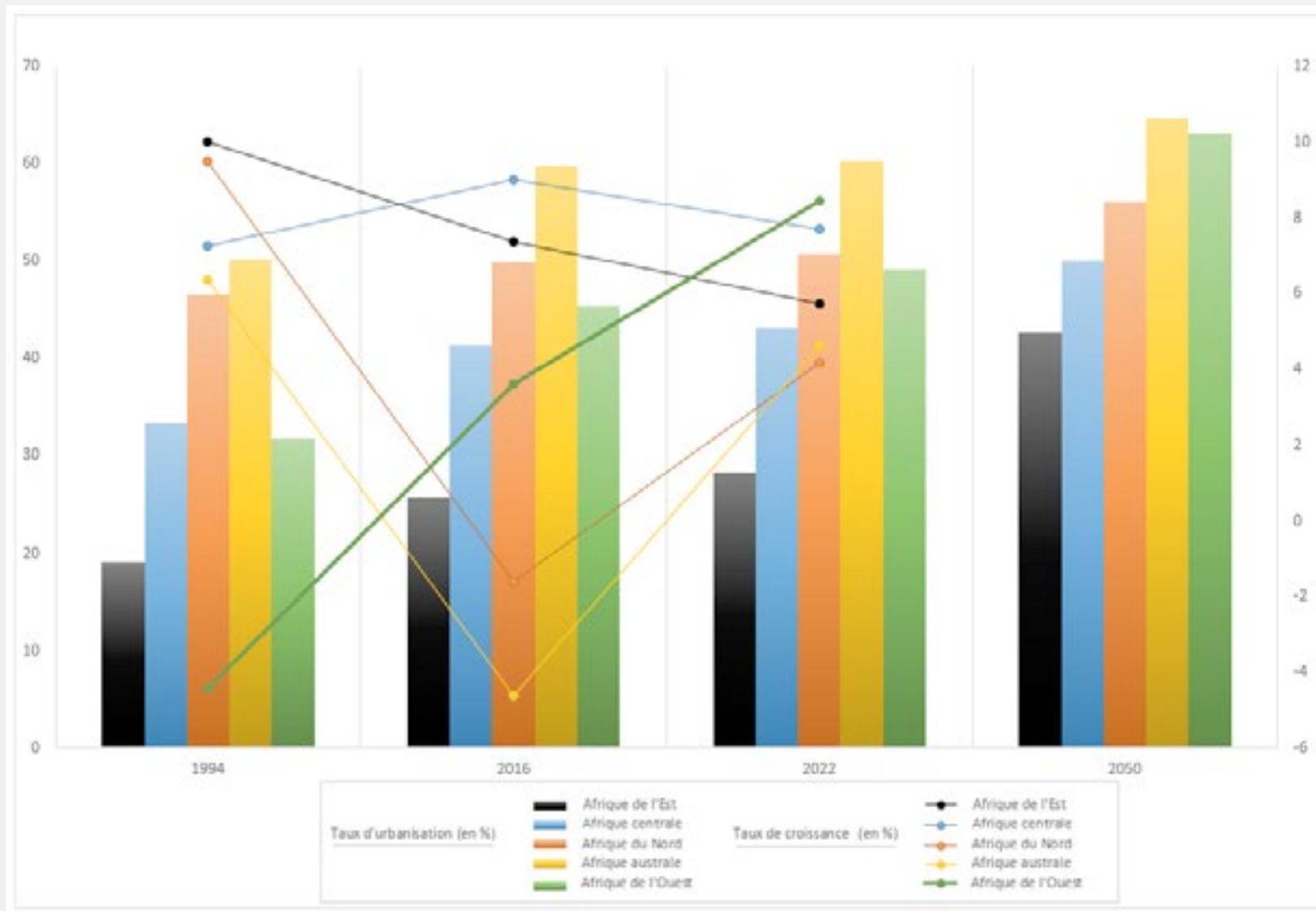
- ▶ Comme beaucoup de villes des pays du Sud, la ségrégation spatiale distingue nettement les bidonvilles des plus pauvres, les *townships* des relativement pauvres (classe moyenne flottante) et les quartiers mieux desservis de la classe moyenne aisée (4 à 20 dollars/jour).
- ▶ **La congestion urbaine, la surcharge des infrastructures, le coût de la vie élevé caractérisent la ville subsaharienne.** Les externalités négatives (coupures d'eau et d'électricité et d'autres dysfonctionnements) réduisent la productivité, augmentent les coûts commerciaux et dissuadent les investissements privés qui, au mieux, se concentrent dans les centres-villes, accentuant, encore, la fracture avec la périphérie.
- ▶ Enfin, la croissance spatiale des villes africaines résulte essentiellement d'**une urbanisation prématurée** (la croissance démographique étant supérieure à la croissance économique dans certains pays africains). Avec quelques 65.936 nouveaux urbains par jour entre 2015 et 2050 (55), il faut, donc, s'attendre à **une croissance continue des bidonvilles**, comme à Lagos où 2 habitants sur 3 s'y entassent (56).

L E FAIT URBAIN (2)

Un avenir urbain à plusieurs visages

- ▶ Bien que tous les pays africains connaissent une poussée urbaine, certains ont moins que d'autres les moyens d'y faire face.
- ▶ **La croissance économique dans plusieurs pays africains** est tirée par l'extraction et l'exportation de matières premières (pétrole, gaz, charbon, diamant...) et par la production agricole. Or, cette forme de développement économique **ne bénéficie pas naturellement aux villes** :
 - ❖ Dans les pays, comme l'Afrique du Sud, première économie du continent, le Nigéria et l'Angola, l'économie est dépendante des cours mondiaux et de la volatilité des monnaies. D'où un endettement corrélatif et une croissance endogène faible : -0,7% en 2016 contre 4,2% en 2000 pour la moyenne de ces trois pays (57).
 - ❖ Les habitants de ces trois pays sont davantage pénalisés sur le plan du développement humain que ceux des autres pays : ils vivent, en moyenne, dix ans de moins (1), ont plus de problèmes d'illettrisme, souffrent davantage de malnutrition et de violence conjugale.
- ▶ Dans d'autres pays, la concentration du pouvoir politique a généré **une économie de rente** - par un accès préférentiel aux élites politiques - au détriment des activités productives. Ce modèle de croissance profite surtout à la ville-capitale qui regroupe, parfois, jusqu'à la moitié des habitants.
 - ❖ L'effet positif réside dans le grand nombre d'emplois dans le secteur public, des salaires relativement élevés et un nombre important de services professionnels, d'entreprises de travaux publics, d'ambassades, de médias et de consultants, en quête de contrats gouvernementaux.
 - ❖ L'effet négatif se traduit par une redistribution inégalitaire (népotisme, clientélisme), un degré élevé de corruption et un faible développement des activités productives.
- ▶ **Les pays dépourvus de ressources majeures**, comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie ou la Tanzanie ont su **engager des réformes et se diversifier** : les variations de leur taux de croissance indiquent une progression continue sur une longue période, soit une moyenne de 7,4% en 2016 contre 4% en 2000 (57) pour ces quatre pays.

Evolution du taux de croissance économique (moyenne sur les 5 dernières années) et du taux d'urbanisation dans les régions africaines (échelle gauche)



Source : Traitement IRES des données de World Population Prospects 2017 et du FMI

L E FAIT URBAIN (3)

Une lente transformation structurelle

- ▶ **La complexité de l'objet urbain réside dans sa multi-dimensionnalité :** toutes ses composantes (sécurité, santé, économie, pouvoir, gestion...) sont interdépendantes. Toute politique publique locale doit, donc, pouvoir agir sur l'ensemble de ces composantes. Telle est la raison pour laquelle la décentralisation des pouvoirs s'accélère dans le monde entier, notamment en Afrique, y compris là où le pouvoir central est le plus fort (58). La proximité et la subsidiarité, tout autant que la concertation et la citoyenneté, redonnent des marges de manœuvre aux autorités locales.
- ▶ **L'obtention des ressources financières nécessaires à la maintenance de la ville et à son développement est une autre nécessité.** En Afrique, elles proviennent soit du pouvoir central, éloigné et partial, soit des contributions du monde des affaires qui sont ponctuelles et ciblées. La population demeure peu associée au développement urbain (taxes, participations...). D'où l'importance du secteur associatif et de son action locale dont le dynamisme et l'inventivité parviennent à améliorer certaines situations, en dépit de l'absence de ressources.



Kibera (Kenya), un des plus grands bidonvilles africains : 1 million d'habitants. La mobilisation des habitants, à l'initiative de Kounkuey Design Initiative (KDI), a permis une significative amélioration (depuis 2012).



■ Source : <https://brianjacobbell.com/2013/07/08/kibera-returns/>

L E FAIT URBAIN (4)



Malgré le manque d'attractivité des nombreuses villes pour des investisseurs régionaux ou mondiaux et des partenaires commerciaux potentiels, l'aspiration à la liberté, à la justice sociale et, plus que tout, l'espoir d'une vie meilleure pour ses enfants guident l'Africain vers les villes.

Une attractivité urbaine qui ne fait que commencer

- ▶ Bien que l'urbanisation africaine soit associée à la surpopulation, aux embouteillages, à une pollution élevée et des ressources contraintes, l'attraction urbaine ne se dément pas car ses effets positifs prédominent : des taux de scolarisation plus élevés, des conditions sanitaires et d'accès à l'eau améliorées. En Afrique subsaharienne, 87% de la population urbaine a accès à une source d'eau améliorée contre 56% de la population rurale en 2015 (17).
- ▶ Aujourd'hui, c'est la croissance naturelle des urbains qui alimente à près des 2/3 la poussée urbaine (13). Puis, suivant l'exemple de l'Afrique du Nord et de l'Afrique australe, les taux de fécondité urbains commenceront à baisser dans les autres régions d'Afrique alors que l'exode rural s'amplifiera. Celui-ci provient d'une croissance démographique dans les campagnes plus forte que l'accroissement de leurs ressources.
- ▶ En 2050, les villes africaines compteraient, environ, 1,3 milliard d'urbains (9) dont près de 476 millions sont des jeunes actifs, âgés de 15 à 34 ans (59). Même si l'Afrique enregistre, à l'avenir, un taux élevé de croissance économique, cela ne suffira pas : c'est d'une gouvernance sans faille que le monde urbain africain aura besoin quels que soient les modèles de développement choisis.

A RETENIR

- ▶ Quelles que soient les conditions de vie, les villes exercent une irrésistible attraction.
- ▶ La croissance urbaine explose sur tout le continent, alimentée par la poussée démographique et les migrations (13).
- ▶ Les villes intermédiaires connaissent le taux d'accroissement le plus élevé.
- ▶ La déficience des systèmes de gouvernance de la plupart des villes (planification urbaine, développement des infrastructures, traitement sanitaire -eau, déchets, épidémies-) contribue à l'accroissement de la misère urbaine.
- ▶ L'urbanisation de l'Afrique est en train de changer la face et l'avenir du continent : il est urgent d'inventer un modèle africain de développement urbain, adapté aux défis du continent, notamment dans les pays subsahariens.

Le fait urbain de 1950 à 2030



■ Source : <http://luminocity3d.org/WorldCity/#3/12.00/10.00>

Kampala, capitale de l'Ouganda



■ Source : <https://www.populationdata.net/2017/04/19/ouganda-poussee-urbaine-a-kampala/>



| Chapitre 2

LA TRANSFORMATION RURALE

L'AFRIQUE EN CHIFFRES N°6

La ruralité

Activités agricoles

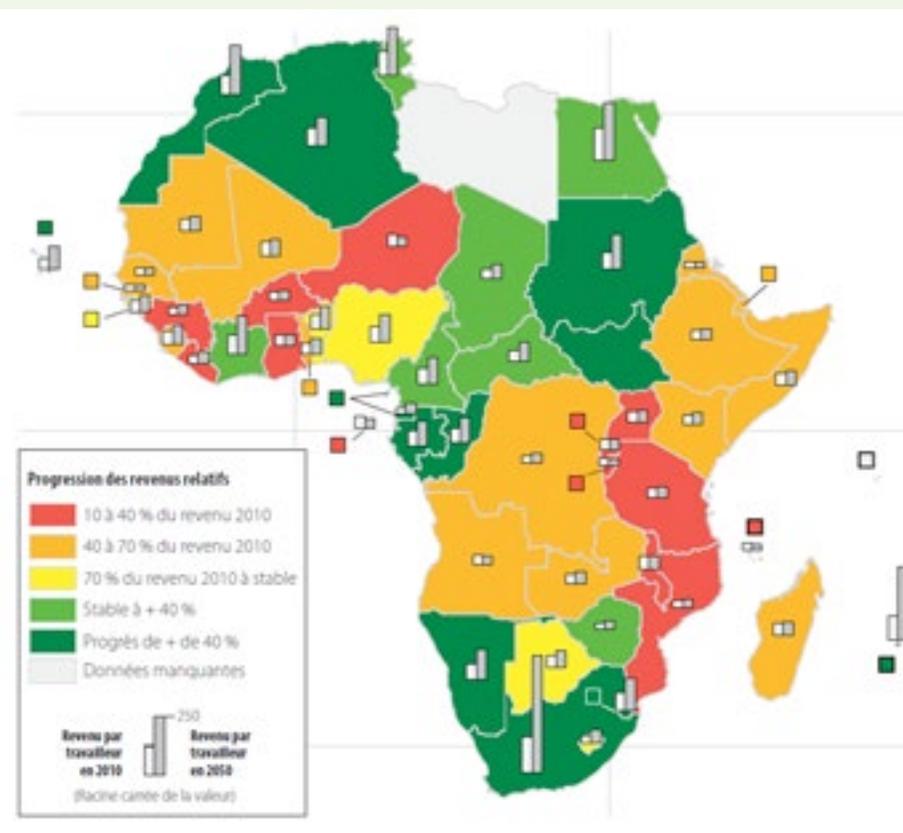
- ▶ Une agriculture vivrière qui concerne près de 300 millions d'Africains (60).
- ▶ Un secteur agricole qui a généré, sur la période 2000-2016, entre 55% et 60% de l'emploi en Afrique subsaharienne (61).
- ▶ Une valeur ajoutée du secteur de l'agriculture qui a représenté, sur la période 2000-2016, près de 16% du PIB (62).

Electrification (63) : Plus de 620 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité en 2015.

- ▶ Un taux moyen d'électrification du continent de 42% en 2015 (63).
- ▶ Un taux moyen d'électrification en zone rurale subsaharienne de moins de 18% en 2014 (64).
- ▶ Un taux d'accès à l'électricité de 13,5% en 2014 (64), en République Démocratique du Congo, par exemple.
- ▶ Un triplement probable de la demande nette en électricité entre 2010 et 2030 sur tout le continent africain, selon l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (63).

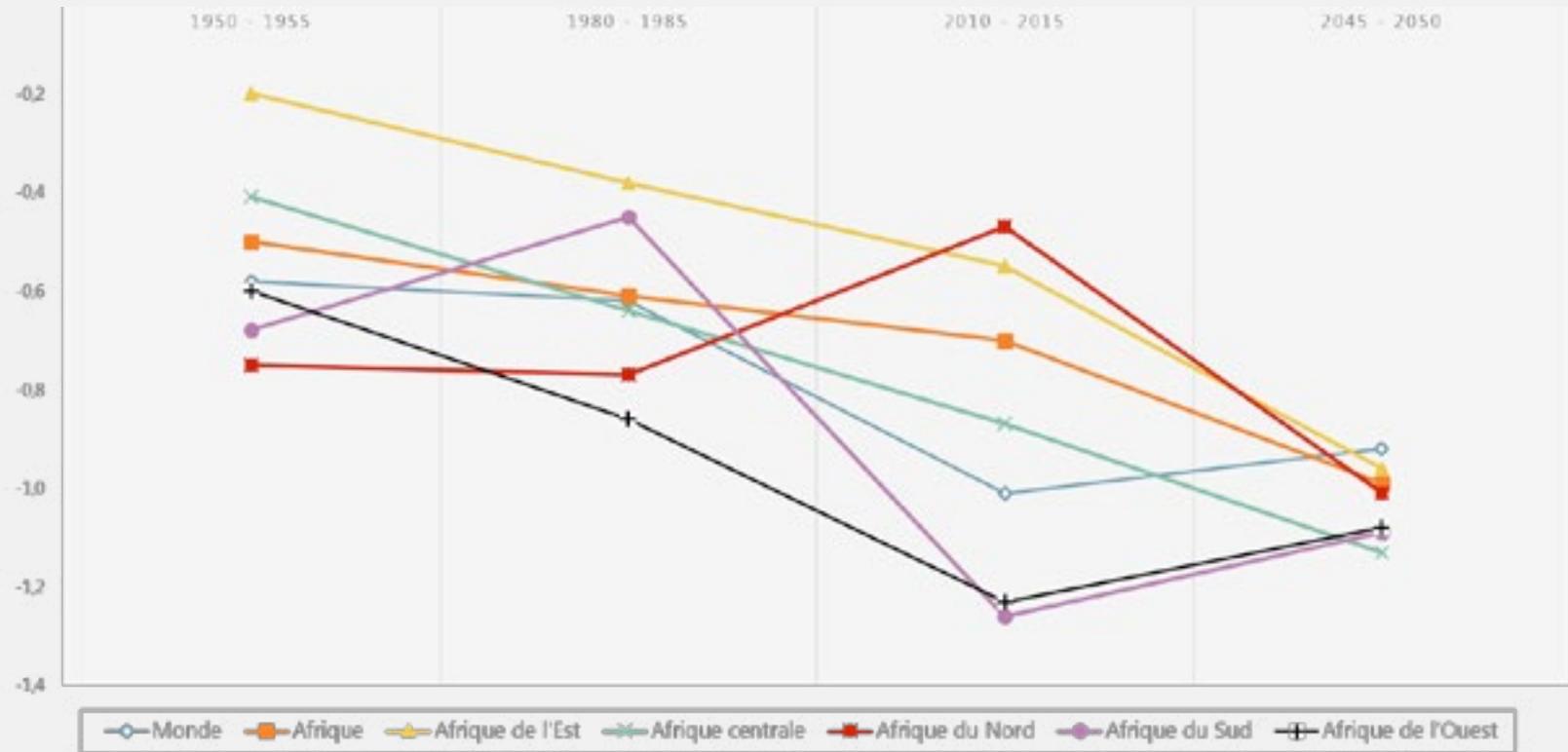
Tendance	1980	2015	2050
Population rurale subsaharienne (9)	287 millions d'habitants	590 millions d'habitants	938 millions d'habitants
Population rurale de l'Afrique du Nord (9)	63,5 millions d'habitants	105 millions d'habitants	117 millions d'habitants
Taux de croissance annuel de la population rurale en Afrique (9)	2,2% entre 1975 et 1980	1,76% entre 2010 et 2015	0,75% entre 2045 et 2050

Evolution des revenus agricoles entre 2010 et 2050



Source : Traitement IRES de la carte issue du rapport "Une nouvelle ruralité émergente : regards croisés sur les transformations rurales africaines, 2^{ème} édition", Cirad-Nepad

Evolution du taux de croissance annuel moyen du taux de ruralité* (en %)



Source : Traitement IRES des données de World Urbanization Prospects

*Taux de ruralité : Part de la population rurale dans la population totale

P ROBLÉMATIQUE DE LA TRANSFORMATION RURALE

Dans le modèle des pays développés, l'urbanisation est fortement corrélée à l'accroissement de la productivité agricole. Celle-ci permettant à la fois de libérer de la main-d'œuvre disponible pour les activités urbaines (exode rural), mais, aussi, de nourrir les habitants de ces villes en pleine expansion (productivité). Or, le monde rural africain n'obéit pas à ce modèle.

Un continent, aux deux tiers, rural

- ▶ Défini par défaut comme tout ce qui n'est pas urbain, **l'espace rural africain est le plus vaste du monde**. Cet ensemble hétérogène comprend la majeure partie du continent (des zones désertiques aux montagnes tropicales) et des populations : environ 700 millions d'habitants en 2015 (9).
- ▶ **Il y règne des conditions de vie souvent difficiles** : une misère endémique (cf. Focus n°3), la sous-alimentation de près d'un Africain sur 8 dans les zones rurales (65), une mobilité freinée ou provoquée, une forte érosion de la "ressource humaine".
- ▶ **Ces conditions hypothèquent lourdement la nécessaire et rapide transformation du monde agricole**, appelé à nourrir les 2,5 milliards d'Africains, à l'horizon 2050 (1).

Une profonde transformation en cours

- ▶ La "transformation rurale" change les espaces ruraux en espaces artificialisés, souvent bâtis, beaucoup plus rapidement qu'attendu. L'utilisation non maîtrisée des espaces naturels (forêts, prairies) ou des surfaces cultivables pousse les éleveurs et les cultivateurs à migrer ou à altérer les biomes à leur tour.
- ▶ Cette transformation affecte, aussi, les activités humaines. Les paysans deviennent des propriétaires terriens ou sont remplacés par ces derniers. **Les activités non-agricoles se développent au détriment de la modernisation de l'agriculture africaine**, trop faible au regard des impératifs alimentaires.
- ▶ Ainsi, espaces naturels, activités humaines et conditions de vie impactent les uns les autres, conduisant au "**cercle vicieux**" de la **dégradation croissante des ressources**, tant du fait des activités non maîtrisées que de la lutte pour une survie que la raréfaction des ressources précarise davantage. D'où la difficulté de trouver des solutions appropriées.
- ▶ Mais l'expansion démographique du continent accroît l'urgence et l'impérieuse nécessité de mettre un terme à cette dégradation systémique du monde rural.

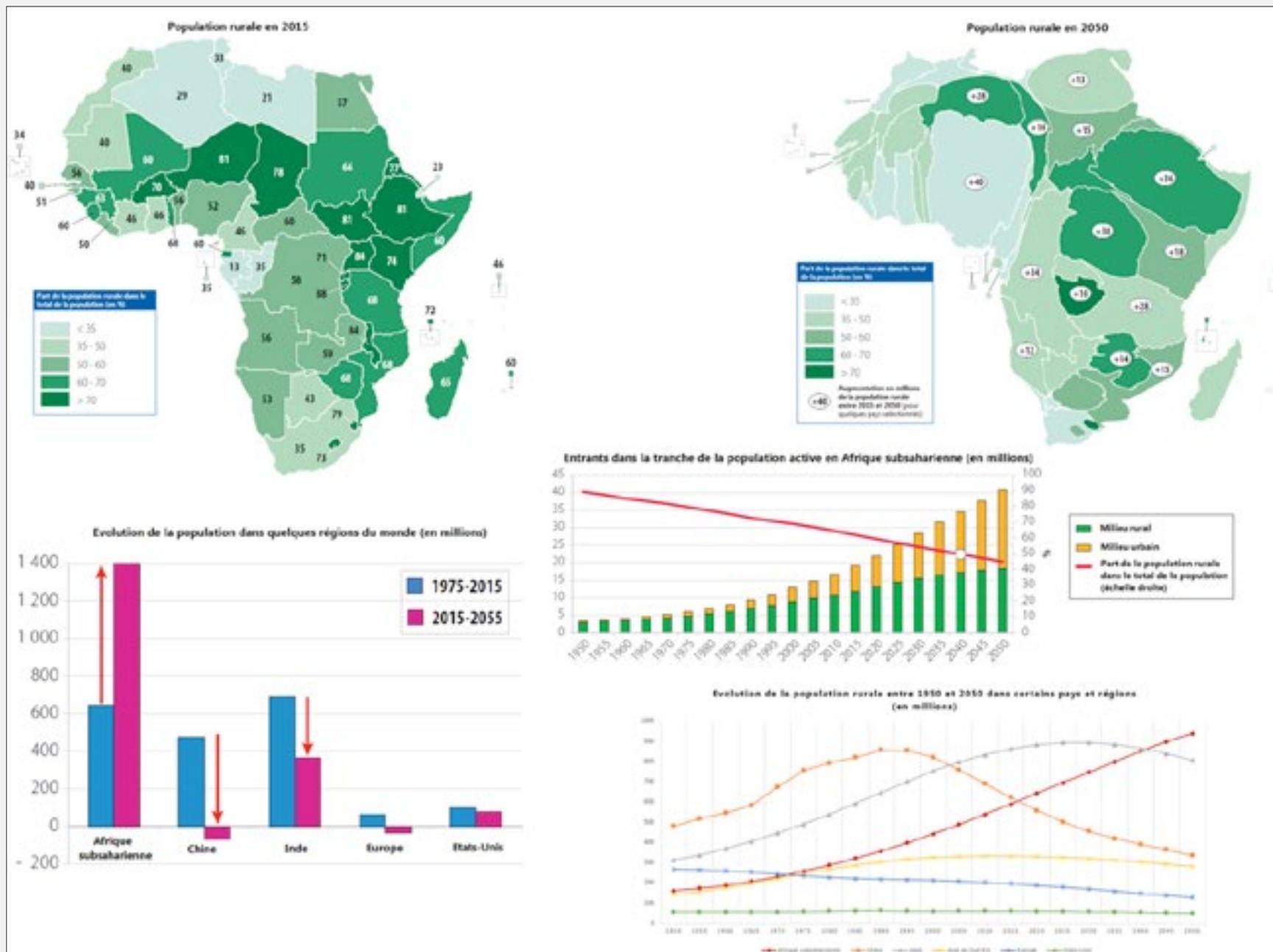
Premier des trois enjeux majeurs du monde rural d'ici à 2050, l'état des conditions de vie du monde rural en Afrique repose sur trois facteurs principaux : les conditions de survie, la mobilité et l'état de "la ressource humaine".

Les conditions de survie

- ▶ **Le nombre de pauvres continue de croître** (cf. Focus n°3), du fait de la fécondité systématiquement plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain.
 - ▶ **La sous-nutrition et la migration sont les deux principaux résultats de la pauvreté africaine.** Elles sont dues au changement climatique, à la chute des prix agricoles ou aux conflits..., mais, aussi, à une aide internationale, toujours ponctuelle.
 - ▶ Lorsque le cheptel meurt de maladie ou à cause des sécheresses, que la terre devient improductive en raison de la désertification, de la confiscation ou de l'urbanisation, c'est tout le patrimoine du paysan, éleveur ou agriculteur, qui disparaît, sans possibilité de retour.
 - ▶ Sa survie dépend, alors, des connaissances tirées de la mémoire millénaire des nomades pour le guider vers les sources, les oasis, les microclimats...
- ▶ Lorsque cette mobilité de la survie n'est pas possible (frontières, conflits, lois) et en l'absence d'activités de substitution (salarial agricole, travaux non-agricoles), il ne reste plus que **la prédation sur les ressources naturelles** (chasse, cueillette, bois) ou sur les biens d'autrui (bandes armées).
 - ▶ **D'ici à 2050**, bien que la tendance soit à la pacification du continent et à son développement économique, **les conséquences catastrophiques du changement climatique risquent d'aggraver sérieusement la situation :**
 - ❖ Baisse des rendements agricoles de 10 à 20% en Afrique subsaharienne à l'horizon 2050 (66), terres arables rendues stériles (salinisation du delta du Nil) et accroissement de l'insécurité alimentaire.
 - ❖ Accentuation des conflits : "guerre des terres", comme au Sahel, entre éleveurs et agriculteurs ; "guerre de l'eau" entre populations ou entre différents usagers.
 - ❖ Développement d'épidémies (choléra, méningite...) liées à la raréfaction de l'eau potable ou au réchauffement climatique (extension de la zone ventée par l'harmattan).
 - ▶ Faute de trouver rapidement un moyen d'assurer les conditions minimales de survie des Africains ruraux, l'état de "la ressource humaine" du continent ne pourrait que se dégrader.

La misère systémique rurale

- ▶ Malgré des progrès importants accomplis depuis plus d'une décennie, la misère systémique rurale continue à croître en Afrique subsaharienne. La rapidité et l'ampleur de la croissance démographique du continent sont telles que 418 millions de personnes en 2015 (50) vivent sous le seuil de pauvreté absolue (<1,9 dollar par jour).
 - ▶ La sous-nutrition est le premier révélateur de la pauvreté du monde rural : un Africain sur 13 est sous-alimenté chroniquement en ville et près d'un Africain sur 8 l'est dans le monde rural (65).
 - ▶ Le revenu et le développement humain ne sont pas toujours fortement corrélés en Afrique. En Angola, par exemple, le revenu national brut par habitant a progressé de 86% entre 2000 et 2015, passant de 2.407 à 4.483 dollars constants de 2010 (17) tandis que l'indice de développement humain a augmenté seulement de 36% entretemps, évoluant de 0,391 à 0,533 (67).
 - ▶ Si des causes naturelles, comme la désertification, l'aridité, le changement climatique, le manque de disponibilité des terres arables et de l'eau peuvent être incriminés et difficilement combattus, en revanche, les facteurs humains sont tout aussi responsables.
- ▶ La plupart des causes humaines de cette misère pourraient être éliminées :
 - ❖ La faible performance de l'agriculture africaine, d'une manière générale, due au manque d'infrastructures (routes, électricité...) et de formation des agriculteurs ainsi qu'aux aléas climatiques (cf. infra).
 - ❖ L'exploitation des ressources naturelles par des compagnies étrangères et la quasi-absence de transformation de ces ressources en produits à valeur ajoutée.
 - ❖ Un déficit de financement qui affecte non seulement tout le continent, mais plus particulièrement le monde rural :
 - Faible réinvestissement en Afrique des revenus générés par l'exploitation des ressources naturelles.
 - Sous-mobilisation des recettes intérieures (recettes publiques hors dons) malgré une progression de 142 milliards de dollars en 2002 à 580 milliards en 2012 (68) ; faible investissement public et privé, entravé par le coût de la corruption ; fuite des capitaux : environ 50 milliards de dollars par an (69).
 - Ressources financières extérieures insuffisantes : IDE en 2016 de 56,5 milliards de dollars, transferts des migrants en 2016 de 64,6 milliards de dollars et aide publique au développement nette de 50,2 milliards de dollars en 2016 (53).



Source : Traitement IRES des cartes issues de Rural Africa in Motion

L ES CONDITIONS DE VIE (2)

La complexe question de la mobilité

- ▶ Parce que le cinquième (70) du continent africain n'est quasiment pas habitable (déserts) et qu'environ le tiers (70) est peu hospitalier (zones arides et forêts denses) ou, tout simplement, parce que le nomadisme est développé, **la mobilité millénaire des Africains est encore souvent leur première condition de survie** : des flux qui vont et viennent, au gré des aléas climatiques, de l'épuisement des terres ou des brassages (cf. 1^{ère} partie, chapitre 1), régulant, ainsi, les relations avec la nature (reconstitution des sols et des biomes).
- ▶ Or, depuis la colonisation, **la plupart des autorités publiques s'efforcent de mettre un terme à cette mobilité** car elle est jugée incontrôlable et que le nomadisme est mal vu, échappant même à la notion fondatrice de citoyenneté. A l'instar des occidentaux, nombreux sont les Africains qui assimilent, ainsi, les nomades à des populations arriérées, au mode de vie primitif qu'il convient de civiliser tandis que le mode de vie sédentaire représente la modernité et le développement. Jugés contraires à la modernité ou à la durabilité des ressources, ils ont de plus en plus empêché :
 - ❖ le nomadisme pastoral par les contrôles aux frontières ou les droits de propriété des terres (héritage des systèmes coloniaux),
 - ❖ le semi-nomadisme agraire par les gouvernements ou les organisations non gouvernementales (cf. infra).
- ▶ La notion plus récente de mobilité agricole, au sens large, décrit des **migrations au sein du monde rural dont les formes sont diverses** :
 - ❖ Le déplacement transfrontalier des agriculteurs, en quête de terres arables ou de forêts à exploiter, de poissons à pêcher ou de meilleures conditions d'exercice de leur métier (climat, sécurité...).
 - ❖ Le passage de l'agriculture à l'exploitation minière artisanale, comme en Côte d'Ivoire, par exemple, où cela a été favorisé par la chute des prix du cacao et l'explosion des prix des minerais : 0,5 million de mineurs d'or artisanaux apparus depuis le début du 21^{ème} siècle (71).
 - ❖ La constitution de "fronts pionniers", espaces d'extension des superficies cultivées, visant à augmenter la production agricole, à assurer un meilleur équilibre en termes de densité rurale et, éventuellement, à contrôler les marges d'un territoire (Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, République Démocratique du Congo, Madagascar).
 - ❖ Enfin, la croissance démographique endogène du monde rural subsaharien, estimée à 1,9%, en moyenne, par an, sur la période 2000-2015, voire 2,5% pour certains pays d'Afrique de l'Est (9), conduit à la transformation croissante d'espaces ruraux en espaces urbains (petites et moyennes villes), attirant les populations agricoles des zones reculées, trouvant, ainsi, de nouveaux débouchés.
- ▶ Plus récemment, **un mouvement inverse de mobilité** est apparu, celui **des urbains vers le monde rural** : péri-urbains, néo-ruraux, nouveaux agriculteurs, notamment en Afrique du Sud et en Afrique de l'Est. Cette tendance, notamment dans les pays où le droit foncier est faible, n'est pas sans générer de nouvelles tensions (cf. infra).

La mobilité endo-africaine

- ▶ Mode de vie ancestral, le nomadisme est encore profondément ancré chez les peuples des zones arides, poussant Hommes et bêtes à la mobilité, en quête de nourriture, de pâturages ou de terres cultivables.
 - ❖ Nomades comme les Touaregs d'Afrique du Nord ou semi-nomades comme les Maasaï d'Afrique de l'Est, les peuples pastoraux sont mobiles par essence. Bien que parfois contraints à la sédentarisation, 50 millions d'éleveurs en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest subviennent encore à leurs besoins grâce à leurs bêtes, exclusivement nourries des pâturages naturels des zones arides (72).
 - ❖ Les caravaniers, souvent semi-nomades comme les Tekna du sud marocain ou les Afars de la Corne de l'Afrique ont été les maîtres du commerce transsaharien et, aujourd'hui, encore, des routes invisibles (ergs, regs) du continent.
 - ❖ L'agriculture elle-même, via l'exploitation forestière et l'agriculture sur brûlis, peut être itinérante.
- ▶ 75% des Africains subsahariens et 50% de la totalité des Africains migrent à l'intérieur du continent (2015). L'Afrique de l'Ouest avec 5,7 millions de migrants intrarégionaux en 2015 et l'Afrique de l'Est (3,6 millions) sont les régions les plus dynamiques. Dans la moitié des cas, ces migrations se font à l'intérieur des frontières nationales (73).
- ▶ En 2016, près de 4 millions d'Africains ont été déplacés de force contre 3,3 millions en 2009 (74), soit parce qu'ils ont dû fuir des exactions de toutes sortes (conflits, persécutions) ; qu'ils ont été chassés de leurs terres que d'autres se sont appropriées ou sanctuarisées, notamment, les populations autochtones (Maasaï en Tanzanie, Pygmées au Cameroun...), soit parce qu'ils ont été déplacés pour être relocalisés ailleurs (politiques d'aménagement du territoire).
- ▶ Les nouvelles générations cherchent à mieux gagner leur vie, en travaillant moins péniblement, dans un environnement plus approprié. C'est le principe de l'exode rural qui, en général, alimente le développement urbain.
 - ❖ Près de 60% des migrants ruraux africains ont entre 15 et 34 ans. La majorité d'entre eux viennent de familles d'agriculteurs et possèdent un niveau d'éducation plus faible que les urbains (73).
 - ❖ La plupart des migrants ruraux sont des hommes, même si dans certains pays (Mozambique, République Démocratique du Congo, Burkina), les femmes représentent la majorité des migrants (73).
 - ❖ Les travailleurs dans le secteur agricole perçoivent des salaires, souvent à peine suffisants pour survivre (75) et qui sont sans commune mesure avec les revenus des travailleurs non agricoles.
- ▶ Néanmoins, l'exode rural africain est de plus en plus l'expression de la précarité des espaces ruraux.
 - ❖ Les jeunes s'éloignent des zones rurales, en raison du manque d'attrait de l'agriculture à faible productivité (64% des jeunes qui travaillent tirent leur subsistance du sol) (72), du sous-emploi et d'un taux de chômage élevé. Près de 220 millions de jeunes africains ruraux entreraient sur le marché du travail dans les 15 prochaines années (76) plus que l'économie rurale ne pourrait absorber.
 - ❖ Certains migrants ruraux fuient aussi la pauvreté, un labeur épuisant, des traditions parfois étouffantes (marginalisation, discrimination) et la faim périodique, voire chronique, sans parler de l'accès inégal aux richesses, des conflits et de l'impact des changements climatiques.

LES CONDITIONS DE VIE (3)

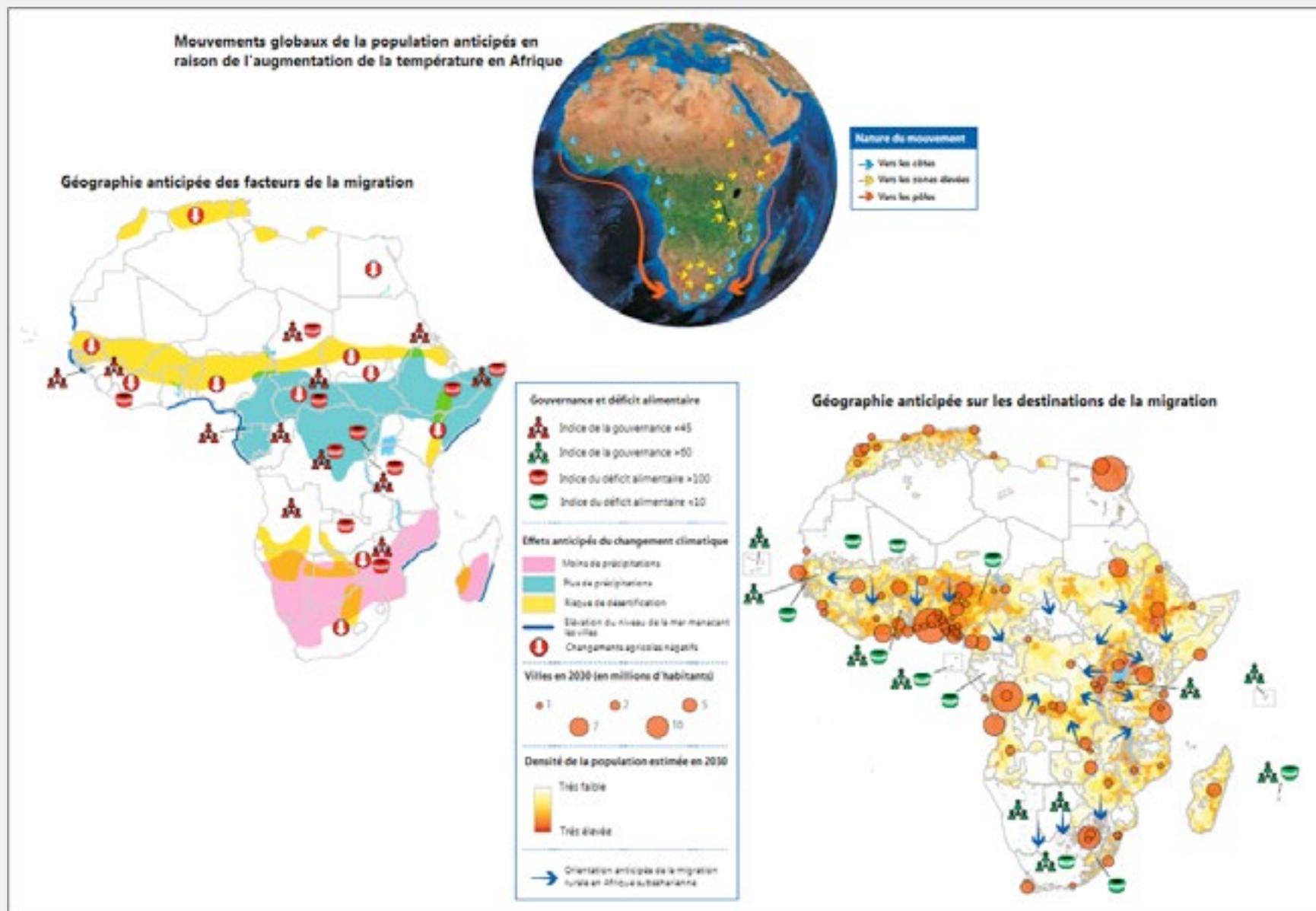
L'enjeu d'une mobilité rurale retrouvée

- ▶ Tandis qu'à partir de 2030 (9), les populations rurales du monde entier seraient en train de décliner, la **population rurale subsaharienne continuerait, elle, à croître, bien au-delà de 2050**. Ce sont 327 millions de ruraux qui, d'ici 2050, pourraient s'ajouter (solde naturel) aux 610 millions en 2017 (9).
- ▶ Il est, donc, vraisemblable que, sous le double impact de la croissance démographique et du changement climatique, la mobilité rurale se poursuit, sous la forme soit de l'exode rural, soit de la migration d'un espace rural à un autre.
- ▶ Mais **cette mobilité rencontre une double limitation** :
 - ❖ **L'effet de seuil qui est atteint lorsque les autochtones se sentent submergés par les migrants**, surtout si les prérogatives foncières ne sont pas solidement établies ou si la pression sur les ressources est déjà forte (alimentation, logement...). Dans ce cas, la tradition d'accueil peut se muer en xénophobie, comme cela a pu être observé, récemment, en Afrique du Nord et en Côte d'Ivoire.
 - ❖ **La volonté de la plupart des gouvernements africains**, à l'instar de 88% des pays les moins développés du monde en 2013 (77), **de réduire l'exode rural**, notamment en laissant flamber les prix de l'immobilier urbain, rendant impossible l'accès au logement. D'où le développement des bidonvilles, mais, aussi, par contrecoup, de la périurbanisation.
- ▶ Voulu, forcée ou restreinte, la mobilité des populations africaines, notamment rurales, est au cœur d'un ensemble complexe de problèmes, appelant à des solutions systémiques et innovantes.

Migrations africaines en 2015



Source : Cirad, NEPAD. Une nouvelle ruralité émergente : regards croisés sur les transformations rurales africaines. 2016



■ Source : Retraitement IRES des cartes issues de Rural Africa in Motion

Les conditions de vie de la population rurale en Afrique subsaharienne



■ Source : Images issues de :

<https://i.pinimg.com/originals/60/cc/60/60cc603e10a19a85ca40b342d47d3b3b.jpg>
https://nu.aeon.co/images/07dee13d-1487-4688-bd96-0febb53949f6/header_Turkana-life-two.jpg
<http://www.kachwanya.com/wp-content/uploads/2016/05/PG-clean-drinking-water.jpg>
<https://www.globespots.com/pictures/africa/benin/stiltvillages.jpg>

L'état de la "ressource humaine"

- ▶ La notion de "ressource humaine" réfère, implicitement, à une population correctement nourrie, éduquée, autonome, libre de ses choix et capable d'initiatives.
- ▶ En attendant les effets positifs des récentes politiques de développement du monde rural dans les pays africains, les populations rurales sont, aujourd'hui, confrontées à la **dégradation de la qualité de la "ressource humaine"**. Celle-ci se matérialise comme suit :
 - ❖ **Une inadéquation à l'étude ou au travail**, du fait de la sous-alimentation ou de l'analphabétisme.
 - ❖ **Une faible productivité**, liée à des modes de culture inefficaces comme les sillons verticaux sur les terres en pente (78).
 - ❖ **Des femmes monopolisées par des tâches improductives**, comme les kilomètres parcourus pour aller chercher de l'eau ou du bois.
 - ❖ **Des filles interdites d'éducation, vendues, mariées ou mères dès l'adolescence** : 1 sur 2 mariée avant 18 ans au Malawi, 1 sur 10 avant 15 ans au Bénin (79) ; une mortalité maternelle qui est la première cause mondiale de décès chez les adolescentes de 15 à 19 ans (80).
 - ❖ **Des enfants soldats** dont l'Afrique est le 1^{er} recruteur mondial (81) et des enfants occupés à des trafics illégaux.
 - ❖ **Une survivance de traditions séculaires**, comme la mise à disposition du village (esclavagisme moderne) des étrangers migrants...
- ▶ Lorsque la situation locale n'est plus tenable, la mobilité apparaît comme le seul espoir d'amélioration des situations individuelles. Mais elle pèse, en revanche, lourdement sur les plus pauvres, ceux qui n'ont pas les moyens de partir. En effet, figurent parmi les conséquences négatives de l'exode rural pour les régions de départ :
 - ❖ l'impossibilité de relancer l'économie locale du fait du dépeuplement : au Cameroun, par exemple, perte de 60% des populations rurales (82),
 - ❖ la diminution de la production agricole, consécutive au départ de la main-d'œuvre jeune et l'augmentation concomitante de la famine,
 - ❖ la fermeture progressive des écoles et des collèges ruraux, au bénéfice des centres urbains mieux équipés, d'où l'augmentation de l'analphabétisme rural,
 - ❖ la déstabilisation des familles, notamment avec le départ des filles-mères à la ville, abandonnant leurs enfants au village où ils grandissent sans réelle éducation.
- ▶ Ainsi, l'érosion de la "ressource humaine" dans les campagnes africaines conduit non seulement à la paupérisation accrue de ceux qui y demeurent, mais surtout à la dégradation du capital humain nécessaire pour restaurer l'équilibre des biomes, produire suffisamment pour alimenter les urbains et les ruraux, développer une économie rurale, susceptible de résorber la pauvreté actuelle et à venir.

Second des trois enjeux majeurs du monde rural d'ici à 2050, l'état des biomes africains est plus que préoccupant. Les autorités africaines en prennent peu à peu conscience, mais la question presse.

Une dangereuse rupture des équilibres

- ▶ **Trois causes** mettent, aujourd'hui, à mal l'équilibre, pourtant robuste, des milieux naturels : **l'artificialisation des espaces**, consécutive tant à l'urbanisation qu'à l'exploitation des milieux naturels, **la dégradation des ressources naturelles** qui altère les services écosystémiques et **l'absence de prise en considération de l'impact des activités humaines**.
- ▶ Il en résulte une diminution des ressources naturelles, végétales comme animales, dangereuse pour l'ensemble de la biocénose qui permet l'existence des écosystèmes et, donc, de la vie humaine sur la planète Terre.
- ▶ Si, de tout temps, les peuples africains ont su tirer leur subsistance d'une terre difficile, d'un sous-sol généreux, de montagnes et de forêts à la végétation exubérante (cf. 1^{ère} partie, chapitre 2), les millions de personnes dont les pratiques vivrières assurent la survie sont, aujourd'hui, en situation extrêmement précaire.
 - ❖ 2/3 des terres africaines seraient déjà dégradées, impactant 485 millions d'Africains (83). La désertification affecte principalement le Sahel, le Kalahari et la Corne de l'Afrique. Avec la sécheresse, elle cause la disparition de 12 millions hectares de terres arables chaque année (84).

- ▶ La réduction drastique de la biodiversité et la rupture des équilibres qui en découle conduisent à des phénomènes durables, comme l'improductivité des sols arables, l'accélération de la désertification ou la prolifération de nuisibles, s'attaquant aux cultures, à la nourriture et au bétail par défaut de prédateurs.
- ▶ La situation est trop avancée pour qu'elle soit encore traitée sous l'angle du clivage habituel urbain-rural. L'alliance à rebâtir, ici, est désormais celle de la nature avec les activités et les besoins humains.

L'artificialisation des espaces naturels

- ▶ Le développement des villes, des infrastructures et des activités économiques qui leur sont liées sont extrêmement consommateurs d'espace.
 - ❖ La consommation de terres urbaines est fonction de la croissance de la population urbaine et du déclin de la densité. Ainsi, la couverture terrestre urbaine en Afrique subsaharienne pourrait augmenter de plus de 12 fois entre 2000 et 2050, si les densités urbaines diminuaient, par exemple, de 2% par an (85).
 - ❖ Parallèlement, d'autres éléments contribuent à la dégradation des sols et du couvert végétal, comme les pratiques agricoles (fronts pionniers, agriculture extensive et semi-nomade, pastoralisme extensif), la coupe de bois, l'activité d'exploitation forestière (installation de la base, routes d'évacuation, lieux de stockage des grumes...) et, particulièrement, l'activité minière (déchets, libération de produits toxiques, contamination de l'eau stérilisant les espaces exploités, "frontières extractives").

FOCUS N°5

L'impact environnemental de la poussée urbaine



Source : <https://le-cartographe.net/dossiers-carto/monde/34-mon-travail/monde/67-bidonvilles-et-Urban-growth-of-Kampala,Uganda:pattern-analysis-and-scenario-development>, Vermeiren K, Van Rompaey A, Loopmans M, Serwajja E, Mukwaya P

- ▶ La ville s'étend au détriment des espaces naturels, notamment des terres arables : un enjeu de poids sur un continent aride, aux espaces exploitables en dégradation.
 - ❖ La périurbanisation et la construction de villes nouvelles (Akatsi au Ghana et Agaie au Nigéria, par exemple) dans les arrière-pays ruraux se développent rapidement. De nombreuses franges urbaines sont jonchées de maisons, jamais achevées et de magasins de matériaux de construction, sans la moindre viabilisation.
 - ❖ Il en va de même des villes existantes qui croissent plus vite, encore, en taille qu'en population : Exemple de Lagos dont la superficie a presque triplé pendant que la population doublait entre 1990 et 2014 (13).
- ▶ A l'extension urbaine proprement dite, incluant l'habitat informel, le mitage et la périurbanisation s'ajoutent les voies de communication (routes, voies ferrées) consommatrices d'espace qui se multiplient entre les agglomérations dont l'expansion est rapide.
 - ❖ Les routes ont longtemps été absentes de la planification résidentielle. Elles font, donc, l'objet de nouvelles emprises foncières, telles que le Réseau de Routes Transafricaines, un projet multipartite, visant à construire quelque 56.683 km d'infrastructures routières (Cf. Carte du réseau des routes transafricaines).
- ▶ Par leurs effets induits, les activités périphériques de l'urbanisation, comme les chantiers de construction ou les plateformes logistiques contribuent autant à la mise à nu des sols (suppression du couvert végétal, érosion...) qu'à la génération des déchets. A titre d'exemple, au Cameroun, les sacs plastiques seraient responsables de la perte annuelle de 200.000 hectares de couvert végétal (86).
- ▶ Au total, les villes pourraient occuper 5,87 millions de km² de terres à l'horizon 2030, soit près de 8 fois la superficie du Maroc (87).

La dégradation des ressources naturelles

- ▶ Sont considérées comme ressources naturelles, à la fois :
 - ❖ les produits de la nature (substance, organisme vivant, milieu naturel, matière première, source d'énergie...), susceptibles de satisfaire les besoins des humains,
 - ❖ les services écosystémiques rendus par la nature qui regroupent des services d'approvisionnement (production d'oxygène, nourriture, eau potable...), de régulation (inondations, inertie climatique...), de soutien à la vie sur Terre (biomasse, oligo-éléments, recyclage...), de création de la vie (ontogenèse) et de séquestration du carbone (forêts, océans, sols...),
 - ❖ plus récemment, la biodiversité, les bénéfices esthétiques, scientifiques ou récréatifs de la nature et l'éco-potentialité de celle-ci ont été intégrés dans les "ressources naturelles".
 - ▶ La notion de "ressource naturelle" dépasse, donc, largement le cadre purement économique de la valeur qu'elle peut représenter en termes marchands. Elle est, d'abord, une condition essentielle, non substituable, de la vie humaine sur Terre.
 - ▶ D'où l'intérêt de **considérer les biomes dans leur fonctionnalité globale, systémique**, à l'instar des forêts primaires tropicales, plutôt que de traiter séparément les différentes ressources (cf. 1^{ère} partie).
- ▶ **Trois enjeux majeurs s'imposent**, aujourd'hui, à l'attention de tous :
 - ❖ **Le déclin de la biodiversité** (des gènes, des espèces et des écosystèmes) auquel le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 pour la région Afrique et les "Objectifs d'Aichi" (UNEP-WCMC, 2016) tentent de faire face.
 - La destruction des habitats naturels (cause première) et la surexploitation (chasse, pêche, braconnage) entraînent une chute de la biodiversité d'autant plus rapide que l'interdépendance des écosystèmes et de la chaîne alimentaire est forte.
 - D'ici à 2050, le changement climatique pourrait devenir le facteur dominant de perte de biodiversité, suivi par l'exploitation forestière et, dans une moindre mesure, les terres cultivées pour la bioénergie.
 - ❖ **La raréfaction de l'eau douce disponible** qui affectera principalement l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud, dans le cadre d'un déficit mondial d'eau douce, estimé à 40% d'ici 2030 (88).
 - ❖ **L'altération des services écosystémiques** (notamment la pollinisation, le maintien de la fertilité des sols, la modération climatique, le traitement des eaux usées, la qualité de l'air et de l'eau) qui accélère la dégradation des biomes. Celle-ci est déjà fortement avancée, du fait, notamment, de la conversion des forêts et des prairies en terres de culture, de la pêche à grande échelle, du détournement de l'eau douce et de son stockage derrière des barrages.

FOCUS N°6

La 6^{ème} extinction de masse

- ▶ La surexploitation des ressources (halieutiques et forestières notamment), la destruction de biomes spécifiques (mangroves, par exemple) et la mauvaise gestion de l'eau douce (détournement et barrages) ont déjà conduit à des altérations considérables des écosystèmes africains (89).
 - ❖ La population africaine, confrontée à un risque de stress hydrique fort, pourrait atteindre en 2050 entre 350 et 600 millions de personnes (90).
 - ❖ Les rendements de l'agriculture pluviale pourraient être réduits jusqu'à 50% dans certaines régions africaines d'ici 2020 (91).
 - ❖ Entre 2005 et 2030, 13% de la superficie des forêts naturelles de la planète pourraient disparaître, les taux de déforestation les plus sévères seraient enregistrés en Afrique et en Asie du Sud (92).
- ▶ Si le déclin des espèces animales est mondial (6^{ème} extinction de masse des animaux terrestres et marins, vertébrés et invertébrés) (93), il prend une dimension particulière en Afrique tropicale. Dans cette région, entre 130.000 et 170.000 personnes (94) vivent directement de la nature.
 - ❖ Le déclin des populations d'espèces sauvages a été de 58% depuis 1970 et pourrait atteindre, en moyenne, 67% d'ici 2020, à l'échelle mondiale (95).
 - ❖ Déjà, le "syndrome de la forêt vide" se répand en Afrique alors que 75% des arbres tropicaux dépendent des animaux pour disperser leurs graines, d'où l'accélération de la disparition des forêts, notamment primaires (96).
 - ❖ Le Bassin du Congo est l'espace le plus touché du continent. Or, plus de 93,2 millions d'habitants vivent de ses 3,7 millions de km², une population qui pourrait doubler d'ici 2035 (97).

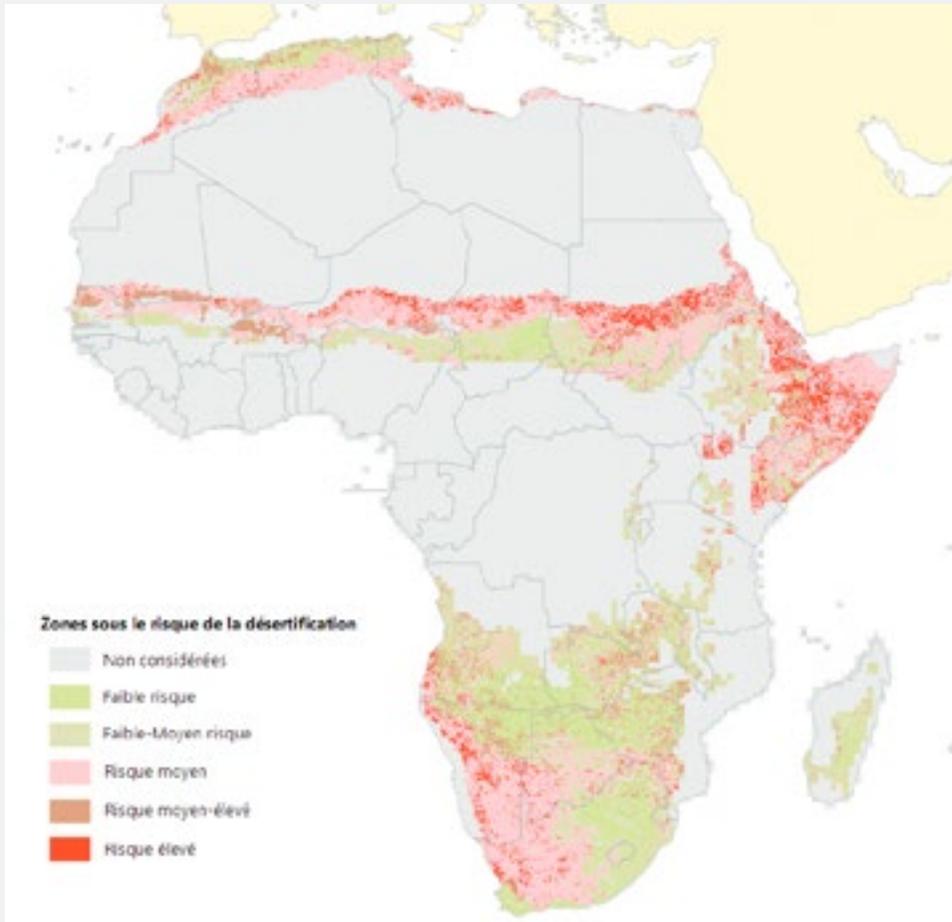


Il restait 35.000 lions africains en 2016, soit 43% de moins qu'en 1993 (93) : une extinction programmée d'ici 2050 ?



Animal, aujourd'hui protégé, le pangolin, au bord de l'extinction, est l'animal le plus braconné au monde (écailles, viande, sang). Essentiel pourtant dans la chaîne alimentaire car il consomme 70 millions de fourmis/termites par an.

Risque de désertification en Afrique



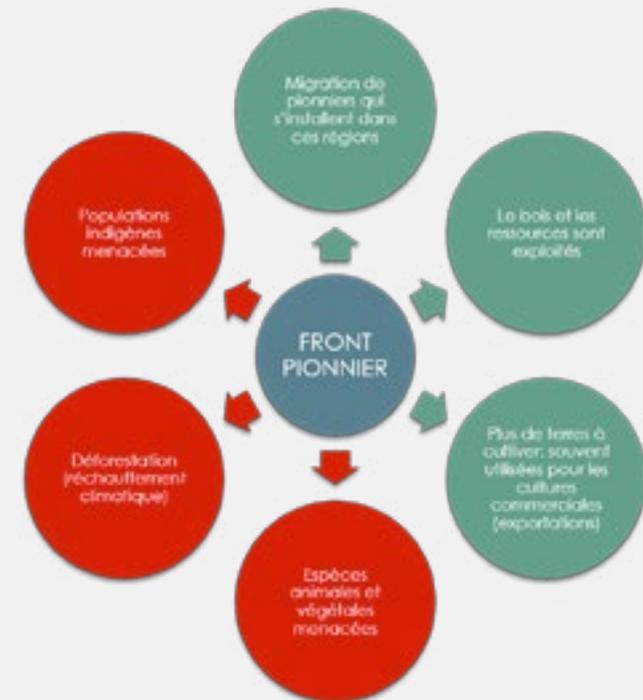
■ **Source** : Retraitement IRES de la carte de Soil Atlas of Africa: Issues affecting the soils of Africa, Commission européenne

- ▶ **Les trois causes principales de dégradation des ressources naturelles** qui doivent être distinguées pour mieux comprendre le mécanisme global à l'œuvre (cf. rapport stratégique 2017 de l'IRES) sont :
 - ❖ **les réactions en chaîne** : les biomes marins et terrestres sont des ensembles systémiques dont les composantes sont interdépendantes, tout comme la chaîne alimentaire ou le système climatique. Lorsqu'une réaction est amorcée, ses impacts sont plus exponentiels que linéaires et il est difficile de prévoir quand elle s'arrêtera après que la cause génératrice ait disparu. De même, le degré de résilience des biomes, notamment en matière de capacité de régénération, est mal connu,
 - ❖ **le changement climatique** : la complexité du système climatique terrestre est telle qu'aucun modèle ne parvient, aujourd'hui, à prendre en compte la totalité de ses interactions. La seule certitude est, qu'à l'instar des biomes, les réactions en chaîne climatiques ne s'arrêteront pas, du fait de la seule diminution des émissions de CO₂. Là encore, les mécanismes déclenchés échappent à l'action correctrice humaine.
 - Ainsi, en réduisant la séquestration du carbone, la déforestation amplifie et accélère le changement climatique : 2^{ème} poumon vert de la planète, le Bassin du Congo pourrait atteindre les 3°C de réchauffement en 2050, bouleversant tout le régime des précipitations de l'Afrique centrale (98).
 - ❖ **les activités humaines** : par ignorance ou court-termisme, du fait de besoins immédiats à satisfaire ou de pratiques ancestrales, aujourd'hui dommageables, urbains et ruraux altèrent les milieux naturels. L'immensité du continent africain plaide en faveur de ces milieux naturels : l'impact des activités humaines semble être incapable de modifier un milieu aussi vaste. Mais les "petites rivières font les grands fleuves".

Le double dilemme de la gestion des ressources naturelles

- ▶ Quelle que soit la clé de répartition des dommages causés aux ressources et aux espaces naturels africains, l'action humaine a une large part de responsabilité. Cependant, un double dilemme rend l'arbitrage particulièrement complexe.
- ▶ **Le premier dilemme est le plus évident : nourrir ou préserver ?** Face à la nécessité de devoir nourrir non seulement 18,9% de la population africaine actuelle (99) qui est sous-alimentée, mais les 1,3 milliard d'Africains qui vont naître d'ici 2050 (4), il faut se demander que pèsent les problématiques de protection des milieux naturels ?
 - ❖ Dans le bassin du Congo par exemple, le doublement attendu de la population entre 2010 et 2035 (97), conduirait à une déforestation accrue pour accroître, en conséquence, les surfaces cultivables et constructibles.
 - ❖ De même, la demande en bois énergétique explose (cuisson, chauffage), du fait d'une électrification qui progresse trop lentement par rapport aux besoins.
- ▶ Deux problématiques fortes illustrent ce dilemme :
 - ❖ La question des fronts pionniers (cf. graphique ci-contre) qui créent du développement, mais endommagent l'environnement et menacent les populations locales.
 - ❖ La question du "colonialisme vert" qui interdit l'accès des zones protégées aux peuples autochtones qui y vivaient ou dont la survie dépend de ces zones (Pygmées, par exemple).

Menaces et opportunités du front pionnier



■ Source : Traitement IRES _ <http://histoire-geo-crecy.over-blog.com/article-les-fronts-pionniers-90298376.html>

L A GESTION DES RESSOURCES NATURELLES (5)

- ▶ **Le second dilemme est plus complexe : il oppose le mode de développement occidental au mode de développement traditionnel.**
- ▶ D'un côté, la modernité s'incarne dans l'urbanisation, la maîtrise de la nature (Anthropocène), l'utilisation des sciences, des techniques et des modèles occidentaux, le développement économique accéléré. Mais les impacts humains et environnementaux d'une telle approche sont importants :
 - ❖ L'urbanisation dont la planification est absente ou déficiente conduit, par exemple, à des détournements ou comblements de cours d'eau, perturbant tout un bassin hydrographique et son environnement.
 - ❖ Des corridors écologiques interrompus, une excessive consommation de viande de brousse chez les citoyens car "à la mode" et l'introduction de nouvelles espèces exotiques via les transports internationaux conduisent au "syndrome de la forêt vide".
 - ❖ La persistance du modèle colonial de concession foncière (multinationales agroalimentaires, entreprises forestières et minières, appropriation des terres par les nouvelles élites économiques nationales...) hypothèque lourdement le devenir des populations locales et des écosystèmes.
- ▶ D'un autre côté, les traditions, les modes de vie ancestraux, les peuples premiers sont considérés, au mieux, comme des survivances appelées à disparaître, au pire comme des freins au progrès. Cela explique en partie :
 - ❖ **l'absence fréquente de processus participatifs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de préservation de la biodiversité** malgré les engagements pris d'obtenir "le consentement libre, informé et préalable" (100),
 - ❖ **le manque de suivi des plaintes consécutives, déposées contre les violences** commises par les milices locales qui agissent au nom des ONG environnementales à l'égard des peuples autochtones. Les gouvernements locaux qui sont supposés protéger ces populations de ces abus bénéficient du soutien financier, technique et logistique de ces ONG (100),
 - ❖ **le mépris affiché envers l'animisme**, considéré comme "une religion de primitifs" alors que sa vision du monde est porteuse d'une approche réconciliatrice avec la nature,
 - ❖ **la perte des savoirs traditionnels**, notamment en matière d'agriculture et de pastoralisme, la transmission étant refusée par les nouvelles générations qui préfèrent les techniques modernes. La majeure partie des dégâts occasionnés par l'agriculture provient, en réalité, des techniques coloniales, imposées à des sols, à des climats et à des cultures pour lesquels elles étaient inadaptées (101).

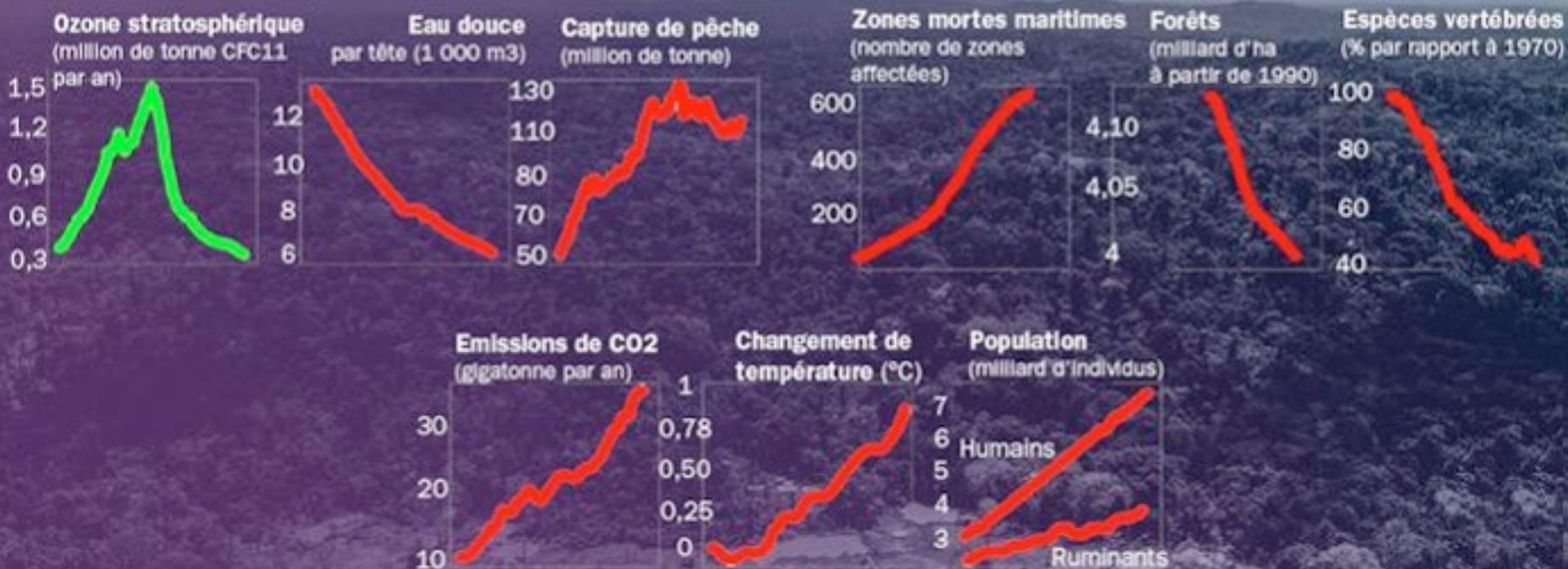
Vers une pensée africaine de l'écologie ?

- ▶ **"Ce que l'homme a fait, il peut le défaire"** : cette conviction est nécessaire pour gérer les ressources naturelles du continent africain. Faute de quoi, l'inertie s'empare de tout :
 - ❖ De fait, la complexité issue des interactions systémiques au sein des milieux naturels décourage, souvent, l'intervention des autorités compétentes. Il en est de même de l'ampleur et de la rapidité de certaines dégradations (sécheresses récurrentes, inondations), attribuées au seul changement climatique ou, encore, des fléaux émergents, comme l'apparition des nouvelles zoonoses ou la propagation des espèces exotiques envahissantes.
 - ❖ Cependant, des politiques d'adaptation peuvent toujours être menées, des mesures de préservation et des systèmes d'alerte être mis en place pour limiter les dégâts.
 - ❖ Car, à l'exception des facteurs imprévisibles (instabilité politique ou conflits armés dans les zones riches en biodiversité), nombre de causes menant à une altération létale des biomes africains sont de nature à être jugulées.
- ▶ **Cette conviction** n'est pourtant pas suffisante, dans la mesure où elle **doit s'appuyer sur une véritable auto-détermination des populations**, seule condition à pouvoir donner un sens réel au terme "indépendance". Celle-ci repose sur deux facteurs-clés : la pleine connaissance des multiples enjeux et forces à l'œuvre qui dépend du niveau d'éducation (cf. 3^{ème} partie) ainsi que la pleine conscience de ce que l'on est et de ce que l'on veut devenir (cf. 1^{ère} partie).
 - ▶ Le double dilemme exposé, ici, ne peut donc être tranché que dans **la connaissance la plus objective possible de la situation environnementale de l'ensemble du continent et de ses conséquences, à moyen et long terme, pour les populations africaines**. La pensée africaine, championne du syncrétisme, a les moyens, aujourd'hui, de concilier développement socio-économique et développement durable : la dégradation des biomes du continent n'est pas une fatalité (102), mais il est urgent d'agir (cf. l'Appel des 15.000 scientifiques ci-après).
 - ▶ D'ores et déjà, la transformation du monde rural est en marche, soutenue par :
 - ❖ la prise de conscience qui se développe tant au sein de la diaspora que des élites intellectuelles locales qu'**une écologie africaine autochtone est possible** (cf. la gestion communautaire des forêts (102), la mascarade Makishi en Zambie),
 - ❖ **la prolifération des smartphones** en milieu rural, permettant d'accéder à la connaissance (explications, données, alertes) et aux outils d'anticipation (météo, mutualisation, ...) et de créer des réseaux de partage (innovations, *best practices*) **devient un puissant outil au service d'une meilleure gestion des ressources naturelles du continent**.

Le 13 novembre 2017, 15.000 scientifiques du monde entier alertent l'humanité sur la dégradation sans précédent de l'environnement

Etat de la planète : sur 9 indicateurs, 8 sont au rouge

9 indicateurs mondiaux choisis par 15 000 scientifiques pour alerter sur l'état de la planète
Evolution de 1960 à 2016



9 indicateurs de destruction de la planète depuis 1960.

■ Source : <https://www.franceculture.fr/environnement/alerte-de-15000-scientifiques-leurs-9-indicateurs-de-degradation-de-la-planete-analyses>

Que se passera-t-il en Afrique d'ici 2050 si le réchauffement climatique dépasse 2°C ? (1)

▶ Côte d'Ivoire, vagues d'épidémies

"Le document de stratégie du Programme national sur le changement climatique, publié par la Direction générale de l'environnement en septembre 2014 avait pointé du doigt ce risque. Avec la hausse des températures, l'harmattan, ce vent chaud et sec atteint désormais les côtes. Avec lui sont apparues des épidémies de méningite à méningocoques dont 10% des cas sont mortels sur tout le territoire. Abidjan doit, par ailleurs, faire face à la raréfaction de l'eau, entraînant une multiplication des cas de choléra."

▶ Maroc, assoiffé

"Malgré la mise en place de son Plan national de l'eau, le Maroc en consomme plus qu'il n'en produit. L'expansion de l'agriculture, l'industrialisation et l'augmentation exponentielle de la demande des ménages, due à la hausse logique de leur niveau de vie ont fait chuter de 80% les réserves d'eau du Royaume. Pour pallier le problème, il a dû construire plusieurs dizaines de centrales de dessalement. Énergivores, ces usines sont alimentées par l'énergie solaire, devenue, depuis longtemps, la première source d'énergie du pays."

▶ Egypte, péril sur le delta du Nil

"Déjà en 2014, Saeed, jeune agriculteur était inquiet pour son champ de trèfles. Situé à 400 mètres de la côte, dans le delta du Nil, il se mourrait. Aujourd'hui, il n'est plus qu'un lointain souvenir: la mer a recouvert 8.000 km, soit les deux tiers de cette vaste étendue, jadis fertile. La région la plus riche du pays, peuplée autrefois de 40 millions d'Égyptiens, est désormais quasi stérile."

▶ Nigeria, mer de brut

"Le monde consomme 14 millions de barils de pétrole brut de plus qu'il y a trente ans. Pour satisfaire la demande, l'Afrique a mis les bouchées doubles et, en premier lieu, le Nigeria, le plus gros producteur du continent. Les actes de siphonage sur les oléoducs ont repris de plus belle après l'annulation de l'amnistie, basée sur un revenu en échange de la protection de ces infrastructures. Le pays Ogoni où le chômage caracole à près de 30% n'est plus qu'une mer noire et visqueuse, dépourvue de toute vie aquatique et humaine."

■ Source : Propos des experts nationaux recueillis par Jeune Afrique

<http://www.jeuneafrique.com/mag/375292/societe/cop22-scenarios-se-passera-t-afrique-dici-2050-rechauffement-climatique-depasse-2c/>

S CÉNARIOS 2050 :

Que se passera-t-il en Afrique d'ici 2050 si le réchauffement climatique dépasse 2°C ? (2)

► Sahel, guerre des terres

"L'ampleur des crises vécues par la région sahélienne dans les deux premières décennies du 21^{ème} siècle, mise sur le compte de la radicalisation islamique, avaient fini par cacher une autre réalité: l'amorce d'une véritable guerre des terres. Poussés vers le sud par la sécheresse, pressés par l'accroissement des terres cultivées, victimes d'une intolérance grandissante quant à leur mode de vie, les éleveurs nomades, quand ils ne rejoignent pas les rangs des djihadistes, s'arment et n'hésitent plus à tirer sur les agriculteurs qui les menacent du même sort s'ils empiètent sur leurs champs."

► Seychelles, englouties

"L'Alliance des petits Etats insulaires avait tiré la sonnette d'alarme en 2015 à Paris, lors de la COP21 : il était urgent de prendre les mesures nécessaires pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, sinon la plupart des petites îles allaient disparaître d'ici 2100 face à la montée inexorable de l'océan d'un à deux mètres en moyenne. L'appel a été relayé, mais les actes n'ont pas suivi. Trente-cinq ans plus tard, la plupart des îles coralliennes qui constituaient les Seychelles ont été vidées de leurs habitants. Pour faire face à l'afflux de ces réfugiés climatiques, l'Etat a lancé la construction d'îlots artificiels, sur le modèle de l'îlot de Persévérance, sortie de l'eau dans les années 2000, à la périphérie de la capitale Victoria et qui accueille plus de 2.000 Seychellois."

► Sénégal, montée des eaux

"La Porte du troisième millénaire, érigée sur la corniche de Dakar en 2001, a les pieds dans l'eau. Tout le bord de mer, rénové et modernisé en 2008 a disparu. Les hôtels de luxe et le premier *mall* du pays, le Sea Plaza, ont dû fermer. La Banque mondiale et le gouvernement sénégalais, dans une étude publiée en 2013, avaient vu juste : les nombreux prélèvements de sable pour la construction, la disparition de la mangrove ou, encore, l'urbanisation du haut des plages ont accentué la montée des eaux, liée notamment au réchauffement de la planète."

► Tanzanie, une forêt autour du volcan

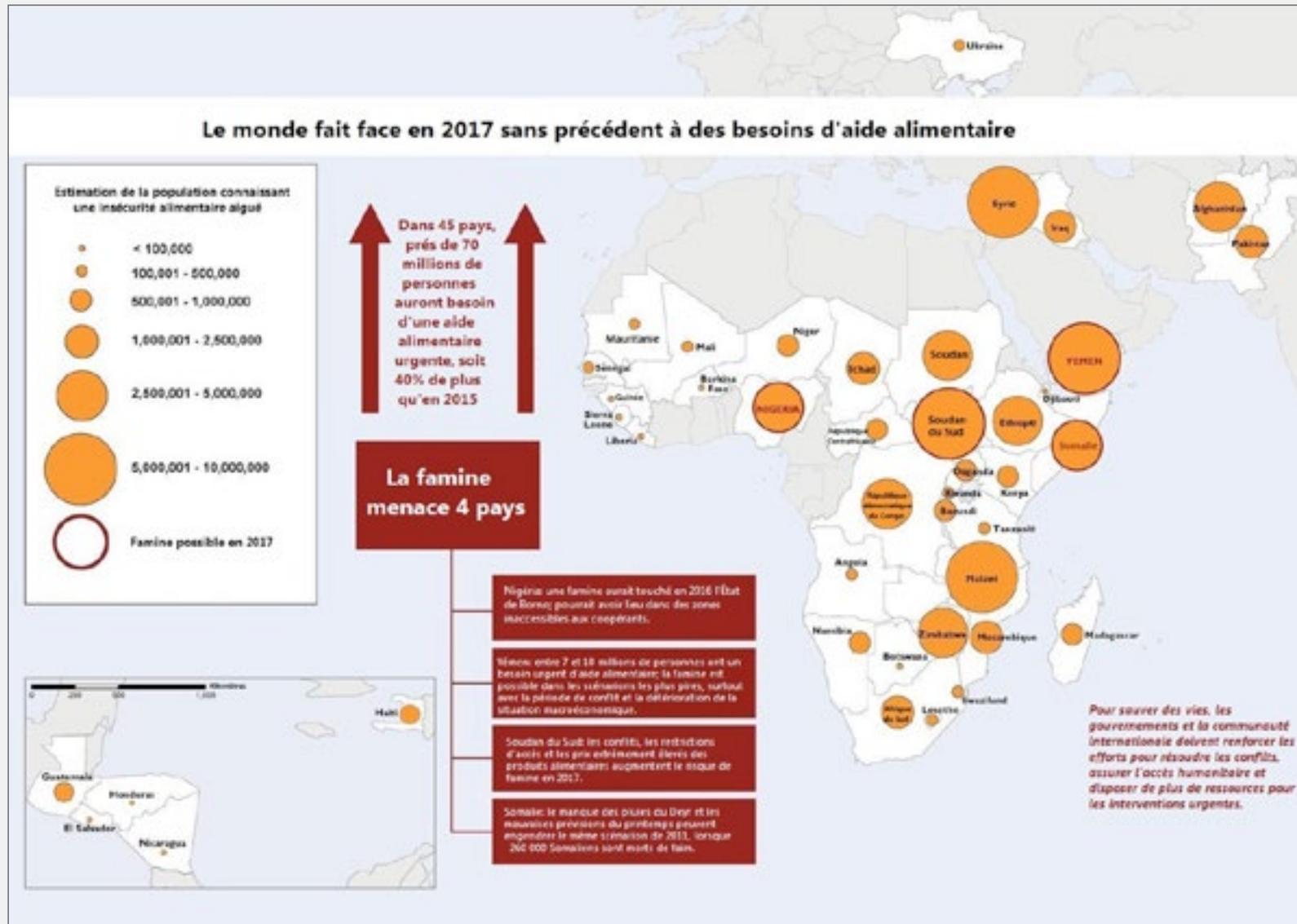
"Les vastes étendues de pâturage au pied du volcan fumant Ol Doinyo Lengai, montagne sacrée des Masaï n'est plus qu'un lointain souvenir. La concentration de CO₂ dans l'atmosphère, couplée à une augmentation des précipitations de 20% ont fait naître une forêt haute et dense, forçant les buffles typiques de cette région du nord de la Tanzanie à migrer.

En Afrique du Sud, où le même phénomène a été observé, les botanistes ont remarqué l'extinction de 25% des espèces végétales caractéristiques de cet écosystème, donnant crédit au scénario établi en 2005 par le géographe Colin J. McClean, selon lequel 40% d'entre elles pourraient avoir disparu de ces zones d'ici 2085."

■ Source : Propos des experts nationaux recueillis par Jeune Afrique

<http://www.jeuneafrique.com/mag/375292/societe/cop22-scenarios-se-passera-t-afrique-dici-2050-rechauffement-climatique-depasse-2c/>

Besoins d'aide alimentaire en 2017



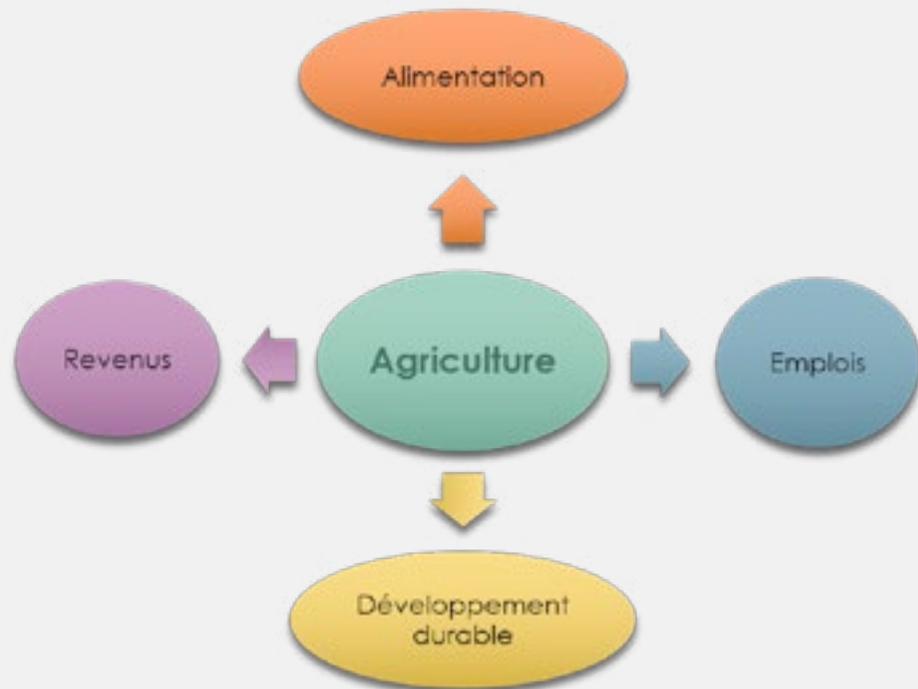
■ Source : Traitement IRES _ <https://www.weforum.org/agenda/2017/03/21st-century-famines-have-nothing-to-do-with-a-lack-of-food>

L E DÉFI AGRO-ALIMENTAIRE (1)

Le troisième enjeu majeur du monde rural d'ici à 2050 est celui de sa capacité à nourrir l'ensemble des Africains, urbains et ruraux, tout en respectant l'environnement.

Un quadruple défi...

- ▶ "Of course we are worried about the ecological consequences. But we have to grow the economy. We have to create jobs for our own people. How we do it sustainably is where we are struggling." Amara KONNEH, Ministre des finances du Libéria.
- ▶ **Le défi de l'alimentation** : en dépit du remarquable potentiel agricole du continent, 223,8 millions d'Africains entre 2014 et 2016 sont sous-alimentés (soit 18,9% de la population) dont 205,2 millions de subsahariens (99), soit 21,3% de la population.
- ▶ **Le défi de l'emploi** : l'agriculture est la principale activité du continent. Elle emploie près de 60% des Africains dont une moitié de femmes (103) bien qu'elle ne représente que 16% du PIB de la région (62).
- ▶ **Le défi des revenus** : l'amélioration des performances agricoles et des filières assorties devrait transformer la misère économique des zones rurales en prospérité.
- ▶ **Le défi de la durabilité** : 65% des sols sont dégradés et 3 millions d'hectares de forêts disparaissent chaque année. Les pertes de terres et de nutriments amputent déjà le PIB annuel africain de 3% (104).

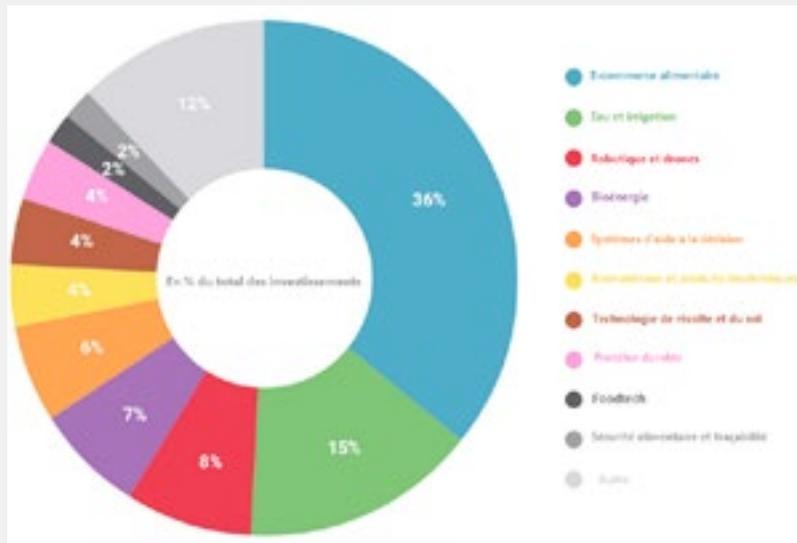


L E DÉFI AGRO-ALIMENTAIRE (2)

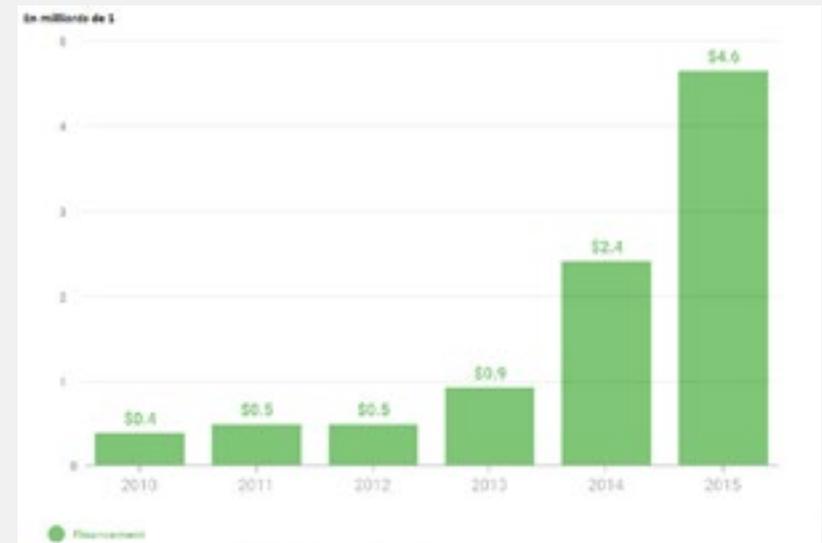
... sous une pression mondiale croissante

- ▶ Afin de nourrir une population mondiale estimée à près de 10 milliards d'habitants en 2050, la production alimentaire mondiale devrait augmenter de 70% entre 2007 et 2050 (105), soutenue par un investissement évalué en 2009 à 83 milliards de dollars par an dans le développement de l'agriculture (106).
- ▶ Après les crises alimentaires de 2006 et 2008, une grande partie de l'augmentation de la production agricole visant à faire baisser les prix internationaux a été assurée par les pays développés. Mais ceux-ci ne pourront pas faire face aux besoins futurs de l'humanité.
- ▶ Dans de nombreux pays émergents, la demande croissante des populations, plus nombreuses et plus aisées, se heurte à la diminution des productions locales : à titre d'exemple, en Chine, les terres cultivées pourraient diminuer de 2 millions d'hectares d'ici 2025 (107).
- ▶ **Tous les regards se tournent alors vers l'Afrique subsaharienne**, supposée héberger plus de 60% des terres arables disponibles et inexploitées dans le monde. Le récent engouement de l'investissement privé pour l'agriculture en témoigne (cf. graphiques ci-contre).
- ▶ **Mais il faudra que l'Afrique puisse se nourrir elle-même avant de nourrir le monde.**

Répartition de l'investissement au niveau mondial dans l'Agriculture technologique (AgTech) selon les secteurs



Evolution du financement annuel de l'AgTech dans le monde



■ Source : Traitement IRES _ <https://gro-intelligence.com/insights/planting-dollars-the-growing-pace-of-global-investment-in-agriculture>

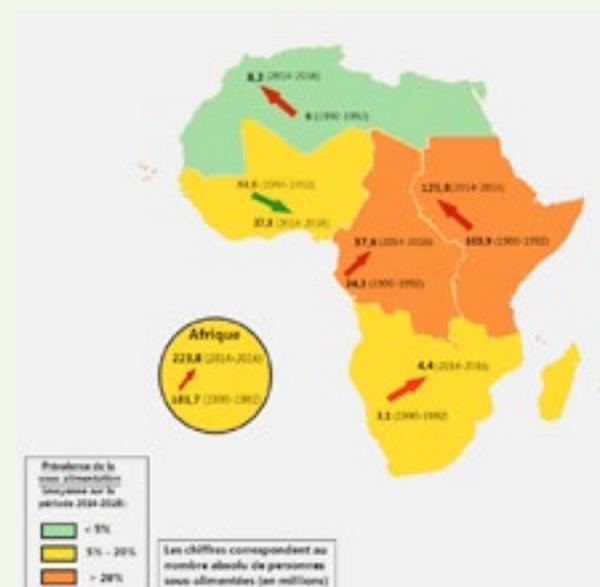
L'AFRIQUE EN CHIFFRES N°7

L'alimentation

- ▶ Prévalence de la sous-alimentation en 2014-2016 (99) :
 - ❖ Afrique australe : 7%
 - ❖ Afrique centrale : 24,8%
 - ❖ Afrique occidentale : 10,6%
 - ❖ Afrique orientale : 32%
 - ❖ Afrique du Nord : 4,5%
- ▶ Apport protéique et calorique par habitant (108) : le taux de croissance de cet apport à l'horizon 2025 varie entre 1,5% en Afrique centrale à 7,5% en Afrique de l'Est.
- ▶ L'insécurité alimentaire en Afrique se traduit par :
 - ❖ la malnutrition chronique, évoquée précédemment et qui touche en plus 23 millions d'enfants, en âge de scolarisation qui vont à l'école le ventre vide en 2012 (109),
 - ❖ des émeutes de la faim récurrentes : 2008 en Egypte, en Mauritanie et au Sénégal à la suite de l'augmentation des cours des produits agricoles de base sur les marchés mondiaux et, donc, des prix à la consommation,
 - ❖ des épisodes de crises alimentaires : 2011 dans la corne de l'Afrique, 2017 en Afrique de l'Est,
 - ❖ le manque d'eau : 319 millions de personnes sans accès à l'eau potable en 2015 en Afrique subsaharienne (110),
 - ❖ la croissance de l'obésité en Afrique (30% des adultes), notamment par manque d'accès à une alimentation équilibrée : selon l'Organisation mondiale de la santé, un quart des 41 millions d'enfants obèses de moins de 5 ans sont africains, un nombre qui a doublé entre 1990 et 2014. Ainsi les maladies non transmissibles, liées à l'obésité (diabète, maladies cardiovasculaires) pourraient être le 1^{er} facteur de mortalité en Afrique d'ici 2030 (111).

- ▶ Cette insécurité alimentaire est une problématique spécifiquement urbaine : en 2016, les denrées alimentaires étaient environ 35% plus chères dans les villes d'Afrique que dans celles d'autres pays à revenu faible et intermédiaire (112).

Etat de la sous-alimentation en Afrique par région



Source : Traitement IRES des données de la FAO

D'ici 2050, il suffira d'une augmentation de 1,2 à 1,9 degré Celsius environ pour accroître de 25 à 95% le nombre d'Africains sous-alimentés : + 25% en Afrique centrale, + 50% en Afrique de l'Est, + 85% en Afrique australe et + 95% en Afrique de l'Ouest (113).

Pour être en mesure d'affronter ces défis, des solutions doivent être apportées à trois problématiques : l'insécurité alimentaire, la disponibilité des terres et la productivité agricole.

L'insécurité alimentaire

Elle survient en cas d'indisponibilité ou d'un accès non stable à la nourriture en quantité et en qualité suffisante.

- ▶ Indépendamment des phénomènes conjoncturels comme les crises alimentaires (flambée des cours internationaux) ou les famines (conflits ou événements climatiques), **la problématique de l'insécurité alimentaire en Afrique repose sur le triptyque suivant :**
 - ❖ L'accroissement de la population africaine est plus rapide que l'évolution de la production agricole ; celle-ci, par habitant, a baissé de 25% entre 1967 à 2007 en Afrique subsaharienne (114).
 - ❖ Pour les 418 millions de personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour en Afrique (50), **les revenus sont insuffisants pour accéder au marché alimentaire qui est trop onéreux.**
 - ❖ **La faible organisation de la filière alimentaire et le déficit d'infrastructures** entravent la distribution des produits alimentaires alors même que l'agriculture assure, aujourd'hui, la subsistance d'environ 70% des populations africaines (115).

"L'Afrique enregistre 35 milliards de dollars d'importations nettes de denrées alimentaires par an, un chiffre qui devrait atteindre 110 milliards de dollars à l'horizon 2025, si les tendances actuelles persistent. En cultivant ce que nous ne consommons pas et en consommant ce que nous ne cultivons pas, l'Afrique est en train de ruiner ses zones rurales, exporte ses emplois, affaiblit les revenus de ses agriculteurs et perd sa jeunesse qui préfère émigrer d'elle-même vers l'Europe ou d'autres horizons."

Extrait de "Transformer l'agriculture en Afrique" par Akinwumi A. ADESINA, Président de la Banque africaine de développement, 15/10/2017 (Inter Press Service) (116)

- ▶ **La sécurité alimentaire** du continent se révèle **tributaire**, à la fois, **de l'amélioration des rendements agricoles domestiques, de la capacité de l'Etat à réguler les stocks**, en fonction de l'anticipation des famines et des accords de partenariat privilégiés avec des pays producteurs, susceptibles d'éviter ces famines. Le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (cf. Focus n°7) va bien dans ce sens, mais peine à porter ses fruits sur l'ensemble du continent.

La transformation agricole et la sécurité alimentaire en Afrique (1)

La déclaration de Maputo

Les objectifs de la Déclaration de Maputo

L'engagement des gouvernements des pays signataires d'allouer un minimum de 10% de leur budget national à l'agriculture et au développement rural en vue d'atteindre une croissance agricole d'au moins 6% par an.

Les réalisations de la Déclaration de Maputo

La mise en place des systèmes de réserves alimentaires.

A cet effet, "la majorité des fonds affectés aux programmes relatifs aux consommateurs dans la région ont servi à maintenir les stocks publics des principales céréales de base".

L'Afrique a dépassé l'objectif fixé par le Programme détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique en 2007 concernant la croissance agricole, le nombre de pays ayant réalisé cet objectif a presque doublé pour atteindre 10.

(**Source** : *Fonds Africain de développement*, 2010).

Des progrès pour atteindre les 6% de croissance agricole sont constatés avec toutefois un grand écart d'un pays à un autre.

La croissance agricole était principalement due à un accroissement de la superficie des terres cultivées et non pas à un accroissement de la productivité par unité de superficie.

Moins de 20% des pays ont respecté leurs engagements en matière de dépenses agricoles (OCDE/FAO, 2016).

L'accord de Maputo n'a permis ni de régler la question de l'efficacité des investissements, ni d'accélérer l'utilisation des innovations agricoles par les producteurs.

Les objectifs

- ▶ La déclaration sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, dite "Déclaration de Maputo", signée en juillet 2003, a fait du programme détaillé de développement de l'agriculture africaine une priorité continentale.
- ▶ Ses 4 axes majeurs sont :
 - ❖ la gestion des terres et des ressources en eau pour l'irrigation,
 - ❖ l'accès aux marchés (augmentation des investissements pour l'amélioration et l'aménagement des infrastructures...),
 - ❖ l'approvisionnement alimentaire et la réduction de la faim (amélioration de la production et augmentation des échanges commerciaux),
 - ❖ la recherche agronomique.

Les résultats

- ▶ Tributaires de la volatilité des prix des denrées, des impacts des conflits et des conditions climatiques (sécheresses et inondations), les résultats obtenus ont été limités. Entre 2004 et 2010 :
 - ❖ 10 pays (Ghana, Zimbabwe, Malawi, Sénégal, Tchad, Mali, Ethiopie, Niger, Burkina Faso, Guinée) ont atteint l'objectif de 10% de leur budget national alloué à l'agriculture (117).
 - ❖ 3 pays l'ont atteint sur toute la période (118).
 - ❖ 1/3 des pays a connu un recul de leurs dépenses publiques dans l'agriculture durant cette période (119).

La transformation agricole et la sécurité alimentaire en Afrique (2)

De nouveaux accords

- ▶ Les chefs d'Etat africains réunis à Malabo en 2014 ont adopté deux déclarations, dites globalement " Déclaration de Malabo " (120).
 - ❖ L'une porte sur le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine et l'engagement à accélérer la croissance et la transformation des produits agricoles en vue d'une prospérité partagée et de moyens de subsistance améliorés. Elle fait suite à celle de Maputo et comporte 7 engagements.
 - ❖ L'autre concerne la sécurité alimentaire en vue d'une croissance économique inclusive et d'un développement durable en Afrique et inclut deux décisions, dont l'importance de la souveraineté alimentaire de l'Afrique et un programme de lutte contre le changement climatique en Afrique.
- ▶ Parmi ses autres objectifs se trouvent le doublement de la productivité agricole, la division par deux des niveaux actuels de pertes après récolte et le triplement des échanges intrarégionaux. Dans le contexte de systèmes agricoles résilients, il y a aussi l'objectif d'offrir des systèmes de protection sociale et des possibilités d'emploi décent aux populations rurales (108).
- ▶ Les progrès et les performances seront évalués tous les deux ans, sur la base d'un formulaire unique, réalisé en mars 2017 (121).

La déclaration de Malabo

Les objectifs de la Déclaration de Maputo réaffirmés dans la nouvelle Déclaration de Malabo

Allouer 10% des ressources publiques à l'agriculture.

Les nouveaux objectifs de la Déclaration de Malabo

Evaluation des progrès et des performances tous les 2 ans concernant l'amélioration et l'utilisation des ressources.

Considération du milieu rural en tant que moteur de croissance et de transformation agricole.

Prise en considération du rôle des femmes pour l'amélioration de la production agricole.

Les jeunes, un atout indispensable pour réaliser la transformation du secteur agricole.

Contribution du secteur privé primordiale pour la transformation de l'agriculture.

Alignement des politiques et des investissements pour mettre en place les différents partenariats et favoriser l'industrie agroalimentaire.

Les principaux engagements de la Déclaration de Malabo

Engagement à éliminer la faim d'ici 2025 en doublant la productivité, tout en mettant l'accent sur les intrants, l'irrigation et la mécanisation.

Réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2025, en mettant en place ou en renforçant les partenariats inclusifs entre le secteur public et privé.

Volonté à stimuler le commerce intra-africain des produits et des services agricoles à travers l'accélération de la Zone de libre-échange continentale et la transition vers un système continental de tarif extérieur commun.

Renforcement de la résilience des moyens de subsistance des systèmes de production face aux aléas et aux risques liés au changement climatique.

Les changements introduits par cette nouvelle déclaration sont une meilleure coordination intersectorielle à travers des mécanismes de coordination efficaces et le renforcement du rôle des agences centrales gouvernementales dans la mise en œuvre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine.

L E DÉFI AGRO-ALIMENTAIRE (4)

▶ Parallèlement, l'Afrique subit l'impact :

- ❖ **du changement climatique** dont les répercussions sont particulièrement fortes sur le continent : d'ici 2050, quatre régions du monde, parmi elles l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne seront confrontées à une insécurité alimentaire due au changement climatique (122),
- ❖ **de l'urbanisation qui modifie la demande alimentaire** (fruits, légumes, viandes), altérant ainsi les équilibres traditionnels de production. En Afrique du Nord par exemple, la rapide urbanisation a accru la demande en eau et en blé (régime alimentaire urbain), augmentant ainsi la dépendance de la région à la volatilité des marchés mondiaux de denrées (123),
- ❖ **de politiques publiques qui n'ont pas toujours accordé au secteur agricole les investissements dont il avait besoin** et qui, en faisant le choix du développement exogène, ont parfois favorisé l'exportation des produits alimentaires au détriment des marchés locaux.
 - La sécheresse qui a frappé en 2016 l'Afrique australe et l'Afrique orientale a détourné l'aide internationale des investissements productifs au profit de l'allègement de la crise alimentaire (124).

▶ Les perspectives pour les décennies à venir sont en demi-teinte car :

- ❖ c'est en Afrique subsaharienne que l'insécurité alimentaire est la plus forte au monde et les progrès pour la vaincre les plus irréguliers, en dépit de l'augmentation de la valeur totale de la production agricole au cours de la dernière décennie,
 - ❖ d'ici à 2025, néanmoins, la production agricole devrait croître de 2,6% par an (125), du fait de l'amélioration de la productivité plus que de l'extension des terres, grâce à :
 - l'adoption rapide des technologies,
 - l'émergence d'exploitation de tailles moyennes,
 - une meilleure intégration des petits producteurs dans la chaîne de valeur,
 - des investissements significatifs.
 - ❖ Toutefois, l'offre agricole croissant moins vite que la demande, l'importation de la majorité des produits alimentaires de base devrait continuer à augmenter en Afrique.
- ▶ **Le devenir de la sécurité alimentaire du continent africain repose, donc, sur la capacité des pouvoirs publics à transformer rapidement le monde rural aussi bien que le système économique africain global.**

La disponibilité des terres

- ▶ Depuis la prise de conscience que la planète est bien un "monde fini", la disponibilité des terres commence à devenir un enjeu crucial. Car l'action naturelle (érosion, changement climatique) et anthropique (surexploitation, contamination des milieux, salinisation, disparition des systèmes de régulation naturels) est, aujourd'hui, responsable d'une destruction accrue des terres agricoles : environ 30 millions d'hectares de surfaces cultivables perdues par an (126) au niveau mondial.
 - ❖ Pour que le monde puisse se nourrir en 2050, **l'Afrique est, désormais, considérée comme le futur grenier du monde**, avec ses 600 millions d'hectares de terres cultivables non utilisées, représentant plus que la moitié de la moyenne mondiale (127).
 - ❖ **Mais cette vision simpliste ne tient pas compte de deux facteurs de disponibilité** qui caractérisent le continent africain : **la situation environnementale et la situation juridique des sols**.
- ▶ La problématique environnementale se résume comme suit :
 - ❖ Les terres inexploitées incluent les espaces boisés. Or, ceux-ci sont essentiels au maintien de la biodiversité, surtout les forêts primaires, à la lutte contre l'érosion des sols et à la captation du CO₂. Déjà, 3 millions d'hectares de forêts disparaissent chaque année en Afrique (108).

Définitions de la FAO

Les **terres arables** représentent une situation et non un potentiel. Elles désignent les terres actuellement affectées à l'agriculture temporaire, y compris en jachère.

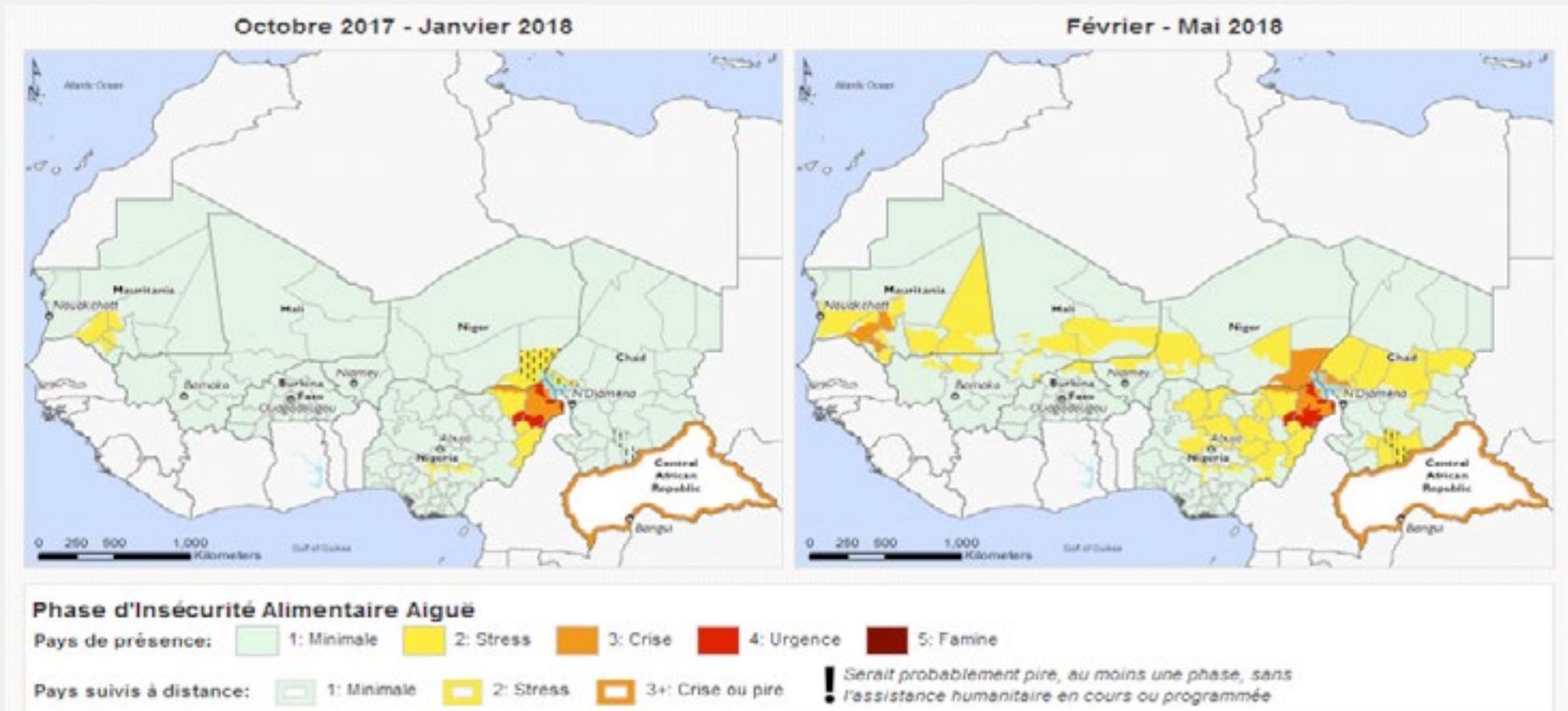
Les **terres agricoles** désignent l'ensemble constitué par les terres arables, les cultures permanentes (vergers, vignes, ...) et les pâturages.

Les **terres cultivables** réfèrent à tous les espaces susceptibles d'être cultivés.

La **surface agricole utile (SAU)** regroupe les terres dont le potentiel de cultures pluviales ou irriguées permettrait "des rendements supérieurs à un minimum acceptable".

Les **terres impropres** à l'agriculture sont les roches à nu et les sols couverts de moins de 1,80 m de terre retournable.

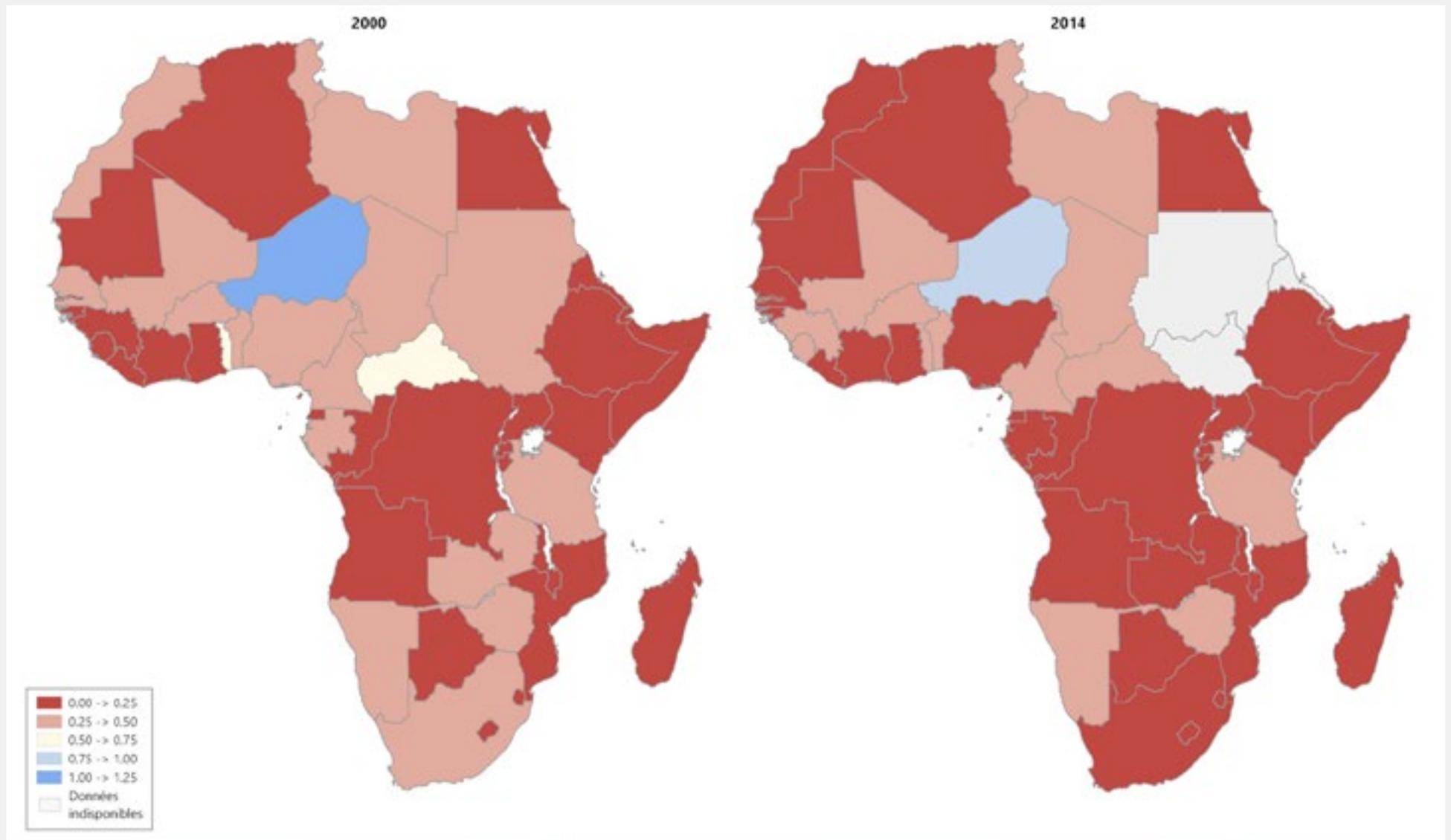
Situation alarmante de la sécurité alimentaire au Sahel



L'insécurité alimentaire restera préoccupante dans le bassin du Lac Tchad malgré l'amélioration des conditions sécuritaires et la disponibilité des récoltes.

■ Source : Traitement IRES des cartes issues de Fews net

Terres arables en Afrique (en hectare par habitant)



■ Source : Traitement IRES des données de la FAO

L E DÉFI AGRO-ALIMENTAIRE (6)

- ▶ **L'appauvrissement des sols africains en matières organiques hypothèque leur fertilité.** Le continent a déjà perdu 65 millions d'hectares de terres productives en 50 ans (128) ; en 2016, 65% de ses sols étaient dégradés ; la perte des terres et nutriments ampute le PIB africain de 3% (108).
- ▶ **En 2050, l'aridification de la zone sahélienne et du sud de l'Afrique pourrait contribuer à réduire le potentiel cultivable.** Cette perte serait, éventuellement, compensée par la diminution d'une grande partie des jachères de la zone de savane en Afrique de l'Ouest et le défrichage de l'orée orientale du bassin forestier du Congo, accentuant, encore, la pression sur les milieux naturels (128).
 - ❖ La désertification qui progresse sur les pourtours du Sahara, au rythme de 2 km par an menace 75% des terres cultivables tunisiennes (128).
- ▶ Au total, 83% des ruraux d'Afrique subsaharienne dépendent des terres de la région pour leurs moyens de subsistance, mais 40% de celles-ci sont déjà affectées par l'érosion du sol, l'activité humaine et les températures élevées, qui en laissent une grande partie inutilisable (129).
 - ❖ Au Rwanda, par exemple, en 2014, alors que les 4/5^{ème} de la population vivent de l'agriculture et que l'âge moyen de la population est de 19 ans, il ne reste pratiquement plus aucune terre en friche (130).
- ▶ **La disponibilité des sols relève aussi d'un aspect juridique : le droit des sols.** En droit coutumier africain, la terre n'appartient à personne, sinon à celui qui, temporairement, en tire une subsistance.

En réalité, stériles ou fertiles, quasiment toutes les terres africaines font l'objet de droits et d'usages spécifiques, construits, à l'origine, autour du lignage (131). Mais en l'absence de documents de propriété clairement établis et reconnus, la plupart des agriculteurs africains traditionnels se sont vus spoliés, tant par les colonisateurs que par les nouveaux gouvernements indépendants.

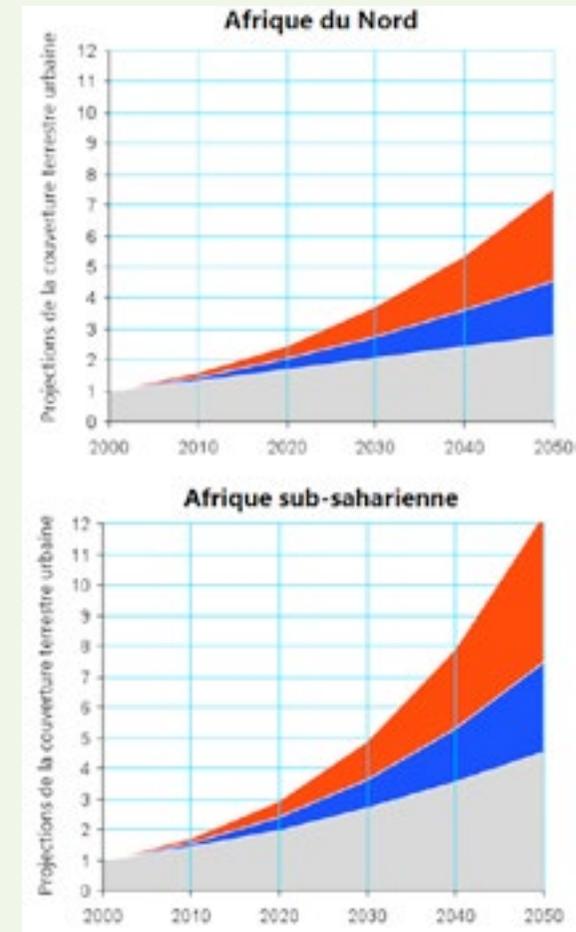
- ▶ Aujourd'hui, encore, avec plus de 90% des terres rurales en Afrique subsaharienne "sans papiers" (132), les petits agriculteurs sont en situation précaire, ce qui explique leur recherche d'un profit maximal, à court terme, plutôt que d'investir dans des systèmes d'irrigation ou des engrais de qualité. Cela est encore plus vrai pour les 400 millions d'agriculteurs africains traditionnels (132) dont les terres sont soumises à des lois et des coutumes foncières discriminatoires (par exemple, abandonner sa terre en cas de veuvage).
 - ❖ En Tanzanie, les femmes ayant des droits garantis gagnent trois fois plus que leurs homologues sans terre (132).
- ▶ Il est aisé de comprendre que le conflit entre normes occidentales et normes locales du droit des sols nuit considérablement à la productivité agricole et au maintien d'un milieu productif durable.
 - ❖ En Ethiopie, les agriculteurs sont 60% plus susceptibles d'investir dans la prévention de l'érosion des sols lorsqu'ils ont des droits garantis sur leurs parcelles (132).
 - ❖ A Cotonou, la planification urbaine n'a pas prévu l'accès au foncier pour l'agriculture urbaine alors que celle-ci est une nécessité pour réduire l'insécurité alimentaire en ville (133).

- ▶ Enfin, la **disponibilité des sols dépend, aussi, de trois facteurs** qui contribuent à l'actuelle transformation du monde rural africain :
 - ❖ **L'accaparement des terres agricoles par des investisseurs étrangers ou nationaux (*land grabbing*)** concerne tous les pays du monde, y compris les pays développés. Toutefois, sur les 50 millions d'hectares de terres agricoles acquis dans le monde en 2016 (131), la moitié concernait l'Afrique subsaharienne (131). Le défaut de clarification des droits fonciers permet de vendre ou de louer aux grands exploitants ou investisseurs les terres non utilisées à un instant donné, nonobstant que ce soit un terrain en jachère ou utilisé pour l'agriculture itinérante ou par les communautés forestières. De plus, environ 62% de cette surface sont destinés à des cultures non-alimentaires (134).
 - ❖ **Le développement des exploitations de taille moyenne** est une nouvelle donne en Afrique subsaharienne. De plus en plus de citoyens issus de la classe moyenne, instruits et informés, achètent des terres agricoles pour accroître leurs revenus, en développant des exploitations agricoles de moyenne taille (135).
 - En Tanzanie, les citoyens détiennent déjà 33% des terres agricoles contre 12%, il y a seulement 10 ans.
 - 38% des terres agricoles au Ghana et 52% en Zambie sont occupées par des exploitations de 5 à 100 hectares.
 - Déjà au Kenya, au Malawi, au Ghana et en Zambie, les exploitations de taille moyenne occupent collectivement plus de terres que les grandes exploitations.
 - ❖ Soutenues par des associations, les réseaux sociaux et des médias, **les revendications relatives à la sanctuarisation de certaines terres sont de plus en plus difficiles à ignorer**, que ce soit :
 - des terres "sacrées", c'est-à-dire ayant une valeur symbolique (culturelle, politique, religieuse) ou vitale (forêts communautaires) pour une communauté,
 - des terres devant faire l'objet d'une protection spécifique pour être conservées ou régénérées (aires protégées, écosystèmes extrêmement dégradés, réserves de biodiversité),
 - des terres consacrées aux pâturages permanents et au pastoralisme extensif : 1/4 des surfaces considérées comme inexploitées, donc disponibles, notamment dans le Sahel (131), nécessaires à l'alimentation en viande et en lait des ruraux comme des urbains.
- ▶ Ainsi, l'Afrique subsaharienne compterait finalement 958 millions d'hectares de surface agricole utile dont 192 millions d'hectares de terres arables (99).
 - ❖ Disponibles et inexploitées, elles seraient biologiquement utiles et économiquement viables, sans coûts excessifs pour la société ni pour l'environnement (131).
 - ❖ Le fait d'accorder la priorité à ces terres, de clarifier les droits fonciers des communautés et des petits producteurs et de conditionner la cession des terres à leur usage quasi-exclusivement alimentaire contribuerait significativement à affronter le défi agroalimentaire des décennies à venir.

L'AFRIQUE EN CHIFFRES N°8

Les terres africaines

- ▶ Superficie totale du continent : 30,3 millions km² (99) dont 8,5 millions km² en Afrique du Nord et 21,8 millions km² en Afrique subsaharienne.
- ▶ Surface agricole utile : 1,1 milliard d'hectares (99), soit 20% de l'ensemble de la surface agricole utile mondiale (99) :
 - ❖ Terres mises en culture en 2015 : entre 190 et 230 millions d'hectares.
 - ❖ Solde disponible : entre 820 et 860 millions d'hectares.
- ▶ Agriculture vivrière : 80% de l'économie subsaharienne (136).
 - ❖ Petites fermes d'Afrique (137) :
 - Superficie moyenne de 2,2 d'hectares.
 - 90% du total des exploitations.
 - 15% détenus de la superficie agricole totale.
 - 80% exploités de la superficie agricole totale (138).
- ▶ Surfaces non cultivables, non forestières, non protégées dont la densité de population ne dépasse pas 25 habitants par km², mais qui peuvent devenir cultivables : 201 millions d'hectares en 2010 en Afrique subsaharienne (139).
 - ❖ 47% seulement de ces terres permettent un accès aux marchés en moins de 6 heures (139).
- ▶ Dégradation des sols : 65% (104).
 - ❖ Disparition des forêts : 3 million d'hectares par an (104).
 - Déboisement du Bassin du Congo : 721.000 hectares par an entre 1990 et 2000, 700.000 hectares par an entre 2000 et 2010 (140).
 - ❖ Terres arables perdues (133) : 12 millions d'hectares par an, soit de quoi produire 20 millions de tonnes de céréales (136).
- ▶ Droit foncier : Dans 31 des 54 pays d'Afrique, moins de 5% des terres rurales sont des propriétés privées (141).



|| Source : Traitement IRES des graphiques issus de "A Planet of Cities: Urban Land Cover Estimates and Projections for All Countries, 2000-2050"

L'accaparement des terres (1) Les termes du débat

"Dans un scénario où les investissements agricoles étrangers monopolisent le chiffre arbitraire de 10% des terres arables, la simulation (modèle du Global Trade Analysis Project) montre :

- ▶ une diminution de 1 à 3% de la production alimentaire destinée au marché local et une augmentation de 3 à 5% du prix des produits alimentaires en Afrique subsaharienne, générant des préoccupations immédiates quant à la situation d'insécurité alimentaire,
- ▶ une augmentation des importations de produits alimentaires de 6 à 9% tandis que les exportations de produits alimentaires baisseraient de 10 à 17%,
- ▶ une amélioration des termes de l'échange malgré l'aggravation du déficit extérieur courant, en raison principalement de la hausse des prix à l'exportation dans les secteurs de la production alimentaire et manufacturière,
- ▶ une augmentation de la rentabilité des facteurs, plus particulièrement des terres (jusqu'à 20%) et de la main-d'œuvre (jusqu'à 5%) ainsi que du revenu réel et de la consommation des ménages.

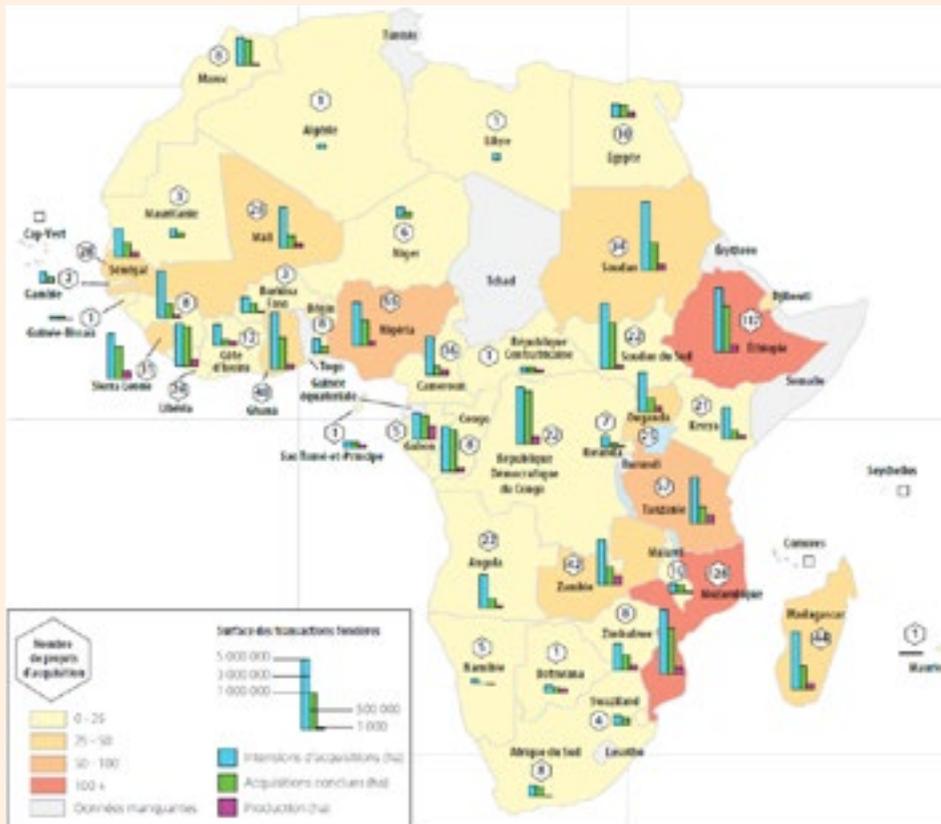
L'effet total sur la prospérité serait même plus important si l'investissement utilisait des terres précédemment vacantes et une main-d'œuvre précédemment au chômage et non qualifiée. Les résultats de la simulation indiquent, surtout, que les investissements ayant un impact positif en matière de technologie conduiraient à une plus grande efficacité au niveau domestique et, donc, à des gains économiques plus importants en Afrique subsaharienne."⁽¹⁴²⁾

- ▶ "Pendant cette période [post-indépendances], malgré les changements sociaux et environnementaux consécutifs au partage de l'Afrique, il n'a jamais été fait mention de possibles formes de rétrocession d'accès aux ressources foncières, au bénéfice des communautés ayant subi l'expropriation des terres.
- ▶ Le modèle de concession a survécu aux changements politiques, à travers les multinationales de l'agroalimentaire, les entreprises forestières et minières et l'appropriation des terres par les nouvelles élites économiques nationales.
- ▶ Ce modèle continue à marginaliser les habitants des zones rurales et les peuples autochtones, créant même des tensions ethno-communautaires dans les zones qui connaissaient déjà une importante densité démographique et où, de surcroît, existaient des activités de production antagonistes, notamment l'agriculture et le pastoralisme. Il contribue à la déperdition des régimes fonciers traditionnels, limite l'accès aux ressources et perturbe les méthodes de production agricole, réduisant, notamment, les périodes de jachère.
- ▶ Le pire est encore à venir avec l'avènement des mégas-concessions accordées aux multinationales des pays émergents ayant, entre autres, comme dessein, la production des biocarburants."⁽¹⁴³⁾

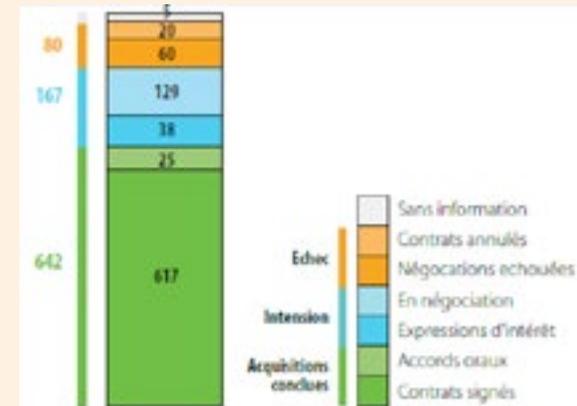
FOCUS N°8

L'accaparement des terres (2) La situation (1)

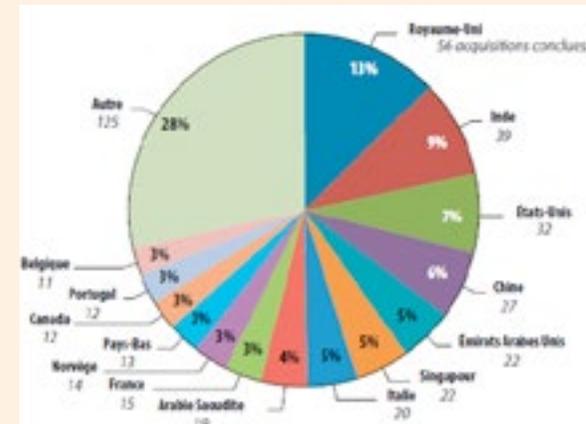
Transactions foncières à grande échelle en Afrique



Projets d'acquisition selon leur statut (2000-2015)



Principaux pays acquéreurs de terres (en % du total des contrats conclus)

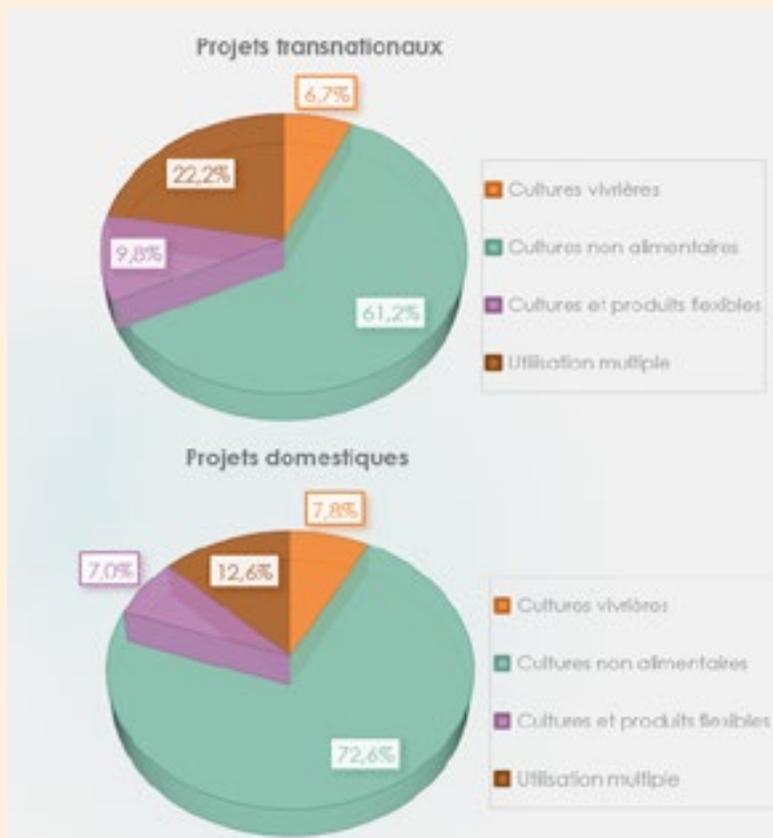


Source : Traitement IRES des cartes et graphiques issus de "Une nouvelle ruralité émergente : Regards croisés sur les transformations rurales africaines", 2^{ème} édition

FOCUS N°8

L'accaparement des terres (3) La situation (2)

Acquisition des terres en Afrique selon leurs usages



Source : Traitement IRES des données issues de <http://www.landmatrix.org/en/get-the-idea/agricultural-drivers/>

Nombre de contrats et de surfaces acquises par an en Afrique



Source : Traitement IRES des cartes issues de "Une nouvelle ruralité émergente : Regards croisés sur les transformations rurales africaines", 2^{ème} édition

L E DÉFI AGRO-ALIMENTAIRE (8)

L'enjeu de la productivité agricole

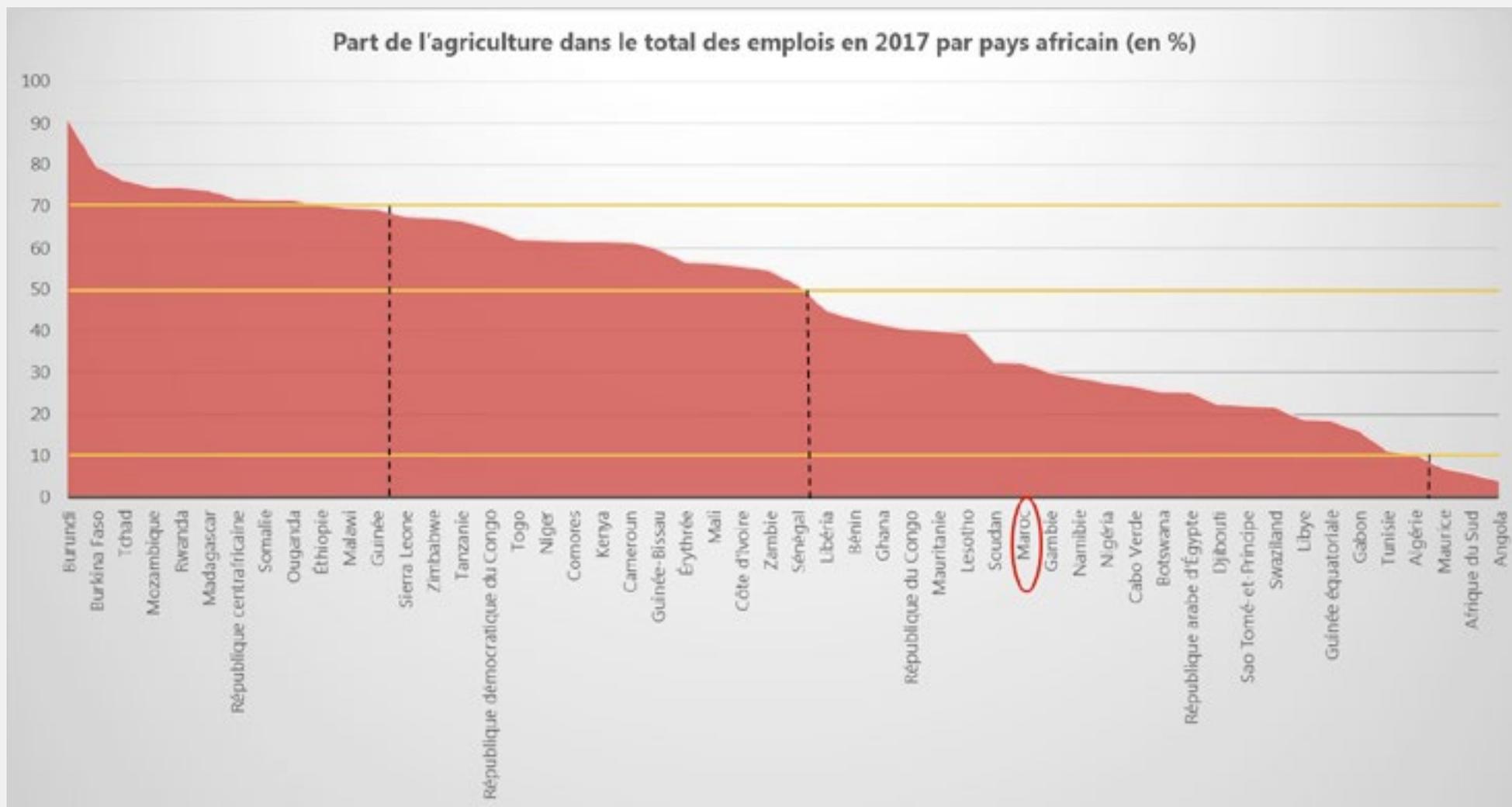
- ▶ L'Afrique, en l'état actuel de son développement, a deux principaux moyens de nourrir sa population : produire des denrées alimentaires au prix le plus juste pour l'acheteur et le vendeur ou fournir les revenus nécessaires pour acheter les denrées qui ne peuvent pas être produites.
 - ❖ Dans le premier cas, la clé permettant de relever le défi agro-alimentaire est la productivité agricole. Dans le second cas, c'est le recours à l'exploitation des ressources non-alimentaires du pays.
- ▶ Les ressources non-alimentaires du continent sont principalement les minerais (métaux, cristaux, phosphates, terres rares...) et les forêts.
 - ❖ Le bilan gain économique-dégâts écologiques plaide en faveur d'une meilleure gouvernance des ressources naturelles du continent (concessions illégales, gestion anarchique, lois peu respectées, corruption).
 - ❖ Toutefois, le recours aux sociétés d'exploitation étrangères apparaît encore nécessaire, du fait des importantes ressources financières et technologiques que mobilise l'exploitation minière.
 - ❖ Mais les retombées pour la population locale sont faibles. L'absence de transformation pèse lourdement sur le développement économique global.
- ▶ Cette situation explique pourquoi **l'agriculture représente encore plus de 60% des emplois du continent (144)**.
 - ❖ Bien que la production agricole en Afrique ait augmenté de façon significative ces 3 dernières décennies (+160 % en valeur), **les rendements sont restés bas**. Sans doute parce que 80% des exploitations, avec moins de 2 hectares, sont consacrées à une agriculture vivrière, peu mécanisée et peu irriguée (145) qui emploie jusqu'à 80% de la population active au Rwanda ou au Burundi (146).
 - ❖ Pendant les décennies après l'indépendance, **les gouvernements africains**, soucieux d'afficher leur modernité **ont accordé plus d'intérêt à l'urbanisation qu'à la modernisation du monde rural**. L'ère post-indépendance s'ouvre, désormais, marquée, notamment, par la prise de conscience de l'importance du monde rural (cf. 3^{ème} partie), à la fois ancrage de l'identité africaine (cf. 1^{ère} partie) et nourricier du continent.
 - L'Union africaine-NEPAD reconnaît que, "dans le contexte africain, le retour sur investissement dans les exploitations agricoles familiales sera plus élevé et la création d'emplois maximisée par unité de surface, à condition qu'elles accèdent à des financements adéquats" (145).
 - Alors que 81% des gouvernements africains considèrent que l'urbanisation de leur pays est excessive et développent des politiques visant à limiter l'exode rural (147), l'Union africaine-NEPAD admet, désormais, que *certaines petites exploitations seront incapables de générer des revenus pour tous les membres actifs de la famille dont certains seront forcés de quitter le secteur agricole, ce qui nécessite des mesures d'accompagnement (147)*.

- ▶ Dans la course contre la montre qui se joue, actuellement, entre croissance démographique et augmentation des rendements agricoles, dans un contexte de changement climatique accéléré, **4 leviers sont essentiels à la transformation du monde rural** et pour la création de l'emploi dans les campagnes.
 - ❖ **L'eau** : l'essentiel de l'agriculture africaine est pluviale. Pourtant, la ressource en eau douce et souterraine est abondante. Le problème réside dans sa gestion (fuites...) et dans l'acquisition de technologies d'irrigation sophistiquées ou onéreuses. C'est le cas, notamment, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale qui n'utilise que 14% de l'eau renouvelable pour l'agriculture (148).
 - ❖ **L'énergie** : générateurs polluants, réparations souvent impossibles, essence frelatée, vol de carburant... sont autant d'éléments qui rendent particulièrement difficile le quotidien des Africains, éloignés des réseaux de distribution d'électricité, d'où, en général, la faible mécanisation agricole. Or, la productivité dépend, aussi, de la conservation et de l'accès aux marchés, surtout en matière de produits frais (chaîne alimentaire).
 - ❖ **Les routes** : la nécessité de relier les villes à leur arrière-pays est une évidence. Mais au prix moyen de 150.000 et 200.000 euros le kilomètre de route bitumée en Afrique rurale (149), la piste demeure la principale voie de communication, avec tous les aléas qu'elle représente (inondations, nids-de-poule, effondrements...). Seulement la moitié du réseau routier rural subsaharien est en passable ou bon état. Aussi, le coût du fret routier est-il trois fois supérieur à celui des autres régions en développement, ce qui décourage la production (150).
- ❖ **Les technologies de l'information et de la communication** : le smartphone est devenu l'outil à travers lequel l'agriculteur africain peut améliorer la productivité de son exploitation (accès au conseil, à l'assurance et aux services financiers), s'organiser avec les autres producteurs (partage des informations techniques et de marché) et faciliter la commercialisation de ses produits (cours, gestion des risques, traçabilité) (151). L'utilisation du smartphone est la 1^{ère} étape vers un usage accru des nouvelles technologies (capteurs, smart gestion de l'eau...), au bénéfice d'une agriculture plus rentable et durable.
- ▶ **Ces leviers sont, cependant, tributaires de conditions d'accompagnement de leur usage :**
 - ❖ **la formation des agriculteurs** et l'organisation de services (analyse des marchés, comparatifs, prévisions météo...) leur permettant d'être mieux informés pour prendre les décisions adéquates,
 - ❖ **les capacités d'autofinancement** (micro-crédit, bancarisation) et le renforcement de l'investissement public : l'indice d'orientation agricole a décliné entre 2001 et 2015 de 0,38 à 0,21 (152) et l'investissement privé (cf. 3^{ème} partie),
 - ❖ **la création d'un état d'esprit coopératif plutôt que compétitif**, permettant aux agriculteurs venus des villes de partager avec les agriculteurs ruraux traditionnels leurs nouvelles idées et technologies là où ils s'installent (tracteurs, semoirs mécaniques, semences hybrides à haut rendement).

L'agriculture

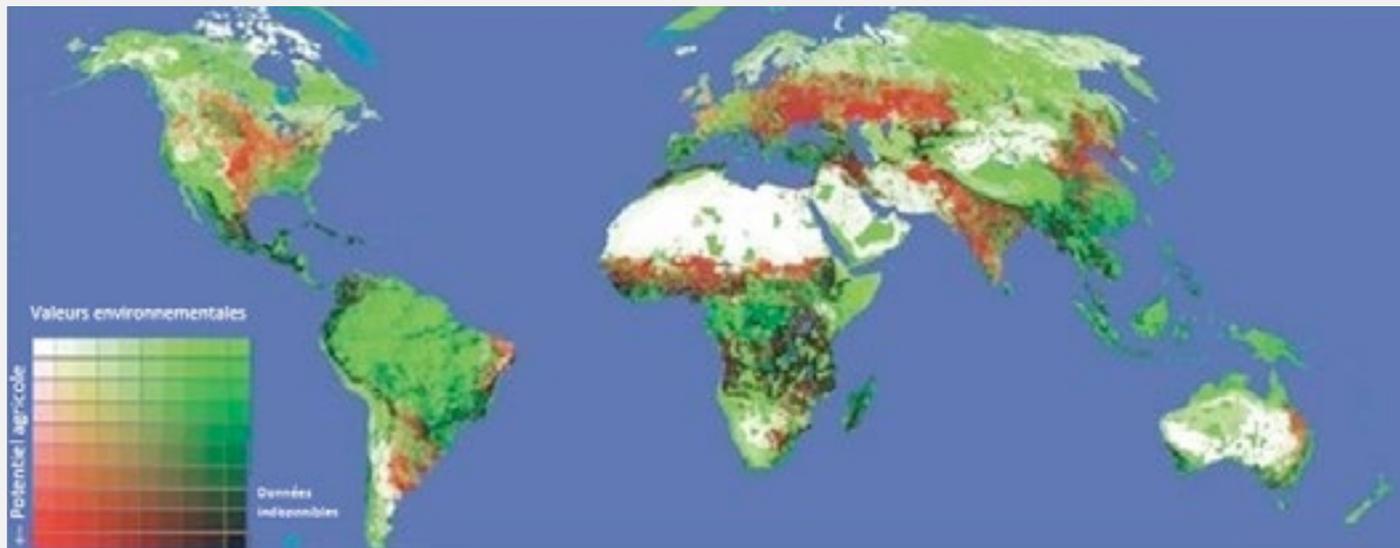
Principales activités

- ▶ L'Afrique compte 33 millions d'exploitations de moins de 2 hectares qui représentent 80% de l'ensemble des exploitations (2013) (145).
 - ▶ Agriculture : plus de 60% des emplois du continent ; les femmes constituent plus de la moitié de la main-d'œuvre agricole (144).
 - ▶ Agriculture urbaine : au Malawi, par exemple, l'agriculture urbaine est la deuxième source de revenu après l'emploi formel (153).
 - ▶ L'agriculture urbaine fournit des emplois et des revenus pour les femmes pauvres et les autres groupes défavorisés. Un jardin de 100 m² peut générer 1 emploi dans la production horticole, la fourniture d'intrants, la commercialisation et la création de valeur ajoutée du producteur au consommateur (154).
- ### Données remarquables
- ▶ Seuls 20% des terres cultivables en mode pluvial sont cultivées en Afrique subsaharienne (155). Environ 95% des terres cultivées d'Afrique subsaharienne relèvent de l'agriculture pluviale (156).
 - ▶ 75% du bois brut africain exporté en Chine en 2015 (157).
 - ▶ Utilisation d'engrais : 15,9 kg par hectare de terres arables en 2014 en Afrique subsaharienne contre 138 dans le monde entier (17).
 - ▶ Coût des engrais artificiels (notamment du fait des transports) : 50% plus cher en Tanzanie et 80% plus cher au Mali qu'en Thaïlande (158).
 - ▶ Dans le monde, l'agriculture irriguée est pratiquée sur 20% des terres cultivées et produit 40% des aliments. En Afrique subsaharienne, elle n'est pratiquée que sur 3,5% des terres cultivées (148).
 - ▶ Seulement 34% de la population rurale africaine vit à moins de 2 km d'une route rurale, comparée à 90% en Asie de l'Est et 59% en Amérique Latine (150).
 - ▶ D'ici 2050, même si la hausse des températures est limitée à 2°C, les rendements de la majorité des cultures pourraient diminuer de 10% et les coûts d'adaptation de l'Afrique au changement climatique pourraient atteindre 50 milliards de dollars chaque année (159).



Source : Traitement IRES des données de l'Organisation Internationale du Travail

Vers une planification routière qui réduit les atteintes à l'environnement



Source : Traitement IRES _ www.lemonde.fr/planete/article/2014/08/27/25-millions-de-nouvelles-routes-de-quoi-faire-600-fois-le-tour-de-la-terre_4477577_3244.html#c4L0uw80MuW2Db2A.99

Des chercheurs ont mis en place une carte planétaire des régions où la construction de nouveaux axes routiers serait la moins dévastatrice pour l'environnement d'ici à 2050.

En vert, les zones à forte valeur environnementale où de nouvelles routes devraient être exclues.

En rouge, celles où la production agricole pourrait être développée sans dommage environnemental majeur.

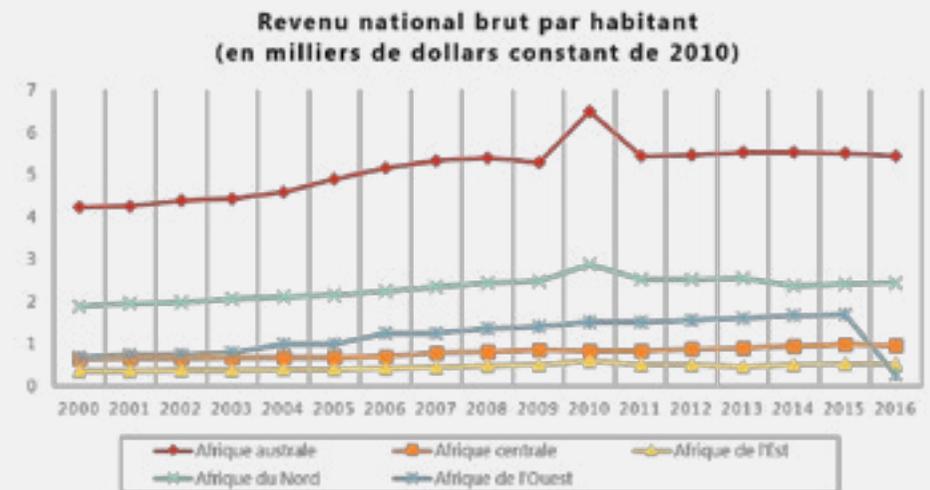
En noir, celles présentant un fort intérêt, à la fois environnemental et agricole.

En blanc, celles à faible valeur environnementale et agricole.

Revue *Nature*, 28 août 2014

Conclusion

- ▶ Le défi agro-alimentaire est, à proprement parler, une question primordiale pour la population africaine.
- ▶ Sa résolution exclut toute solution générale aux problèmes évoqués, mais passe par deux conditions dont la mise en œuvre est d'autant complexe qu'elle ne peut être calquée sur un modèle occidental qui a montré ses limites :
 - ❖ **Le développement d'un modèle d'agriculture durable**, écologiquement intensive, capable de produire des rendements nutritionnels élevés, tout en régénérant les sols déjà dégradés, nécessite une formation, des investissements et des infrastructures, mais, aussi, la coexistence de différents modes de production, adaptés aux zones agroécologiques concernées (agriculture de subsistance et agro-industrie, agriculture traditionnelle et agriculture urbaine, petites exploitations et exploitations de taille moyenne...) et la création d'une filière agro-alimentaire.
 - ❖ **La sécurisation globale de la transformation du monde rural par l'environnement national**, voire sous-régional, mérite d'être assurée par une gouvernance participative et inclusive, une stricte application des lois à tous les niveaux et une pacification accrue.



■ Source : Traitement IRES des données issues de la Banque mondiale et de World Population Prospects

Le programme "Nourrir l'Afrique" (1)

Augmentation spectaculaire de la production et de la productivité : diffusion à grande échelle des intrants, du capital et des technologies, permettant d'accroître la productivité.

Création simultanée de structures de marchés des intrants et des produits agricoles pour réaliser la valeur escomptée d'une plus grande production / la gouvernance et les incitations.

Mobilisation d'un secteur privé bien financé, capable de mettre à l'échelle des expériences agroalimentaires réussies, de développer l'agro-industrie et de stimuler la croissance durable et à long terme.

Le secteur public, comme un facteur clé pour lancer le processus, le mettre à l'échelle et créer un environnement d'actifs et de conditions favorables à la transformation par le secteur privé.

Nourrir l'Afrique utilisera en particulier une approche intégrée, axée sur les matières premières, tout en tenant compte des nombreux goulets d'étranglement présents dans l'ensemble des chaînes de valeur prioritaires des matières premières agricoles et à l'intérieur des agroécologiques correspondantes.

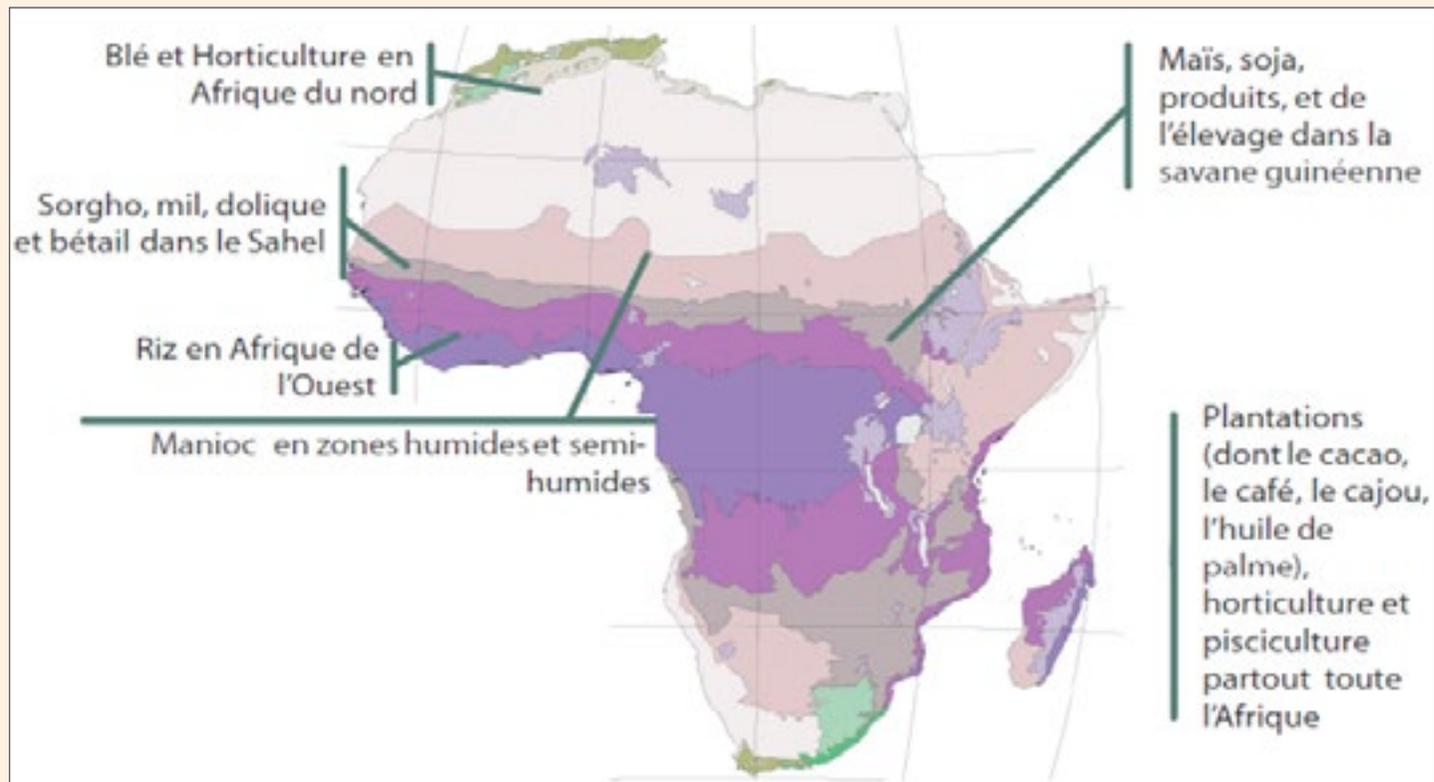
- ▶ "En octobre 2015, la Banque africaine de développement a organisé à Dakar une conférence ministérielle de haut niveau sur le thème "Nourrir l'Afrique : un Plan d'action pour la transformation de l'agriculture en Afrique" en vue de définir une stratégie, dans le cadre des objectifs du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine pour libérer le potentiel agricole du continent et stimuler la création d'emplois, de manière à diversifier les économies africaines.
- ▶ "Nourrir l'Afrique" est fondé sur les engagements pris lors de cet événement ainsi que sur les activités existantes et les engagements antérieurs.
- ▶ La Banque et ses partenaires poursuivront un programme visant à transformer une sélection des principaux produits agricoles et des zones agro-écologiques.
- ▶ La réalisation des objectifs de "Nourrir l'Afrique" passera par le renforcement d'une vaste gamme de chaînes de valeur. Toutefois, à court terme, les ressources cibleront essentiellement des chaînes de valeur agricoles choisies et les zones agro-écologiques connexes. La priorisation de ces chaînes et de ces zones est basée sur la série de critères suivants : la demande future, l'avantage compétitif, la portée d'un redressement concourant à la transformation, le potentiel pour nourrir l'Afrique et les priorités actuelles."

Extrait de la brochure "Nourrir l'Afrique", avril 2017

FOCUS N°9

Le programme "Nourrir l'Afrique" (2)

Chaînes de la valeur ajoutée des produits agricoles et zones agro-écologiques en Afrique



Source : Banque africaine de développement : *Nourrir l'Afrique, la voie vers la transformation agricole en Afrique*

A RETENIR

- ▶ Le monde rural africain demeure une des principales poches de pauvreté du monde.
- ▶ Le changement climatique, la rapide croissance démographique, le manque d'emploi, la dégradation des écosystèmes, l'appauvrissement des sols africains ainsi que l'aridification de la zone sahélienne font peser le spectre de famines récurrentes sur le continent d'ici 2050.
- ▶ Un nouvel intérêt se manifeste, cependant, pour le monde rural, de la part tant des investisseurs étrangers et des gouvernements centraux que des citoyens, devenant de nouveaux *gentlemen farmers*.
- ▶ Avec une vigilance accrue et une gouvernance renforcée, c'est un nouveau modèle de développement agricole que l'Afrique doit inventer, capable de produire vite et en quantité suffisante, tout en régénérant les biomes et en respectant les agriculteurs ruraux traditionnels.



■ Source : <http://www.primeinvestmentslimited.net/page/189/WATER-TREATMENT/>

| Chapitre 3

LE DOUBLE ENJEU DE LA SÉCURITÉ ET DE LA GOUVERNANCE

Les principaux conflits en Afrique entre 1974 et 2017



■ Source : Traitement IRES des données de Military Balance, The International Institute for Strategic Studies

P

ROBLÉMATIQUE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA GOUVERNANCE

Dans un monde de plus en plus densément peuplé, aux ressources surexploitées, à la croissance économique ralentie et aux inégalités accrues, les tensions s'exacerbent, naturellement. Le changement climatique aggrave ces conditions. L'Afrique, plus que n'importe quel autre continent, est particulièrement sensible à cette évolution qui bride son développement.

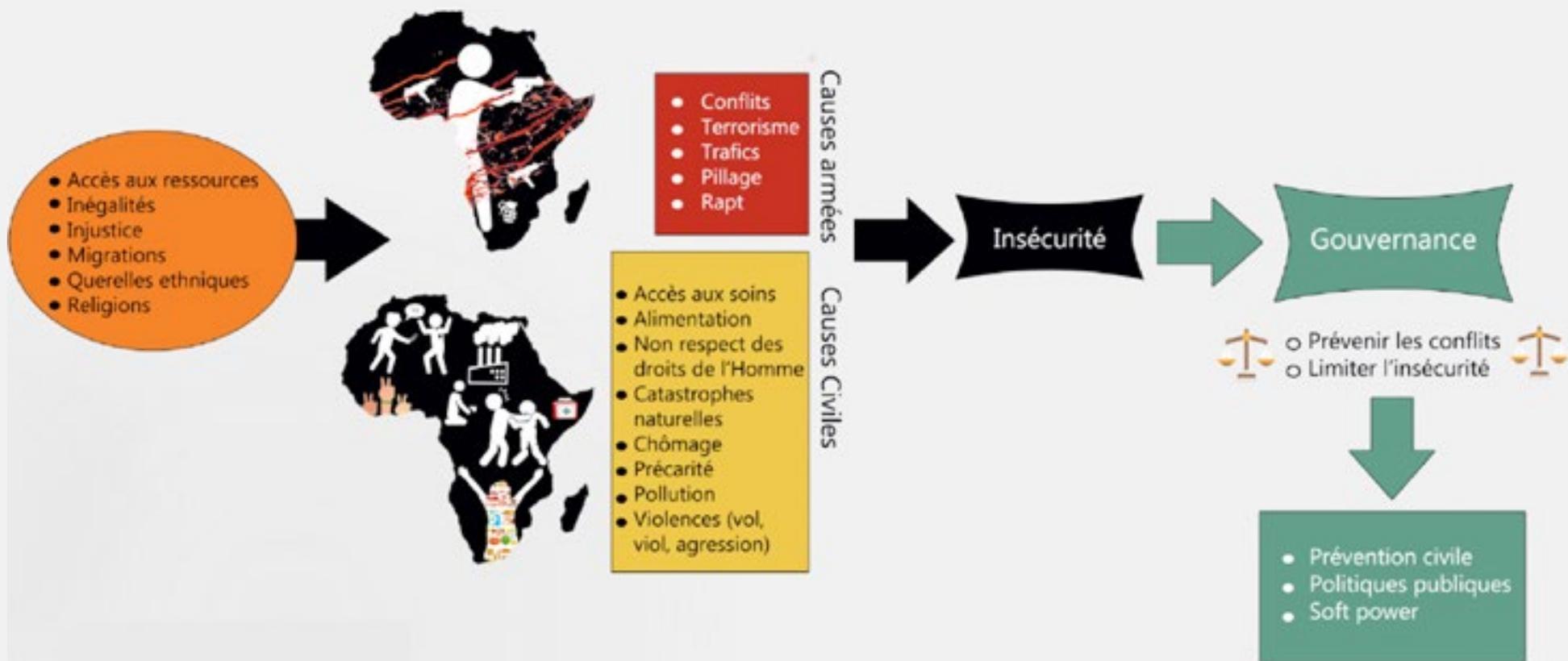
Une insécurité multiforme, individuelle et collective

- ▶ Si, dans la plupart des pays, le degré de violence s'est réduit sensiblement au fil des siècles, il semble avoir évolué en sens contraire dans certains pays africains, culminant avec les massacres des années 90 au Rwanda, en République démocratique du Congo, en Somalie ...
- ▶ Parallèlement, tandis que l'insécurité tend à se transférer du collectif vers l'individuel dans les sociétés pacifiées, un même niveau d'insécurité individuelle et collective coexiste encore dans certains lieux du continent.
- ▶ Cette insécurité est le résultat de multiples causes qu'il importe de bien connaître afin d'y remédier. Mais comme dans beaucoup d'autres régions, la pauvreté peut conduire à la violence, collective ou individuelle.

La gouvernance, nouveau *soft power*

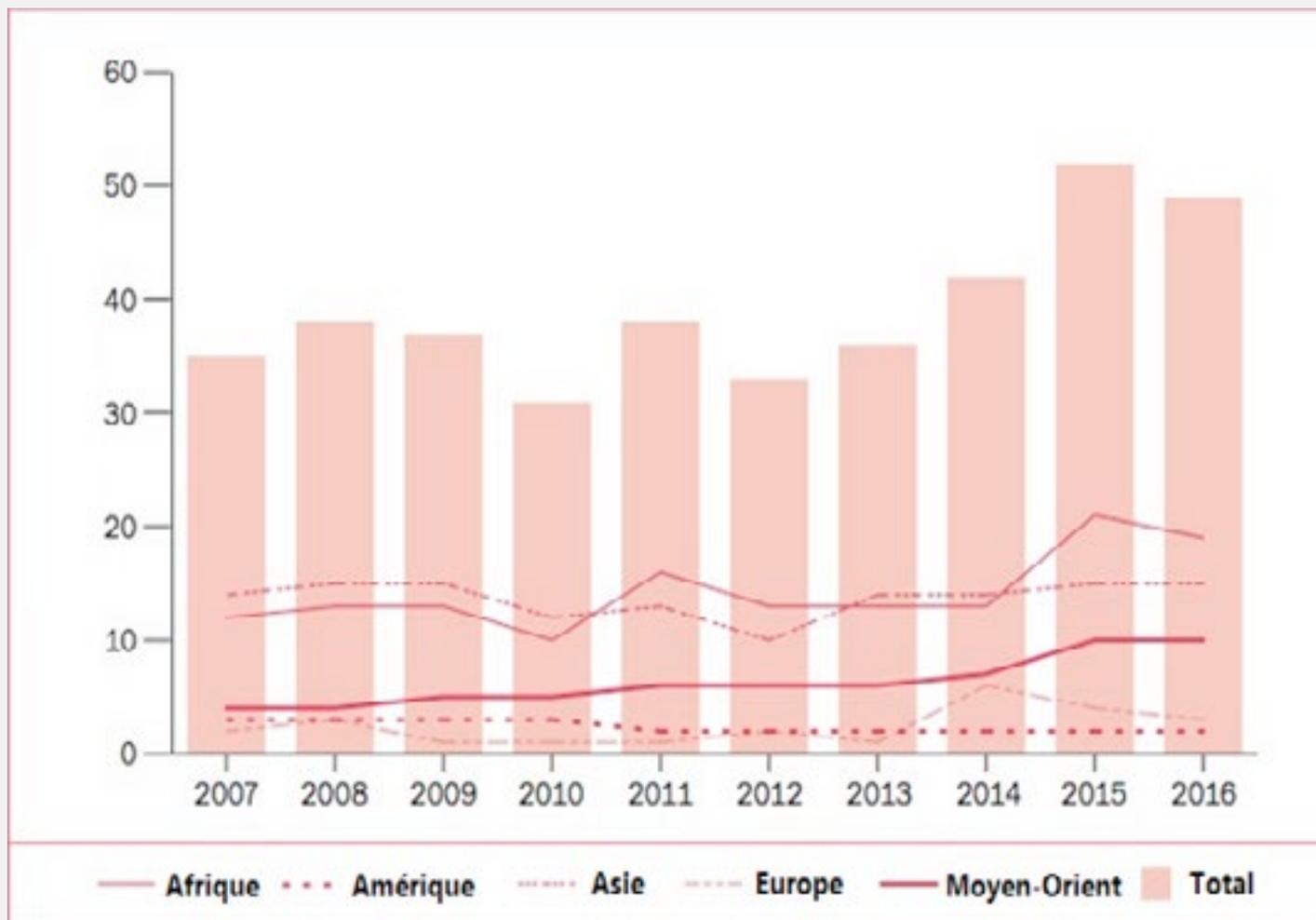
- ▶ Face à cette situation et aux enjeux évoqués précédemment (urbanisation, pauvreté, alimentation, événements climatiques), la gouvernance apparaît au 21^{ème} siècle comme le seul moyen d'anticiper les menaces, de prévenir ou de limiter les catastrophes et d'éviter les conflits, voire d'en venir à bout.
- ▶ Le système mondial de régulation géopolitique a progressivement réussi à réduire la conflictualité sur la planète depuis la dernière guerre mondiale.
- ▶ L'Afrique n'a pas échappé à ce processus, bien que de manière plus progressive. Au cours des deux dernières décennies, des progrès considérables ont été réalisés pour dompter, de manière relativement pacifique, des soubresauts de violence dans des pays africains, tels la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Zimbabwe...
- ▶ L'entrée dans l'ère post-indépendance se manifeste par l'expression croissante de l'aspiration des peuples africains à davantage de liberté et de sécurité. Le défi de la gouvernance du continent est précisément de satisfaire cette aspiration.

Principales causes d'insécurité que la gouvernance doit affronter



■ Source : Infographie conçue par l'IRES

Evolution du nombre des conflits armés entre 2007 et 2016 selon les régions du monde



L'Afrique est parmi les régions du monde enregistrant le nombre le plus élevé de conflits armés.

Source : Traitement IRES du graphique issu de SIPRI: <https://www.sipri.org/node/4275>

A U CŒUR DE LA VIOLENCE : LA MISÈRE (1)

La notion d'insécurité ne cesse de s'étendre, corollaire de la prise de conscience de l'importance de la personne humaine. Tout risque d'atteinte à la dignité de l'Homme, à sa survie et à ses droits, comme à ses biens, est désormais un facteur d'insécurité.

L'insécurité armée

- ▶ La première cause menaçant la sécurité des personnes est le conflit, que ce soit sous une forme collective, comme la guerre ou sous une forme individuelle, comme l'agression.
 - ❖ Tandis que le nombre de conflits interétatiques est en baisse, les conflits internes persistent (160) (cf. Afrique en chiffres n°10). Certains conflits s'enlisent (Darfour, Somalie...), hypothéquant toute forme possible de développement de ces régions où la pauvreté sévit déjà. Depuis 2000, environ 48% des conflits civils dans le monde ont eu lieu en Afrique (161). En 2016, le continent africain a enregistré le plus grand nombre de conflits, s'élevant à 19, suivi par l'Asie de 15 conflits (162).
 - La conjoncture économique mondiale difficile, le nombre de jeunes au chômage, les inégalités croissantes... conduisent à des mouvements civils de révolte sur l'ensemble du continent africain.
 - ❖ Ce terreau de misère systémique (pauvreté, illettrisme) offre des recrues faciles aux mouvements terroristes qui peuvent, à la fois, subsister et se cacher dans les zones inhabitées du continent.
 - ❖ Parallèlement, les bandes armées font rage, sans autre motif que l'enrichissement personnel : les seigneurs de guerre, les barons de la drogue, les pirates (en Somalie depuis 2005 ; dans le Golfe de Guinée depuis 2012...) enrôlent des enfants-soldats, terrorisent les populations locales (vols, viols, assassinats)...

" Le respect total de la souveraineté et de l'unité nationale et territoriale de nos pays respectifs... ne pourrait être pleinement atteint que si les menaces transnationales qui pèsent sur la paix et la sécurité du continent sont, partout et ensemble, combattues avec force et vigueur. Le terrorisme, les actes de piraterie en mer, le crime organisé, les réseaux de traite des êtres humains et le trafic de drogue et d'armes requièrent, en effet, des réponses concertées, inclusives et solidaires..."

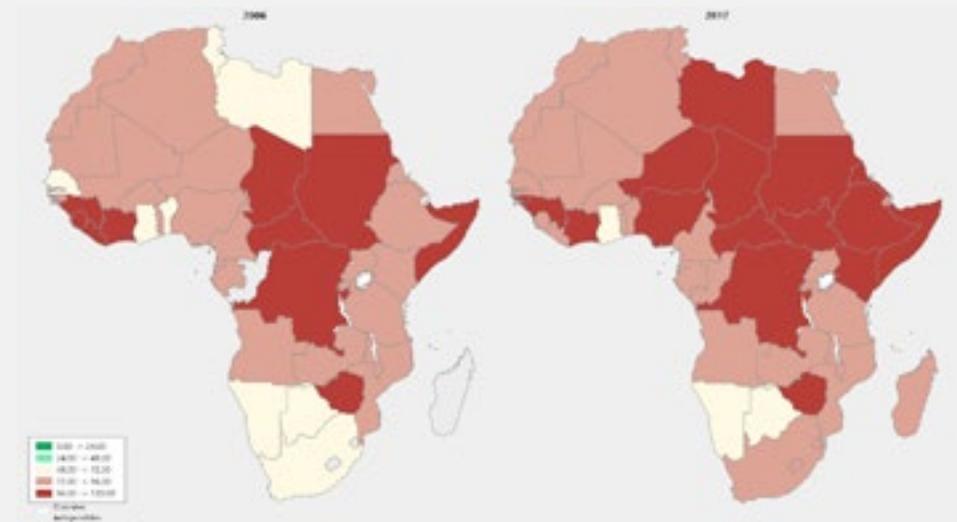
Extrait du Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, lors du 4^{ème} Sommet Afrique-Union européenne, avril 2014

A

U CŒUR DE LA VIOLENCE : LA MISÈRE (2)

- ▶ La volonté de juguler la "loi du plus fort" a donné naissance au droit pour régler les conflits internationaux, comme les exactions individuelles. Mais l'énonciation du droit ne suffit pas, encore faut-il pouvoir l'appliquer.
 - ❖ **Le manque de ressources** permettant de se doter d'une armée ou d'une police régulière, correctement rémunérée, formée et équipée **est la première entrave au respect du droit.**
 - ❖ **La tolérance du non-droit**, voire le bénéfice que certains peuvent en retirer (déstabilisation, corruption, dictature), **forme la seconde entrave à l'établissement d'un Etat de droit** : l'indifférence aux méfaits quotidiens, parfois nécessaire pour survivre, est le pire obstacle à toute tentative d'éradication de cette violence.
 - ❖ **La troisième entrave réside dans l'immensité même du continent** qui permet d'abriter des camps entiers de groupes armés, à la fois sanctuaires et bases d'opérations. Sans un matériel de détection spécifique (satellites, drones), il est difficile de les localiser et, donc, d'en venir à bout.
- ▶ **La corrélation entre la pauvreté et la conflictualité est à prendre en compte pour les décennies à venir**, surtout si la vitesse du développement n'est pas supérieure à celle de la croissance démographique et de la dégradation des ressources.

Fragile state index (score entre 0 : pays stable et 120 : pays très fragile)



■ Source : Traitement IRES des données de l'Institut "Fund for peace"

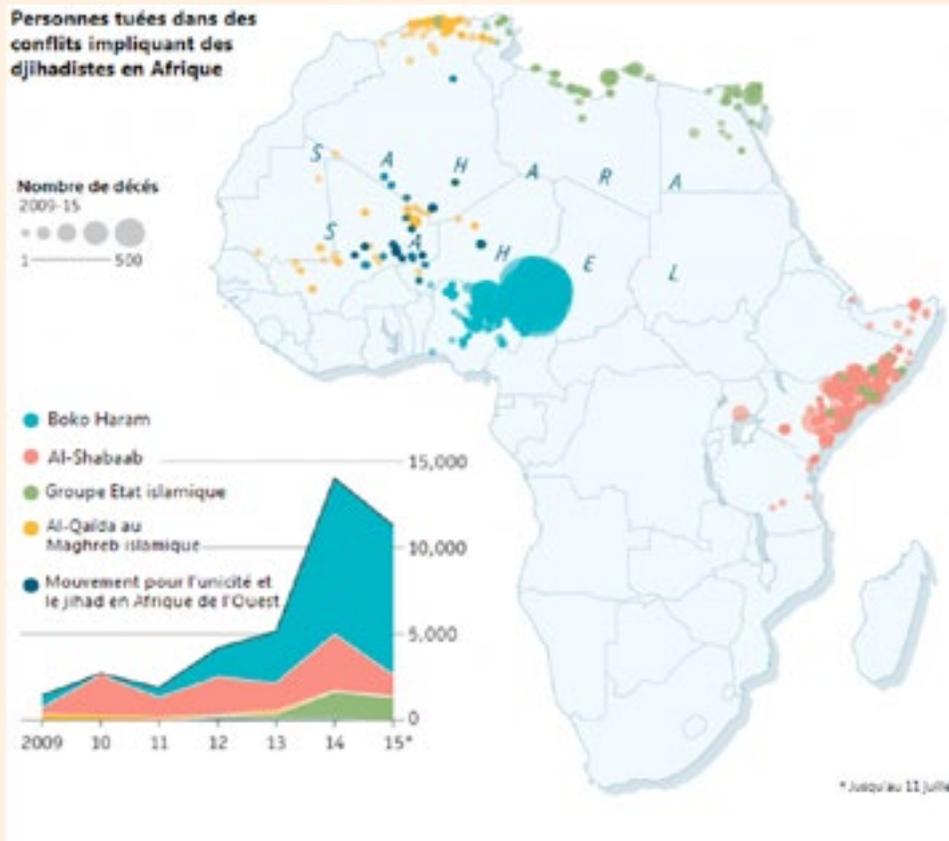
Un golfe à haut risque (1)

- ▶ Le golfe de Guinée est un espace maritime qui couvre environ 16 pays (163). Outre ses ressources en hydrocarbures et ses richesses halieutiques, cet espace constitue un axe maritime important.
 - ❖ Toutefois, l'inégalité de la répartition de cet espace entre les pays riverains crée des désaccords et entretient des conflits latents pour l'appropriation des eaux, l'extension de la zone économique exclusive et la revendication du plateau continental.
 - ❖ L'enjeu majeur de cet espace réside dans le problème de la piraterie. Cette criminalité émergente profite tant du trafic maritime important dans cette zone que du manque de coordination des actions de lutte contre ce phénomène, en augmentation depuis 2012.
 - ❖ Malgré la signature d'un mémorandum d'entente et d'un code de conduite et la mise en place de dispositifs régionaux de coordination, les résultats ne sont pas au rendez-vous. Sont en cause, le retard dans l'opérationnalisation des structures de coordination, les difficultés techniques et l'absence de stratégies globales.
 - ❖ Toutefois, le Sommet extraordinaire de Lomé en octobre 2016 et la signature de la "Charte africaine sur la sécurité maritime" confirment la volonté et la détermination des dirigeants africains de lutter contre la piraterie maritime. Il devient, ainsi, urgent d'éradiquer cette menace qui pèse directement sur l'avenir de l'économie portuaire de la région.
- ▶ **Une éventuelle jonction entre piraterie, terrorisme et trafic de drogue.**
 - ❖ Les actes de piraterie dans la région ont augmenté. Ils ont aussi changé de forme, privilégiant, désormais, l'enlèvement des équipages et des cargaisons de fuel au détournement des cargos.
 - ❖ A cette menace, qui est source d'insécurité pour le transport maritime international dans l'Atlantique du sud, vient s'ajouter le nouveau positionnement de l'Afrique de l'Ouest comme plaque tournante du trafic de drogue (cocaïne, méthamphétamine) entre l'Amérique latine et l'Europe.
 - Les narcotrafiquants, soucieux de maintenir la fragilité des Etats dans lesquels ils opèrent s'allient volontiers aux bandes armées locales pour hâter leur déstabilisation.
 - ❖ Le terrorisme vient chercher tant dans le trafic de stupéfiants que dans la piraterie les sources de revenus dont il a besoin.
 - ❖ On voit, ainsi, se dessiner un axe sahélo-atlantique propice à la jonction, en Afrique de l'Ouest, entre ces trois phénomènes auparavant cloisonnés : le trafic de drogue, la piraterie et le terrorisme. Une coopération sécuritaire s'impose entre l'ensemble des Etats de la région pour en brider le développement, sinon y mettre un terme.

FOCUS N°10

Un golfe à haut risque (2)

Décès liés aux conflits impliquant les groupes djihadistes en Afrique



Source : Traitement IRES _ <https://www.economist.com/blogs/graphicdetail/2015/07/daily-chart-jihadists-africa>

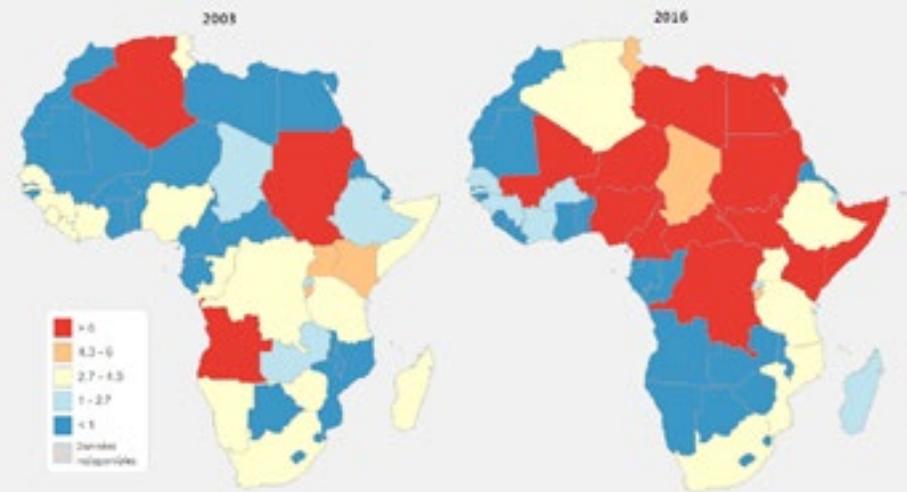
Le golfe de Guinée et l'enjeu sécuritaire



A U CŒUR DE LA VIOLENCE : LA MISÈRE (3)

- ▶ Plus le monde devient complexe, plus les risques grandissent et les menaces se multiplient. **Les facteurs de tension** croissent en conséquence, comme :
 - ❖ **l'insécurité alimentaire**, notamment au Sahel et dans la Corne de l'Afrique où sévit la sécheresse et en Afrique du Sud où le stress hydrique devient particulièrement préoccupant,
 - ❖ **l'insécurité politique** qui se manifeste à travers les violences électorales et post-scrutins,
 - ❖ **l'insécurité économique** qui se reflète à travers le nombre de chômeurs, la faiblesse des revenus, la vulnérabilité des ménages au moindre accident de parcours (maladie, veuvage) et la difficulté des jeunes à obtenir un emploi,
 - ❖ **le sentiment d'injustice sociale**, une autre forme d'insécurité qu'éprouve un pan des sociétés africaines, exclu des dividendes du développement ou de l'exploitation des ressources de leur pays,
 - ❖ **les déplacements forcés** : en 2016, sur les 65 millions de personnes déracinées au niveau mondial, l'Afrique compte 19 millions de personnes (164).
- ▶ La misère qui en résulte offre des proies faciles aux extrémismes de toutes sortes, à commencer par les groupes terroristes qui prolifèrent depuis 10 ans. Ceux-ci non seulement comblent le vide sécuritaire, mais vont jusqu'à assurer l'administration territoriale (impôts) et judiciaire (tribunaux) et l'encadrement "religieux" des citoyens dans les pays vulnérables.

Indice Global de Terrorisme
(Score entre 0 : aucune incidence de terrorisme et 10 : impact élevé du terrorisme)



■ Source : Traitement IRES des données de "Institute for Economics and Peace"

A

U CŒUR DE LA VIOLENCE : LA MISÈRE (4)

L'insécurité civile

- ▶ Parallèlement à l'insécurité armée, dont les multiples causes contribuent à accroître la conflictualité, il y a aussi l'insécurité civile qui résulte des menaces que font peser les risques naturels (climatiques ou géologiques) et les risques inhérents aux activités humaines (accidents du travail, risques industriels, ...) et des conflits.
 - ❖ L'année 2017 a été, pour l'Afrique, une des pires années en matière de catastrophes naturelles : pluies torrentielles en Guinée, au Sénégal, au Nigéria, en Sierra Leone, au Niger ; sécheresse en Afrique du Sud, en Somalie, au Kenya, en Ethiopie...
- ▶ Cette insécurité globale – alimentaire, sanitaire, économique, éducative, politique, environnementale – conduit un nombre croissant d'Africains à migrer pour chercher de meilleures conditions de vie ailleurs (cf. Focus n°4 et l'Afrique en chiffres n°11).
- ▶ En réalité, les menaces ont toujours existé, mais **deux facteurs expliquent le niveau actuel d'insécurité** :
 - ❖ **L'indigence de la protection civile**, voire l'absence de prise en charge des victimes et des dommages, alors que ceux-ci atteignent une ampleur inconnue jusqu'alors.
 - ❖ La conjonction de ces événements avec **l'insécurité armée**.



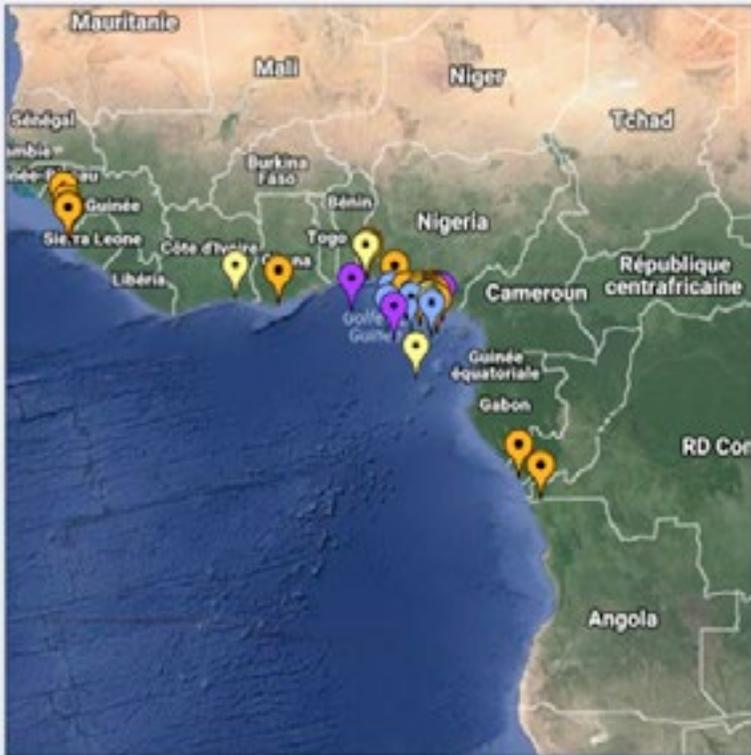
"Je pense au corps de cet enfant échoué sur la plage, symbole de ces Africains venus chercher un avenir et avalés par la mer. Il faut s'attaquer à tout ce qui peut les inciter à quitter le continent au péril de leur vie."

John Dramani MAHAMA, ancien président du Ghana, septembre 2015

Crédit Photo Mahmud Turkia. AFP

A PIRATERIE MARITIME EN AFRIQUE

Actes de piraterie au Golfe de Guinée en 2017



Actes de piraterie dans la corne d'Afrique en 2017



 = Tentative d'attaque
  = Abordage
  = Tir
  = Détournement
  = Navire suspect

■ Source : International Maritime Bureau
 Piracy & Armed Robbery Map 2017

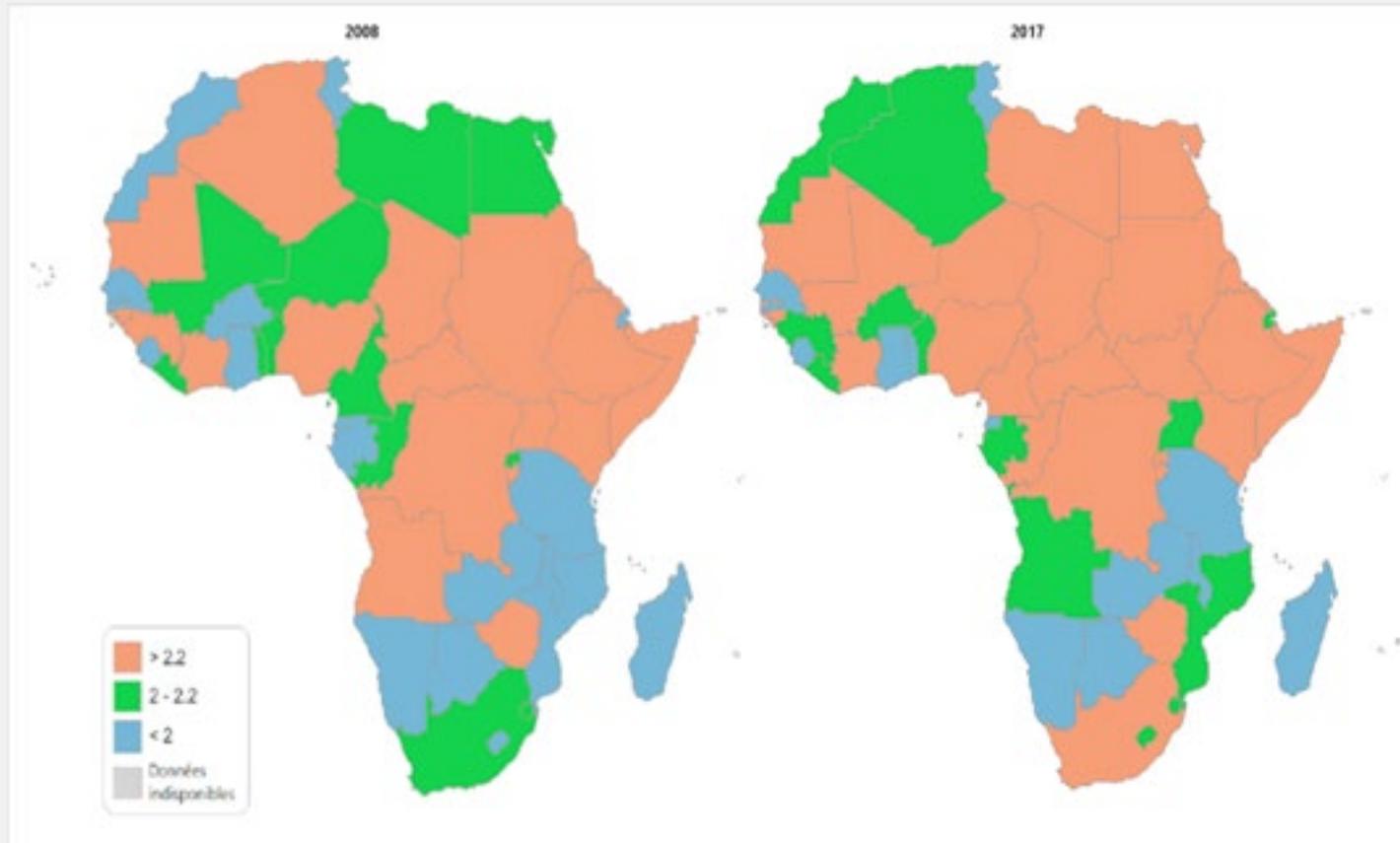
Selon le Bureau maritime international, les actes de piraterie dans le monde ont atteint leur plus bas niveau depuis une décennie. Le Golfe de Guinée est le seul où les actes de piraterie ont augmenté, dépassant, à partir de 2012, ceux perpétrés dans la Corne d'Afrique.

Le Golfe de Guinée a enregistré 90 actes entre 2016 et 2017 contre 39 en 2010 (165). Le coût généré par cette criminalité a été évalué à environ 800 millions de dollars en 2016 (166).

Les conflits

- ▶ Les conflits internes, la guerre, le terrorisme et les dictatures dans le monde ont forcé un nombre important de citoyens à se déplacer et à demander l'asile dans d'autres pays, allant à la recherche d'une sécurité même précaire.
- ▶ Entre 1946 et 2016, l'Afrique a connu 88 coups d'Etat, 153 tentatives de coups d'Etat, 14 guerres civiles, 24 rébellions et conflits armés (167).
- ▶ Actuellement, sur les 15 opérations de maintien de la paix des Nations Unies, 8 se déroulent dans le continent africain avec un nombre total de 106.544 personnes déployées, réparties entre militaires, observateurs internationaux volontaires de l'ONU et personnes civiles. A titre illustratif, le coût de ces opérations représente, en moyenne par an, près de 3,5 milliards de dollars (168).
- ▶ Les pays dont le PIB par habitant s'élève à 250 dollars ont 15% de chances qu'une situation évolue vers un conflit, contre 4% pour les pays dont le PIB par habitant s'élève à 1.250 dollars ou plus (169).
- ▶ Les pertes économiques du Kenya, dues aux violences post-électorales de 2008, sont estimées à 3,6 milliards de dollars (170).
- ▶ En Somalie, 1.121 enfants ont été tués ou mutilés en 2016 et les agressions sexuelles dans ce pays ont touché 311 enfants (310 filles et un garçon) (171) (172).
- ▶ Au Soudan du Sud, 1.022 enfants ont été recrutés et utilisés comme enfants soldats en 2016 contre 162 cas en 2013 (171) (172).
- ▶ En 2016, le nombre de victimes parmi les enfants en République démocratique du Congo est le plus élevé depuis 2012 (171).
- ▶ Les agressions sexuelles contre les filles sont très courantes au Nigéria, en République démocratique du Congo, au Soudan, au Soudan du Sud et en Somalie (171).
- ▶ En République centrafricaine, le nombre d'enfants recrutés et utilisés comme enfants soldats est passé de 188 enfants en 2013 (171 garçons et 17 filles) à 74 en 2016 (50 garçons et 24 filles) dont certains n'avaient guère plus de neuf ans. L'ONU a confirmé qu'en 2016, 55 filles ont été victimes de viol et d'autres formes de violence sexuelle. Les cas d'enlèvement ont touché, en 2016, 98 enfants dont 66 garçons et 32 filles (171) (172).
- ▶ Les attaques asymétriques de groupes armés non étatiques ont eu des répercussions graves sur les enfants en Somalie, de même qu'au Nigéria et dans les pays voisins, surtout le fait de contraindre les enfants à commettre des attentats-suicides. Le nombre de violations commises par les Chabab, Boko Haram, l'Etat islamique et les Taliban s'est établi à plus de 6.800 en 2016 en Afrique, mais, également, au Moyen-Orient (171).

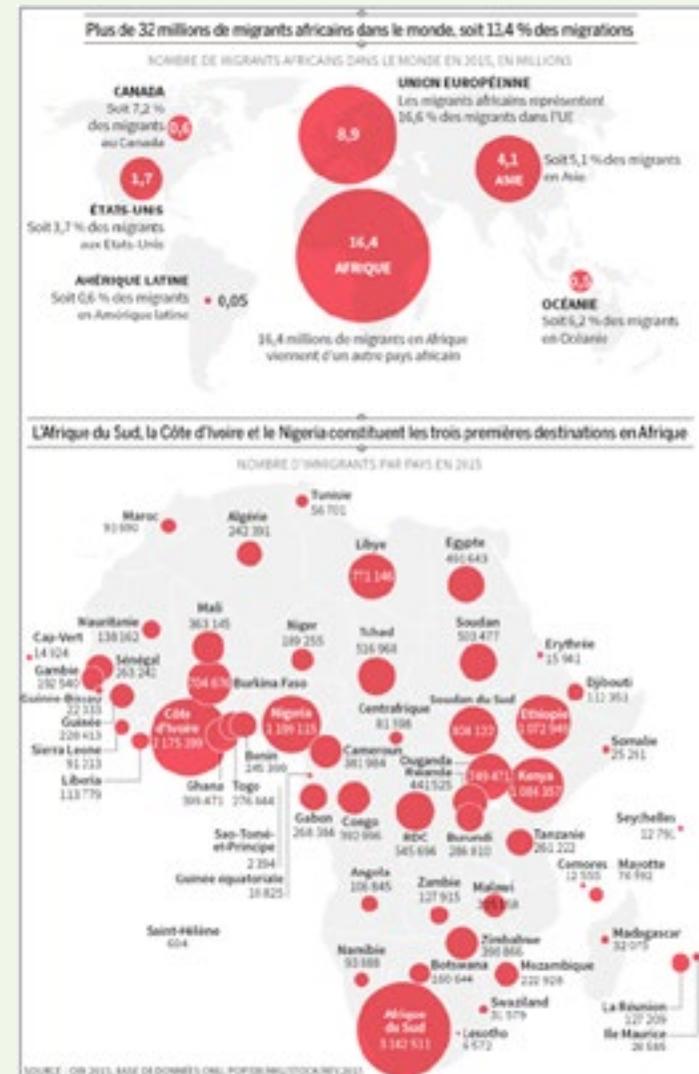
Indice Global de Paix (score entre 1 : très paisible et 5 : non paisible)



■ Source : Traitement IRES des données de "Institute for Economics and Peace"

Les migrations

- ▶ 32,5 millions d'Africains résidant hors de leur pays d'origine en 2015 (173), soit 2,6% de la population du continent (4). Leur répartition selon leur région d'origine en 2015 est la suivante (173) :
 - ❖ Afrique du Nord : 27,2%.
 - ❖ Afrique de l'Ouest : 25,8%.
 - ❖ Afrique de l'Est : 24,7%.
 - ❖ Afrique australe : 13,8%.
 - ❖ Afrique centrale : 8,5%.
- ▶ Destination des migrants africains (173) :
 - ❖ En 2015, plus de 50% des migrants africains sont restés à l'intérieur du continent, soit 16,4 millions d'Africains.
 - ❖ 28% ont pris la direction de l'Europe.
 - ❖ Le reste s'est dirigé vers l'Amérique du Nord et certains pays du Moyen-Orient et d'Asie.
- ▶ Routes migratoires Afrique-Europe :
 - ❖ Route centrale vers l'Italie, à partir de la Libye via le Niger.
 - ❖ Route occidentale vers l'Espagne, à partir du Maroc via le Mali.



■ Source : Organisation Internationale pour les Migrations _ Retraitement IRES

La diversité ethnique : facteur de risque de la violence en Afrique ou richesse à exploiter ?

- ▶ Les conflits ethniques ont fortement marqué l'Afrique pendant des décennies. Les frontières tracées au gré des puissances coloniales n'ont pas respecté les réalités identitaires, ethniques, linguistiques et religieuses des peuples africains (174) (175).
- ▶ Les nouvelles frontières établies ont nié les réalités des identités africaines et ont renfermé des communautés peu homogènes, voire antagonistes, chargées, souvent, de multiples forces déchainées (174).
- ▶ Après le départ des colons, un grand nombre d'Etats africains ont vu dans la diversité ethnique un risque pour l'unité nationale et ont essayé, par ricochet, de la maîtriser. La diversité ethnique est devenue un obstacle à la stabilité sociale puisque certains groupes ethniques ont bénéficié d'un traitement de faveur de la part de certains dirigeants africains : l'accès inéquitable au pouvoir et aux ressources entre les différents groupes ethniques partageant le même espace a entraîné l'apparition de grands conflits ethniques en Afrique. Une situation qui s'est révélée endémique dans certaines régions du continent (176).
- ▶ Le dernier génocide du 20^{ème} siècle a eu lieu au Rwanda en 1994 et a fait un million de victimes, en l'espace de 3 mois (177).
- ▶ Dans la région des Grands Lacs (Rwanda, Burundi, République démocratique du Congo et Ouganda), les séquelles du génocide des années 1990 demeurent présentes. Cette région est restée instable, surtout dans l'est de la République démocratique du Congo.
 - La région du Kivu connaît, toujours, des massacres et des déchirements entre les différentes factions rebelles. L'absence de volonté politique pour régler ce conflit et l'ingérence de certains pays de la région empêchent sa stabilisation. Avec un nombre, estimé par l'organisation "International Rescue Committee", de plus de 6 millions de victimes depuis 1998, la région a connu la plus grande catastrophe humanitaire en Afrique.

Des conflits ethniques mal éteints ou le risque d'un nouveau cycle de violence ?

- ▶ L'arc d'instabilité qui s'étend du Sahel à la Corne de l'Afrique ainsi que la région des Grands Lacs sont des zones à risque élevé où sévissent les épidémies, la famine et les conflits.
- ▶ La situation sécuritaire dans ces deux espaces est très incertaine, du fait de l'émergence de conflits nés dans d'autres contextes historiques. Les conflits ethniques autour de tracés établis par les colonisateurs dans la région ont ré-émergé ces dernières années du fait :
 - de la crise de gouvernance de certains Etats,
 - de la dichotomie entre centre et périphérie,
 - d'un modèle de développement non inclusif et d'une distribution inéquitable des richesses,
 - de la décomposition totale des structures institutionnelles de certains Etats, comme la Somalie et le Soudan du Sud.



Photo Karel Prinsloo

A U CŒUR DE LA SÉCURITÉ : LA GOUVERNANCE (1)

► **Une Afrique à deux vitesses se dessine.** Celle qui prospère relativement, qui est ouverte, brassée, quelque peu apaisée, gouvernée de manière démocratique pour se développer au mieux de l'intérêt général. Celle qui stagne, qui est pauvre, mal nourrie, violentée, en butte à des conflits permanents dont la richesse est accaparée par une minorité qui gouverne d'une poigne de fer ou par l'intermédiaire de bandes armées insatiables. Les deux coexistent au même endroit, ce qui rend la gouvernance de l'ensemble d'autant plus nécessaire.

► **La paix à tout prix**

Certes, la vulnérabilité du continent est encore tangible.

- ❖ D'une part, beaucoup de jeunes Etats africains paient le prix de leur immaturité avec des conflits armés, une instabilité politique, une fragilité étatique.
- ❖ D'autre part, des conditions externes, comme le changement climatique, les crises économiques mondiales et la raréfaction des ressources ne leur laissent pas le temps de murir sereinement, comme la plupart des autres Etats du monde l'ont fait avant eux.
- ❖ Confrontés à une insécurité globale qui s'accélère, les Etats africains doivent mettre les bouchées doubles, lutter, tout en se construisant, trouver leur autonomie, tout en dépendant de l'aide extérieure.

► **Mais des progrès considérables ont été réalisés en Afrique subsaharienne, ces dernières décennies, en matière de résolution des conflits et de maintien de la paix.** Le Libéria, la Sierra Leone ou le Burundi ont montré qu'il était possible de sortir de véritables guerres civiles pour s'engager dans la voie d'un développement durable.

- ❖ En écho à des processus ancestraux de décrispation sociale, comme *la parenté à plaisanterie* ouest-africaine, le processus de réconciliation est une caractéristique du modèle de gouvernance africain qui se déploie sur tout le continent :
 - Commission *Vérité et Réconciliation* (VCR) en Afrique du Sud (1995) ; Instance *Equité et Réconciliation* au Maroc (2003-2005) ; Commissions analogues au Libéria, au Burundi, au Togo, en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone et en Tunisie ; *Vérité et réconciliation, Réparation et indemnisation et Refondation de la nation* à Madagascar (2015).
- ❖ Au sein de l'Union africaine, trois instruments de gouvernance sécuritaire et judiciaire ont été mis en place : la Cour de justice, le Conseil de paix et sécurité qui œuvre pour la prévention des conflits et la Force africaine en attente (ASF), une force permanente de paix, à l'échelle continentale.
- ❖ Enfin, les Organisations non-gouvernementales du continent sont devenues des parties prenantes de la paix. Elles sont nécessaires pour apporter des solutions africaines à des problèmes africains.

Des politiques publiques qui se cherchent

- ▶ L'instauration d'un Etat de droit, capable d'assurer et de maintenir la paix au sein d'un territoire donné se traduit, outre son système judiciaire, par les politiques publiques mises en œuvre et les moyens qui leur sont accordés.
 - ❖ En plus de la sécurité militaire et alimentaire (cf. chapitre précédent), la sécurité civile est un devoir majeur de tout Etat. Elle comporte la protection contre les calamités de toutes sortes et l'accès aux soins et à des conditions sanitaires acceptables.
- ▶ L'anticipation et la réduction des risques, la gestion des catastrophes et le management à court, moyen et long terme des conséquences du changement climatique (cartographie des risques, systèmes d'alerte massive, routes d'évacuation, organisation du déplacement des populations...), l'organisation de la santé au quotidien (hôpitaux, dispensaires, premiers secours) constituent, déjà, une préoccupation majeure pour la plupart des Etats africains.
 - ❖ La 1^{ère} rencontre africaine de l'Organisation internationale de protection civile (Ouagadougou, 2013) a montré l'importance de cette question pour les 22 pays africains présents, notamment face à l'accroissement des catastrophes naturelles (plans d'action, dispositifs de secours, systèmes de prévention).
- ▶ Mais cette protection, comme la sécurité contre les violences armées transnationales ou domestiques, est difficile à assurer. Elle requiert à la fois des connaissances spécialisées et des ressources financières.
 - ❖ Les connaissances étant généralement fournies par les programmes d'aide des Nations-Unies, le modèle occidental tend à s'imposer d'emblée. Pourtant, à l'exemple de l'urbanisation africaine, le continent développe ses propres particularités qui imposent la création d'un modèle africain spécifique de gestion de la sécurité civile.
 - ❖ La nécessité de devoir recourir à des sources de financement extérieur est une autre difficulté qui pèse sur l'efficacité et l'autonomie des politiques publiques africaines. L'aide étrangère est, en effet, souvent entachée de conditionnalités...
 - Sans cette aide, il est parfois impossible de réduire le fossé entre urgences humanitaires et développement à long terme, par exemple, lorsqu'il faut aider les réfugiés ou les anciens combattants à se réinstaller et à reprendre au plus vite une activité économique (logements, micro-crédits, mutualisations).
 - ❖ **La coopération internationale** tant intracontinentale qu'extérieure **apparaît, donc, comme une nécessité, mais son coût, en termes de contreparties, est parfois exorbitant et peut obérer l'autonomie africaine.**

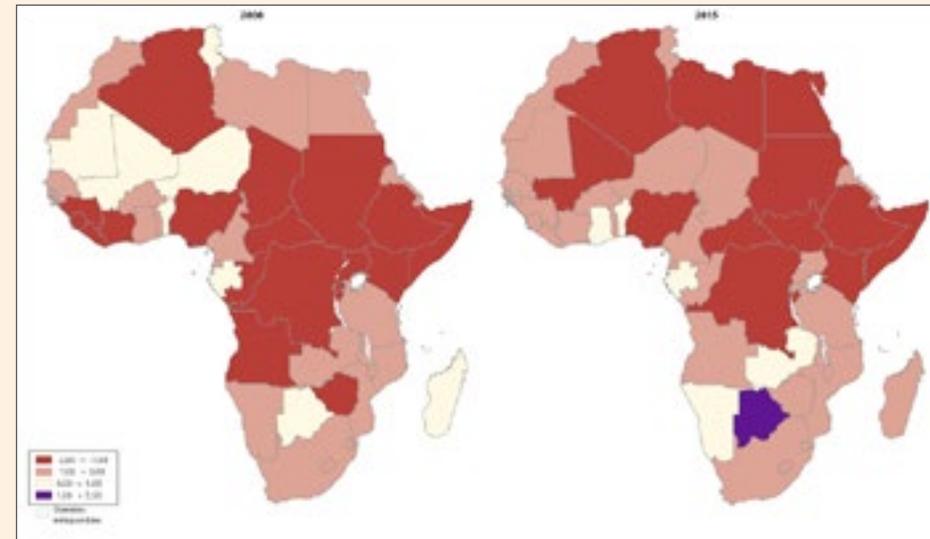
L'Etat de droit en Afrique

Définition des principales dimensions de l'Etat de droit

- ▶ "Performance : les institutions fournissent des services efficaces et efficaces, accessibles à la population et sensibles à ses besoins.
- ▶ Intégrité, transparence et redevabilité : les institutions opèrent de façon transparente et avec intégrité et sont tenues pour responsables, au regard des normes et des règles de conduite.
- ▶ Traitement des membres des groupes vulnérables : comment les institutions de justice pénale traitent les minorités, les victimes, les mineurs ayant besoin de protection ou en conflit avec la loi et les malades mentaux ?
- ▶ Capacité : les institutions disposent des ressources humaines et matérielles nécessaires pour exercer leurs fonctions et des moyens (administratifs et de gestion) de déployer ces ressources efficacement."

Extrait des Indicateurs de l'Etat de droit des Nations-Unies, Guide d'application et outils de gestion de projet, Nations-Unies, 2012

Indice de l'Etat de droit (plus le score est élevé, meilleure est la situation)



Source : Traitement IRES des données de la Banque Mondiale

- ▶ L'indice "Etat de droit" mesure la perception du degré de confiance des citoyens dans les règles de la société et leur respect, notamment la qualité des mesures d'application des contrats et des droits de propriété, des services de la police et des tribunaux. Il mesure, également, la probabilité d'avènement de la criminalité et de la violence.



"En cinquante ans, le lac est passé d'une superficie de 25.000 à 2.500 km² à peine. Plus de 30 millions de personnes vivent sur ses rives de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. La crise environnementale a créé une situation explosive qui dégénère souvent en conflits régionaux, nationaux et même internationaux".

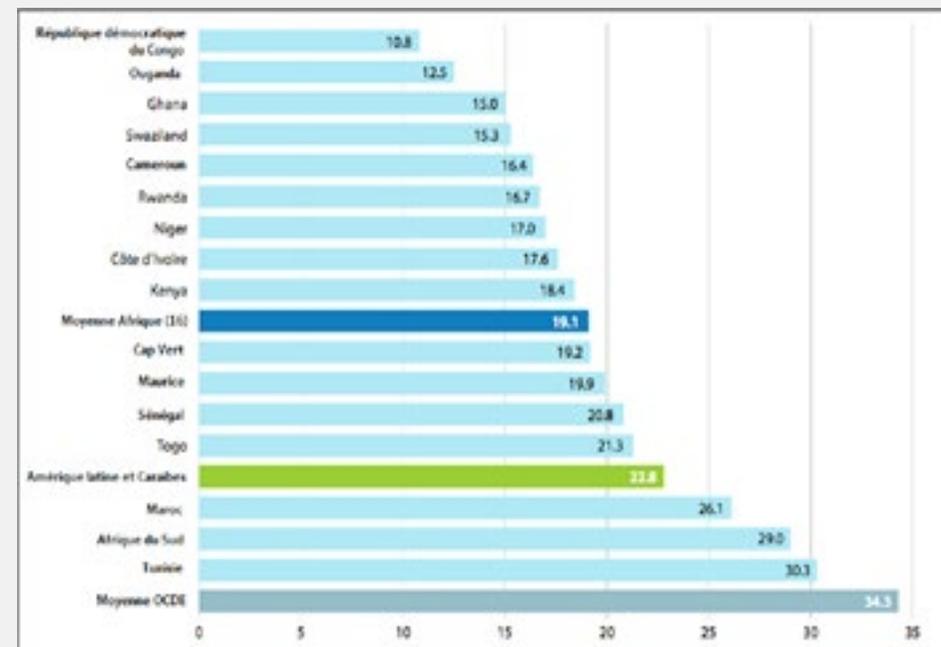
Hindou Oumarou Ibrahim, coordinatrice de l'Association des femmes peules autochtones du Tchad (178)

Source : http://information.tv5monde.com/sites/info.tv5monde.com/files/assets/images/AP_789231672332.jpg

A U CŒUR DE LA SÉCURITÉ : LA GOUVERNANCE (3)

- ▶ Dans un contexte de ressources fiscales limitées (cf. graphique contre) et de besoins immenses sur le plan social et en ce qui concerne l'édification des infrastructures, la mise en œuvre des orientations stratégiques d'un pays et des politiques publiques qui les incarnent est cruciale pour le devenir de sa population.

Recettes fiscales en % du PIB en 2015



■ Source : Traitement IRES des données du rapport "Statistiques des recettes publiques en Afrique 1990-2015" de l'OCDE

Outre la sécurité alimentaire (cf. chapitre précédent), deux autres exemples illustrent, particulièrement, cette situation en Afrique :

- ▶ **La sécurité sociétale** (social unrest) est de plus en plus menacée par la proportion élevée de migrants au sein d'une population.
 - ❖ Les causes résident, surtout, dans l'impréparation des pays d'accueil en matière de biens et de services de première nécessité (hébergement, soins, alimentation) et d'insertion socio-économique (régularisation, accès à l'emploi et à l'éducation).
 - ❖ De plus, la coopération régionale et les appareils gouvernementaux s'avèrent insuffisants en matière de gestion des flux migratoires et de renforcement des systèmes d'asile et de protection des réfugiés. La question est d'autant plus importante que ces migrants sont une proie facile du terrorisme et des autres activités illégales et que le nombre, déjà élevé de réfugiés : 1,2 million de personnes en Ouganda en 2017, 0,8 million en Ethiopie (164) pourrait croître d'ici 2050, du fait du changement climatique.

- ▶ **La lutte contre la pauvreté**, clé de l'insécurité, passe par une gouvernance économique efficace et un choix de modèle de développement fort différent de l'actuel.
 - ❖ La priorité de l'Afrique est de créer les postes d'emploi nécessaires pour satisfaire la demande de travail d'ici 20 ans. Or, bien que le continent ait presque doublé son PIB sur les quinze dernières années (179), l'économie africaine pourrait, à peine, générer 100 millions d'emplois sur la période 2015-2035, chiffre à comparer avec les 450 millions d'Africains qui entreraient dans le marché du travail durant la même période (180).
 - ❖ Le risque d'explosion sociale étant élevé, cette situation devient d'autant plus critique que l'automatisation progresse à grand pas dans le reste du monde. Ainsi, l'Ethiopie, dont le modèle économique s'appuie sur une main d'œuvre à bas coût, pourrait perdre jusqu'à 85% de ses emplois (181).

A U CŒUR DE LA SÉCURITÉ : LA GOUVERNANCE (5)

Vers une gouvernance africaine ?

- ▶ Si la colonisation a pu être un facteur d'amélioration matérielle dans certains pays (infrastructures, éducation, industrie), elle a, néanmoins, eu un effet particulièrement négatif sur les systèmes de gouvernance locaux qu'elle a cherché à détruire.
 - ❖ **Le découpage colonial des territoires est un des moteurs continus de la conflictualité du continent.** Inique et arbitraire, divisant sciemment les ensembles ethniques, tribaux et confessionnels, il a conduit à des déchirements qui ont émaillé les rapports entre les communautés, générant des situations génocidaires sans précédent dans l'histoire de l'Afrique du 20^{ème} siècle.
 - ❖ **En revanche, la résilience des systèmes de droit coutumier traditionnels leur a permis de perdurer** en parallèle ou en cachette des gouvernements coloniaux. Après l'indépendance, certains dispositifs de droit coutumier ont été intégrés aux nouvelles constitutions, comme la Chambre nationale des chefs au Ghana (cf. Focus n°13).
- ▶ Or, la gouvernance africaine a existé bien avant l'arrivée des Arabes, des Asiatiques ou des Occidentaux. Les royaumes africains connaissaient, alors, une structure étatique, semblable aux monarchies parlementaires actuelles, fondées sur des règles sociétales complexes et minutieuses et d'une grande efficacité en termes de cohésion sociale (182). **Sans interférences extracontinentales, l'évolution de ces systèmes politiques aurait été analogue à celle des autres systèmes de gouvernance dans le monde.**
 - ❖ La palabre, lieu de rencontre et de discussion publique est un mécanisme ancestral de démocratie participative : la volonté générale qui s'en dégage s'impose à l'autorité gouvernante. Bien qu'amenuisée, elle est encore présente dans bien des aspects des sociétés africaines modernes, notamment les affaires familiales (183).
 - ❖ Les Conseils des anciens (comme le *kiama* des Kikuyu) sont des instances qui siègent à côté des chefs, comme un parlement. Leur pouvoir est grand au sein des sociétés traditionnelles gérontocratiques (comme la boulé dans la Grèce antique) où seule l'expérience, donc l'âge, apporte la maturité nécessaire pour administrer sagement les intérêts de la communauté et garantir la stabilité sociale (184).
- ▶ Un nombre croissant de penseurs et d'Etats africains sont conscients que **le modèle politique occidental n'est pas forcément meilleur ou plus légitime que les modèles africains ancestraux.** D'où leur quête d'un modèle hybride, correspondant, à la fois, aux normes internationales dans lesquelles l'Afrique souhaite s'inscrire et au degré de maturité politique de nations qui n'ont bénéficié que d'un demi-siècle d'une autonomie alors que d'autres nations en ont joui pendant plus d'un millénaire... A son rythme, l'Union africaine fait déjà office de Conseil des anciens à l'échelle du continent.

A RETENIR

- ▶ Le niveau de sécurité d'une ville ou d'un Etat conditionne son niveau de développement.
- ▶ Les conflits africains sont souvent orchestrés par ceux qui en bénéficient des néo-colonisateurs aux groupes extrémistes.
- ▶ Seules l'éducation, la sûreté de l'information et la prospérité permettent de résister à l'attraction de la violence.
- ▶ Ni singularité, ni exception, la gouvernance africaine est un système hybride qui se cherche encore, entre gestion des urgences et préparation du long terme, ampleur des besoins et rareté des ressources, démocraties apaisées et dictatures corrompues.
- ▶ Pour les pays africains, le modèle sécuritaire devrait prendre en considération la spécificité africaine et ne pas juste se contenter de la doctrine universelle en la matière.

SM Le Roi Hassan II
09-07-1929 -> 23-07-1999

Les batailles de la vie ne sont pas gagnées par les plus forts, ni par les plus rapides, mais par ceux qui n'abandonnent jamais

Thomas Sankara
21-12-1949 -> 15-10-1987

la démocratie est le peuple avec toutes ses potentialités et sa force.
Nous préférons un pas avec le peuple, que 10 pas sans le peuple !
La maladie ne se guérit point en prononçant le nom du médicament, mais en prenant le médicament.

Kwame Nkrumah
21-09-1909 -> 27-04-1972

Nous ne sommes confrontés ni à l'Est ni à l'Ouest : nous faisons face à l'avenir.
Nous préférons l'autonomie en présence du danger sur la servitude dans la tranquillité.

Patrice Lumumba
02-07-1925 -> 17-01-1961

Je suis né dans une famille de croyants, on m'a toujours dit tu dois être bon... mais ce que moi je ne comprenais pas c'est comment est-ce que ceux qui enseignent qu'il faut être bon ne sont pas bons eux-mêmes.

■ Source : Traitement IRES _ <https://www.behance.net/gallery/21264267/Citations-de-feu-Hassan-II> ;
<http://www.afrinous.com/article-hommage-aux-panafricanistes-108024630.html>

B

IBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (1)

- (1) United Nations. Department of Economic and Social Affairs. *World population prospects: the 2017 revision*. 2017
- (2) Haut-Commissariat au Plan. *Recensement général de la population et de l'habitat 2014*. 2014
- (3) *Base de données de l'Observatoire mondial de la santé*. Base de données en ligne. Organisation Mondiale de la Santé. <<http://www.who.int/gho/database/fr/>>
- (4) *World population prospects: the 2017 revision*. Online database. United Nations, Department of Economic and Social Affairs. <<https://esa.un.org/unpd/wpp/>>. Calculs IRES
- (5) United Nations. Department of Economic and Social Affairs. *World urbanization prospects: the 2014 revision: Highlights*. 2014
- (6) Le Monde Afrique. "L'Afrique en villes", notre série d'été en 28 épisodes, 15 reporters et 10 000 km. *Le Monde Afrique*, [en ligne], 30 juillet 2017. URL : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/30/l-afrique-en-villes-notre-serie-d-ete-en-28-episodes-15-reporters-et-10-000-km_5166712_3212.html>
- (7) BELLO-SCHUNEMANN, Julia and AUCCOIN, Ciara. Six of the world's 41 megacities will be in Africa by 2030. *How we made it in Africa*, [online], 11 December 2016. URL : <<https://www.howwemadeitinafrica.com/2030-six-worlds-41-megacities-will-africa/>>
- (8) SOW, Mariama. *Foresight Africa 2016: Urbanization in the African context*. 2015 In: Brookings. URL: <<https://www.brookings.edu/blog/afrika-in-focus/2015/12/30/foresight-africa-2016-urbanization-in-the-african-context/>>
- (9) *World urbanization prospects: the 2014 Revision*. Online database. United Nations, Department of Economic and Social Affairs. <<https://esa.un.org/unpd/wup/>>
- (10) D'ABBUNDO, Antoine. Quelles sont les villes africaines au plus fort potentiel de développement? *La Croix*, [en ligne] 22 mars 2015. URL : <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Afrique/Quelles-sont-les-villes-africaines-au-plus-fort-potentiel-de-developpement-2015-03-22-1293949>
- (11) Maroc. Agence urbaine de Casablanca. *Schéma Directeur d'Aménagement Urbain du Grand Casablanca*. 2008
- (12) *World urbanization prospects : the 2014 Revision*. Online database. United Nations, Department of Economic and Social Affairs. <<https://esa.un.org/unpd/wup/>>. Calculs IRES
- (13) United Nations, Department of Economic and Social Affairs. *World urbanization prospects: the 2014 revision*. 2014
- (14) UCLG: the global network of cities, local and regional governments (2018). *Intermediary cities*. URL: <<https://www.uclg.org/en/agenda/intermediary-cities>>.
- (15) UCLG: the global network of cities, local and regional governments (2018). *Territories*. URL : <<https://www.uclg.org/en/agenda/regions-and-small-towns>>
- (16) Site web officiel du Programme des Nations Unies pour les établissements humains
- (17) *Base de données de la Banque mondiale*. Base de données en ligne. <<https://donnees.banquemondiale.org/>>
- (18) Punchng.com. Lagos to become largest mega city in Africa by 2035. [Online], 22nd June 2017. URL: <<http://punchng.com/lagos-to-become-largest-mega-city-in-africa-by-2035-researchers/>>
- (19) IGLÉSIAS, Borja M. The new urban agenda must recognize the importance of intermediary cities. [Online], 6th November 2015 : <<http://citiscope.org/habitatIII/commentary/2015/11/new-urban-agenda-must-recognize-importance-intermediary-cities>>
- (20) United Nations-Habitat. *Slum almanac 2015/2016: tracking improvement in the lives of slum dwellers*. 2016
- (21) Site web officiel "UN-Habitat" : <<https://unhabitat.org/>>
- (22) VIDAL, John. Africa warned of 'slum' cities danger as its population passes 1bn. *The guardian*, [online], 24th november 2010 : <<https://www.theguardian.com/world/2010/nov/24/afrika-billion-population-un-report>>
- (23) African Development Bank, OECD Development Centre and the United Nations Development Programme. *The African economic outlook 2016. Sustainable Cities and Structural Transformation*. 2016 ans-vingt-ans-l-afrique-est-elle-prete>
- (24) Nigerdiaspora. Un milliard de citoyens dans vingt ans : L'Afrique est-elle prête ? [En ligne], 6 août 2017 : <<https://www.nigerdiaspora.net/index.php/l-actu-africaine/1657-un-milliard-de-citoyens-dans-vingt-ans-l-afrique-est-elle-prete>>
- (25) Afrique-tv. Luanda étouffe sous des montagnes d'ordures. [En ligne], 28 janvier 2016 : <<https://afrique-tv.info/luanda-etouffe-sous-des-montagnes-dordures/>>

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (2)

- (26) Collectif des associations (ASI) du Sud est pour le Burkina. Compte rendu du week end 15-16 octobre 2011. URL : <<http://collectifburkina-dag.fr/pdf/comptereendu16octobrebuis2011.pdf>>
- (27) Infrastructurene. Here's how much water SA loses through water. [Online] 6th March 2017: <www.infrastructurene.ws/2017/03/06/heres-how-much-water-sa-loses-through-water-leaks/>
- (28) ONUSIDA. *En finir avec le sida : progresser vers les cibles 90-90-90. Synthèse*. 2017
- (29) ONUSIDA. *Fiche d'information : Journée mondiale de lutte contre le sida*. 2017
- (30) ONUSIDA (2018). Fiche pays: Maroc. [En ligne] : <http://www.unaids.org/fr/regionscountries/countries/morocco>
- (31) ONUSIDA (2018). Fiche pays: Algérie. [En ligne] : <<http://www.unaids.org/fr/regionscountries/countries/algeria>>
- (32) UNICEF *Data and Analytics*. 2015. Online database : <<http://devinfo.org/unicefdata/libraries/asp/Home.aspx>>
- (33) Geopolis, franceinfo (2012). Enfants des rues africains. URL: < <http://geopolis.francetvinfo.fr/enfants-des-rues-africains-1533>> et Lift the children. <<https://www.liftthechildren.org/facts-the-children/>>
- (34) BERESFORD, Belinda. Le coût économique et social du sida. *Afrique Relance*. Vol.15, 1-2, juin 2001, p. 19. URL : <<http://www.un.org/fr/africarenewal/vol15no1/151aid9f.htm>>
- (35) UNAIDS In : Swedish International Development Cooperation Agency. *HIV, aids and urban development issues in sub-saharan Africa*. 2007
- (36) Key Indicators of the Labour Market database. 2015. Online database. International Labour Organization. < <http://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/research-and-databases/kilm/lang-en/index.htm> >
- (37) DE VREYER, Philippe et ROUBAUD, François. Les marchés urbains du travail en Afrique subsaharienne. Marseille : Nouvelle édition, IRD Editions. 2013. [en ligne] : <<http://books.openedition.org/irdeditions/9639>>. DOI : 10.4000/books.irdeditions.9639.
- (38) CLEMENÇOT, Julien. Ces entreprises aux petits soins pour les salariés. *Jeune Afrique*, [en ligne] 18 mai 2015 : <<http://www.jeuneafrique.com/232192/economie/emploi-en-afrique-ces-entreprises-aux-petits-soins-pour-les-salaries/>>
- (39) Banque Mondiale. *Toujours plus de personnes pauvres en Afrique malgré les progrès réalisés en matière d'éducation et de santé*. Communiqué de presse. 2015.
- (40) FAOSTAT. Base de données en ligne. FAO. <http://www.fao.org/statistics/databases/fr/>
- (41) UIS. Stat. Base de données en ligne. UNESCO. <<http://data.uis.unesco.org/index.aspx?lang=fr&SubSessionId=0dbdaa3a-d49d-4587-b7d8-169a4a8d381c&themetreeid=-200#>>
- (42) L'esclavage moderne : les enfants esclaves du 21^{ème} siècle. *Humanium*, [en ligne] , 19 juin 2015 : <<https://www.humanium.org/fr/lesclavage-moderne-les-enfants-esclaves-du-21eme-siecle/>>
- (43) Site web de l'UNICEF. Protection de l'enfant contre la violence, l'exploitation et les abus. URL : <https://www.unicef.org/french/protection/57929_child_labour.html>
- (44) UNICEF. *La situation des enfants dans le monde 2016 : L'égalité des chances pour chaque enfant*. 2016
- (45) Site web de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire. La corruption : un frein au développement de l'Afrique. URL : <http://www.cgeci.org/cgeci/index.php?option=com_content&id=506:la-coorruption-entrave-le-developpement-de-lafrique>
- (46) PNUD. *Rapport sur le développement humain en Afrique 2016 : accélérer les progrès en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes en Afrique*. 2016
- (47) AfDB. *The middle of the pyramid: dynamics of the middle class in Africa*. Market brief. 2011
- (48) Deloitte. *La consommation en Afrique : le marché du XXI^{ème} siècle*. 2015
- (49) BALDE, Assanatou. En 2040, la classe moyenne représentera 900 millions de personnes en Afrique, selon CFAO. Afrik.com, [en ligne] 15 octobre 2015 : < <http://www.afrik.com/en-2040-la-classe-moyenne-representera-900-millions-de-personnes-en-afrique-selon-cfao>>
- (50) Banque Mondiale. *Toujours plus de personnes pauvres en Afrique malgré les progrès réalisés en matière d'éducation et de santé*. Communiqué de presse. 2015. Calculs IRES. URL: <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2015/10/16/africa-gains-in-health-education-but-numbers-of-poor-grow>

B

IBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (3)

- (51) *World Economic Outlook Database*. 2018. Online database. International Monetary Fund. <<https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx>>
- (52) *AFDB Socio Economic Database*. 1960-2016. Online database. African Development Bank. <<http://dataportal.opendataforafrica.org/bbkawjf/afdb-socio-economic-database-1960-2019>>
- (53) Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économique, Programme des Nations Unies pour le développement. *Perspectives économiques en Afrique 2017 : entrepreneuriat et industrialisation*. 2017
- (54) *Base de données de la Banque Mondiale*. Base de données en ligne. <https://donnees.banquemondiale.org/>. Calculs IRES
- (55) *World urbanization prospects: the 2014 Revision*. Online database. United Nations, Department of Economic and Social Affairs. <<https://esa.un.org/unpd/wup/>>. Calculs IRES
- (56) The Economist Group Limited (2017). The great urban racket. Exploitation and short-sightedness in Africa's slums. *The Economist* [en ligne] : <<https://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21721141-making-slums-less-exploitative-may-be-africas-biggest-challenge-exploitation-and>>
- (57) *World Economic Outlook Database*. 2018. Online database. International Monetary Fund. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx>. Calculs IRES
- (58) EVAH-MANGA, Emmanuel (2014). La décentralisation en Afrique : une approche comparative par sous-région. [En ligne] : <<http://www.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/wiki/econnaissances/view/Questions-Cles/LadecentralisationenAfrique-uneapprochecomparativeparsous-region>>
- (59) *Bases de données de World Population Prospects et World Urbanization Prospects*. United Nations. Bases de données en ligne. : <<https://esa.un.org/unpd/wpp/> ; <https://esa.un.org/unpd/wup/>>. Calculs IRES
- (60) *Base de données de la Banque Mondiale*. Base de données en ligne. <https://donnees.banquemondiale.org/>. Calculs IRES
- (61) Key Indicators of the Labour Market database. 2015. Online database. International Labour Organization. <<http://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/research-and-databases/kilm/lang--en/index.htm>>
- (62) *AFDB Socio Economic Database*. 1960-2016. Online database. African Development Bank. <<http://dataportal.opendataforafrica.org/bbkawjf/afdb-socio-economic-database-1960-2019>>
- (63) *Energies pour l'Afrique* (2015). Les enjeux de l'électrification de l'Afrique. [en ligne] : <http://www.energiespourlafrique.org/fr/Les_enjeux_de_l_electrification_de_l_Afrique_685.html>
- (64) Sustainable Energy for all (SE4ALL) database. 2017. Online database. World Bank, IEA. <<http://data.worldbank.org/data-catalog/sustainable-energy-for-all>>
- (65) *Bases de données de la FAO et World Urbanization Prospects*. Bases de données en ligne. Nations-Unies.: <<http://www.fao.org/statistics/databases/fr/> ; <<https://esa.un.org/unpd/wup/>> Calculs IRES
- (66) Programme des Nations-unies pour l'environnement. *Africa's Adaptation Gap report*. 2014
- (67) *Base de données du Programme des Nations-unies pour le développement*. Base de données en ligne : <<http://hdr.undp.org/en/data/explorer/>>
- (68) UNCTADSTAT. Base de données en ligne. Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement. <<http://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html>>. Calculs IRES
- (69) Commission économique pour l'Afrique. *Flux financiers illicites*. Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique.
- (70) FAOSTAT. Base de données en ligne. FAO. <<http://www.fao.org/statistics/databases/fr/>>
- (71) The Economist (2016). Jobs in Africa. In praise of small miners. *The Economist*, [online] 7th may 2016 : <<https://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21698262-boom-artisanal-mining-offers-lessons-development-praise-small-miners>>
- (72) Institut International pour l'Environnement et le Développement & SOS Sahel UK. *Modernité, mobilité. L'avenir de l'élevage dans les zones arides d'Afrique*. 2010.
- (73) FAO, CIRAD. *Rural Africa in motion: dynamics and drivers of migration South of the Sahara*. 2017
- (74) Base de données de l'Observatoire des situations de déplacement interne. Calculs IRES.
- (75) FAO, OIT, BIT. Les travailleurs agricoles et leur contribution à l'agriculture et au développement rural durables. 2017

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (4)

- (76) Site web de la FAO. Un premier atlas sur les migrations rurales en Afrique subsaharienne. 2017 : <<http://www.fao.org/news/story/pt/item/1054334/icode/>>
- (77) The Economist. Mobility. High hopes meet high fences. *The Economist*, [online] , 23rd January 2016 : <https://www.economist.com/news/special-report/21688584-moving-around-good-young-people-governments-stand-their-way-high-hopes-meet> and FOX, Sean. Neglected drivers of urbanisation in Africa. International growth centre. 2017
- (78) MAATHAI, Wangari. *The Challenge for Africa*. New York : Pantheon, 2009. 336 p.
- (79) Le Monde. Au Malawi, dans les camps d'« initiation sexuelle » pour fillettes. *Le Monde*, [en ligne] 23 juillet 2017 : <http://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/23/dans-le-sud-du-malawi-dans-les-camps-d-initiation-sexuelle-pour-fillettes_5164041_3212.html> et KHALIL, Fawaz (2017). Odile, 13 ans : "J'ai été vendue pour devenir la quatrième épouse d'un homme de 50 ans". *Le Monde*, [en ligne] 11 octobre 2017 : <http://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2017/10/11/journee-internationale-de-la-fille-j-ai-ete-enlevee-pour-devenir-la-quatrieme-epouse-d-un-homme-de-50-ans_5199387_3212.html>
- (80) BLUM, Elena. Après les déclarations de Macron sur la natalité en Afrique, que disent les chiffres ? *Le Monde*, [en ligne] 12 juillet 2017 : < http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/12/apres-les-declarations-de-macron-sur-la-natalite-en-afrique-la-verite-des-chiffres_5159751_3212.html#dclU1jMrjvmbf9sV.99>
- (81) BERNAS, Anne. Des milliers d'enfants soldats toujours impliqués dans les guerres. *Rfi Afrique*, [en ligne] 12 février 2016 : <<http://www.rfi.fr/afrique/20160212-enfants-soldats-impliques-trentaine-conflits-daech-syrie-soudan-onu-reinsertion>>
- (82) SERC. L'exode rural : un des obstacles majeurs au développement des communautés villageoises du Cameroun. Lutte contre l'exode rural au Cameroun, [en ligne] 2 avril 2016 : <<http://stopexoderuralcameroun.eklablog.net/>>
- (83) Economic Commission for Africa. *Africa review report on drought and desertification*. 2007
- (84) Site web officiel de la Convention des Nations-unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD)
- (85) Lincoln Institute of Land Policy. *A planet of cities: urban land cover estimates and projections for all countries, 2000-2050. Working paper*. 2010
- (86) Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable. Cameroun. In DEVEAUX, Jacques (2013). Cinq tonnes de bouteilles plastique collectées chaque jour à Douala. *Géopolis*. *Franceinfo*, [en ligne] 05 mars 2013 : < <http://geopolis.francetvinfo.fr/cinq-tonnes-de-bouteilles-plastique-collectees-chaque-jour-a-douala-12819>>
- (87) C., Karen et al. Global forecasts of urban expansion to 2030 and direct impacts on biodiversity and carbon pools. *PNAS*. 109 (40). 2012. [Online]: < <http://www.pnas.org/content/109/40/16083>>
- (88) UNESCO, UN-Water. *Water and jobs: Facts and Figures*. 2016
- (89) Site web de Greenfacts. Dégradation des Ecosystèmes : <<https://www.greenfacts.org/fr/ecosystemes/evaluation-millenaire-2/1-degradation-ecosystemes.htm#1>>
- (90) UNEP. *Afrique : Atlas de l'eau*. 2010
- (91) OCDE. Chapter 3 : Climate change. In : OECD Environmental Outlook to 2050. 2011 [en ligne] : <<https://www.oecd.org/env/cc/49082173.pdf>>
- (92) OCDE. Chapitre 9 : Biodiversité. In : Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030. 2008 [en ligne] : < <https://www.oecd.org/fr/env/ressources/43901839.pdf>>
- (93) CEBALLOS, Gerardo et al. Biological annihilation via the ongoing sixth mass extinction signaled by vertebrate population losses and declines. *PNAS*. 114 (30). 2017. [Online] : < <http://www.pnas.org/content/114/30/E6089> >
- (94) SIEMENI, Raoul (2016). Les forêts tropicales : Les forêts tropicales. Agence d'information environnementale, [en ligne] 13 juillet 2016 : <<http://afriquenvironnementplus.info/680-2/>>
- (95) WWF. *Rapport planète vivante 2016 : risque et résilience dans l'Anthropocène*. 2016
- (96) Ministère de Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Québec. Savez-vous ce que la nature fait pour nous ? Des plantes rusées pour mieux se propager.
- (97) TCHATCHOU, Bérenger et al. *Déforestation et dégradation des forêts dans le Bassin du Congo : état des lieux, causes actuelles et perspectives*. CIFOR. 2015
- (98) AKKERMANS, Tom et al. The regional climate impact of a realistic future deforestation scenario in the Congo basin. *Journal of Climate*, [online] April 2014 : < <https://doi.org/10.1175/JCLI-D-13-00361.1> >
- (99) *Bases de données de la FAO*. Bases de données en ligne : <<http://www.fao.org/statistics/databases/fr/>>
- (100) CAMEL, Laurence. Dans le bassin du Congo, les Pygmées persécutés au nom de la protection de la nature. *Le Monde*, [en ligne] 24 septembre 2017 : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/24/dans-le-bassin-du-congo-les-pygmees-sacrifies-sur-l-autel-de-la-protection-de-la-nature_5190365_3212.html#M9VMfAZCfGFfp2p1.99> et CAMEROON, Baka. *The destruction of Congo basin tribes in the name of conservation: How will we survive ?*. Survival international. 2017

B

IBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (5)

- (101) COQUERY-VIDROVITCH, Catherine. *Petite histoire de l'Afrique*. Édition revue et augmentée. Paris : La découverte, 2016. 224 p.
- (102) Youba Sokona, Vice-Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ; Haïdar El Ali , ancien Ministre sénégalais de l'Ecologie et de la Pêche, directeur de l'Océanum de Dakar ; Ali Tapsoba, Président de l'association Terre à vie ; René Ngongo, Président de la commission environnement et ressources naturelles du Conseil économique et social de la RD Congo ; Nnimmo Bassey, fondateur de l'ONG Environmental Rights Action ; Ndranto Razakamanarina, Président de l'Alliance Voahary Gasy. ROGER, Benjamin (2016). Comment protéger l'environnement en Afrique ? Des figures de l'écologie nous répondent. Jeune Afrique, [en ligne] 17 novembre : <<http://www.jeuneafrique.com/mag/373366/societe/proteger-lenvironnement-afrique-figures-de-lecologie-repondent/>>
- (103) BAD. *Nourrir l'Afrique : la voie vers la transformation agricole en Afrique*. 2017
- (104) Site web de la Banque Mondiale (2016). L'Afrique compte restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées d'ici 2030: <http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2016/11/14/africas-bold-and-ambitious-endeavor-restoring-100m-hectares-of-land-by-2030>
- (105) FAO. *Comment nourrir le monde en 2050 ? 2009*
- (106) Site web de l'ONU. FAO : L'agriculture des pays en développement a besoin de gros investissements.2009 : <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=20282#.WkaWqt_T5PY>
- (107) Statista. Online database: <<https://www.statista.com/statistics/201800/projection-for-total-cropland-area-in-china-from-2010/>>
- (108) OCDE, FAO. Chapitre spécial : Afrique subsaharienne. In : *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2016 2025*. 2016
- (109) Site web du Programme alimentaire mondial. Faits et chiffres sur la faim (2012) : <<https://fr.wfp.org/faim/faits-et-chiffres>>
- (110) OMS. *Rapport 2015 sur les progrès en matière d'assainissement et d'alimentation en eau : les principaux faits*. 2015.
- (111) Website of the World health organization. Noncommunicable diseases : <<http://www.afro.who.int/health-topics/noncommunicable-diseases>>
- (112) World Bank. *Africa's cities: opening doors to the world*. 2017
- (113) MUNANG, Richard and ANDREWSH, Jesica (2014). L'Afrique face au changement climatique. *Afrique Renouveau*. Edition Spéciale Agriculture 2014. [En ligne] : <<http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/%C3%A9dition-sp%C3%A9ciale-agriculture-2014/l%E2%80%99afrique-face-au-changement-climatique>>
- (114) FREEMANTLE, Simon. Le potentiel de ressources dormantes en Afrique. Mouvement pour une Organisation Mondiale de l'Agriculture. [En ligne] : <http://www.momagri.org/FR/articles/Le-potentiel-de-ressources-dormantes-en-Afrique_1033.html>
- (115) BAD. *Agriculture. Revue sur l'efficacité du développement*. 2016
- (116) ADESINA, Akinwumi A (2017). Transformer l'agriculture en Afrique. In : Banque africaine de développement. [En ligne] : <<https://www.afdb.org/fr/news-and-events/transforming-agriculture-in-africa-17432/>>
- (117) JOHANSSON KREUGER, Linnea (2015). Has the Maputo Declaration Made a Difference? Looking at the past ten years of Sub Saharan agriculture within the CAADP. LUP Student Papers. [Online]: <<https://lup.lub.lu.se/student-papers/search/publication/8045580>>
- (118) TAONDYANDE, Maurice. *Dialogue politique : 10 ans après la déclaration de Maputo*. Système régional d'analyse stratégique et de gestion des connaissances. Monrovia. 11-14 septembre.
- (119) WADE, Idrissa (2014). L'engagement de Maputo : le mot d'ordre a-t-il été respecté? Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD), [en ligne] 18 juillet 2014: <<https://www.ictsd.org/bridges-news/passerelles/news/l%E2%80%99engagement-de-maputo-le-mot-d%E2%80%99ordre-a-t-il-%c3%A9t%C3%A9-respect%C3%A9>>
- (120) BAD, NEPAD, CAAPD. *Synthèse de la Déclaration de Malabo sur le PDDAA et d'autres décisions en rapport avec l'UA, NEPAD*. 2014
- (121) BAD, NEPAD, CAAPD. *Formulaire de préparation du Rapport Pays*. Document de préparation du Rapport National de Revue Biennale sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et cibles de la Déclaration de Malabo. 2017
- (122) Site web du CIRAD. Prospective Agrimonde-Terra : <<http://www.cirad.fr/publications-ressources/edition/etudes-et-documents/prospective-agrimonde-terra>>
- (123) Futures Studies Forum for Africa and the Middle East. *Reflections on 2016. Special Edition. North Africa Horizons*. Bulletin 5. January 2017
- (124) The Economist Intelligence Unit. *Global food security index 2017: measuring food security and the impact of resource risks*. 2017
- (125) Site web de la FAO. La période de prix agricoles élevés touche probablement à sa fin mais la vigilance reste de mise. 2016 : <<http://www.fao.org/news/story/fr/item/422695/icode/>>

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (6)

- (126) *Planetoscope- Statistiques*. Base de données en ligne. <<https://www.planetoscope.com/sols/1175-disparition-de-surfaces-agricoles-dans-le-monde.html>>
- (127) BARMA, Aboubacar Yacouba. Agriculture et sécurité alimentaire : le grand défi de l'Afrique. *La tribune Afrique*, [en ligne] 13 décembre 2016 : <<https://afrique.latribune.fr/entreprises/agriculture/2016-12-31/agriculture-et-securite-alimentaire-le-grand-defi-de-l-afrique.html>>
- (128) DORMIEU, Raphaëlle (2017). Afrique : la grande muraille verte repousse le désert du Sahara. [En ligne]: <<https://positiv.fr/progession-sahara-desertification-grande-muraille-verte-afrique/>>
- (129) The Economist (2016). What is Africa's "Great Green Wall"? [Online]: <<https://www.economist.com/blogs/economist-explains/2016/09/economist-explains?fsrc=gnews>>
- (130) WESTON, Mark. Rwanda. Le péril démographique. *Courrier international*, [en ligne] 08 avril 2014 : <<https://www.courrierinternational.com/article/2014/03/28/le-peril-demographique>>
- (131) JACQUEMOT, Pierre (2017). Le mythe de l'abondance des terres arables en Afrique. [En ligne] : <<http://www.willagri.com/2017/11/20/mythe-de-labondance-terres-arables-afrique/>>
are-still-wretchedly-insecure-africa-title-come>
- (132) World Bank. *Securing Africa's land for shared prosperity: a program to scale up reforms and investments*. 2013
- PICHEL, Frank. Securing land rights in Africa. *Project syndicate. Project Syndicate*, [online] 4th October 2017: <https://www.project-syndicate.org/commentary/land-rights-africa-sustainable-development-by-frank-pichel-2017-10?a_la=english&a_d=59d4fbda78b6c70860261a57&a_m=&a_a=click&a_s=&a_p=%2Ftopic%2Fthe-african-century&a_li=land-rights-africa-sustainable-development-by-frank-pichel-2017-10&a_pa=topic-commentaries&a_ps=&barrier=accessreg>
- (133) BOKO, Hermann. A Cotonou, l'agriculture urbaine perd du terrain face au béton. *Le Monde*, [en ligne] 09 août 2017 : <En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/09/a-cotonou-l-agriculture-urbaine-perd-du-terrain-face-au-beton_5170638_3212.html#Sk515XyivPIMglQd.99 http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/09/a-cotonou-l-agriculture-urbaine-perd-du-terrain-face-au-beton_5170638_3212.html>
- (134) *Land Matrix: agricultural drivers*. 2018. Online database: <<http://www.landmatrix.org/en/get-the-idea/agricultural-drivers/>>
- (135) The Economist (2016). Africa's real land grab. *The Economist*, [online] 21st July 2016 : <<https://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21702472-never-mind-foreign-interlopers-african-urbanites-are-scooping-up-more>>
- (136) BEN KHATRA, Nabil and LOIREAU, Maud. The immense challenge of desertification in sub-Saharan Africa. *The Conversation*, [online] 5th October 2017: <<https://phys.org/news/2017-10-immense-desertification-in-sub-saharan-africa.html#jCp>>
- (137) Site web "GRAIN". Affamés de terres : les petits producteurs nourrissent le monde avec moins d'un quart de l'ensemble des terres agricoles. 2014 : <https://www.grain.org/article/entries/4960-affames-de-terres-les-petits-producteurs-nourrissent-le-monde-avec-moins-d-un-quart-de-l-ensemble-des-terres-agricoles>
- (138) FAO. *Smallholders and family farmers*. 2012
- (139) World Bank. *Rising global interest in farmland: can it yield sustainable and equitable benefits ?*. 2011
- (140) FAO, ITTO. *The state of forests in the Amazon basin, Congo basin and southeast Asia*. 2011
- (141) The Economist (2016). Land ownership. *The Economist*, [online] 16th July: <<https://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21702175-property-rights>>
- (142) RAKOARISOA, Manitra A. L'impact économique des investissements agricoles étrangers en Afrique sub-saharienne. *Passerelles*, volume 17, n° 5. 2016. [Online] : <<https://www.ictsd.org/bridges-news/passerelles/news/l%E2%80%99impact-%C3%A9conomique-des-investissements-agricoles-%C3%A9trangers-en-afrique>>
- (143) KASISI, Robert. Les perspectives de la biodiversité en Afrique subsaharienne : repenser collectivement le modèle de gestion. *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, volume 12, n°2. 2012. [En ligne] : <<http://journals.openedition.org/vertigo/12263> >
- (144) BAD. *Nourrir l'Afrique : stratégie pour la transformation de l'agriculture en Afrique pour la période 2016-2025*. 2016
- (145) NEPAD. *Les agricultures africaines : transformations et perspectives*. 2013

B

IBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (7)

- (146) L.A. Story (2015). L'Afrique : les défis du développement. [En ligne] : <<http://la-story.over-blog.com/2015/05/l-afrique-les-defis-du-developpement.html>>
- (147) United Nations, Department of Economic and Social Affairs. *World population policies 2009*. 2010
- (148) Official website of the International Fund for Agricultural Development : <<https://www.ifad.org/>>
- (149) ARCHONDO-CALLAO, Rodrigo. *Roads works costs per km*. World Bank. 2000. [Online]:<<http://siteresources.worldbank.org/INTROADSHIGHWAYS/Resources/338993-1122496826968/kmcosts.pdf>> Calculs IRES.
- (150) African monitor. *Rural infrastructure in Africa: unlocking the African moment*. Development Support Monitor. Paper series n° 1. 2012
- (151) World Bank. *ICT in agriculture, connecting smallholders to knowledge, networks and institutions*. 2017
- Site web de la Veille prospective du CEP. Les TIC au service de la petite agriculture familiale : nouvelle version du recueil de la Banque mondiale. 2017 : <<http://veilleagri.hautetfort.com/archive/2017/10/18/les-tic-au-service-de-la-petite-agriculture-familiale%2%A0-nouve-5990380.html>>
- (152) FAO. *Indice d'orientation agricole des dépenses publiques*. 2017
- (153) MKWAMBISI, David D. et al. (2011). Urban agriculture and poverty reduction: evaluating how food production in cities contributes to food security, employment and income in Malawi. *Journal of international development*, volume23, Issue 2, March 2011. p. 181-203. [Online]: <<https://doi.org/10.1002/jid.1657>>
- (154) Site web officiel de la FAO. L'agriculture urbaine : <<http://www.fao.org/urban-agriculture/fr/w>>
- (155) TABARLY, Sylviane (2011). Agricultures sous tension, terres agricoles en extension : des transactions sans frontières. *Géoconfluences*, [en ligne] 23 juin 2011 : <<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/articles/agricultures-sous-tension-terres-agricoles-en-extension-des-transactions-sans-frontieres>>
- (156) Union africaine, Banque africaine de développement, Commission économique pour l'Afrique. *Changements climatiques, agriculture et sécurité alimentaire*. Document de travail n°2. Septième Forum pour le développement de l'Afrique : agir face aux changements climatiques pour promouvoir un développement durable en Afrique. 2010
- (157) Agence d'information d'Afrique centrale (2016). Exploitation forestière : 75% de la production de bois d'Afrique exporté en Chine, selon l'ONG Greenpeace. [En ligne] : <<http://adiac-congo.com/content/exploitation-forestiere-75-de-la-production-de-bois-dafrique-exporte-en-chine-selon-long>>
- (158) The Economist. World climate talks address agriculture. *The Economist*, [online] 13th October 2016 : <<https://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21708691-more-productive-african-farms-could-help-both-people-and-planet-world-climate>>
- (159) UNEP. *Africa's adaptation gap2: bridging the gap, mobilising sources*. Technical report. 2015
- (160) N'DIMINA-MOUGALA , Antoine-Denis. Les conflits africains au XXème siècle. Essai de typologie. *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2007/1 (n° 225), p. 121-131. URL : <<https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2007-1-page-121.htm>>
- (161) FAO et al. *The state of food security and nutrition in the world: building resilience for peace and food security*. 2017
- (162) SIPRI. *SIPRI Yearbook 2017: armaments, disarmament and international security*. 2017
- (163) UKEJE, Charles and ELA, Wullson Mvomo. *Approche africaine de la sécurité maritime : cas du Golfe de Guinée*. Friedrich-Ebert-Stiftung. 2013
- (164) UNHCR *Populations Statistics data*. Online database. UNHCR. <<http://www.unhcr.org/fr/aperçu-statistique.html>>
- (165) ICC International maritime bureau. *Piracy and armed robbery against ships*. Reports for the period 1 January-31 December 2016 and 1 January-31 December 2017. 2017
- (166) Oceans Beyond Piracy. *The state of maritime piracy 2016: assessing the economic and human cost*. Executive summary. 2016

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (8)

- (167) Integrated Network for Societal Conflict Research data. 2017. Online database. Center for Systemic Peace. <<http://www.systemicpeace.org/inscrdata.html>>. Calculs IRES
- (168) Site web des Nations Unies. Maintien de la paix. Fiche d'information sur les opérations de maintien de la paix en cours. Calculs IRES : <<http://www.un.org/fr/peacekeeping/resources/statistics/factsheet.shtml>>
- (169) PNUD. *Inégalités de revenus en Afrique subsaharienne : tendances divergentes, déterminants et conséquences*. 2017
- (170) LOPES, Carlos. *The economic costs of electoral violence in Africa*. UNECA. Eight African Governance Forum, 16th-18th October 2012: <http://www1.uneca.org/ECAStatementsDetail/tabid/5067/ArticleId/2202/Statement-by-Mr-Carlos-Lopes-at-the-Eight-African-Governance-Forum.aspx>
- (171) Assemblée générale, Conseil de sécurité. *Le sort des enfants en temps de conflit armé en 2016. Rapport du Secrétaire général*. 2017
- (172) Assemblée générale, Conseil de sécurité. *Le sort des enfants en temps de conflit armé en 2013. Rapport du Secrétaire général*. 2013
- (173) Base de données de l'ONU sur la migration. 2015. Calcul IRES
- (174) KWAA PRAH, Kwesi. *African wars and ethnic conflicts: rebuilding failed states*. UNDP. 2004
- (175) MWEYANG AAPENGNUO, Clément. La mauvaise interprétation des conflits ethniques en Afrique. *Bulletin de la sécurité africaine*, n°4 / Mai 2010. URL : <<https://africacenter.org/wp-content/uploads/2016/06/ASB04FR-La-mauvaise-interpr%C3%A9tation-des-conflits-ethniques-en-Afrique.pdf>>
- (176) Institut de recherche de la JICA, Institut de recherche pour l'administration des affaires et de sciences économiques de l'Université de Kobe. *Diversité ethnique et instabilité économique en Afrique : perspectives interdisciplinaires*. 2012
- (177) Site web du Memorial de la Shoah. Le génocide des Tutsi au Rwanda: <<http://www.memorialdelashoah.org/archives-et-documentation/genocides-xx-siecle/genocide-tutsi-rwanda.html>>
- (178) D'ALLARD, Marion, 15 novembre 2016. Réfugiés climatiques, la crise du siècle. L'Humanité.fr: URL : <<https://humanite.fr/refugies-climatiques-la-crise-du-siecle-626101>>
- (179) *Opendata de la BAD*. Calcul IRES
- (180) African Development Fund, World Economic Forum, World Bank. *The Africa competitiveness report 2017: addressing Africa's demographic dividend*. 2017
- (181) Citi Global Perspectives & Solutions. *Technology at work v2.0 : the future is not what it used to be*. United Kingdom: Oxford Martin School, University of Oxford. 2016
- (182) SAKPANE-GBATI, Biléou. La démocratie à l'africaine. *Ethique publique*, [en ligne], vol. 13, n° 2. , 2011. URL : <<http://journals.openedition.org/ethiquepublique/679>>
- (183) DIANGITUKWA, Fweley. La lointaine origine de la gouvernance en Afrique : l'arbre à palabres. *Revue Gouvernance*, 11 (1). 2014. URL : <<http://id.erudit.org/iderudit/1038881ar>>
- (184) THOMAS, Louis-Vincent. La vieillesse en Afrique noire, transmission orale et rareté individuelle. *Communications*, n°37, pp. 69-87. 1983. URL : <https://www.persee.fr/doc/comm_0588-8018_1983_num_37_1_1553>

| Partie 3

L'AFRIQUE EN MARCHÉ



▶	Chapitre 1 : Les leviers du changement	189
❖	Problématique	191
❖	La transition énergétique	193
❖	La transition digitale	196
❖	La transition économique	201
❖	La gouvernance économique	219
❖	A retenir	226
▶	Chapitre 2 : Les ressorts de l'autonomie	227
❖	Problématique	229
❖	Le capital humain	231
❖	<i>L'ubuntu</i>	240
❖	Le temps des sages	254
❖	A retenir	282
▶	Chapitre 3 : La contribution du Royaume du Maroc	283
❖	Problématique	285
❖	La doctrine du Royaume	287
❖	Le Maroc, terre africaine	291
❖	La contribution à la gouvernance de l'Afrique	298
❖	La contribution au capital humain africain	304
❖	La contribution à la transition économique de l'Afrique	307
❖	La contribution à l'éco-transition de l'Afrique	320
❖	A retenir	326
▶	Bibliographie sélective	327

VUE D'ENSEMBLE

L'Afrique en marche

- ▶ Jamais, sans doute, l'Afrique n'a été si convoitée, que ce soit pour ses ressources agricoles ou minières ou pour sa main-d'œuvre bon marché. Une partie de ses économies a décollé durablement, mais les défis qu'elle doit affronter sont très grands.
- ▶ Comment, alors, devenir autonome ? Tout d'abord en changeant de regard sur soi, en renforçant son potentiel et en se faisant confiance pour l'exploiter. Ensuite, en refusant les étapes que l'Occident a suivies en termes de développement, au bénéfice du *leapfrog* qui, seul, peut permettre de prendre un autre chemin vers la croissance.
- ▶ Certes, les changements structurels prennent du temps. Mais, en l'absence d'une intervention affirmée de l'Etat, il appartient aux communautés et aux individus de passer outre les efforts conventionnels pour remplir les espaces vides sur la carte du développement autonome de l'Afrique.

Vers l'autonomie ?

- ▶ **Les leviers du changement** (chapitre 1) : une partie de l'Afrique s'est déjà projetée dans le futur, comme en témoignent quelques exemples de bonne pratique. Trois leviers vont accélérer la transformation du continent vers une plus grande autonomie : la transition digitale et énergétique et l'économie à valeur ajoutée.
- ▶ **Les ressorts de l'autonomie** (chapitre 2) : l'évolution rapide de l'Afrique peut être accélérée et certains de ses défis peuvent être vaincus si elle s'avère capable de mobiliser ses propres atouts, comme sa diaspora, ses nouvelles générations, la mobilité de ses citoyens, ses ressources culturelles...
- ▶ **La contribution du Maroc** (chapitre 3) : de retour dans le concert des nations africaines, le Maroc souhaite apporter sa pierre à la construction d'un édifice continental stable et prospère. Comment peut-il s'insérer dans la coopération intra-africaine ?

Définition de l'autonomie africaine

"Une Afrique qui pense par elle-même et parle au reste du monde. L'Afrique doit redevenir son centre propre et ne peut le faire qu'en s'ouvrant aux autres et à elle-même". (1)



■ Source : <http://www.bpifrance.fr/A-la-une/Dossiers/L-Afrique-un-marche-a-conquerir>



| Chapitre 1

LES LEVIERS DU CHANGEMENT



■ Source : <http://trac-fund.com/wp-content/uploads/2015/09/Business-in-Africa.jpg>

P ROBLÉMATIQUE

L'Afrique de tous les possibles

- ▶ Au cours du 20^{ème} siècle, le monde est entré dans une nouvelle phase de changements majeurs, une de ses grandes transitions systémiques. Celle-ci se manifeste autant par les impacts de la digitalisation que par les nouvelles aspirations des peuples. L'Afrique n'échappe pas à cette transformation planétaire.
- ▶ Le 21^{ème} siècle sera manifestement celui des grands changements pour le continent. Toutes les perspectives sont aujourd'hui ouvertes :
 - ❖ Le naufrage d'un continent, incapable de maîtriser ses défis environnementaux, climatiques et économiques, sources de toutes les violences.
 - ❖ Le clivage définitif, au sein des Etats ou des populations, entre des zones de prospérité et de croissance et des zones de décrochage total, devenant rapidement des espaces de non-droit et de nouvelles jungles humaines.
 - ❖ Le cercle vertueux, qui verra un continent uni, solidaire, autonome, devenir l'une des grandes puissances mondiales de ce siècle.
- ▶ Ce qui fera basculer le continent vers un avenir ou un autre sera sa capacité à actionner ces leviers de changement sans renoncer à gagner son autonomie.

Mais une Afrique déjà en marche...

Aujourd'hui, l'Afrique est en marche. Une marche qui ne se mesure pas avec les indicateurs habituels, tels que le PIB dont la variabilité et les limites sont connues, mais avec la multitude et la diversité des bonnes pratiques sur tout le continent, comme le montrent les exemples présentés ici.

... qui doit rapidement s'emparer des leviers du changement, ouvrant l'accès au monde de demain

- ▶ **La transition énergétique** est le premier levier à actionner. D'une part, pour arrêter les dégradations générées par les systèmes énergétiques actuels et, d'autre part, parce que sans énergie, le développement ne peut pas avoir lieu.
- ▶ **La transition digitale** est le second levier : des opérateurs du continent, souvent plus vite que leurs compétiteurs internationaux, se sont déjà lancés dans la bataille du digital qui ne fait que commencer.
- ▶ **La transition économique** est un autre levier majeur. Il est temps pour l'Afrique d'embrasser l'économie x.0 qui consiste à créer de la valeur ajoutée, à travers la transformation de ses ressources naturelles et à passer à l'économie de la demande, en recourant à l'économie collaborative et à l'innovation hybride.

Changer de système énergétique

- ▶ Le coût de la construction des centrales et des réseaux électriques nécessaires pour alimenter en électricité les 620 millions d'Africains qui n'y ont pas accès en 2015 (cf. L'Afrique en chiffres n°6), notamment en milieu rural, s'élèverait à quelque 63 milliards de dollars US par an jusqu'en 2030. Seuls 8 milliards par an sont dépensés aujourd'hui (2).
- ▶ Des millions d'Africains sont maintenant en mesure de contourner le réseau et d'obtenir de l'électricité à partir d'installations sur le toit pour quelques dollars par semaine.
- ▶ Certes, le rendement des panneaux solaires et la difficulté de stocker cette énergie ne permettent pas de satisfaire tous les besoins, notamment en électricité continue. D'où la nécessité d'un mix énergétique avec les ressources locales, comme la géothermie en Afrique de l'Est, l'hydroélectricité en Ethiopie et en Afrique centrale ou le gaz naturel au Mozambique et en Tanzanie.
- ▶ Le marché pourrait rapidement se répartir entre :
 - ❖ les services publics traditionnels ou les grands opérateurs internationaux, fournissant de l'électricité en continu aux villes et aux entreprises,
 - ❖ et de petites entreprises plus innovantes, fournissant de l'électricité hors réseau, individuelle, aux ménages les plus pauvres des zones rurales ou via des mini-réseaux (micro-grilles) de proximité.

Verbatim (3)

- ▶ "Accélérer le déploiement des énergies propres : nous pouvons investir dans des choses totalement nouvelles et bénéficier des technologies les plus performantes et les moins polluantes". Youba SOKONA, vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.
- ▶ "Dans un avenir proche, nous souhaitons implanter des minicentrales hydrauliques et solaires, utilisant ainsi deux ressources dont le pays regorge, afin de remplacer le bois-énergie par une énergie propre". René NGONGO, président de la commission environnement et ressources naturelles du Conseil économique et social de la République démocratique du Congo.
- ▶ "Il faut également que nos Etats comprennent que notre dépendance aux pétrodollars affecte l'ensemble de l'économie en empêchant d'autres secteurs de se développer. (...) Les communautés sont de plus en plus sensibles et surveillent les pétroliers. (...) Le principe de pollueur-payeur doit devenir la norme". Nnimmo BASSEY, fondateur de l'ONG Environmental Rights Action.

D'un monde à un autre

- ▶ La production énergétique qui a permis l'essor économique du 20^{ème} siècle était fondée sur :
 - ❖ l'exploitation des hydrocarbures dont se constate, aujourd'hui, le dommage environnemental qu'ils produisent, de l'effet de serre à l'intoxication chimique,
 - ❖ la centralisation de la production au sein de super-structures (méga-barrages, raffineries, centrales nucléaires) qui a induit un coût de distribution élevé dans les pays développés et inaccessible dans beaucoup de zones en développement.
- ▶ Les sources d'énergie émergentes au 21^{ème} siècle sont renouvelables. Néanmoins, celles-ci peuvent avoir un impact négatif sur la biodiversité:
 - ❖ Eoliennes : collision avec les oiseaux et les chauve-souris.
 - ❖ Barrages : altération des écosystèmes, salinisation des sols, développement de maladies comme la bilharziose.
 - ❖ Fermes solaires : impact sur le déplacement des animaux (oiseaux, corridors écologiques).
 - ❖ Bois : déforestation, émission de CO₂.
- ▶ C'est, donc, tout le système énergétique qui est en train d'être repensé: de la réduction de la consommation d'énergie à la production locale mutualisée, en passant par les micro-grilles, un mix énergétique 100% renouvelable ainsi que les batteries domestiques.

Le défi africain

- ▶ Les besoins énergétiques de l'Afrique sont considérables et urgents. Jour après jour, le manque de services énergétiques modernes freine la croissance économique du continent, la création d'emplois, l'agriculture durable, la santé et l'éducation. Les décideurs ont compris qu'exploiter le potentiel élevé des énergies renouvelables (solaire, hydraulique et éolien) réduirait leur dépendance énergétique et améliorerait leur compétitivité.
- ▶ Aussi, l'**Initiative africaine pour les énergies renouvelables**, conclue en 2016 lors de la COP21, vise à installer une capacité énergétique renouvelable à grande échelle sur le continent africain, d'ici 2020. Elle bénéficie du soutien des bailleurs de fonds, du secteur privé et de la société civile africaine.
- ▶ Cependant, il reste encore à **définir un modèle énergétique de développement africain** qui pourrait être fondé, en partie, sur une production de proximité, des systèmes locaux de stockage et des micro-grilles, à l'exemple des îles de Ta'u (autonomie solaire) et de El Hierro (autonomie hydroéolienne). Mais, il est difficile de renoncer :
 - ❖ au potentiel hydroélectrique dont 92% est inexploité en Afrique (4), notamment en Afrique de l'Ouest où la CEDEAO pourrait vouloir exploiter les fleuves de la sous-région,
 - ❖ à la manne que représente le pétrole pour les Etats producteurs dont le Nigéria, comme pour les ports pétroliers africains.

L'AFRIQUE EN MARCHÉ N°1

Vers l'énergie propre

Bonnes pratiques

- ▶ **Akon Lighting Africa** : cette initiative, lancée en février 2014 par l'artiste international Akon, le leader Thione Niang et l'entrepreneur Samba Bathily, vise à électrifier les villages africains par une solution solaire innovante, propre et accessible, soit 16 millions d'Africains qui vont bénéficier de cette initiative d'ici à 2020 (5). En novembre 2017, plus de 500 localités avaient bénéficié de l'initiative, réparties dans une quinzaine de pays (Sénégal, Gambie, Rwanda, Sierra Leone...), plus de 100.000 lampadaires solaires installés, 3.000 mini-réseaux solaires, 102.000 kits domestiques solaires et 5.500 emplois indirects créés (6).
- ▶ **The Women Barefoot Solar Engineers of Africa** : ces femmes, pour la plupart des grand-mères analphabètes, travaillent dans les 21 pays les moins développés d'Afrique, aidant à fournir à leur communauté un éclairage domestique propre et bon marché à partir de l'énergie solaire. En six mois, elles ont appris comment fabriquer, installer et entretenir des systèmes d'éclairage domestique à énergie solaire, transformant, ainsi, la vie de plus de 2.000 familles dans des villages électrifiés par l'énergie solaire (7).
- ▶ **M-KOPA et Off-Grid Electric (8)** : M-KOPA, qui opère au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie et Off-Grid Electric, en Tanzanie et au Rwanda proposent un kit comprenant quelques ampoules LED, un chargeur de téléphone portable et une radio, tous alimentés par un panneau solaire et une batterie.

Les paiements sont effectués par téléphone portable. Un coût initial de 150 à 500 dollars serait prohibitif pour la plupart de leurs clients. Les entreprises facturent, donc, par tranches, suffisamment espacées pour que le coût mensuel soit inférieur à celui de l'achat de kérosène pour les lampes.

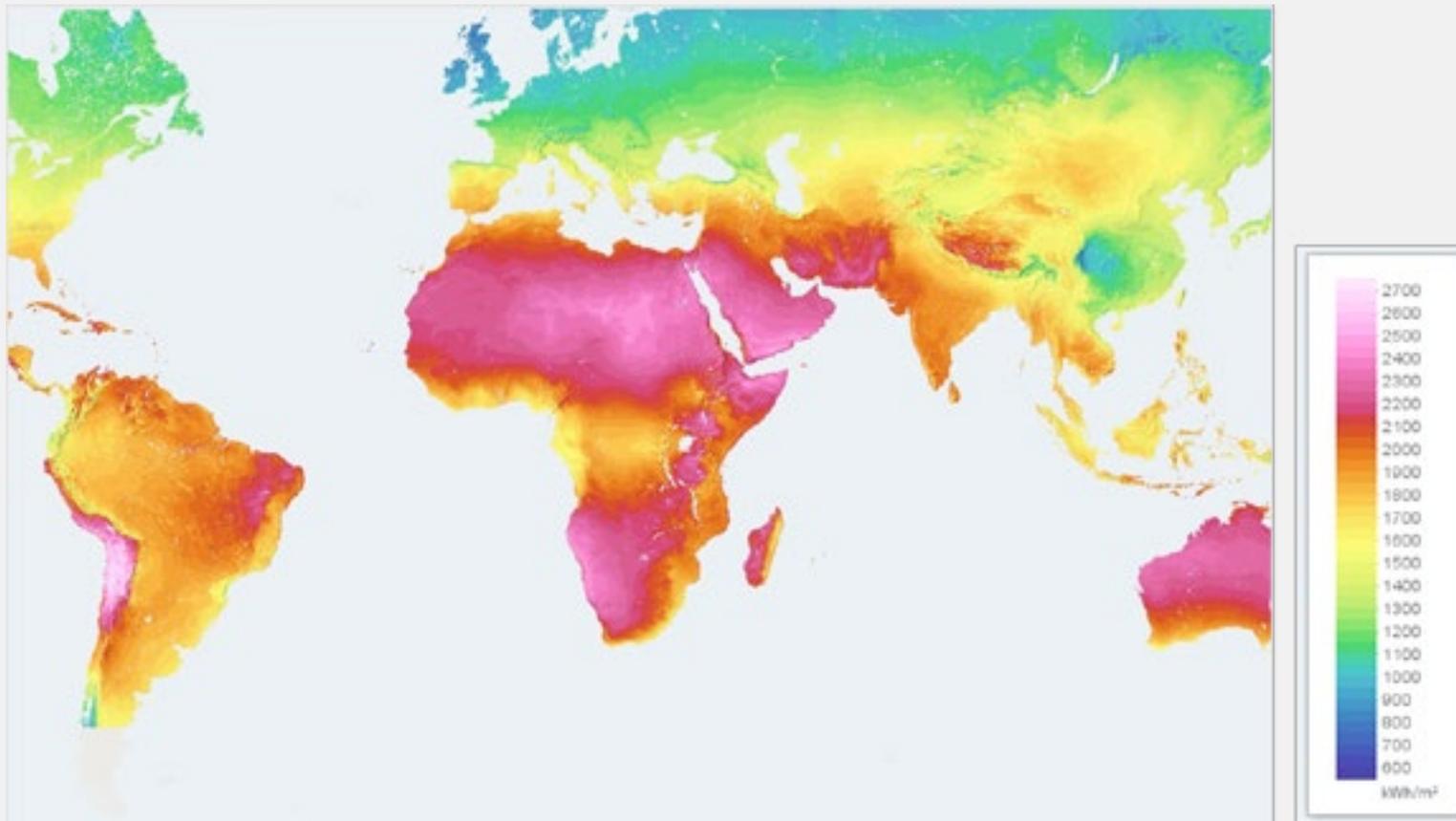
Les taux de défaut sont négligeables. Si les paiements s'arrêtent, le service est déconnecté à distance, en désactivant la boîte qui relie le panneau solaire aux appareils.

Une fois le prêt remboursé, il n'y a pas d'autres paiements, jusqu'à ce qu'un client investisse dans un plus grand système avec plus d'appareils, comme une télévision ou un réfrigérateur.

M-KOPA affirme fournir en électricité 500 nouveaux clients chaque jour.

320 jours d'ensoleillement par an en moyenne dans certaines régions de l'Afrique (9)

Irradiation solaire globale dans le monde (en kWh par m2)



■ Source : Atlas mondial sur l'énergie solaire "Global Solar Atlas", Banque mondiale

L A TRANSITION DIGITALE (1)

D'un monde à un autre

► Une transformation socio-économique

- ❖ La dématérialisation d'objets physiques devenus numériques (la numérisation), conjuguée à la création du cyberspace et des technologies de communication et d'information associées, conduisent à une vague de transformation massive (la digitalisation) non seulement des activités humaines, mais, aussi, de leurs modèles économiques.
- ❖ De nouvelles activités sont développées à moindre coût à partir d'un ordinateur, d'une connexion et d'un savoir, souvent empirique. D'où le développement des start-up et des indépendants (*freelancers*) qui peuvent opérer, ainsi, dans le monde entier.
- ❖ Aucun secteur d'activité ne peut échapper à la transition digitale qui s'accompagne d'une automatisation accrue. Ce n'est qu'une question de temps. La miniaturisation des terminaux d'accès à ce réseau mondial de l'internet et leur puissance croissante font des smartphones les interfaces incontournables. La création et la diffusion des applications est, donc, au cœur de cette nouvelle économie.
- ❖ L'utilisation croissante des objets connectés, des imprimantes 3D et des robots autonomes montre que cette transition ne fait que commencer.

► Une transformation politico-culturelle

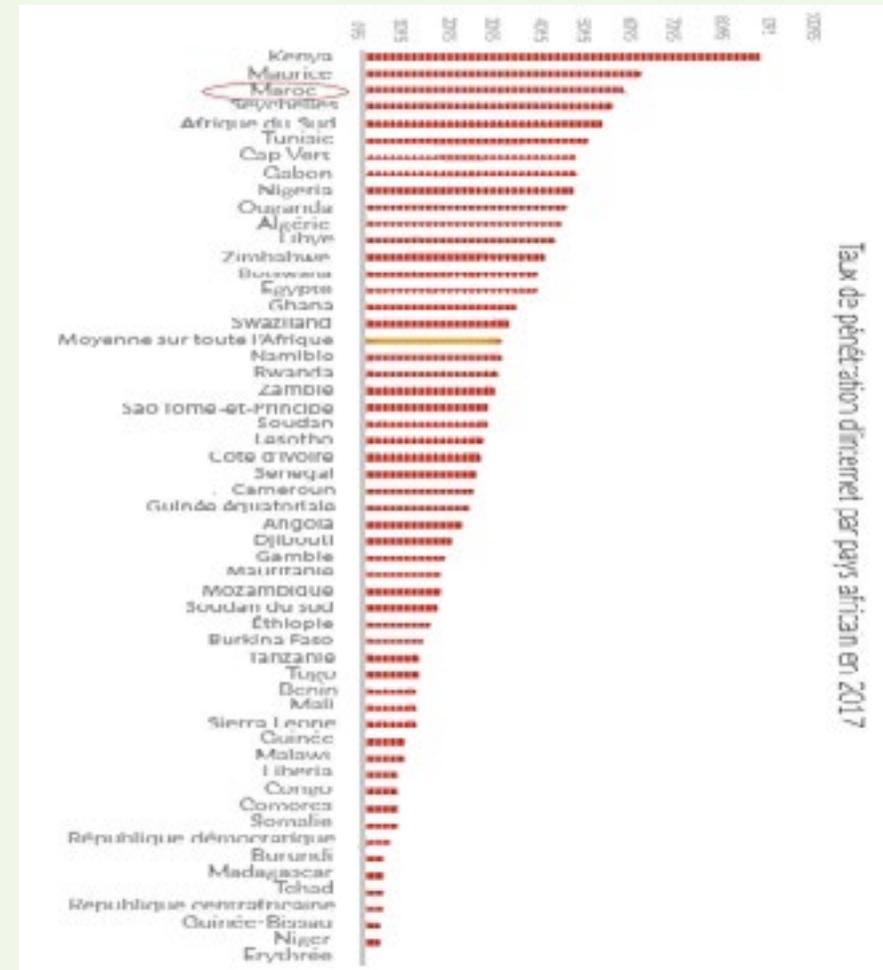
- ❖ L'accès à l'infosphère mondiale ouvre la porte aux comparaisons de situations, rendant les inégalités de moins en moins supportables. Parallèlement, la Toile devient un puissant moyen d'expression individuelle et collective, capable de relayer les insatisfactions jusqu'à favoriser l'avènement d'insurrections (printemps arabes par exemple).
- ❖ Du vol d'identité numérique au piratage des données en passant par le recrutement d'extrémistes, le cyberspace devient aussi le nouveau terrain de jeu de la criminalité. Les Etats eux-mêmes sont tentés de l'utiliser pour contrôler leurs populations, voire les censurer, allant jusqu'à la coupure des réseaux (Chine, Cuba, Cameroun, Libye, Turquie, ...).
- ❖ Moyens de contrôle, de pression, de soulèvement mais aussi de créativité, de développement économique ou de mise en lien à l'échelle planétaire, la digitalisation transforme les relations des personnes avec leur environnement : proches, communautés, institutions, monde. Elle "désilote", mondialise, donne accès à tout immédiatement. L'information et la présence (ubiquité) deviennent les fondements d'une nouvelle culture qui n'est plus occidentale ou orientale, africaine ou asiatique, mais seulement digitale.

Le double pari africain

- ▶ **Le premier pari est de libérer l'accès à internet, tout en luttant contre la cybercriminalité.**
 - ❖ En effet, la liberté d'expression en ligne est considérée comme aussi importante que celle hors ligne et l'accès à internet est considéré comme un droit intangible. Or, les gouvernements africains tendent encore à censurer l'expression en ligne (cf. "zone 9" en Ethiopie, en Tanzanie...) ou à couper l'accès à internet lors des élections (Ouganda, Gabon, République démocratique du Congo...) pour des raisons parfois plus politiques que d'ordre public (10).
 - ❖ La contrepartie de l'accessibilité, depuis 2013, est la progression de la cybercriminalité africaine. Une nouvelle génération de cybercriminels ouest-africains a émergé, principalement composée de jeunes diplômés sans emploi. Entre "Yahoo Boys" et "barons du cybercrime", ils écument les particuliers africains autant que les entreprises étrangères, en lien avec des pirates étrangers. Leur butin se chiffre à plusieurs millions de dollars : en moyenne annuelle, 2,7 millions de dollars pour les entreprises et 422.000 dollars pour les personnes physiques (11).
- ▶ **Le second pari est d'aller au-delà de l'économie numérique pour dynamiser la croissance africaine de manière inclusive et durable.**
 - ❖ Bien avant la plupart des pays développés, les Africains ont vu venir le développement d'une économie fondée sur les applications. Cela leur a permis de sauter l'étape de l'ordinateur pour s'investir directement dans l'économie mobile. Une mosaïque d'entrepreneurs, start-ups technologiques et centres d'innovation joignent leurs forces au-delà des frontières pour créer un véritable écosystème de technologies de l'information, attirant des acteurs majeurs, comme Facebook, Netflix et SAP tandis que la Silicon Valley investit dans ces projets numériques de l'Afrique du Sud au Kenya.
 - ❖ C'est tout le secteur des technologies, des médias et des télécommunications qui est impacté par cet essor de l'Afrique, des applications intelligentes sur smartphone dans le domaine de la santé aux solutions biométriques de biosurveillance ou de suivi des maladies agricoles (Ouganda), en passant par les services de navigation intérieure pour les aéroports, par exemple, (Afrique du Sud) ou d'alerte par SMS en cas de catastrophe naturelle (Rwanda).

La digitalisation

- ▶ Un nombre d'internautes africains en progression de 85% entre 2000 et 2017 (12).
- ▶ Avec 388 millions d'utilisateurs d'internet en 2017, l'Afrique compte 10% du total des internautes du monde entier (12).
- ▶ En 2017, 160 millions d'utilisateurs du réseau social Facebook se situaient dans le continent africain, soit 8% du total des utilisateurs dans le monde (12).
- ▶ En janvier 2017, le Caire était la 6^{ème} ville au monde avec le plus grand nombre d'utilisateurs sur Facebook (13).
- ▶ Un coût de la cybercriminalité en Afrique qui est élevé. A titre illustratif, il était en 2016 de 2 milliards de dollars (14).



Source: Traitement IRES des données issues de Internet World Stats

Vers l'énergie numérique

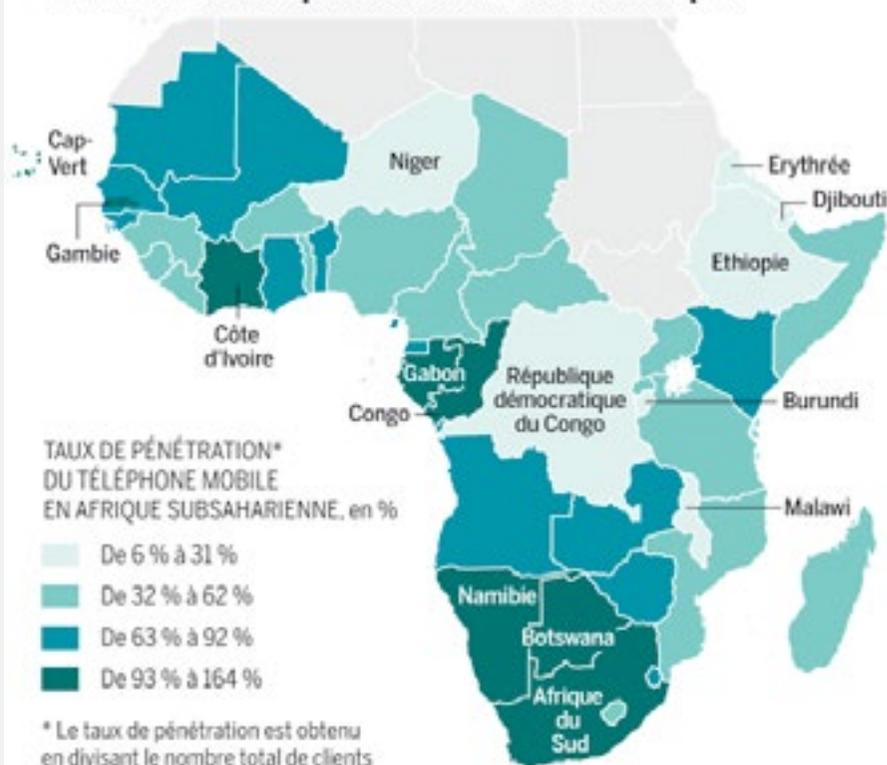
Bonnes pratiques

- ▶ **MTick** : une plateforme de réservation et paiement en ligne de tickets pour cars, lancée en avril 2016 à Abidjan. Elle permet aux transporteurs de prévoir le nombre de passagers, de gérer les réservations et d'ajuster le nombre de cars prévus et, aux passagers, de ne plus faire de queues interminables sans garantie de départ (15).
- ▶ **SEEN** : au Niger, la société d'exploitation des eaux du Niger offre la possibilité à ses clients de payer directement par téléphone mobile (16). Près de 65% de la consommation d'eau est, ainsi, directement gérée et payée par téléphone (17).
- ▶ **M-Pedigree** : une solution mobile ghanéenne pour vérifier l'authenticité des médicaments qui est déployée au Ghana en 2008 et, depuis, au Niger, en Tanzanie, au Nigeria, en Ouganda... (18).
- ▶ **Njorku** : une plateforme camerounaise pour les demandeurs d'emploi qui recense les offres d'emplois au Nigeria, au Cameroun, au Ghana, au Kenya, en Afrique du Sud, en Ouganda et en Egypte (19).

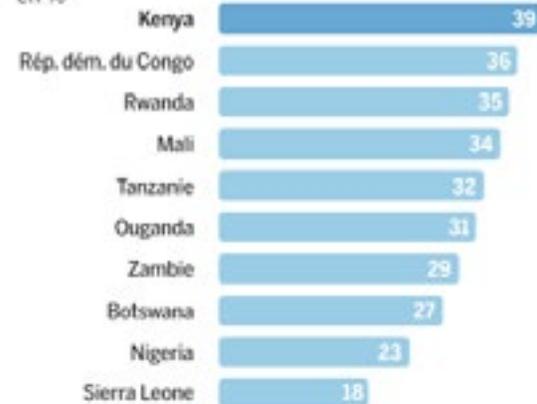
M-Pesa

- ▶ Lancée en 2007 par l'opérateur kenyan Safaricom, la plateforme de paiement mobile M-Pesa, alors précurseur, est aujourd'hui le leader mondial du transfert financier par téléphone mobile (20).
 - ❖ Sur près de 30 millions d'utilisateurs dans le monde entier (21), 18 millions sont Kenyans, soit 70% de la population adulte du pays (22).
 - ❖ L'outil de paiement "Lipa Na M-Pesa" représentait 5% des transactions totales au Kenya en 2017 et vise 20% en 2020 (22).
 - ❖ Ses activités se sont étendues en 2012 au micro-crédit (M-Shwari). En 2017, 2 prêts par seconde sont contractés via M-Shwari (22).
- ▶ En 10 ans, M-Pesa a transformé l'économie kenyane (22) :
 - ❖ 2% de Kenyans sont sortis de la pauvreté grâce aux microcrédits obtenus.
 - ❖ M-Pesa a permis de créer quelques 860.000 emplois et 1 milliard de dollars d'activité économique.
 - ❖ Des fermiers, par exemple, ont pu avoir accès à des services bancaires essentiels (crédit, épargne, transferts), en dépit de leur éloignement de tout dispositif bancaire local.

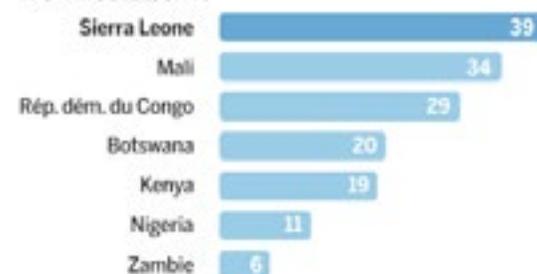
Le boom du téléphone cellulaire en Afrique



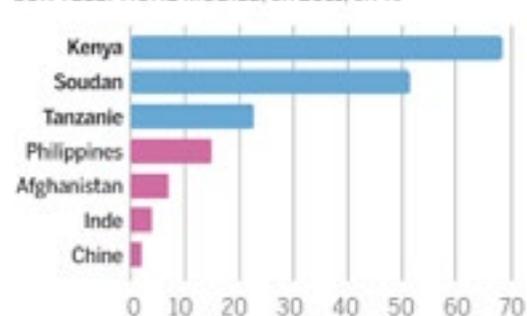
PART DE LA POPULATION QUI UTILISE LE MOBILE D'UN VOISIN, D'UN AMI, D'UN MEMBRE DE LA FAMILLE, en %



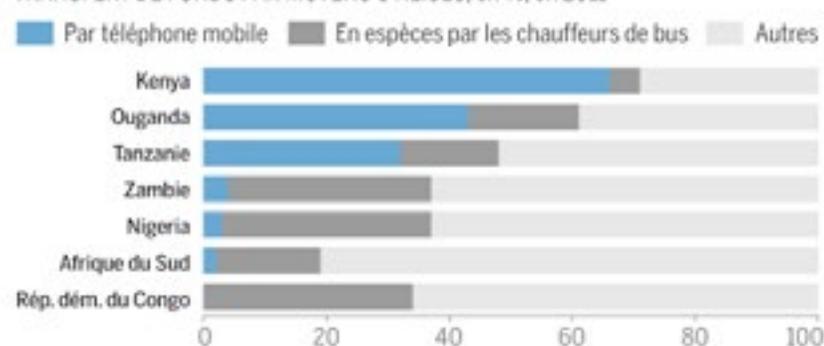
PART DE LA POPULATION N'AYANT PAS ACCÈS À UN MOBILE, en %



PART DES ADULTES AYANT EFFECTUÉ UN PAIEMENT SUR TÉLÉPHONE MOBILE, en 2011, en %



TRANSFERT DE FONDS PAR MOYENS UTILISÉS, en %, en 2011



Source : Gallup, Banque mondiale. Sub-saharan africa mobile observatory 2012

D'un monde à un autre

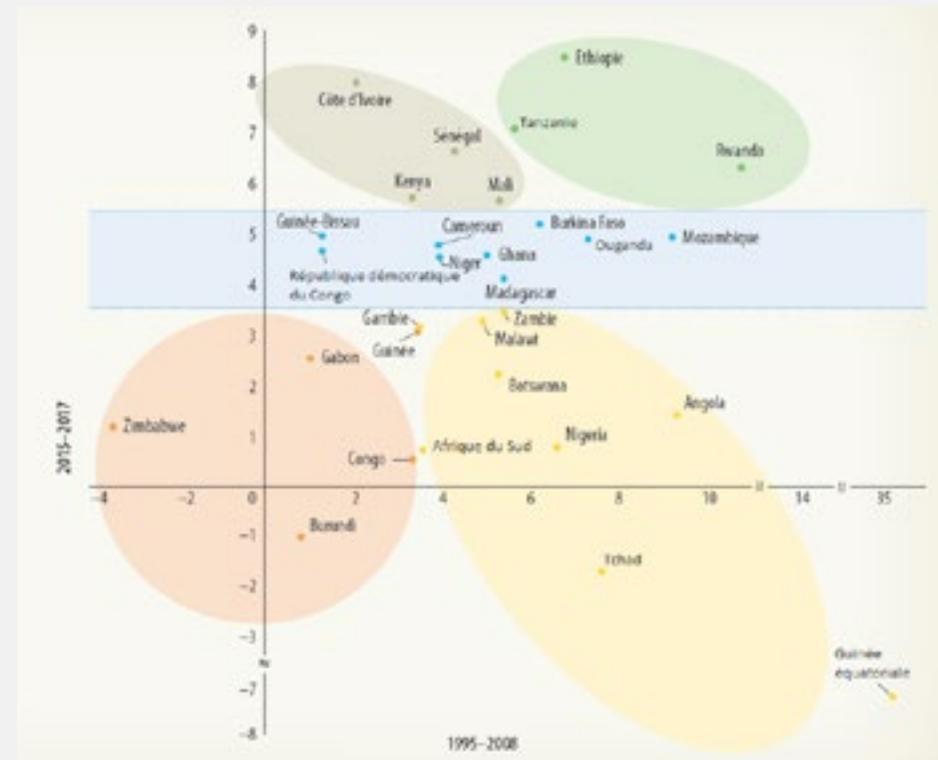
- ▶ Né en Allemagne en 2010 (23), le concept d'industrie 4.0 désignait des usines de plus en plus automatisées (*smart factories*) grâce à la simulation numérique, à la cobotique, à la réalité augmentée, à la fabrication additive, à la communication de machine à machine et à l'intelligence artificielle. En réponse à la productivité engendrée, le nouveau concept d'industrie x.0 vise à étendre la continuité digitale à l'ensemble de la chaîne de valeur. Les gains ainsi obtenus sont alors réinvestis dans de nouveaux produits et services plus personnalisés (24).
- ▶ En réalité, ce changement de paradigme ne révolutionne pas seulement l'industrie ou les entreprises, mais l'ensemble de l'économie et ce, pour trois raisons majeures :
 - ❖ La transformation du statut de client qui passe d'un individu standard devant se contenter de ce qui lui est proposé, sur la base de l'équation prix-qualité (économie de l'offre), à une personne spécifique dont il faut capter au mieux le besoin individuel pour le satisfaire de la manière la plus personnalisée possible (économie de la demande). D'où l'importance des big data, de la confidentialité des données, des annonces personnalisées... et de tous les moyens développés pour saisir, le plus rapidement possible, les aspirations de ces nouveaux consommateurs.
 - ❖ Le changement radical de mode de production, qui réduit le temps de mise sur le marché et réalise un assemblage et une personnalisation de proximité. Cela nécessite une réorganisation complète des grands groupes centralisés du 20^{ème} siècle alors que les entreprises *digital natives** se sont déjà organisées en mode agile (cf. Local Motors). D'où le développement exponentiel de la logistique, notamment des systèmes de livraison autonomes, mais aussi des circuits courts et de proximité (cf. l'agriculture urbaine).
 - ❖ La mutation de la nature même des emplois, qui deviennent à leur tour plus flexibles, plus autonomes, plus précaires aussi. Tandis que les emplois permanents, sécurisés, à relativement faible valeur ajoutée sont aisément remplacés par des machines physiques ou virtuelles, une "économie à la tâche" soutenue par les plateformes digitales se développe à l'échelle mondiale : la *gig economy* (25). Ce marché de près de 77 millions de travailleurs indépendants identifiés en Europe (8,9 millions), en Inde (15 millions) et aux Etats-Unis (53 millions) (26) qui couvrent toute la gamme possible des tâches, est peu à peu organisé par d'immenses places de marché mondialisées comme *Upwork* ou *Freelancer*. D'où l'idée persistante que le modèle de salariat massif a vécu, et avec lui le système de protection sociale par répartition.
- ▶ Enfin, cette économie x.0 accorde une importance inédite à la soutenabilité de son mode de développement : croissance inclusive, économie circulaire, innovation *jugaad* (faire plus avec moins), partenariats ouverts et formation...

L A TRANSITION ÉCONOMIQUE (2)

La nouvelle économie africaine

- ▶ **Le choix payant du *leapfrog***, c'est-à-dire améliorer sa position en sautant quelques étapes.
 - ❖ Contrairement à l'image souvent véhiculée d'un continent à l'écart du reste du monde dont la capacité à affronter la 4^{ème} révolution industrielle est mise en doute, l'Afrique est bien dans le monde : les aspirations à l'origine de l'économie x.0 sont aussi celles de nombreux Africains qui se préparent déjà pour le x.0. Là encore, l'Afrique est en marche.
 - ❖ Le développement de cette nouvelle forme d'économie va permettre au continent de faire un grand bond en avant sans avoir à passer par l'étape du coûteux développement industriel du 20^{ème} siècle. Déjà, la croissance forte et stable du PIB des pays africains dont les économies sont peu tributaires des matières premières est soutenue par des investissements dans les infrastructures, des secteurs de services résilients et le redressement de la production agricole (Ethiopie, Sénégal, Tanzanie... cf. graphique ci-contre), conditions préalables à l'essor de l'économie x.0.
 - ❖ Le développement récent des pays africains a montré que les plus riches en ressources naturelles étaient en réalité les plus vulnérables et les moins développés sur le plan social. Selon la même logique, les moins bien dotés en infrastructures de transport, par exemple, seront ceux où la nouvelle économie sera la plus florissante puisque son objectif est de répondre aux besoins insatisfaits. Il devient, donc, nécessaire de raisonner autrement pour comprendre le phénomène en cours. Les quatre facteurs de changement formant la clé de l'essor africain x.0 peuvent y aider.

Croissance du PIB en Afrique subsaharienne en 1995-2008 et 2015-2017



■ Source : Traitement IRES du graphique issu de "Africa's Pulse, an analysis of issues shaping Africa's economic future, Banque mondiale"

► De nouvelles ressources humaines

- ❖ Jusqu'à présent, sur le continent, le salariat représentait la voie à suivre pour faire carrière et susciter le respect. Aujourd'hui, l'entrepreneuriat et le travail indépendant (prestation de services) sont de mieux en mieux considérés, signes de courage, d'autonomie et de responsabilité.
- ❖ Face à un marché du travail traditionnel saturé, alors que le champ des besoins n'a jamais été aussi vaste, la notion d'entreprise personnelle innovante trouve de plus en plus d'écho (27). Déjà, le continent compte 1,4% du nombre total de travailleurs indépendants dans le monde (26).
- ❖ La concurrence entre les prestataires de services conduit chacun à être plus professionnel et plus innovant que son voisin. Il en résulte une montée en compétences et un développement des partenariats pour s'adjoindre des expertises complémentaires (écosystème "liquide"). La diaspora africaine y joue un rôle crucial.
- ❖ L'innovation est essentielle à l'économie x.0 qui cherche à satisfaire les besoins exprimés. Comme en Inde, elle doit être ingénieuse (*jugaad*) pour faire beaucoup avec peu. Les jeunes Africains y excellent (cf. illustration ci-contre) et se distinguent dans les concours internationaux (*Digital Africa, Innovation Prize for Africa, ...*). L'innovation africaine est hybride, à la fois high et low technology. Elle est ouverte, mettant à contribution les nationaux, les résidents à l'étranger et les étrangers.

Imprimante 3D réalisée en 2013 par Woelab, un fablab togolais, à partir de la récupération de déchets informatiques toxiques (28).



■ Source : <https://edition.cnn.com/2017/11/28/africa/3d-printer-electronic-waste/index.html>

▶ La nouvelle donne des infrastructures :

❖ La clé du développement du secteur des technologies, des médias et des télécommunications.

- Les organismes internationaux mettent l'accent "sur les progrès spectaculaires réalisés par l'Afrique sur le plan de la quantité et de la qualité des télécommunications qui contrastent avec les retards persistants dans la production de l'électricité et son accès" (29). Ces progrès correspondent aux besoins de ce secteur qui nourrit le développement digital du continent. Mais, il n'est pas suffisant pour répondre à la demande croissante de services de technologies de l'information spécifiques pour les entreprises, simplifiés, standardisés, transparents et tarifés à l'usage "IT as a service" (30).
- Or, les télécommunications sont d'autant plus une priorité : une augmentation de 10% du taux de pénétration d'internet entraîne un gain de 0,25% à 1% du PIB (31) que les innovations qu'elles véhiculent vont complètement changer la donne. Au début de l'année 2016, seulement 50% des Africains ont accès à la 3G et 16% à la 4G (32) ; sur les 10 pays au monde enregistrant les téléchargements de données les plus chers, 7 sont en Afrique (Tchad, Ouganda, Rwanda...) (33).

- D'où la nécessité d'un changement de paradigme, consistant à préférer de nouvelles solutions au système traditionnel de poteaux et générateurs diesel dont il faudrait des millions pour couvrir la savane ou la forêt et dont le coût est exorbitant.

- ▶ Des innovations comme la station de base GSM Litecell de NuRAN ou la couverture solaire de VANU (Rwanda), le projet LOON de Google ou l'OpenCellular Grant Program de Telecom Infra Project sont spécifiquement conçus pour changer la donne dans les zones rurales des pays en développement et, plus particulièrement, en Afrique.
- ▶ De nouveaux câbles, réseaux de fibre optique (Accra, Kampala) et technologies satellitaires pourraient faire chuter les coûts de transmission de 4/5^{ème} d'ici 2020. (33).

Le Programme de Développement des Infrastructures en Afrique

- ▶ Bien au fait du rôle de catalyseur et d'accélérateur de développement continental que jouent les infrastructures, plus particulièrement en matière de télécommunications, l'Union africaine conduit avec l'Agence du NEPAD et la Banque africaine de développement un programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA).
 - ▶ Le PIDA, approuvé par les Chefs d'Etat africains en janvier 2012 (34) "aura à développer un programme d'investissement dans les infrastructures (court, moyen et long terme), fondé sur des priorités bien définies. Il sera le document principal d'orientation de l'UA en ce qui concerne les programmations, les politiques et les priorités d'investissement dans le transport, l'énergie, l'eau et les TIC, entre 2011 et 2040" (35).
 - ▶ D'ici 2020, le coût de ce vaste chantier infrastructurel est évalué à près de 68 milliards de dollars et comprend 51 projets, selon le département du NEPAD et des infrastructures régionales à la Banque africaine de développement (36).
 - ▶ La 3^{ème} édition de la Semaine du PIDA s'est tenue en décembre 2017 en Namibie sur le thème "Développer les infrastructures régionales pour la création d'emplois et la transformation économique". Il y a été précisé que la loi type sur le projet de développement des infrastructures (PIDA) pour les projets d'infrastructures transfrontalières en Afrique harmonisera la réglementation transfrontalière des projets d'infrastructures transfrontaliers, favorisera le commerce intra-africain et ouvrira les marchés intérieurs au commerce international (37).
 - ▶ Le fonds d'investissement Africa 50 offre un appui significatif (60% des investissements dans l'énergie et les transports d'ici 2025) à la résorption du déficit d'infrastructures africain (38).
- **PIDA** - L'Union africaine (UA) a mis au point le Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA). La composante TIC vise à faire en sorte que tous les pays africains sont connectés à au moins deux liaisons internationales, le soutien à l'amélioration des politiques et des cadres réglementaires et aux IXPs.
 - **ECOWAN** - L'infrastructure dorsale régionale de la CEDEAO et la plateforme pour la cybergouvernance. La CEDEAO prévoit à développer km de fibre terrestre, et les liens WIMAX du dernier kilomètre aux bureaux gouvernementaux.
 - **WARCIP** - Le Programme régional d'infrastructures de communication de l'Afrique de l'Ouest. 9 candidats : le Burkina Faso, la Sierra Leone, le Libéria, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, la Gambie, le Niger et le Togo. Le projet soutient la mise en place des stations d'atterrissage neutres vis-à-vis des Opérateurs et des points de débarquement virtuels dans les pays enclavés.
 - **SADC RIDMP** - Plan directeur de développement d'infrastructure régional, mis en œuvre par les pays d'Afrique australe, y compris le soutien pour les IXP et des liens transfrontaliers ont été nécessaires.
 - **ECCAS - Le REC** qui met en œuvre le plan directeur de fibre transfrontalier dans le centre de l'Afrique.
 - **CAB** - Central African Backbone - Le développement des liens en fibre soutenu par la Banque mondiale au Cameroun, au Tchad, au Centre Afrique, au Sao Tomé-et-Principe.
 - **RCIP** - Programme régional d'infrastructures de communication ouvert à 25 pays d'Afrique orientale et australe soutenu par la SFI et de la Banque mondiale COMESA, la SADC et de la CAE programmes de TIC travaille à la coordination comme l'Alliance tripartite
- **Source** : La stratégie de l'interconnexion régionale pour l'Afrique : slideplayer.fr/slide/1179329

❖ Un déficit en infrastructures paradoxalement prometteur :

- Bien que 67,5% de la population subsaharienne aient accès aux sources améliorées d'eau potable en 2015, contre 46,8% en 1990 (39), la disparité entre le rural et l'urbain, les sécheresses récurrentes et la gestion inappropriée des infrastructures (fuites, contaminations, ...) conduisent à des situations intenable. Néanmoins de nouvelles solution apparaissent (cf. chapitre suivant).
- Plusieurs projets régionaux visent à accroître les échanges transfrontaliers en électricité, permettant ainsi de réduire la dépendance vis-à-vis des centrales à fossiles, comme le projet NELSAP ou l'interconnexion électrique Djibouti-Ethiopie. Ce faisant, ils œuvrent en faveur de la régionalisation du continent (cf. chapitre 2 de la 3^{ème} partie).
- De grands projets se mettent en place en matière d'infrastructures de transports, de la modernisation des ports (Kribi, Bagamoyo, ...) à l'extension du réseau routier et ferroviaire, motivée notamment par la nécessité de relier les ports aux bassins miniers et de circuler dans les zones fortement urbanisées.
- Néanmoins, le retard pris dans ce domaine pourrait devenir un avantage permettant au continent de se doter d'emblée de technologies disruptives comme l'Hyperloop –un train propre et moins cher, circulant à 1000km/h- ou durables comme les routes à enrobés 100% recyclés. La prise en compte de l'évolution des véhicules est aussi essentielle, comme l'arrivée du truck platooning, des pelotons de camions autonomes, communiquant entre eux : un système plus sûr et plus économe en consommation, qui renouerait symboliquement avec les anciennes caravanes transsahariennes...

► La montée de l'intelligence artificielle en Afrique

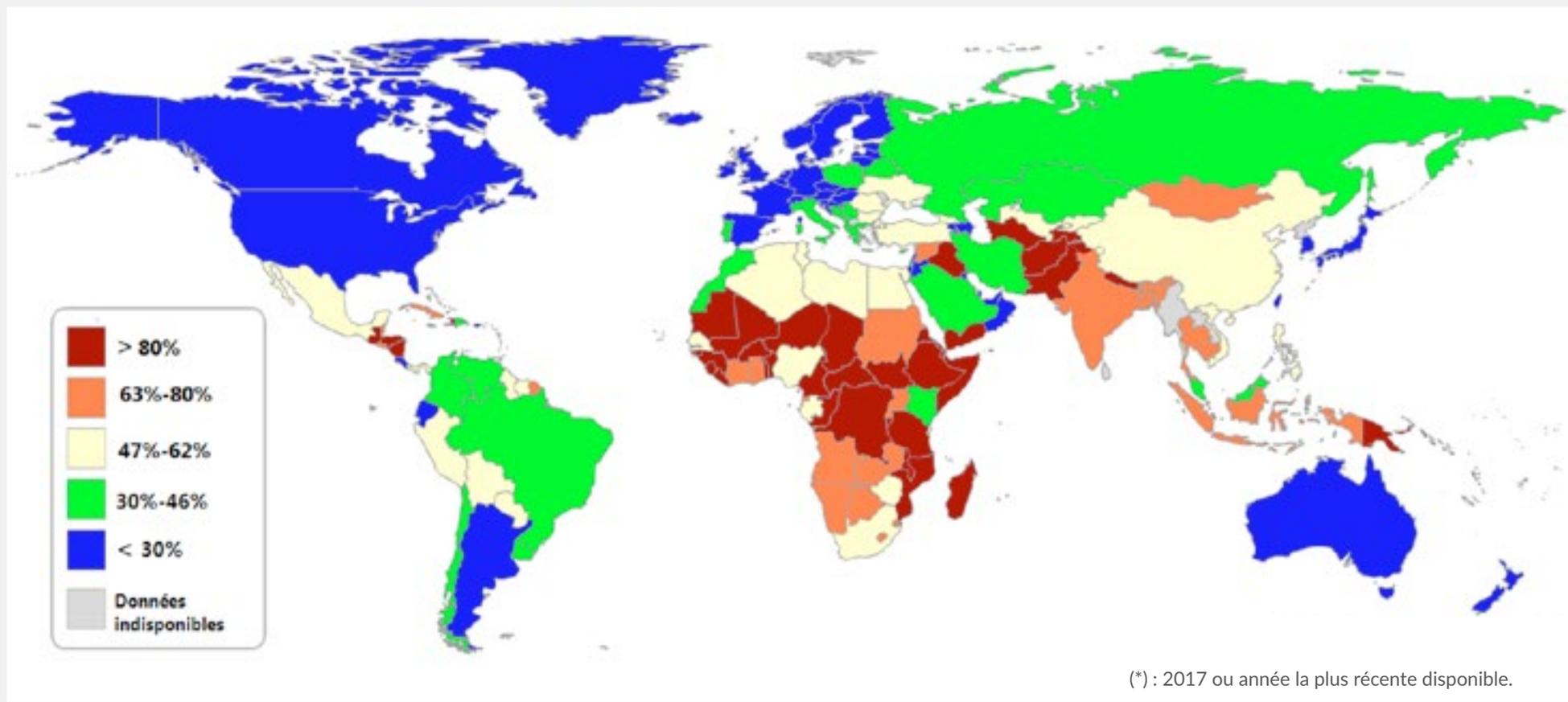
- ❖ Là aussi, l'Afrique a effectué un leapfrog inattendu. Malgré les retards structurels déjà évoqués, de nombreux secteurs d'activité ont été renforcés par une adoption rapide de la technologie intelligente (40).
- ❖ Dans le domaine de l'agriculture, il faut citer l'exemple de la Plateforme ECX e-Trade : en 2015, l'Ethiopian Commodity Exchange (ECX) s'est associée à IBM pour construire une solution de traçabilité du café, basée sur l'internet des objets (41).
- ❖ Dans le domaine de la santé, l'intelligence artificielle commence à être intégrée dans les systèmes de soins : des institutions médicales au Maroc, au Cameroun et en Afrique du Sud utilisent SOPHIA, une intelligence artificielle pour analyser les données génomiques des patients afin de décider des soins les plus efficaces (42).
- ❖ La mise en place de réseaux nationaux de drones (Rwanda, Tanzanie) est en train de faire de l'Afrique de l'Est un leader mondial dans le domaine de la logistique des drones (43).
- ❖ Enfin, l'utilisation de l'intelligence artificielle accélère l'entrée du continent dans le monde de la technologie financière "fintech" (par exemple, la micro-assurance développée par la sud-africaine Stockshop).

Le centre de réalité virtuelle de Kumba de l'Université de Pretoria en Afrique du Sud a simulé un environnement complet d'exploitation minière pour former des professionnels et des étudiants à ses métiers risqués (44).



■ Source : Site officiel de l'université de Pretoria: <http://www.up.ac.za/en/mining-engineering/article/21863/kumba-virtual-reality-centre-for-mine-design>

Part de la population n'ayant pas accès au réseau Internet en 2017 (*)



■ Source : Traitement IRES des données de Internet World Stats

Bien que près de huit Africains sur dix (77,8%) disposent d'un téléphone mobile, seulement trois Africains sur dix utilisent Internet en 2017 (45).

L'AFRIQUE EN MARCHÉ N°3

Vers l'économie x.0

Bonnes pratiques

- ▶ **Aajoh** : cette toute jeune start-up nigériane utilise l'intelligence artificielle pour aider les personnes malades à diagnostiquer leur état de santé et ce, à partir d'une liste de leurs symptômes via le texte, l'audio et les photographies, dans un pays où le nombre de médecins pour 10.000 habitants ne dépassait guère 4 en 2010 (46).
- ▶ **Aerobotics** : cette start-up sud-africaine a développé son *Aeroview Platform*, à base d'intelligence artificielle, de satellites et de drones pour aider les agriculteurs à optimiser leurs rendements grâce à l'analyse cartographique de leurs cultures, d'où une réduction de 20% des mauvaises récoltes. En 2017, la plateforme est déjà utilisée en Afrique du Sud, au Malawi, au Zimbabwe et au Mozambique.
- ▶ **Genesis Telecare** : première société de télémédecine du Cameroun, lancée en 2009, elle offre l'accès aux populations des zones rurales à des examens et à un suivi médical soutenu.
- ▶ **Green Keeper Africa** : Deux ingénieurs béninois ont fait d'une plante envahissante, destructrice des écosystèmes, une opportunité économique. Une fois traitée, la jacinthe aquatique est transformée en produit dépolluant, capable d'absorber les hydrocarbures.

KONIKU

- ▶ Oshiorenoya AGABI a grandi à Lagos (Nigéria) où il a obtenu sa licence de physique. Après avoir travaillé en Suisse sur l'apprentissage des machines, il a passé son doctorat en bio-ingénierie à Londres. Ainsi, pendant 15 ans, il a cherché à comprendre comment les neurones communiquent entre eux.
- ▶ Cette approche l'a amené à vouloir concevoir une puce électronique, dotée de processeurs vivants et apprenants "dans le but de résoudre les problèmes urgents du monde réel". C'est ainsi qu'est née KONIKU, sa start-up logée dans la Silicone Valley.
- ▶ En octobre 2017, il a révélé, publiquement, en Tanzanie, le Koniku Kore, le premier objet neuro-technologique au monde. Fonctionnant comme l'odorat d'un chien, il peut détecter les explosifs, les fuites de méthane ou les cellules cancéreuses sans aucune intrusion. Il suffit de programmer les neurones de synthèse pour exécuter des tâches spécifiques (47).
- ▶ En plus de la puissance, cette puce ne consommerait quasiment pas plus d'énergie qu'un cerveau humain (10 watts). Cette révolution technologique permettrait le déploiement rapide de l'internet des objets, de la *blockchain* et de l'intelligence artificielle en Afrique.

L A TRANSITION ÉCONOMIQUE (7)

En quête de la valeur ajoutée de demain

► Une nouvelle réalité africaine à prendre en compte

- ❖ La croissance africaine post-crise, sur la période 2015-2017, a été tirée par la demande intérieure de 7 pays : Côte d'Ivoire, Ethiopie, Kenya, Mali, Rwanda, Sénégal et Tanzanie (48), affichant des taux de croissance annuels, supérieurs à 5,4% (49). Représentant, ensemble, 22,5% de la population de l'Afrique (50) et 12% de son PIB (49), ces pays constituent la partie émergée d'une Afrique non seulement en marche, mais en pleine mutation. Les réformes structurelles, l'attraction des investissements directs étrangers, la diversification des activités ont contribué à ce succès.
- ❖ "Faut-il sauter l'étape (leapfrogger) de l'industrialisation ?" Iconoclaste au regard des préconisations des institutions internationales, cette question se pose, néanmoins, pour les raisons ci-après :
 - L'augmentation de la demande agricole mondiale d'ici 2050 peut suffire à alimenter la croissance économique, comme au Sénégal.
 - Le rapide développement de l'automatisation intelligente (industrie x.0, fabrication additive) conduira, nécessairement, à une réduction des coûts marginaux, comme la main d'œuvre à coût réduit (qui nourrit la croissance éthiopienne, par exemple) ne sera plus un avantage compétitif.
 - ✓ Avec une part mondiale dans le secteur manufacturier ne dépassant guère 1%, le continent africain se situe en bas de la chaîne des valeurs. Certes, l'industrie manufacturière a enregistré une croissance moyenne annuelle de 3,5% sur la période 2004-2014, mais sa contribution à l'économie globale a chuté de 13% à 11% sur la période sous revue (51).

► A l'assaut de la pauvreté

- ❖ La misère systémique, aussi bien urbaine que rurale, est une condition insupportable en soi. La combattre est, donc, une nécessité humaine autant qu'un moyen d'assurer la sécurité dont la prospérité a besoin.
- ❖ L'innovation *jugaad* utilise le rapport coût-efficacité comme moyen de fournir une valeur plus élevée aux clients. Le segment "*bottom of the pyramid*" (52) est un système économique, permettant de lutter contre la pauvreté, en faisant des profits. Ces deux éléments peuvent, aujourd'hui, se conjuguer avec la digitalisation et la téléphonie mobile pour déployer une multitude de prestations de qualité, à un coût relativement bas, correspondant exactement aux besoins de ces populations, comme c'est déjà le cas avec des kits solaires ou des abonnements téléphoniques.
- ❖ Les résultats de l'expérience de revenu de base universel en cours au Kenya (Siaya et Bomet County) permettra d'en apprendre, davantage, sur sa capacité à diminuer la pauvreté à long terme.

► L'enjeu d'une nouvelle alliance entre la nature et la culture

- ❖ La dégradation des ressources naturelles n'est ni soutenable ni vivable. Il n'est simplement plus possible de décorrélérer la production de richesses des ressources qu'elle nécessite. Ce changement de regard conduit à une nouvelle alliance entre la nature et la culture, telle que reflétée par les concepts d'économie bleue (cf. Focus n° 16), d'agroécologie ou de tourisme durable.

L'économie bleue

- ▶ *The Blue Economy*, un concept inventé par Günter PAULI, en 2004, qui vise à s'inspirer de la nature (biomimétisme) pour fonder un nouveau modèle économique, utilisant au minimum les ressources naturelles et, au maximum, les ressources locales disponibles (53).
- ▶ Ce nouveau paradigme "bleu" s'oppose à l'industrie dans sa forme actuelle (rouge), polluante et sur-consommatrice et au développement durable (vert), jugé insuffisant et superficiel.
- ▶ Il réorganise, en profondeur, l'ensemble des activités pour éviter le gaspillage, réutiliser les déchets pour générer de nouveaux produits et favoriser la proximité territoriale.
- ▶ Il vise la production de produits plus sains pour la santé, à plus juste prix pour tous (circuits courts) et plus respectueux de l'environnement naturel.
- ▶ Il séduit par sa dimension holistique :
 - ❖ Recours aux traditions, aux cultures et au savoir-faire locaux.
 - ❖ Assimilation de l'eau, de l'air et du sol à des biens communs.
 - ❖ Adaptation et changement érigés en principe de fonctionnement d'une économie écosystémique.
- ▶ L'économie circulaire fait partie de l'économie bleue : c'est une économie industrielle réparatrice, dans laquelle les flux de matières sont de deux types bien distincts :
 - ❖ Les nutriments biologiques, destinés à ré-entrer dans la biosphère en toute sécurité (sous réserve d'un volume absorbable).
 - ❖ Les entrants techniques, conçus pour être continuellement recyclés, en restant à haut niveau de qualité, sans entrer dans la biosphère.
- ▶ Cette approche présente l'avantage :
 - ❖ de réorganiser les activités de manière claire, à travers les différentes étapes du recyclage,
 - ❖ de développer la valorisation des déchets et des marchés de seconde main,
 - ❖ d'être immédiatement applicable sans investissements considérables.
- ▶ L'augmentation de la durée de vie des produits résonne avec la lutte contre la pauvreté et contre l'augmentation du coût de la vie.

- ❖ Les nouvelles valeurs ajoutées de demain devraient être trouvées dans des activités au bénéfice simultané de la nature et des humains. Compte tenu de la place de l'agriculture dans l'économie africaine, trois secteurs d'activité ont commencé à explorer cette voie : l'éco-restauration, l'agriculture, la transformation alimentaire.
- ❖ **La nouvelle économie de la restauration** (*New restoration economy*) a pour objectif de contribuer à l'atténuation des impacts du changement climatique et à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Elle doit, également, conduire à des résultats financiers grâce à la restauration des écosystèmes. Cette nouvelle économie repose sur 3 piliers : des modèles de développement rentables, de l'investissement privé et des politiques publiques de soutien (54). La Grande Muraille Verte en est l'exemple le plus connu. Mais d'autres initiatives se développent sur le continent (cf. ci-contre).
- ❖ **Le concept de souveraineté alimentaire** commence, aussi, à faire son chemin : "Il faut produire ce que nous consommons et consommer ce que nous produisons" (Thomas SANKARA). Trois implications en découlent : le retour à l'agroécologie au détriment de l'agrochimie et, notamment, des organismes génétiquement modifiés (cf. le mouvement des cotonniers burkinabé contre le coton Bt) ; la politique, désormais adoptée dans la plupart des pays africains, de privilégier la demande intérieure aux exportations; la substitution progressive des productions locales aux importations, comme Fresh Direct à Lagos : agriculture urbaine (55).

Accompagner, protéger et reboiser

"Nous menons des projets pour accompagner les communautés locales dans le domaine du reboisement et pour une agriculture durable associée à l'arbre [agroforesterie].

Par exemple, nous leur expliquons comment fertiliser les sols avec des légumineuses plantées dans les allées [alley-cropping]. Grâce à cet engrais vert naturel, ils n'ont plus à avoir recours à l'agriculture sur brûlis dans la forêt, qui est un des moteurs de la déforestation dans le Bassin du Congo.

Dans un avenir proche, nous souhaitons implanter des minicentrales hydrauliques et solaires, utilisant ainsi deux ressources dont le pays regorge, afin de remplacer le bois-énergie par une énergie propre.

Nous avons longtemps été incompris dans notre combat pour protéger la forêt. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas".

René NGONGO,

Président de la Commission environnement et ressources naturelles
du Conseil économique et social de la République Démocratique du Congo

Vers une nouvelle alliance

Bonnes pratiques

- ▶ **Songhai** : "une institution béninoise qui crée des villes rurales vertes (aménagement socio-économique viable) partout sur le continent, avec la pratique d'une agriculture intégrée ; une agriculture biologique respectant la nature et basée, essentiellement, sur le bio mimétisme : pas de produits chimiques ; nous dansons avec la nature, nous étudions comment elle fonctionne pour nous mettre en phase avec elle, parce que nous souhaitons pratiquer une agriculture durable rentable, mais aussi compétitive" (56).
- ▶ **Tunweni Beer Brewery** : "Faire du pain et des champignons à partir des céréales issues du processus de brassage de la bière". Cette brasserie namibienne opère selon un circuit naturel de réutilisation (Blue economy) qui implique une champignonnière, de la vermiculture, une animalerie, des cuves de décantation, un biodigester, des bassins d'algues, des étangs à poissons et une zone irriguée de 600 hectares d'orangers et de manguiers (57).
- ▶ **GreenPot** : première entreprise kenyane intégrée de bambous, elle incarne la nouvelle économie de la restauration au Kenya après avoir démontré le bénéfice financier de la réhabilitation des terres dégradées avec du bambou, une plante à croissance rapide et aux applications polyvalentes dans les secteurs de l'énergie, de la construction et du textile (58).
- ▶ **Bionexx**, cette société malgache a réussi à faire passer la production d'artémisinine, un ingrédient-clé des médecines antipaludiques, de 0 à 12 tonnes en organisant un réseau de près de 10.000 agriculteurs sous-traitants auxquels elle a fourni un marché à plus forte valeur ajoutée, leur permettant d'accroître et de garantir leurs revenus (59).

La Grande Muraille Verte (60)

- ▶ "Le potentiel naturel du Sahel est actuellement exposé à différentes formes de dégradation, particulièrement la surexploitation, la désertification, la variabilité climatique et la pression anthropique.
 - ❖ Les terroirs sahéliens les plus touchés sont devenus des terres de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et des migrations forcées.
 - ❖ Cette situation récurrente au Sahel a exacerbé les risques de tensions et de conflits sociaux, du fait de la forte compétition sur les ressources reliques et l'absence de solutions alternatives.
- ▶ L'Initiative de la Grande Muraille Verte a pour objectif d'être un modèle innovant de développement durable et de résilience des communautés locales des terroirs. Son approche :
 - ❖ est bâtie sur les 4 paradigmes : conservation, protection, restauration et valorisation du potentiel local,
 - ❖ est autocentrée sur la valorisation économique des opportunités locales de développement,
 - ❖ s'appuie sur l'optimisation et la valorisation du capital naturel et l'implémentation d'une gouvernance locale efficiente et transparente."

L A TRANSITION ÉCONOMIQUE (9)

- ❖ Compte-tenu de la dépendance de certains pays africains aux exportations agricoles, ces nouvelles approches doivent engendrer un accroissement significatif des rendements agricoles pour, à la fois, satisfaire la demande interne et les exportations. L'intelligence artificielle et les technologies associées, la téléphonie mobile et les services associés. Enfin, la recherche et la formation sont les clés de ce nouveau développement agricole :
 - résistant aux changements climatiques : **l'agriculture climato-intelligente** connaît un réel succès en Afrique, cf. les Maarifacenter au Kenya, les projets "Création d'une économie caféière résistante au climat" en Ethiopie, ou le "Projet de gestion des marchés communautaires pour la conservation du paysage" en Zambie et bien d'autres au Kenya, au Maroc, en Ouganda, Tanzanie et Zambie (61) (62),
 - renforçant les résistances naturelles des plantes : en croisant les cultures vivrières ordinaires avec leurs homologues sauvages, trouvées dans les zones les plus reculées de la Terre, les agriculteurs constatent qu'ils peuvent utiliser moins d'insecticide,
 - bénéficiant d'une meilleure connaissance des propriétés des plantes: moins de 16% des espèces utilisées dans des remèdes sont citées dans des publications médicales, à titre d'exemple, alors qu'il existe plus de 28.000 espèces médicinales dans le monde en 2017 (63).
 - optimisé par une nouvelle distribution des cultures, permettant d'augmenter la production, tout en réduisant la consommation d'eau : cette optimisation pourrait nourrir 825 millions de personnes supplémentaires dans le monde (64). Déjà, des chercheurs sud-africains en intelligence artificielle se penchent sur le sujet.



L'agriculture climato-intelligente

Elle constitue une approche permettant d'atteindre des priorités de développement agricole, dans un contexte de changement climatique. Il s'agit d'augmenter la productivité durablement, tout en renforçant la capacité d'adaptation de certains aspects essentiels des modes de subsistance des ménages ruraux. Il est à noter que la mise en œuvre d'une politique d'agriculture intelligente est déterminée par le contexte et les capacités spécifiques, propres à chaque pays.

Vers la transformation agricole

Bonnes pratiques

- ▶ Depuis 2010, l'Agence de transformation agricole éthiopienne cherche à promouvoir la transformation, en apportant un soutien accru aux structures publiques existantes, au secteur privé et aux autres partenaires non gouvernementaux pour remédier aux goulets d'étranglement structurels en la matière (65).
- ▶ Depuis 2012, le Niger poursuit l'Initiative présidentielle "Les Nigériens Nourrissent les Nigériens" (65). Cette initiative intersectorielle à grande échelle améliore le développement de l'agriculture durable et de la résilience socio-économique des agriculteurs et des éleveurs. Cette politique a été développée via un processus inclusif et participatif. Depuis 2011, le Niger a réduit la proportion de personnes souffrant de la faim de 50% (66).
- ▶ Récemment acquise par Philafrica Foods-un des acteurs-clés de la transformation de l'agriculture en Afrique ("Passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture qui nourrit sa population et exporte")-la néerlandaise DADCOT a développé et breveté une technologie innovante et mobile qui permet de transformer le manioc sur le lieu de production. En 2016, seul 5% de la production étaient transformés industriellement (67).

Transformation du cacao

- ▶ Avec une part mondiale de 73% en 2014-2015, l'Afrique est le premier producteur de fèves de cacao dans le monde. Mais elle n'assure que 20% de la production du cacao transformé (68).
- ▶ Parmi les pays qui ont décidé de relever le défi de la transformation, figure la Côte d'Ivoire avec 40% de la production africaine du cacao brut (69). Ce pays compte transformer 50% en 2020 contre 30% en 2016 de sa production de cacao brut, selon l'organisation internationale du cacao (68) (69).
- ▶ Ailleurs, des acteurs privés ont déjà pris la relève, comme Choco Togo qui produit du chocolat bio au Togo et Choco Ouak, première usine de fabrication du chocolat au Congo.



■ Source : http://www.cavie.org/images/19_01_2017/cacao-chocolat.jpg

L A TRANSITION ÉCONOMIQUE (10)

Au Cameroun, des pirogues réalisées en bouteilles plastiques recyclées permettent de nettoyer l'environnement et de sauver des arbres.



■ Source : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/10/au-cameroun-des-pirogues-en-bouteilles-en-plastique-recyclees_5183663_3212.html

❖ L'agriculture n'est pas la seule activité impactée par une nouvelle alliance entre la nature et la culture. Celle-ci peut générer des revenus directs et des effets induits positifs dans bien d'autres domaines, comme :

- **le traitement des déchets et la substitution au plastique** : plusieurs pays comme le Sénégal, le Gabon, le Cameroun, le Togo, le Burkina Faso, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Rwanda et le Maroc (loi "Zéro mika") ont d'ores et déjà interdit la production et l'importation des emballages plastiques. Il reste, donc, à recycler les déchets et les stocks existants, à l'instar des pavés au Cameroun, produire et distribuer les produits alternatifs, comme les sacs en tissu au Maroc (70),
- **la gestion de l'eau** : face à la montée du stress hydrique urbain, notamment en Afrique du Nord et en Afrique du Sud, la tarification de l'eau va s'imposer, générant de nouveaux services d'amélioration de la qualité, d'entretien des équipements et de distribution. Déjà, des innovations voient le jour au Burkina Faso, en Afrique du Sud et au Kenya (71),
- **le tourisme durable** : la sous-exploitation du potentiel africain est manifeste. Elle est l'occasion, là encore, d'un saut en avant (*leapfrog*) qui devrait permettre au continent d'éviter la bétonisation -qui a déjà détruit de nombreux paysages méditerranéens et asiatiques- et l'accaparement de l'exploitation touristique par des multinationales étrangères. Un tourisme inclusif, bénéficiant aux populations locales ainsi qu'un tourisme durable, c'est-à-dire respectueux de l'environnement est possible, comme le montrent les exemples de CAMPFIRE (Zimbabwe), Grootbos Private Nature Reserve and Lodge (Afrique du Sud) ou Il Ngwesi Community Trust (Kenya) (72).

L'eau, entre service et bien commun



WarkaWater : une solution au problème d'accès à l'eau potable dans les zones rurales arides, créée par l'architecte italien A. VITTORI, mise en œuvre à Dorzé, Ethiopie (2016) (73).



Opérant dans le sud marocain, le projet de l'ONG Dar SI Hmad est mené par un groupe de femmes qui ont conçu et installé un filet dans la région de Sidi Ifni, visant à capter le brouillard et à le transformer en eau potable pour les habitants de la région (74).

■ Source : <http://blog.la-pigiste.com/2017/04/22/warka-water-tour-transforme-air-eau-potable-nuage-condensation-arturo-vittori/>
et <https://www.afrikmag.com/cameroun-grosses-inquietudes-au-sujet-de-la-qualite-de-leau-potable/#prettyPhoto/0/>

L'AFRIQUE EN MARCHÉ N°6

Les innovations d'ailleurs



Depuis 2010, BBOXX a vendu 41.000 kits solaires dans 35 pays, fournissant de l'électricité à 205.000 personnes (76).

Source : <http://observers.france24.com/fr/20160606-comment-fabriquer-climatiseur-ecolo-gratuit-bouteilles-plastique-maison>
et http://www.shoutgladigli.com/about/the_bboxx

D'un monde à l'autre

- ▶ Selon l'"IT Governance Institute", la gouvernance a "pour but de fournir l'orientation stratégique, de s'assurer que les objectifs sont atteints, que les risques sont gérés comme il faut et que les ressources sont utilisées dans un esprit responsable. Elle veille, en priorité, au respect des intérêts des "ayants droit" (citoyens, pouvoirs publics, partenaires, actionnaires...) et fait en sorte que leurs voix soient entendues dans la conduite des affaires" (77).
- ▶ L'impact des politiques gouvernementales sur la conduite des affaires économiques est toujours sujet à débat. Dans l'ensemble, pourtant, la plupart des pays sont passés d'un système fortement dirigiste à l'abandon de la planification économique à la fin du 20^{ème} siècle. Le consensus s'établit, globalement, aujourd'hui, autour d'une régulation mondiale de type néolibéral. Il appartient, ensuite, à chaque gouvernement de créer un climat des affaires, susceptible de soutenir le développement de son pays.
- ▶ Parallèlement, alors que le monde politique et économique tendaient à s'ignorer, un dialogue continu s'est engagé sur les grands enjeux mondiaux entre les multiples acteurs de la croissance économique, privés et publics, plus particulièrement au sein du Forum économique mondial à Davos.

Le dilemme africain

- ▶ L'Afrique en marche se veut de plus en plus autonome. Cette revendication légitime se heurte, cependant, à la forte prédation exercée sur le continent, tant par des institutions publiques que par des compagnies privées, étrangères ou africaines.
- ▶ **L'assainissement du climat des affaires est une condition primordiale pour assurer le développement économique.** Outre l'arsenal législatif que cela implique, cet assainissement, dans lequel de plus en plus de pays africains s'engagent et qui a montré son efficacité au Maroc, par exemple, passe par :
 - ❖ **la lutte contre la corruption** qui gangrène les administrations et, à de plus hauts niveaux, détourne une partie de la richesse des pays, soit 148 milliards/an en Afrique (78), au moyen, par exemple, d'une application mobile, comme l'app *Wahala Dey*, lancée au Nigeria par la Commission anti-corruption,
 - ❖ **la libération des initiatives économiques**, à travers toute modalité permettant la garantie des droits fonciers, la simplification administrative (e-gouvernement, par exemple), la facilitation de l'accès aux financements (micro-crédit, *crowdfunding*), l'allègement de certaines taxes, plus particulièrement sur la téléphonie mobile...,
 - ❖ **l'engagement**, dans un contexte de grande volatilité législative, des Etats à **garantir les acquis qu'ils soient fonciers ou immatériels** (propriété intellectuelle, par exemple).

- ❖ enfin, la mise en place d'instruments d'évaluation fiables et transparents (indicateurs internationaux, statistiques, enquêtes, recensements (cf. Focus n° 17), autorisant une prise de décision économique plus efficace, d'autant que la digitalisation en abaisse considérablement les coûts. Il faut évoquer, également, la mise à disposition ouverte de ces informations, lorsqu'elles existent, comme en ce qui concerne les données hydrogéologiques.
- ▶ L'intérêt pour un pays d'une bonne gouvernance économique est d'établir des priorités stratégiques. A une vitesse remarquable au regard des temps longs de l'Histoire, de plus en plus de pays africains sont passés d'une action gouvernementale (politisée et courtermiste) à une action étatique (structurelle et anticipatrice).
- ❖ L'anticipation et la prospective sont indissociables de l'exercice d'un pouvoir qui s'appuie sur les notions d'Etat et de nation. Les Rois coutumiers le savent mieux que personne. L'Union africaine a montré l'exemple avec son Agenda 2063. Les Etats africains disposent, de plus en plus aujourd'hui, d'unités de prospective, animant leur réflexion stratégique (par exemple, les départements et organisations de la Prospective du Maroc, du Bénin, du Gabon, du Togo...).
- ❖ Cela est d'autant plus nécessaire que la dépendance aux fluctuations des marchés mondiaux est grande, comme l'instabilité de la croissance des pays exportateurs d'hydrocarbures l'a montré récemment et que les transformations à opérer (économie x.0) sont radicales, comme dans les secteurs agricoles et miniers ou dans les infrastructures, par exemple.
- ▶ Une fois les priorités établies et annoncées, tout le travail d'un gouvernement consiste à soutenir ces choix.
- ❖ D'une part, en définissant et en coordonnant les politiques publiques qui y sont inhérentes dans les différents ministères (organisation par pôles systémiques).
 - Les anciens Commissariats généraux au plan avaient cette tâche, mais avec la disparition de la planification, cette coordination est de plus en plus difficile à assurer. La tentation du cloisonnement sectoriel demeure un des obstacles majeurs à une gouvernance africaine plus systémique.
 - Vis-à-vis des priorités actuelles, cette gouvernance se manifesterait en investissant dans la recherche de substituts locaux au plastique, en déployant des innovations à coût réduit de traitement des déchets, en introduisant la digitalisation et l'éco-restauration dans les programmes scolaires, en mettant systématiquement en place les formations correspondant aux priorités...
- ❖ D'autre part, en montrant l'exemple par sa propre pratique, ce qui aiderait, aussi, à briser les monopoles de fait qui subsistent, encore, malgré l'effort continu anti-privileges :
 - Ainsi, la nécessité de devoir recycler les emballages en plastique pourrait conduire les marchés publics à privilégier, systématiquement, à qualité égale, les produits issus de ce recyclage, comme les pavés camerounais ou le projet PlasticRoad.
- ❖ Enfin, en créant, à partir de la concertation avec l'ensemble des parties prenantes, les écosystèmes de développement nécessaires au décollage de nouveaux secteurs d'activité, comme l'économie du sport, de l'immatériel, du partage (type AirBnB, OuiCar), des loisirs.

A propos des statistiques

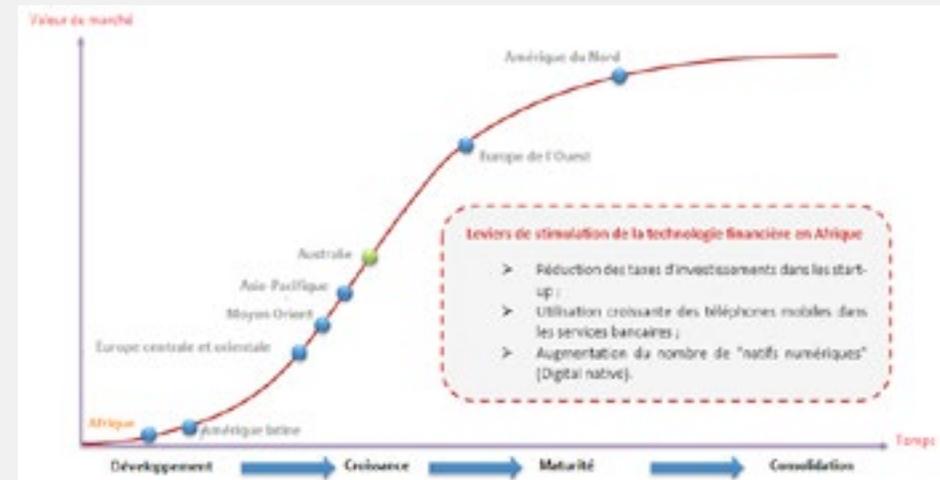
- ▶ Pour un nombre croissant d'experts, les indicateurs publiés par les organismes internationaux ne traduisent pas la réalité économique des pays africains. Parmi les raisons avancées, l'incapacité des Etats du continent à collecter des données fiables figure en bonne place. "Le financement et le renforcement des instituts nationaux de statistiques ne font pas partie des priorités des Etats", constate l'économiste togolais Kako NUBUKPO. Or les données publiées par les organismes internationaux sont fournies à l'origine par les pays eux-mêmes. Si certains, comme le Maroc, la Tunisie, le Niger et le Rwanda, mettent à jour leurs statistiques, dans la plupart des cas "les chiffres relèvent de la devinette", affirme Morten JERVEN, universitaire norvégien auteur de *Poor Numbers* (Cornell University Press, 2013).
- ▶ Second écueil : la structure même des économies africaines, marquées par le poids du secteur informel. "Si aucune économie au monde n'est vraiment mesurée avec exactitude, en Afrique on a beaucoup plus de mal à saisir l'intégralité et la réalité de l'activité", relève Henri-Bernard SOLIGNAC-LECOMTE, chef du bureau Europe, Moyen-Orient et Afrique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). D'après Kako NUBUKPO, "les modèles utilisés par les institutions internationales, notamment pour le calcul du PIB, agrègent surtout des données liées au secteur formel, à la balance des paiements, aux finances publiques... Tout autre élément pouvant concourir à la création de richesse n'est pas forcément pris en compte".

Extrait de l'article "Statistiques africaines : le grand mensonge" de Stéphane BALLONG, *Jeune Afrique*, mars 2013.

L A GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE (3)

- ▶ Le dilemme africain réside, aujourd'hui, pour tous les pays qui se sont engagés sur la voie d'une transition économique, dans **l'arbitrage entre autonomie et recours aux subsides étrangers**.
 - ❖ En effet, l'autonomie du développement du continent passe par sa propre capacité à financer ses politiques pour répondre aux besoins d'une population croissante. Ce qui exige d'accroître ses performances et de produire de nouvelles valeurs ajoutées, comme tous les Etats en sont bien conscients.
 - ❖ Mais la mise en place tant des infrastructures nécessaires que des réponses de première nécessité coûte d'autant plus cher que les dommages dus au changement climatique (sécheresses, inondations) sont importants et que la dépendance est élevée vis-à-vis des cours internationaux des matières premières (hydrocarbures, produits alimentaires). L'arbitrage entre le financement de solutions d'urgence (crise alimentaire) et les investissements de long terme en faveur de l'économie x.O devient compliqué, y compris pour des pays comme l'Afrique du Sud.
 - ❖ Car l'aide publique internationale est rarement gratuite ou désintéressée. Elle peut conduire à adopter des politiques, imposées de l'extérieur, au détriment de l'autonomie du pays et de son avancée économique ou de sa préservation environnementale, comme c'est le cas, par exemple, avec certains projets de méga-barrages ou les projets de certaines ONG, peu au fait des enjeux locaux.

Le secteur de la FinTech en Afrique est prêt pour une croissance exponentielle qui va remettre en cause les fournisseurs de services financiers existants et ce, en dépit du fait qu'il est en phase de démarrage par rapport au reste du monde (79).



■ Source : Traitement IRES_ Global FinTech Business Cycle : Frost & Sullivan Research

- ▶ Plusieurs solutions se profilent néanmoins.
 - ❖ Le pilier commun à chacune d'entre elles consiste à **n'autoriser que les projets permettant de réaliser une vision stratégique** nationale de long terme, comme la Vision 2030 du Kenya, par exemple, quelle que soit l'origine du financement.
 - ❖ **Le recours aux investissements privés est de plus en plus recherché.** Grâce à l'amélioration du climat des affaires et à la stabilité économique dont font preuve les économies non rentières, les entreprises étrangères et les fonds d'investissement privés affluent sur le continent.
 - C'est le cas, notamment, dans le secteur agricole où l'amélioration des outils de données et la perspective de rendements améliorés attirent les investisseurs, jusque là réticents, du fait des risques inhérents à la production agricole. La plateforme digitale Farmcrowdy a, ainsi, levé 1 million de dollars en faveur de l'agriculture nigériane (80).
 - ❖ **Les finances alternatives ouvrent de nouvelles possibilités,** notamment les fonds issus de communautés de foi :
 - La Société internationale islamique de financement soutient, déjà, plusieurs pays africains dans le cadre de sa stratégie de financement, ciblant les secteurs clés qui stimulent la croissance économique et qui génèrent des revenus pour la population (81).
 - La confrérie mouride joue un rôle important au Sénégal dans ce domaine.
 - Oikocredit, société financière coopérative investit dans la microfinance, l'énergie renouvelable, l'agriculture et le commerce équitable (82).
 - ❖ **La coopération régionale et la mutualisation des investissements constituent un puissant facteur d'autonomie du continent** qui appuie les projets nationaux, tout en servant la stratégie globale de l'Union africaine, à l'exemple de l'Africa Finance Corporation. Cette institution financière panafricaine de développement multilatéral a investi, notamment, dans Cabéolica au Cap Vert, le premier parc éolien commercial d'Afrique subsaharienne (80).
- ▶ Parallèlement, les questions éthiques commencent à être prises en considération tant par les Etats, comme le Liberia vis-à-vis de l'huile de palme, que par les investisseurs (le retrait du fonds de pension norvégien en 2012, par exemple) et des entreprises (cf. Olam au Gabon).

L'AFRIQUE EN MARCHÉ N°7

Les mots de la transition

- ▶ "Ce qui marche de plus en plus en Afrique, c'est l'entreprise personnelle innovante. Par innovation, il faut entendre faire autre chose que ce que fait le cousin ou l'ami salarié avec lequel vous avez étudié des années durant. C'est proposer d'intervenir dans un domaine nouveau, peu exploré, et pouvant répondre à un certain nombre de demandes sociales et/ou économiques du contexte ciblé". Chams DIAGNE / Talent2Africa
- ▶ "Lagos is a place that demands grit. Growing up there gave me an unconventional way of always looking at problems.(...) We have to find a way to build much more with less if we as a species are going to survive". Oshi AGABI / KONIKU
- ▶ "Plus je voyage et plus je réalise que nous sommes à un tournant décisif. Les opérateurs africains doivent s'impliquer dans la création de richesse, sans quoi d'ici 5 à 10 ans, nos enfants partiront et notre économie s'effondrera. Ceux qui auront réussi seront menacés par la criminalité qui sera la conséquence de la pauvreté ambiante. Je fréquente tous les milieux, ce qui me permet d'avoir une vision claire de la situation. Les autres continents doivent nous aider car nous serons bientôt 2 milliards d'habitants". Samba BATHILY / Africa Development Solutions
- ▶ "Aidons les Africains à se déplacer librement et faisons de l'Afrique un continent plus ouvert, plus prospère et véritablement connecté". Akinwumi ADESINA, président de la BAD
- ▶ "Le téléphone mobile n'est plus uniquement en Afrique et dans le reste du monde un moyen de communication traditionnel. Il est désormais utilisé pour des services complémentaires, pour faciliter l'accès à des services primordiaux comme l'éducation, la santé, mais également l'inclusion financière, grâce à la création de portefeuilles électroniques et au développement d'applications mobiles diversifiées". Cina LAWSON, Ministre en charge de l'Économie numérique au Togo
- ▶ "Nous rejetons catégoriquement l'idée selon laquelle l'Afrique doit choisir entre la croissance économique et un développement à faible émission de carbone. L'Afrique doit utiliser tous ses atouts énergétiques à court terme, tout en construisant les fondations d'une infrastructure énergétique à faible émission de carbone et compétitive". Kofi ANNAN
- ▶ "Savoir pourquoi nous nous ingéniions à gaspiller ce qui nous permet de vivre demeure une question sans réponse. Il n'empêche que les comportements qui pouvaient être tolérés du temps où nous étions moins nombreux et où détruire la végétation n'avait qu'un impact limité sur l'environnement, menacent désormais notre existence même. (...) La terre vous appartient mais vous ne vous en occupez plus. Vous laissez les sols s'éroder alors qu'il vous suffirait de replanter des arbres pour l'éviter. Vous avez renoncé à vos cultures traditionnelles pour cultiver des céréales importées aussi mal adaptées à vos sols qu'à votre alimentation. Ne vous étonnez pas si vos enfants ont des carences!" Wangari Muta MAATHAI, prix Nobel de la Paix



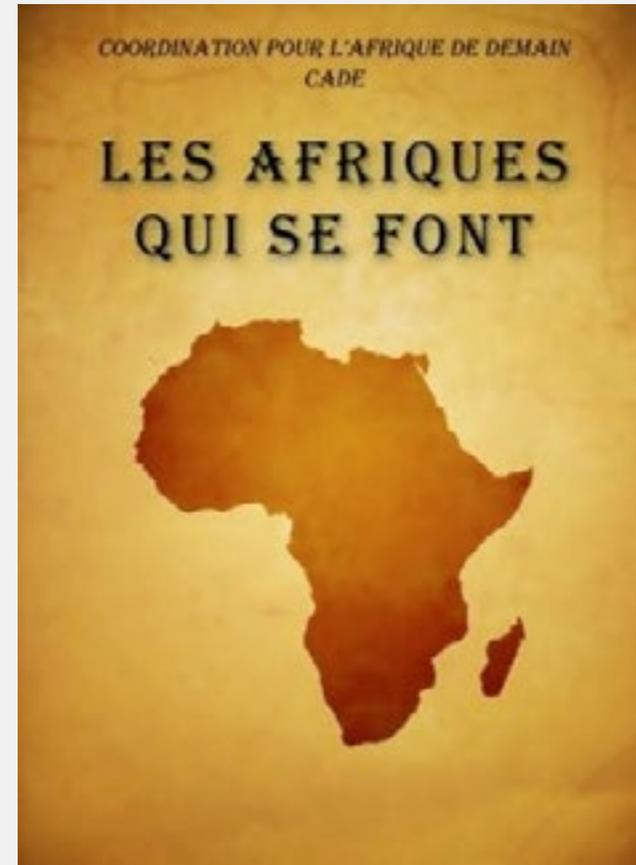
■ Source : Digital Art – Olalekan Jeyifous

Vers une transition stratégique ?

- ▶ Le continent africain est bien en marche vers une économie, combinant digitalisation et préservation de son capital naturel (entreprise x.0).
- ▶ Son retard dans un certain nombre de domaines (infrastructures, agriculture...) peut devenir une opportunité de "leapfrogger", c'est-à-dire sauter des étapes habituelles du développement, comme l'industrie lourde, les vastes équipements centralisés aux coûteux réseaux de distribution... pour aller plus vite de l'avant, afin de résoudre les problèmes cruciaux qui se dessinent à moyen et long terme (pauvreté, alimentation, pollution).
- ▶ Pour cela, les pays africains doivent procéder à des arbitrages entre l'argent facile et l'investissement productif de long terme. L'Union africaine et plusieurs pays africains ont déjà adopté des visions stratégiques qui doivent guider et coordonner leurs différentes politiques. Des instruments financiers continentaux sont mis en place pour réaliser ces visions d'avenir. Mais les besoins sont vastes.
- ▶ Il reste, maintenant, à activer les ressorts de l'autonomie du continent pour lui permettre d'assumer ses choix, au profit d'un développement plus autonome.

A RETENIR

- ▶ L'Afrique est entrée, certes moins massivement, mais, souvent, plus tôt que d'autres pays développés dans la transition digitale.
- ▶ Celle-ci nécessite un approvisionnement énergétique qui fait, encore, souvent défaut, ce qui favorise son saut en avant (*leapfrog*) vers le solaire *off-grid* et les micro-réseaux.
- ▶ La transition économique en cours vers l'économie x.0 (*gig economy*, économie de la demande, économie de l'écorestauration) requiert une nouvelle main-d'œuvre qui se manifeste, déjà, en milieu urbain.
- ▶ Elle repose sur des infrastructures qui sont en train de s'inventer dans les laboratoires du monde.
- ▶ La nouvelle valeur ajoutée qu'elle peut générer accélérera la transformation du continent, mais demande un changement complet de paradigme dans l'esprit des décideurs traditionnels, à commencer par le financement de cette mutation.





| Chapitre 2

LES RESSORTS DE L'AUTONOMIE



■ Source : <http://www.rfi.fr/afrique/20131129-archives-frontieres-africaines-Addis-Abeba>

P ROBLÉMATIQUE

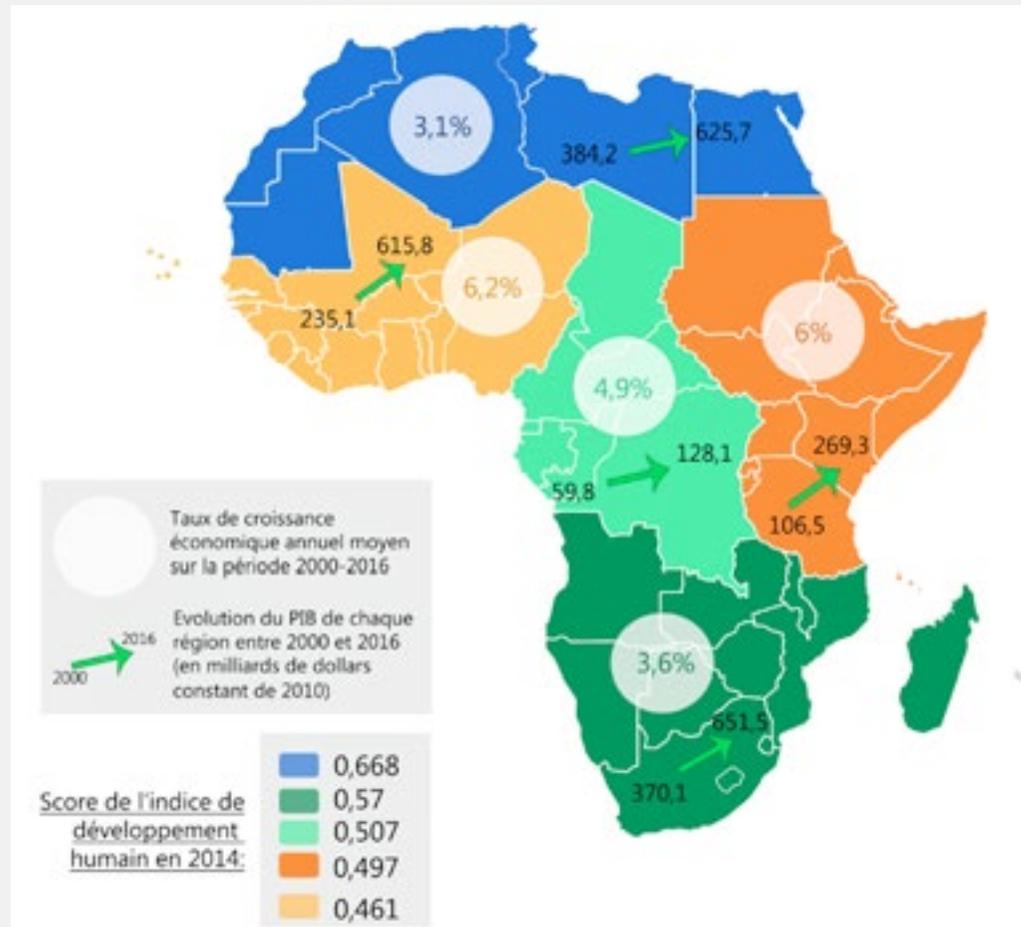
Les limites de la marche en avant

- ▶ Comme précisé, auparavant, une véritable dynamique africaine s'est engagée, non seulement en Afrique du Nord. Le développement humain progresse. Les régions les moins avancées sont celles qui enregistrent la croissance économique la plus élevée, à savoir l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est (Cf. Carte ci-après "Développement humain et croissance économique dans chaque région africaine").
- ▶ Les leviers de changement du continent lui permettent de contourner les étapes traditionnelles du développement des pays avancés (comme l'industrie lourde, la production d'énergie centralisée, le téléphone filaire...) pour faire un grand saut en avant "*leapfroguer*" directement dans le monde qui est en train de se faire (téléphonie mobile, énergie solaire de proximité, machines intelligentes...), sans être pénalisé par la reconversion des anciens systèmes.
- ▶ Cette courbe de progrès pourrait, cependant, ne pas être pleinement profitable aux pays africains s'ils n'actionnaient pas, simultanément, les ressorts de leur autonomie.
- ▶ En effet, le pillage des ressources naturelles (contrebande de bois précieux ou d'ivoire, par exemple), l'accaparement des terres arables, l'exploitation de la main-d'œuvre, la dépendance des exportations, le recours à l'emprunt et la pauvreté sont autant de limites à l'autonomie africaine que la croissance économique rapide ne masquera pas longtemps.

Penser l'autonomie

- ▶ Que signifie être autonome dans un monde de plus en plus interconnecté, interdépendant et ouvert ? Être autonome ne signifie pas être indépendant. **L'autonomie est la capacité de décider par soi-même pour soi-même**, tandis que l'indépendance résulte de la capacité à faire seul, sans l'aide de tiers. L'autonomie n'implique pas de s'isoler des autres, mais de limiter sa dépendance pour être réellement en capacité de choix.
- ▶ Ainsi, l'autonomie de l'Afrique s'exprime par sa capacité de développement intérieur, sans dépendre de tiers et la possibilité de faire entendre sa voix dans le concert des nations.
- ▶ **Trois orientations stratégiques fortes** soutiennent l'acquisition de cette autonomie :
 - ❖ **La prise en compte du capital humain africain dans son entièreté** (migrants, femmes, jeunes...).
 - ❖ **Le développement de l'*ubuntu*** (cf. L'Afrique en marche n°8) qui génère de nouveaux modèles de progrès humain à travers l'éducation, l'innovation ou la mobilité.
 - ❖ **La réconciliation de l'Africain avec lui-même** (cf. chapitre 3, 1^{ère} partie) qui, seule, peut fonder une gouvernance nouvelle pour maximiser ses ressources culturelles et naturelles.

Développement humain et croissance économique dans chaque région africaine



■ Source : Traitement IRES des données issues du Fonds monétaire international et du Programme des Nations Unies pour le Développement

Vers de nouveaux leaders

- ▶ Confrontés à de multiples problèmes, les gouvernements post-indépendance ont souvent été acculés à l'urgence, parant au plus pressé sans toujours trouver les ressources ou avoir la volonté de faire des choix structurels forts et de s'y tenir.
- ▶ Le choix est, néanmoins, la seule véritable expression de l'autonomie. Procédure complexe qui impose, à la fois, un renoncement et un engagement total, tout choix est d'abord une responsabilité : celle d'assumer les conséquences des options non retenues et celle de réaliser effectivement la promesse ainsi faite. D'où la préférence, parfois, du statu quo.
- ▶ Si le bon sens est l'instrument privilégié du choix, la complexité du monde actuel impose de plus en plus le recours à l'éducation formelle, scolaire et académique, pour mesurer tous les enjeux d'une situation présente et future, condition d'un choix éclairé.
- ▶ Etre un guerrier ne suffit, donc, plus à gérer l'Afrique post-indépendance : **le nouveau monde qui s'ouvre et les leviers du changement qu'il faut actionner pour y entrer appellent un autre profil de décideurs africains**, plus stratégiques que tactiques, plus anticipatifs que réactifs, plus autonomes qu'indépendants, aussi féminins que masculins.

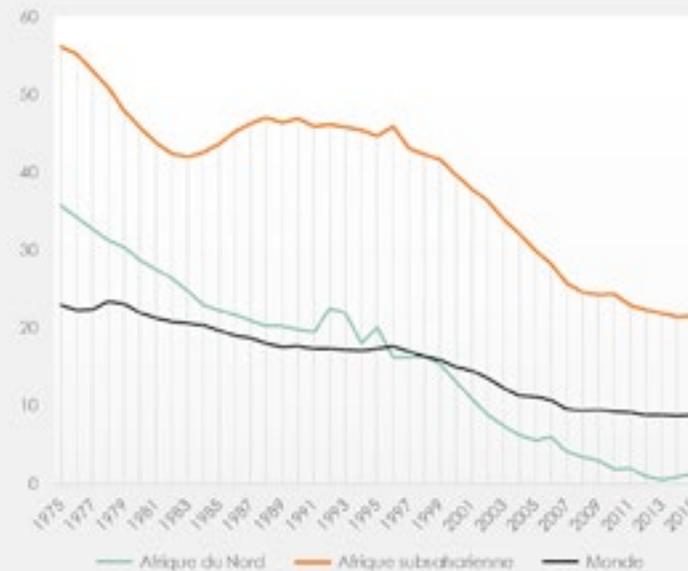
Un moteur de développement inutilisé

- ▶ Les personnes en chômage et les pauvres ne sont pas suffisamment pris en considération, du fait de leur statut social, bien qu'ils constituent un réservoir de capital humain de première importance.
- ▶ Il en est de même des nationaux résidant à l'étranger qui commencent, souvent, à distendre les liens avec le pays d'origine lorsqu'ils ne se sentent plus considérés que comme des fournisseurs de subsides :
 - ❖ alors qu'ils sont riches de savoirs, notamment les élites scientifiques et techniques et de connaissances pratiques qui peuvent être utilement transposées,
 - ❖ d'où l'importance de leur accorder la place qu'ils méritent pour pouvoir contribuer au développement de leur pays.
- ▶ Les chômeurs et les migrants dépourvus d'autorisation de travail dont de plus en plus de diplômés, constituent à la fois une bombe à retardement et un fort potentiel de croissance.

L E CAPITAL HUMAIN (2)

- ❖ Certes, le secteur informel leur permet de survivre et, malgré cette précarisation, doit pouvoir continuer à leur offrir cette possibilité puisque la croissance économique n'évolue pas au même rythme que la croissance démographique.
 - ❖ Nombre d'entre eux, cependant, seraient à même de créer leur propre emploi, voire une entreprise prospère, pour peu que le marché soit organisé (ce que la digitalisation de l'économie commence à faire) et que la réglementation leur soit favorable : simplification des procédures, suppression des intermédiaires au coût élevé, assouplissement des lois en matière de recrutement et de licenciement.
- Les pauvres constituent le "bas de la pyramide" tant sociale qu'économique.
- ❖ La transition économique (cf. chapitre 1, partie 3) montre le potentiel qu'ils représentent pour le développement du marché intérieur, grâce à des prix compétitifs, bénéficiant à un grand nombre d'acheteurs (modèle "*bottom of the pyramid*").
 - ❖ Mais la pauvreté économique ne signifie pas la pauvreté en aptitudes. Les pauvres peuvent, donc, aussi, sortir de la pauvreté et contribuer au développement grâce, par exemple, au principe *jugaad*, comme le recyclage des déchets ou leur version plus moderne comme *e-cover* (83). A l'exemple de l'Inde, des actions spécifiques visent les populations les plus pauvres avec un objectif d'accompagnement plutôt que d'assistance permanente.

Taux de non scolarisation des enfants en âge de fréquenter l'école primaire (en %)



■ Source : Traitement IRES des données issues de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)

■ Source : <http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/july-2006/lutter-contre-les-in%C3%A9galit%C3%A9s-en-afrique>

L'emploi des jeunes

Taux de chômage en Afrique (en %)

Région (83)	Tranche d'âge	1991	2015	2022
Afrique	15 ans et plus	9,2	7,5	7,7
	15-24 ans	16,9	13,3	13,5
Afrique australe	15 ans et plus	28,8	24,7	25,7
	15-24 ans	50,2	48,2	54,2
Afrique centrale	15 ans et plus	8,8	5,1	5,7
	15-24 ans	19,8	10,5	11,7
Afrique occidentale	15 ans et plus	4,9	4	5,2
	15-24 ans	8	7	9,1
Afrique orientale	15 ans et plus	6,8	6,4	6,5
	15-24 ans	12	10,6	11
Afrique du Nord	15 ans et plus	14,4	12,4	11
	15-24 ans	30,6	30,7	29,2

Faits remarquables à l'horizon 2030-2050

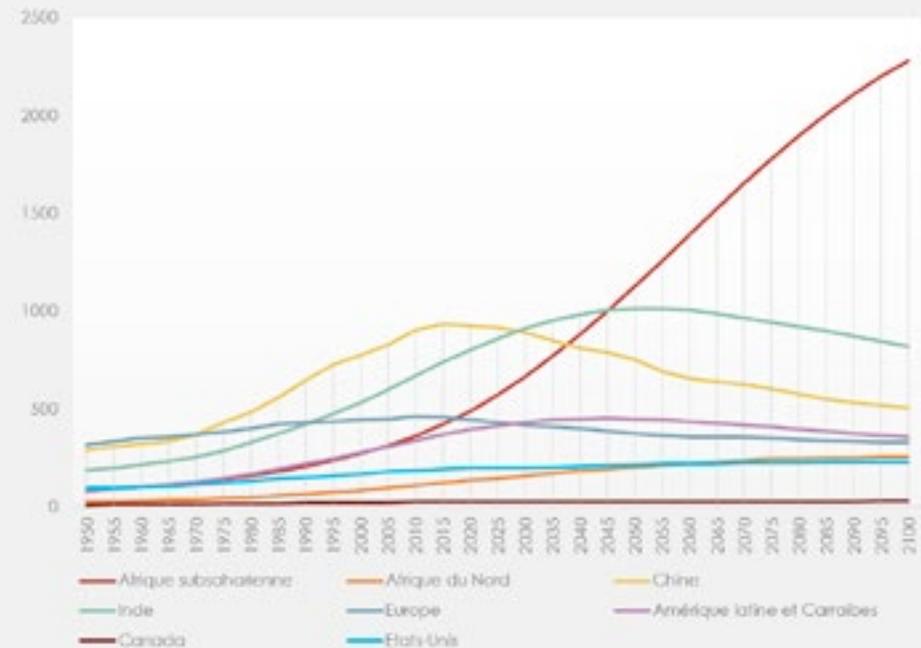
- ▶ En Afrique, les jeunes âgés entre 15 et 34 ans ont représenté, en 2015, 456 millions de personnes, soit 38% de la population africaine (50). En 2050, cette catégorie de la population pourrait atteindre 830 millions de personnes (84).
- ▶ Les jeunes qui sont en âge de travailler ont constitué, en 2016, 40% de l'ensemble de la jeunesse africaine (85).
- ▶ Ce sont 10 à 12 millions de jeunes qui entrent chaque année dans le marché du travail. Cependant, la création annuelle d'emplois sur le continent n'est que de 3,7 millions de postes. En l'absence d'un développement urgent et soutenu, le processus de la migration clandestine pourrait se déclencher et aucun mur ni aucune force marine ou garde-côtes ne peuvent endiguer (84).
- ▶ La population en âge de travailler (15-64 ans) pourrait compter 1,5 milliard de personnes (50) sur les deux milliards, prévus d'ici 2050.
- ▶ La demande d'emplois d'ici 2030 pourrait augmenter de 24,6 millions par an en Afrique subsaharienne et de 4,3 millions en Afrique du Nord, soit les deux tiers de la croissance mondiale de la demande d'emplois (86).

L E CAPITAL HUMAIN (3)

L'émergence de nouvelles générations

- ▶ Les personnes âgées entre 15 et 24 ans sont, aujourd'hui, la cible prioritaire de plusieurs programmes socio-économiques. En effet, elle représentent 19,2% de la population africaine et présentent une double caractéristique :
 - ❖ Un taux de chômage élevé (cf. L'Afrique en chiffres n°13) qui est un facteur d'instabilité politique, tant par le poids des jeunes lors des élections que par le fait que cette situation pourrait les amener, éventuellement, à rejoindre les bandes armées (87). D'où l'apparition de programmes spécifiques, comme "Des emplois pour des jeunes en Afrique" de la Banque africaine de développement et nombre de programmes nationaux.
 - ❖ Une faible qualification, souvent invoquée pour justifier leur inemployabilité. En réalité, de multiples facteurs concourent à cette situation, des limites de l'enseignement scolaire de masse à l'inadéquation des programmes universitaires, en passant par le trafic des diplômes ou les multiples petits emplois et contraintes familiales à assumer, en parallèle des études.

Evolution entre 1950 et 2100 de la population en âge de travailler (entre 20 et 64 ans) dans quelques régions du monde (en millions de personnes)



■ Source : Traitement IRES des données issues de World Population Prospects

Les femmes africaines

▶ Alphabétisation féminine

- ❖ En 2016, 66,5% des personnes âgées de 15 ans et plus en Afrique (contre 51,4% en 1990) sont analphabètes dont huit femmes sur neuf (88).
- ❖ En 2016, 79,2% des jeunes (15-24 ans) subsahariens et 71,6% des jeunes subsahariennes sont alphabétisés (89), soit 30% de plus que leurs aînés pour les garçons et 45,8% pour les filles.

▶ Part des femmes dans la population active occupée (90)

- ❖ Moins de 35% en Afrique du Nord.
- ❖ Entre 40% et 50% au Nigeria, à Madagascar, en Ethiopie, en Afrique du Sud, au Gabon, au Mali et en Zambie.
- ❖ Plus de 50% au Zimbabwe (52,8%), au Malawi (52,2%), en Gambie (50,8%), au Liberia (50,6%) et en Tanzanie (50,5%).

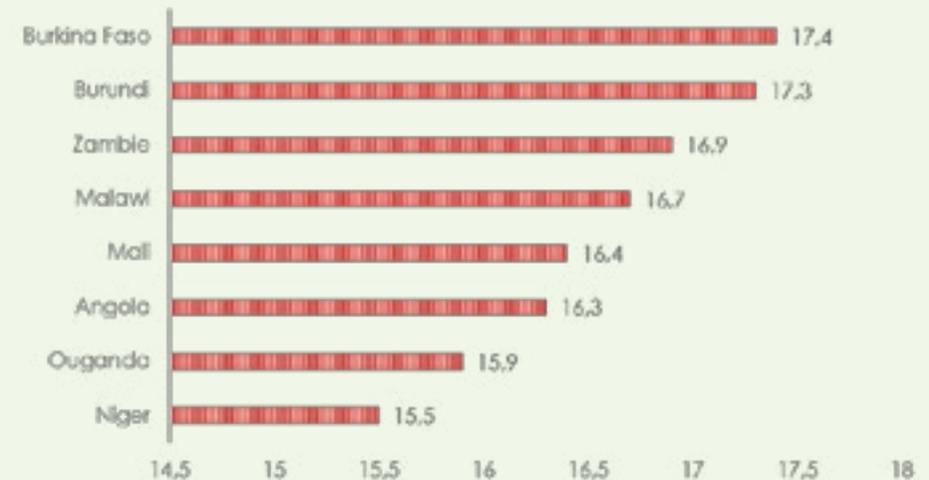
▶ Parmi les dix pays du monde où les filles ont un accès faible à l'éducation, neuf sont en Afrique (91)

- ❖ Soudan du Sud : 15,9%, République centrafricaine : 17,7%.
- ❖ Niger : 21,5%, Afghanistan : 23,51%, Tchad : 27,16%.
- ❖ Mali : 29,28%, Guinée : 30,35%, Burkina Faso : 33,03%.
- ❖ Liberia : 36,2% ; Ethiopie : 36,79%.

▶ Taux de fécondité entre 2010 et 2015 (92)

- ❖ Les femmes africaines ont 4,7 enfants en moyenne.
- ❖ 7,4 au Niger (taux de fécondité le plus élevé du continent), 5,6 au Burkina Faso, 4,6 en Ethiopie.
- ❖ 2,5 en Afrique du Sud, 2,2 en Tunisie et au Maroc (93), 2,4 en Libye.
- ❖ 1,5 à l'île Maurice (le plus faible taux de fécondité du continent).

En 2017, les 9 premiers pays disposant de la plus jeune population féminine sont en Afrique



Source : Traitement IRES des données issues de World Factbook, Central Intelligence Agency CIA

Julius NYERERE, the founding president of Tanzania, once said that “unity” will not make Africa rich, but “it can make it difficult for Africa and the African peoples to be disregarded and humiliated.” But, two decades later, **Africa remains divided along a key fault line: gender.** To realize NYERERE’s vision of a strong, dignified continent, Africa needs a new era of liberation, one that is fueled by the economic empowerment of the continent’s women.

Graça MACHEL, membre de l’Africa Progress Panel (94).

L E CAPITAL HUMAIN (4)

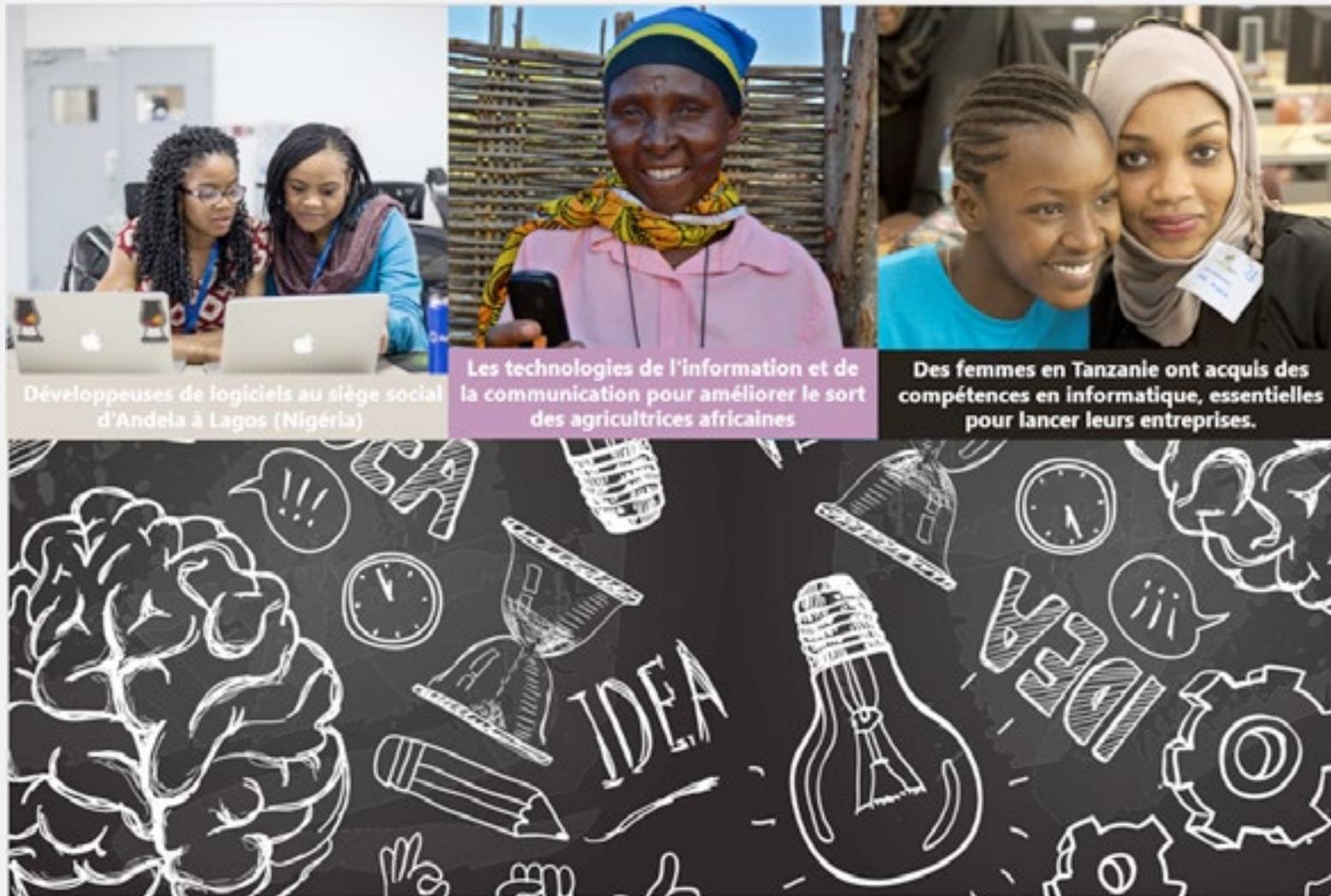
► Les femmes et les filles, à l'instar des jeunes, bien que plus timidement, commencent à faire l'objet d'une certaine, mais inégale attention de la part des pouvoirs publics. En effet, elles sont à l'intersection de multiples problématiques (éducation, santé, emploi et développement humain, de façon générale) dont la résolution est tributaire de l'amélioration de leurs conditions. La prise de conscience qu'elles constituent un tel nœud de futur se cristallise autour de deux aspects :

❖ **Les femmes, moteur économique.** La proportion des femmes africaines travaillant pour leur propre compte (agriculture et commerce de détail) varie entre 15% et 50% d'un pays africain à l'autre puisqu'il s'agit, souvent, du secteur informel. La proportion moyenne des femmes subsahariennes travaillant pour leur propre compte est quatre fois supérieure à celle des pays développés (95). Y contribuent fortement des programmes issus de partenariats publics-privés, comme "100.000 Femmes, Horizon 2012" au Cameroun ou l'initiative sud-africaine "Women Advancing Africa" (2017).

- Par l'éducation seulement, les pays en développement pourraient gagner au moins un revenu de 21 milliards de dollars par an, dans les 15 prochaines années, s'ils arrivent à assurer l'éducation, le bien-être et l'autonomie de toutes les filles âgées de 10 ans (96).
- Les femmes participent, aussi, significativement, à la nouvelle alliance culture-nature : au Togo, par exemple, elles jouent un rôle considérable dans la lutte contre la déforestation et les effets du changement climatique (97).

❖ **Les femmes, réalité sociale.** Enfermées dans la traditionnelle répartition sexuée des rôles, nombre de femmes africaines n'ont accès ni à l'enseignement secondaire ni à la propriété (héritage, droits fonciers). Dans les milieux les plus démunis, elles ne sont qu'un bien, vendues comme esclaves sexuelles ou domestiques ou mariées de force, ce qui les expose aux risques sanitaires dont le VIH, notamment. La fuite les conduit dans la rue ou dans des communautés d'accueil, comme le village de femmes Samburu d'Umoja au Kenya.

- 18 pays africains ont légalement interdit le mariage des enfants -125 millions d'Africaines mariées de force avant l'âge de 18 ans en 2015 (98)- comme le Liberia dès 2011. Mais la loi n'a d'effet que s'il y a un changement de mentalité. A la suite de la campagne de l'Union africaine pour l'abolition du mariage des enfants (2014-2017), de véritables stratégies nationales ont été mises en œuvre, comme en 2017, la campagne "Tolérance zéro" au Bénin où 8,8% des filles en 2014 sont mariées avant l'âge de 15 ans (99) et le Cadre stratégique du Niger : en 2012, plus de 3 filles sur 4 sont mariées avant l'âge de 18 ans (100).
- Cette prise de conscience est soutenue par l'accès des femmes africaines aux fonctions politiques, comme l'ex-présidence du Liberia et du Malawi ou le parlement du Rwanda qui dispose du pourcentage le plus élevé de femmes parlementaires au monde : 61,3% en 2017 (35).



Développeuses de logiciels au siège social d'Andela à Lagos (Nigéria)

Les technologies de l'information et de la communication pour améliorer le sort des agricultrices africaines

Des femmes en Tanzanie ont acquis des compétences en informatique, essentielles pour lancer leurs entreprises.

■ Source : Andela/Rotimi Okungbaye

<https://damiandrozdowicz.com/cms/resources/get-clients-bratislava-web-design-development-services-home-page-1.jpg>

https://one-org.s3.amazonaws.com/us/wp-content/uploads/2015/07/14987639344_4cca965b46_o.jpg

<https://d3i6fh83elv35t.cloudfront.net/static/2017/12/>

L E CAPITAL HUMAIN (5)

- ▶ **L'Alien Generation** (la génération "Alien") ne désigne pas seulement les natifs digitaux (*digital natives*) qui ont su cliquer avant de savoir lire, écrire et compter, mais tout un pan de la population mondiale -jeunes et moins jeunes- dont l'état d'esprit (*mindset*) les porte naturellement vers un monde plus libre et respectueux, une économie plus positive, une planète plus saine. Ils actionnent spontanément les leviers du développement durable ainsi que de l'économie bleue, positive, solidaire, x.O... L'Afrique est, elle aussi, porteuse de ce nouvel état d'esprit qui accélère la transformation rapide du continent, là où il peut s'exprimer et agir. **Deux caractéristiques** distinguent, particulièrement, cette génération :
 - ❖ **La conscience de soi et du monde** : les "Alien Gen" n'acceptent plus d'être considérés comme des pions à inter-changer dans une chaîne de fabrication ou dans des travaux administratifs. La nouveauté est qu'ils veulent autre chose. Leurs désirs et leurs aspirations animent le dynamisme entrepreneurial et initient, parfois, de profondes ruptures, comme les jeunes plongeurs de Stone Town (Zanzibar) dans une culture hostile à la mer.
 - ❖ **Un fort niveau d'engagement pour faire changer l'Afrique qui prend de multiples formes** :
 - L'adhésion à des corps de volontaires comme l'*African union "Youth Volunteer Corps"* qui enrôle une centaine de jeunes professionnels chaque année.
 - Des mouvements citoyens, comme *Filimbi* en République Démocratique du Congo, "*Y'en a marre*" au Sénégal ou "*Balai Citoyen*" au Burkina Faso.
 - Des initiatives individuelles, menées par des jeunes mieux formés et motivés par une conscience écologique (cf. les interviews "Yoon Wi le chemin" sur africa.makesense.org).

CONCREE

"J'ai connu ma première expérience entrepreneuriale à l'âge de 14 ans quand j'étais au lycée militaire de Saint LOUIS. Je vendais des CD vierges à l'unité au sein de l'école. Après mes études supérieures à Grenoble et après une première expérience à Airbus TOULOUSE, c'est apparu comme une évidence de me lancer dans l'entrepreneuriat pour jouer un rôle décisif dans le développement économique de l'Afrique, du Sénégal en particulier. L'impact en termes d'innovation est que nous apportons à l'écosystème entrepreneurial africain la possibilité d'incubation virtuelle de startups. En termes d'emplois, vu nos ambitions d'être africain, nous allons en créer une cinquantaine d'ici 5 ans. Mais plus important, nous allons permettre à des milliers d'entrepreneurs de créer leurs startups et donc des emplois durables".

En 2014, Babacar BIRANE a fondé BAOBAB Entrepreneurship et la plateforme Concree "Se connecter et Créer" qui accompagne les start-ups, de l'idée au marché (101).

FOCUS N°18

L'Alien Generation



Source : <http://www.leparisien.fr/espace-premium/air-du-temps/mille-gestes-pour-la-planete-12-11-2015-5267671.php>

L'ubuntu

- ▶ Ce concept bantou peut se résumer par "**Je suis un être humain par et pour les autres**" (102), mettant, ainsi, l'accent sur ce qui constitue l'humanité, cette qualité commune dont chacun devrait avoir conscience (cf. l'Afrique en marche n°8).
 - ❖ En ce sens, *l'ubuntu* est commun à toutes les religions qui prônent l'amour de son prochain. Il rapproche toutes les cultures, de l'Asie à l'Occident via l'Orient, autour de cette aspiration fondamentale qu'est la reconnaissance de l'humanité, comme instrument de partage et de bienveillance.
 - ❖ Sa modernité est illustrée par le système d'exploitation logiciel éponyme, libre et gratuit, soutenu par sa communauté de développeurs et d'utilisateurs. Il résonne avec la vision du monde de l'*Alien Generation*, dont la planète est l'échelle et, plus largement, avec tous ceux conscients de la détérioration du berceau de l'humanité (cf. Rapport Stratégique IRES 2017).
- ▶ *L'ubuntu* se dessine en filigrane des expériences publiques ou privées, individuelles ou collectives qui caractérisent, aujourd'hui, l'Afrique en marche. Il donne, ainsi, à voir les ressorts de l'autonomie africaine : l'importance de l'éducation, le courage d'innover pour "*leapfroguer*", le lien et la confiance qui doivent irriguer une communauté continentale de plus d'un milliard d'humains pour qu'elle aille de l'avant et se libère de ses tensions et de ses conflits.
- ▶ Rendre l'Afrique autonome impose de la transformer de l'intérieur et, pour cela, de mobiliser son potentiel humain qui est un atout considérable, en prenant appui sur *l'ubuntu*.

L'éducation

- ▶ Des progrès significatifs ont été réalisés en matière d'éducation sur tout le continent : le Burundi, par exemple, a doublé son taux net de scolarisation primaire entre 2000 et 2015 (89), mais trop lentement, au regard de la poussée démographique et de la grande transition en cours. Les modèles éducatifs, hérités de l'Occident sont à bout de souffle. De plus, le chômage des diplômés conduit à l'émergence d'un mouvement de rejet de l'université, perçue comme une source d'endettement sans pour autant garantir un emploi à la sortie. D'où l'engouement pour les bourses universitaires offertes à l'étranger.
- ▶ Des compléments à ce système éducatif et des alternatives sont expérimentés, soit dans le cadre de politiques publiques, soit par des acteurs privés pour préparer les jeunes aux métiers de demain : entrepreneuriat, digital, agro-écologie... (cf. Focus n°19).
- ▶ Dans un continent aussi dépourvu des moyens de combler rapidement le fossé croissant entre sa population éduquée et les emplois offerts, toute aide extérieure en faveur de l'amélioration de l'éducation, tant scolaire qu'universitaire, est la bienvenue. Mais elle est rarement dépourvue d'intérêt commercial ou idéologique, que ce soit les bourses universitaires chinoises ou les programmes de la Banque mondiale (103).

Vers l'*ubuntu*

- ▶ **Ubuntu Education Fund** : cet organisme à but non lucratif promeut un modèle de développement, dédié à briser le cercle de la pauvreté dans les townships de Port Elizabeth en Afrique du Sud. "Notre impact est rendu possible en faisant confiance à ceux qui sont les plus proches du problème pour créer la solution. 95% de l'équipe du Campus Ubuntu vient de la communauté que nous servons. Ces membres du personnel sont des leaders dans leur communauté, ce qui conduit la vision de l'une des organisations les plus innovantes du continent" (104).
- ▶ **Global Oneness Project** : "notre objectif est de relier, à travers des histoires, l'expérience humaine locale à des problèmes mondiaux de méta-niveau, tels que le changement climatique, la pénurie d'eau, l'insécurité alimentaire, la pauvreté, les cultures menacées, la migration et la durabilité. En mettant en vedette des individus et des communautés touchés par ces problèmes, nos histoires et leçons nous permettent d'examiner des thèmes universels qui soulignent notre humanité commune : identité, diversité, espoir, résilience, imagination, adversité, empathie, amour et responsabilité. Nos leçons facilitent le développement de la pensée critique, de la recherche, de l'empathie et de l'écoute" (105).
- ▶ **Centre ADAJA**: "grâce à l'apprentissage du métier de tisserande, de la confection et de la commercialisation du Faso Danfani (pagne tissé traditionnel), le Centre a permis l'insertion professionnelle de plus de 200 femmes démunies de Ouagadougou" (106).
- ▶ Concept de l'*ubuntu* : "A l'inverse de l'homme blanc, l'Africain voit l'univers comme un tout organique qui progresse vers l'harmonie, où les parties individuelles existent seulement comme des aspects de l'unité universelle" (107). Ainsi, l'*ubuntu* est à l'origine d'une vision humaniste "aveugle à la couleur" [de peau] dite *colour-blindness*, répandue par Nelson MANDELA et Desmond TUTU (108).
- ▶ "Finalement, le Président Nelson MANDELA a compris les liens qui maintiennent l'esprit humain. En Afrique du Sud, il existe un mot, *Ubuntu*, qui décrit son plus grand talent : sa reconnaissance du fait que nous sommes tous liés ensemble d'une manière qui peut être invisible à l'œil ; qu'il y a une unité dans l'humanité ; que nous nous réalisons en nous partageant avec les autres et en prenant soin de ceux qui nous entourent (...). Non seulement il incarnait cet *ubuntu*, mais il a enseigné à des millions d'hommes comment trouver cette vérité en eux-mêmes". Président Barak OBAMA (109).
- ▶ "Quelqu'un d'*ubuntu* est ouvert et disponible pour les autres, dévoué aux autres, ne se sent pas menacé parce que les autres sont capables et bons car il ou elle possède sa propre estime de soi –qui vient de la connaissance qu'il ou elle a d'appartenir à quelque chose de plus grand– et qu'il ou elle est diminué quand les autres sont diminués ou humiliés, quand les autres sont torturés ou opprimés". Desmond TUTU (107).

L'éducation (1)

Les initiatives nouvelles des Etats africains (110)

Bien conscients de l'ampleur du défi éducatif, les gouvernements africains expérimentent des politiques alternatives :

- ▶ en matière d'éducation :
 - ❖ L'Ethiopie privilégie l'enseignement supérieur et construit des universités ; le Sénégal fait le pari des universités virtuelles,
 - ❖ le Niger propose la formation agricole comme alternative à l'école et l'enseignement en langues locales ; l'île Maurice a élaboré un plan visant à encourager l'enseignement technique et professionnel pour les jeunes,
 - ❖ l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie ont choisi d'allonger la durée de scolarité ; le Ghana cible les filles avec l'enseignement à distance (*Open Learning Exchange*).
- ▶ en matière d'accompagnement à l'emploi :
 - ❖ le Ghana a créé un service national des jeunes-des programmes d'autonomisation pour doter les diplômés universitaires des compétences requises pour trouver un emploi,
 - ❖ la Zambie a mis en place une politique nationale de la jeunesse et un fonds d'aide aux jeunes entreprises pour stimuler la création d'emplois, de même que le gouvernement nigérian avec son programme d'acquisition de compétences et de développement entrepreneurial et son concours d'aide à la création d'entreprises, "YouWin",
 - ❖ l'Egypte aussi compte sur l'entrepreneuriat pour améliorer l'emploi des étudiants et favorise des associations comme "Injaz Egypt" qui proposent des cours complémentaires d'entrepreneuriat (111),
 - ❖ le Kenya dont les inscriptions universitaires ont doublé entre 2012 et 2016 a relancé le service national pour les jeunes qui leur fournit éducation et emploi bénévole. Le Fonds de développement entrepreneurial pour les jeunes a bénéficié à 1 million de jeunes Kenyans pour un montant de 106 millions de dollars (112).

... en butte aux mêmes travers que dans le reste du monde

Quelles que soient la situation ou les conditions locales, l'analyse des travers actuels du système éducatif de type occidental met en évidence les enseignements suivants :

- ▶ Il ne peut y avoir un bon enseignement universitaire sans un bon niveau scolaire préalable (primaire et secondaire).
- ▶ La quantité ne peut prévaloir sur la qualité, eu égard aux dysfonctionnements constatés dans les systèmes éducatifs arabes et asiatiques, par exemple, reposant uniquement sur la mémorisation.
- ▶ L'enseignement à distance seul ne peut suffire; il doit s'appuyer sur une approche mixte (physique et virtuelle).
- ▶ Il faut en finir avec le privilège de l'intellectualisme sur les activités manuelles. Tout pays a besoin de ces deux formes d'intelligence dont aucune n'est supérieure à l'autre.
- ▶ L'amélioration d'un système éducatif passe, d'abord, par celle du niveau des enseignants, tant en termes de connaissances que de compétences pédagogiques, d'où la nécessité d'investir dans leur formation et leur motivation.

Un défi de mieux en mieux perçu (113)

- ▶ La Conférence de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation (1-2 février 2018, Dakar) a reconnu l'urgence de la situation et a procédé à une importante levée de fonds, après une forte diminution du soutien à l'Afrique entre 2010 et 2015. Plusieurs pays africains se sont engagés à accroître leurs dépenses publiques en faveur de l'éducation.

L'éducation (2)

La voix des jeunes (114)

- ▶ "Quand vous décrochez un stage, la première chose qu'ils vous disent, c'est d'oublier tout ce que vous avez appris à l'école. Une université ne veut rien dire dans la vraie vie". Rose, Rwanda
- ▶ "Les technologies de l'information et de la communication à l'école ne sont qu'élémentaires et ne favorisent en rien la créativité, ces cours ne sont pas pratiques". Hasan, Egypte
- ▶ "La formation en agro-industrie est vraiment passionnante et nécessaire. Pour être efficace, elle doit mettre l'emphase sur la modernisation des techniques agricoles et le développement des coopératives". Rosine, Côte d'Ivoire
- ▶ "Pour qu'un programme d'apprentissage industriel soit efficace, il doit être offert avant le délai des demandes d'admission à l'université pour attirer les étudiants dès le début avant qu'ils n'entrent à l'université". Grace, Nigeria
- ▶ "Les programmes de formation professionnelle ne sont utiles que s'ils sont étroitement liés à un engagement ferme des employeurs de leur offrir des emplois, sinon les jeunes ne sont jamais attirés par ces programmes". Diana, Rwanda

Eduquer pour l'ère planétaire

"Malheureusement, les systèmes d'éducation qui ont formé la plupart des élites (...) n'ont pas imaginé d'intégrer le besoin d'émergence d'esprits aptes à saisir des problèmes fondamentaux globaux, aptes à comprendre leur complexité dans le processus d'apprentissage.

Les systèmes d'enseignement continuent de morceler et disjointre les connaissances qui devraient être reliées, de former des esprits unidimensionnels et réducteurs, qui ne privilégient qu'une dimension et en occultent les autres.

D'où l'urgence vitale d'"éduquer pour l'ère planétaire", ce qui nécessite réforme du mode de connaissance, réforme de pensée, réforme de l'enseignement, ces trois réformes étant interdépendantes" (Morin et al. 2003).

Professeur Robert KASISI (République démocratique du Congo) (115).

L'AFRIQUE EN CHIFFRES N°15

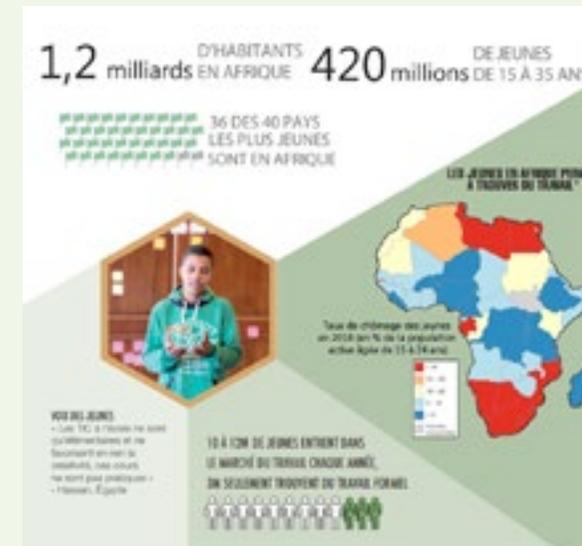
Le défi éducatif

- ❖ Avec 73 enfants âgés de moins de 15 ans pour 100 personnes en âge de travailler en 2015, soit près du double de la moyenne mondiale, l'Afrique affiche le ratio de dépendance le plus élevé au monde (116). En effet, presque 47% des Africains ont moins de 18 ans. Dans quinze pays d'Afrique, plus de la moitié de l'ensemble de la population a moins de 18 ans.
- ➔ Les enfants africains sont au centre de la transition démographique et sociale du continent.
- ❖ **Dépenses en éducation (2016) (117)**
 - > 6% du PIB en Afrique du Sud, au Ghana, au Malawi, au Mozambique, au Swaziland et en Tunisie.
 - < 1% du PIB au Nigeria et au Cameroun.
- ❖ **Brain drain**
50.000 Africains ont intégré des universités chinoises en 2017 ; 80.000 sont attendus en 2018 grâce aux bourses du gouvernement chinois (118).
- ❖ **Analphabetisme**
En 2016, 31,8% du nombre, au niveau mondial, des analphabètes, âgés de plus de 15 ans, vivaient en Afrique (117).



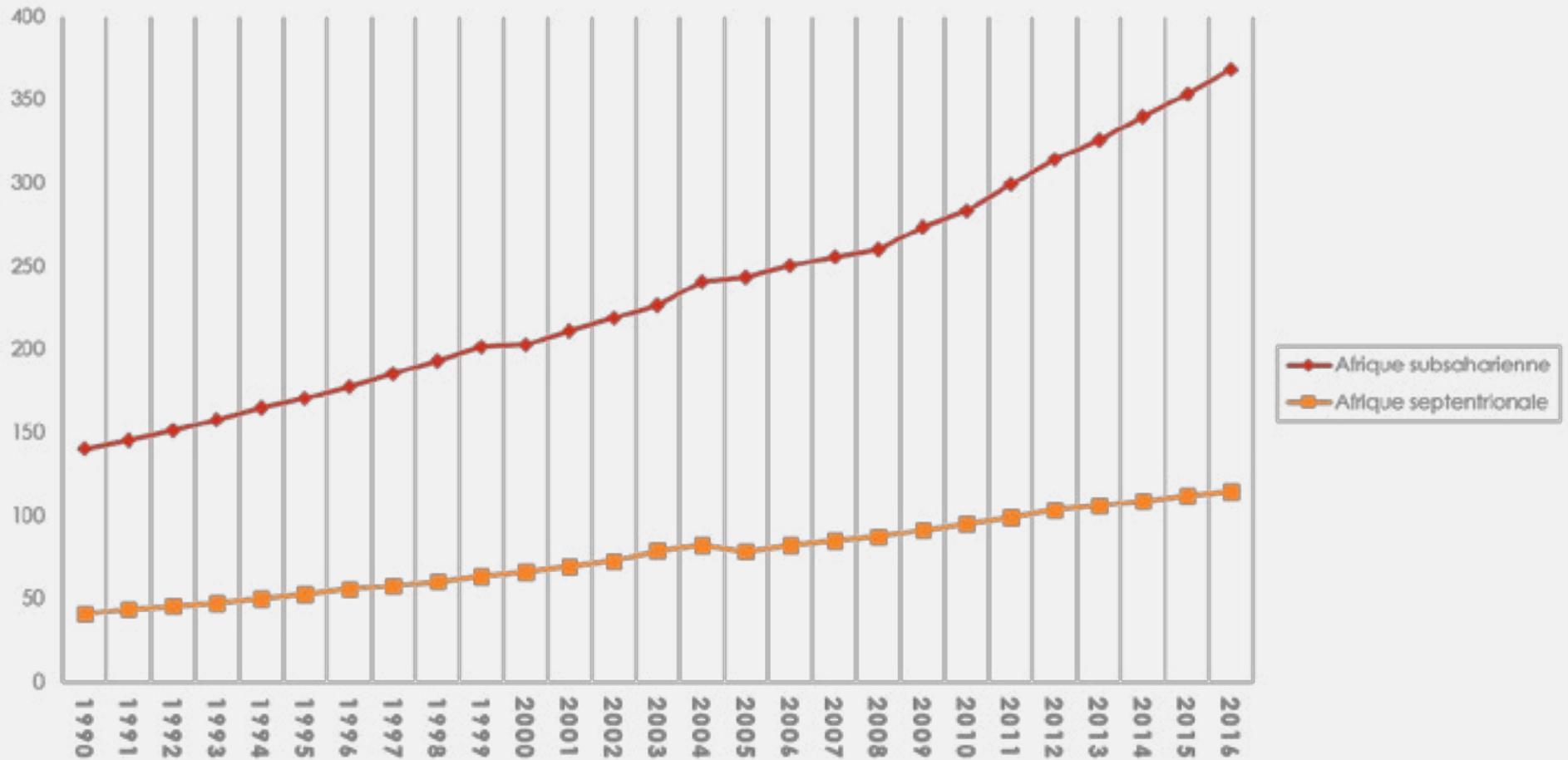
"Si les politiques actuelles en matière d'emplois restent inchangées, moins du quart des 450 millions de nouveaux emplois nécessaires au cours des 20 prochaines années seront créés".

Rapport 2017 sur la compétitivité en Afrique.



■ Source : Rapport de la Banque africaine de développement intitulé "Des emplois pour les jeunes en Afrique" et traitement IRES des données issues de l'Organisation internationale du travail

Evolution entre 1990 et 2016 de la population analphabète en Afrique subsaharienne et en Afrique septentrionale (en millions de personnes)



■ Source : Traitement IRES des données issues de l'Institut de Statistique de l'UNESCO et de World Population Prospects

Vers une autre éducation

Bonnes pratiques

- ▶ **ASHESI** : fondée par le Ghanéen Patrick AWUAH, récipiendaire du *Wise Prize for Education 2017*, cette université permet, notamment, à ses étudiants de travailler collectivement à résoudre les problèmes du pays (119).
- ▶ **Flat6Labs** : accélérateur de start-ups, fondé par Ahmed ELALFI, capital-risqueur égyptien qui parie sur le potentiel des "tech businesses" pour créer de l'emploi : "L'économie du savoir est la seule réponse pour l'Égypte. Ce dont nous avons besoin ici est une solution de 10 ans : l'éducation, l'éducation, l'éducation. Nos actifs sont humains" (111).
- ▶ **Moringa** : cette école privée de développeurs, située à Nairobi (Kenya) revendique un taux de placement de 95% de ses élèves, notamment sur le marché local. Son succès la conduit à installer d'autres écoles analogues en Afrique. Elle a été cofondée par un Kenyan, Frank TAMRE et une Américaine, Audrey CHENG (120).
- ▶ **We Think Code** : cette ONG sud-africaine a ouvert la première école gratuite de codeurs à Johannesburg (121).

Pour sortir de la pauvreté en Afrique, il faut investir dans nos cerveaux (122)

- ▶ Entrepreneur ghanéen, Fred SWANIKER multiplie les projets pour améliorer l'accès à l'éducation et former les leaders africains de demain.
- ▶ En 2008, il ouvre à Johannesburg l'*African Leadership Academy*, un programme pré-universitaire pour les Africains de 16 à 19 ans dont la mission est "de transformer l'Afrique en développant un puissant réseau de plus de 6.000 élites qui travailleront ensemble pour relever les défis les plus importants en Afrique, créer un impact social extraordinaire et accélérer la trajectoire de croissance du continent" (123).
- ▶ Il lance ensuite l'*African Leadership University (ALU)*, une université panafricaine du leadership aux méthodes éducatives innovantes, aux 25 campus (de 10.000 étudiants) répartis sur tout le continent d'ici 2040 (122). La mission de ce réseau d'établissements d'enseignement supérieur, qui se veut de classe mondiale, est de produire 3 millions de jeunes leaders africains au cours des 50 prochaines années (124).



■ Source : <https://s-i.huffpost.com/gen/3903566/images/n-AFRICA-MAP-628x314.jpg>

L'UBUNTU (2)

L'innovation

- ▶ L'innovation est au cœur de cette nécessaire transformation inclusive, en faveur d'un développement autonome des personnes comme du continent, que ce soit pour changer de système éducatif ou de modèle économique ou pour inventer les activités de demain (e-éducation, e-santé, fintech, drones).
- ▶ Les différents acteurs de l'Afrique en marche (Etats, citoyens, organisations non gouvernementales, investisseurs) l'ont bien compris et cherchent à favoriser tant les acteurs qui innovent que le déploiement de leurs innovations.
- ▶ Les expérimentations fleurissent et, là encore, l'*ubuntu* est à l'œuvre, pas seulement pour l'Afrique, mais pour le monde entier (125).

Afrique : une nouvelle génération d'innovateurs

"Nous avons également suivi la réussite de certains innovateurs en Afrique venant défier ce qui est communément admis : ils ont développé des franchises pour servir les segments les plus pauvres de la population, créé des marchés qui exploitent l'opportunité considérable que constitue la non-consommation, internalisé le risque pour construire des entreprises solides, autonomes et à faible coût et intégré les opérations pour éviter les nœuds de corruption externes. Leur expérience dresse le portrait optimiste d'une Afrique en effet capable de tenir sa promesse de prospérité. Un jeune entrepreneur résume le sursaut qu'une réussite locale peut engendrer en faisant l'observation suivante : "Quand la solution vient de l'intérieur, on commence à croire en soi. On commence à se dire qu'on peut le faire, qu'on peut avancer".

Clayton M. CHRISTENSEN, Efosa OJOMO, Derek Van Beyer, Harvard Business Review, 2017 (126).

La confiance

- ▶ La mutation du système éducatif dans son ensemble et le développement de l'innovation réussie sont fortement conditionnés par **la confiance envers l'école**, à la fois comme pré-supposé interrelationnel (confiance en l'Autre), comme attitude de principe des institutions (administrations, entreprises, écoles) envers le potentiel humain (prise de risque, initiative) et comme manifestation de foi dans la capacité de changer.
- ▶ **Confiance dans la possibilité de faire autrement** : le mode de développement économique, imposé par les pays développés ne correspond plus aux caractéristiques du 21^{ème} siècle (cf. chapitre précédent) ni à la situation de beaucoup de pays africains, comme l'urbanisation africaine le montre, par exemple.
 - ❖ La logique du *leapfrog* s'impose dans un nombre croissant de domaines (économie, technologies, écologie, éducation). S'autoriser à faire différemment de ceux qui ont "réussi" représente un changement profond dans la mentalité africaine dont l'apparition est, désormais, manifeste comme le montrent, par exemple, les débats des Ateliers de la pensée (Dakar, 2016, 2017).
- ▶ **Confiance dans le potentiel humain africain** : à l'image de ces nombreux parents africains qui investissent une partie considérable de leurs revenus dans l'éducation de leurs enfants, investisseurs, entrepreneurs et enseignants sont de plus en plus nombreux à faire confiance au potentiel humain des nouvelles générations. Les femmes, aussi, commencent à émerger dans certains pays comme des acteurs crédibles.
 - ❖ Dans le domaine de l'éducation, **trois axes forts de renforcement de ce potentiel** se dessinent aujourd'hui :
 - Au moins pour les filles, **une scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans**, ce qui les préserve de la déscolarisation précoce et leur permet d'acquérir une plus grande autonomie.
 - **L'expérimentation d'alternatives disruptives**, telles que les classes inversées, le tutorat entre élèves, voire l'aide automatisée aux devoirs (apps éducatives, tutos).
 - **L'éducation populaire à destination des adultes urbains** (analphabètes ou illettrés).

- ▶ Face au manque de confiance dans le décollage africain, manifesté par quelques multinationales qui ont quitté le continent ou ont drastiquement réduit leur voilure -Nestlé et Barclays Bank en 2016, Coca Cola, Cadbury, Eveready...- (126), **la confiance des Africains dans leur propre capacité de développement s'avère cruciale pour assurer leur autonomie.**
 - ❖ Irriguant le continent, la confiance peut agir comme un accélérateur dans tous les domaines : expression citoyenne, circulation des biens, des services et des personnes, emploi, entrepreneuriat, start-ups... D'autant que les technologies de l'information et de la communication peuvent considérablement la démultiplier (réseaux sociaux) et l'opérationnaliser (*crowdfunding*, écosystèmes innovants).
 - ❖ Enfin, cette confiance favorise le *brain gain* –le retour des cerveaux ayant émigré – un vecteur de développement particulièrement efficace si :
 - les conditions de vie (infrastructures, sécurité, services de base) et de liberté socio-économique sont acceptables,
 - les organisations d'accueil (universités, entreprises, services publics) se donnent les moyens et l'ouverture de bénéficier de leur apport (nouvelles pratiques),
 - le système local est ouvert à cette pratique inconsciente de *l'ubuntu* qui est observée chez ceux qui retournent au pays : l'envie de partager, de redonner un peu de ce que l'on a reçu, sous une force, autre que monétaire.

La mobilité

- ▶ Si l'indépendance et le dépassement des séparations raciales (apartheid) ont été le combat déterminant du 20^{ème} siècle pour l'Afrique, celui du 21^{ème} siècle sera indubitablement la conquête de la mobilité.
- ▶ En effet, une autre conception de la circulation des personnes apparaît, aujourd'hui, fruit conjugué de la mondialisation et de l'exigence de liberté. Elle consacre l'effacement de la notion de migration au profit de celle de mobilité.
- ▶ Tandis que la migration est une rupture, l'immigré et l'émigré, souvent des parias, la mobilité est la liberté retrouvée de se mouvoir, de s'installer, de se déplacer à nouveau, de revenir, de partir, de prospérer dans le mouvement. La mobilité est une nouvelle forme de nomadisme, de transhumance (mobilité circulaire), d'élargissement des territoires.
- ▶ **Élément constitutif de l'ADN africain**, tout au long de l'histoire du continent, **la mobilité a alimenté le progrès humain, suscité l'innovation, propagé des idées et façonné le monde actuel**, grâce aux transferts de connaissances, de compétences et de technologies autant qu'au commerce de biens et services.

- ▶ Aujourd'hui plus que jamais, la mobilité reflète les modes de vie actuels (commutation, mobilité étudiante, changement de métier) qui ne permettent plus d'enfermer les populations et les activités dans des espaces spécifiques, comme le paysan à la campagne, par exemple, dépassé par l'agriculteur urbain, les ruraux non-agriculteurs et les néoruraux (citadins installés à la campagne).
 - ❖ Le cas des urbains sud-africains venus s'installer à la campagne pour y créer des exploitations agricoles modernes illustre la vigueur de l'*ubuntu*, lorsqu'ils font bénéficier les exploitations vivrières voisines de leurs technologies (machines agricoles, techniques d'irrigation, semences modifiées).
- ▶ **La mobilité exo-africaine**, représentée par la diaspora, ne contribue pas seulement au développement autonome du continent par les 65 milliards dollars envoyés, en 2016, à plus de 200 millions Africains par 45 millions de leurs compatriotes résidant à l'étranger (127). Ses compétences (*brain gain*), ses réseaux (économie relationnelle), sa motivation à faire émerger le continent, en lui donnant le meilleur du développement constituent **un formidable capital immatériel nécessaire à la transformation globale évoquée ici.**

"Notre histoire ne se limite pas à l'Atlantique et à la Méditerranée. Elle épouse d'autres faisceaux transnationaux qui vont des mondes islamiques aux mondes malais, chinois et indiens. Revisitons la question de la circulation et du mouvement, concevons-les comme des ingrédients structuraux à partir desquels se sont forgées nos cultures. C'est une manière de réagir à la militarisation de nos frontières et aux idéologies de la différence (...)"

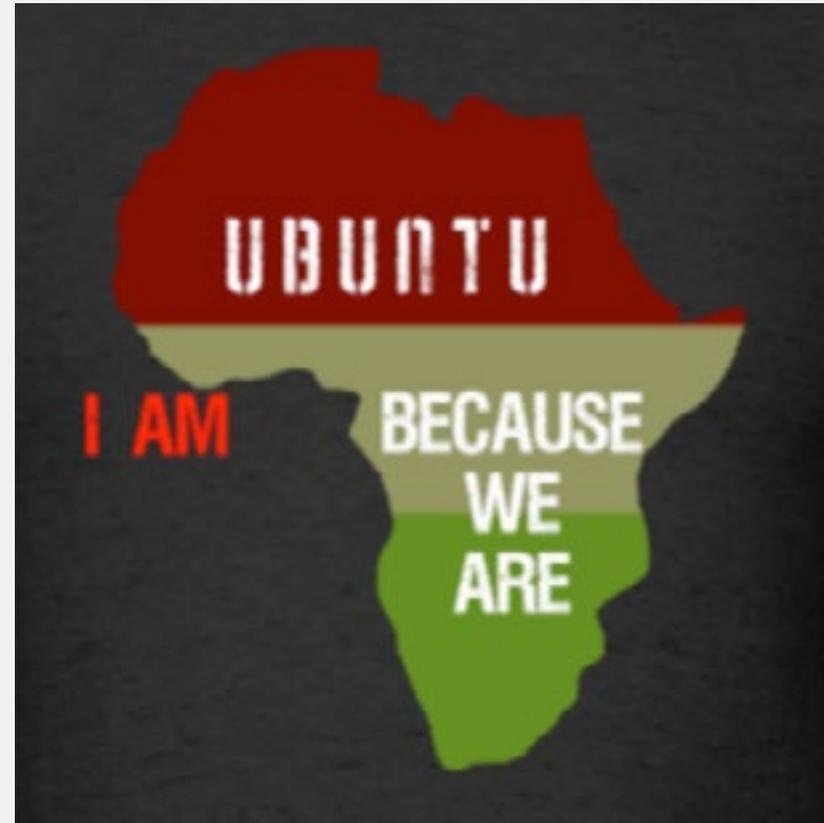
Achille MBEMBE, philosophe camerounais (128).

"Aidons les Africains à se déplacer librement et faisons de l'Afrique un continent plus ouvert, plus prospère et véritablement connecté".

Akinwumi ADESINA, Président de la BAD (129).

L'UBUNTU (6)

- ▶ **La mobilité endo-africaine**, facteur de cosmopolitisme et de développement des échanges intra-africains est encore souvent contrariée, en raison de la contrainte du visa pour qu'un Africain puisse entrer dans plus de la moitié des Etats du continent en 2016 (130).
 - **Le cloisonnement des pays africains coûte cher au continent** : il freine le développement des compagnies aériennes africaines, entrave les échanges commerciaux (le coût des échanges intra-africains étant le plus élevé au monde) et bride l'essor du tourisme international (131).
 - La prise de conscience (#*VisaFreeAfrica*) des effets négatifs de cette situation a conduit l'Union africaine à **introduire un passeport africain commun** en 2016 qui pourrait être distribué à tous les citoyens d'ici 2020 (132). En attendant, depuis 2013, les 300 millions de citoyens de la CEDEAO (133) disposent d'un passeport communautaire unique (134) et d'un tarif extérieur commun (droits de douane) (135).
- ▶ *L'ubuntu* – "Je suis un être humain par et pour les autres" – est, donc, cette clé qui peut permettre de rester liés, tout en étant dispersés, surtout dans le cadre d'une mobilité accrue. Conjugué à la *teranga* (sens de l'hospitalité au Sénégal), il conduit à accepter le nouveau venu, non plus comme un déraciné -un "sans ancêtres" condamné à la solitude-, mais comme un actif immatériel, riche de ses propres communautés et connaissances, membre de la grande famille africaine.



■ Source : <http://pencilsforafrica.com/wp-content/uploads/2012/05/africa-ubuntu.png>

Vers les "Bashingantahe"

- ▶ **Umushingantahe** "signifie homme responsable du bon ordre, de la tranquillité, de la vérité et de la paix dans son milieu. Et cela, non pas en vertu d'un pouvoir administratif attribué, mais de par son être même, de par sa qualité de vie, que la société veut reconnaître à sa personne en lui conférant une investiture" (136).
 - ❖ Homme intègre et sage, chargé du règlement des conflits (équité, justice) à tous les niveaux (réconciliation, responsabilité, vérité, réparation), l'*Umushingantahe*, au Burundi, est traditionnellement chargé de la réconciliation (137).
 - ❖ Ensemble, les *Bashingantahe* constituaient une force pacifique et une autorité indépendante, essayant d'éviter l'arbitraire et le manque de justice dans les jugements (137).
- ▶ **Du guerrier au sage** : l'échelle des âges en Afrique promeut une valorisation croissante de l'individu selon son âge. A l'âge du guerrier (environ entre 20 et 40 ans) succède celui du commandement (cf. les *qulutala* au Sénégal, le *Kiama Kia mathaati kikuyu* au Kenya) dont la responsabilité est de pacifier la communauté. Enfin, lorsque les enfants sont devenus adultes et l'épouse stérile, l'ancien (les *sukeba* ou le *Kiama Kia maturanguru*) incarne la sagesse, la maîtrise de soi et l'éloignement des passions. Il se voue au bien-être de la communauté et ses conseils sont attentivement écoutés (138).

Peu à peu, l'Afrique change de génération de leaders. Ce n'est plus une question d'âge, mais de vision du monde (*worldview*).

▶ La génération des combattants

- ❖ La génération parvenue au pouvoir au moment des indépendances est, par nécessité, une génération de guerriers. Leaders combattants, ils ont accédé à la fonction suprême, à la force des armes, de la défiance, du clientélisme et d'une autorité sans faille.
- ❖ Aujourd'hui, certains intellectuels -penseurs de l'Afrique de demain et conscients que l'autonomie de celle-ci passe par la décolonisation de la pensée africaine autant que des structures politiques et économiques- s'instaurent en nouveaux guerriers, opposant le Nord et le Sud, combattant avec autant d'acharnement toute forme de nouveau colonialisme.

▶ La génération des pacificateurs, les Bashingantahe

- ❖ Une autre vision du monde, cependant, a émergé sur le continent, celle des hommes sages, distants des passions guerrières, capables d'une grande hauteur de vue, animés par un *ubuntu* de taille universelle.
- ❖ La réconciliation est au cœur de leur action, de Nelson MANDELA à Alpha CONDÉ. Ils rêvent d'un continent uni, en paix avec lui-même, avec ses voisins comme avec le monde entier. Un continent dont l'identité africaine se concilierait avec les acquis de l'Occident, comme son syncrétisme génétique lui permet si naturellement de le faire...

L E TEMPS DES SAGES (1)

Les trois piliers de la sagesse africaine

Le capital humain africain (urbains, ruraux, Africains résident à l'étranger, migrants, femmes, jeunes, riches et pauvres) fera le continent de demain, un monde de paix ou de guerre, exsangue ou prospère. Tout dépendra de la capacité des Africains et de leurs gouvernants à se réconcilier avec eux-mêmes, avec leur identité, en s'appuyant sur les valeurs positives de leurs traditions et en s'affranchissant des pratiques iniques, tout en embrassant des valeurs universelles. **Trois piliers de la sagesse africaine** soutiennent ce pont, jeté entre hier et demain.

- ▶ **L'ubuntu** qui favorise le partage et la relation aux autres est le premier de ces piliers. En le développant consciemment, l'Afrique renoue avec sa tradition ancestrale de solidarité et de générosité.
- ▶ **L'effort de réconciliation**, doté de mécanismes variés selon les cultures est le second de ces piliers. La réconciliation ne concerne pas seulement les anciens belligérants d'un conflit (cf. chapitre 3 de la 2^{ème} partie), mais, plus largement, ici, les colonisateurs et les colonisés, l'Homme africain et l'Homme occidental, la nature et celui qui l'a dégradée.

- ▶ Troisième pilier, **le syncrétisme** est l'une des caractéristiques les plus marquantes du monde africain. Cette hybridation ne concerne pas seulement les religions, mais, aussi, les pratiques culturelles, les modes vestimentaires, les théories politiques... En brisant les barrières entre des champs de connaissance ou de pratique différents, le syncrétisme permet aux Africains de *leapfroguer* vers une culture mondiale plus intégrative qu'exclusive.
- ▶ C'est pourquoi ces trois piliers sont essentiels : leur bon fonctionnement conditionne la réussite d'un développement réellement autonome du continent. La plupart des gouvernements africains l'ont déjà compris et se sont mis en marche dans cette direction. Pour ce faire, **trois chemins offrant "des solutions africaines aux problèmes africains"** sont en train d'être explorés : **la gouvernance d'une autonomie continentale, la réconciliation de l'Africain avec son passé et sa réconciliation avec la nature.**
- ▶ Voici venu le temps de l'Umushingantahe (cf. ci-contre) : un capital humain plus sage et plus juste, en paix avec lui-même et avec le monde.

Vers l'émergence

Emergence socio-économique

- ▶ Malgré son taux de croissance considéré comme faible : 3,5% en 2017 (139), l'Afrique est toujours "la deuxième région la plus dynamique du monde, derrière les pays en développement d'Asie". Au sein du continent, l'Afrique de l'Est est devenue la région la plus dynamique, entraînée par l'Éthiopie (140).
- ▶ Soutenue par la montée en puissance de la classe moyenne (environ 350 millions de personnes en 2017), la demande intérieure est devenue le principal moteur de la croissance (140).
- ▶ Si l'Afrique du Nord affiche les niveaux les plus élevés en matière de développement humain, des améliorations régulières depuis le début du 21^{ème} siècle sont constatées dans pratiquement toutes autres sous-régions (140). Cela permettrait de redresser, à l'avenir, la situation difficile dans laquelle se trouvent 35 pays africains qui enregistrent, aujourd'hui, un niveau de développement humain faible.
- ▶ Dans la lutte contre la pauvreté, le Rwanda, le Ghana et le Libéria ont fait des progrès considérables : en 2010, près de 9 Rwandais sur 10 sont couverts par une assurance maladie communautaire. L'Égypte couvre 78% de sa population et la Tunisie assure la couverture sanitaire de toute sa population (100%) (140).
- ▶ L'Afrique de l'Est s'impose comme la sous-région la plus performante, avec une croissance moyenne annuelle de 6% entre 2000 et 2016, illustrant, ainsi, les résultats de la diversification des économies (fintech, agriculture, services dont tourisme) et de l'investissement dans les infrastructures (électricité, espace aérien) (140).

Emergence d'une autonomie politique

- ▶ Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), créé en 2003, est l'un des aspects les plus innovants du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Par ce mécanisme d'auto-évaluation à caractère volontaire (analogue au mécanisme d'auto-évaluation de l'OCDE), les dirigeants africains peuvent soumettre leurs politiques et leurs pratiques à une évaluation par des pairs africains. Quatre domaines d'intervention sont concernés : la démocratie et la gouvernance politique, la gouvernance économique, la gestion des entreprises et le développement socio-économique. A l'issue du rapport d'évaluation, un Plan national d'action est élaboré. En 2015, la moitié des 35 pays membres du mécanisme africain d'évaluation par les pairs avaient été évalués (141).
- ▶ L'Agenda continental 2063, adopté en 2015 par l'Union africaine, est à la fois une vision et un plan d'action qui ambitionne de "transformer l'Afrique avec des économies vibrantes et inclusives, libérée du poids de la pauvreté, la fin des conflits et des maladies et qui est intégrée et connectée grâce aux réseaux de transports, à travers les technologies de l'information et de la communication". Le NEPAD en est l'organe exécutif (141).
- ▶ Lors du sommet de l'Union africaine de janvier 2018, il a été décidé de limiter la dépendance financière de l'organisation continentale. Alors que plus de 68% de ses programmes étaient financés par les bailleurs de fonds internationaux en 2015 (142), désormais et à titre illustratif, les États membres devraient financer, en 2018, 40% du budget de l'institution (143).

L E TEMPS DES SAGES (2)

Vers une gouvernance de l'autonomie

- ▶ Si le capital humain est le substrat même d'un développement autonome de l'Afrique, la gouvernance globale en est une condition *sine qua non*. Car une telle forme de développement ne peut avoir lieu sans que des voies claires soient définies. Néanmoins, cette bonne gouvernance ne peut s'évaluer que sur le moyen et long terme si l'on ne veut pas verser dans l'afro-pessimisme ou -optimisme. C'est bien là tout le paradoxe du développement africain : le besoin de temps pour mûrir politiquement et économiquement est contrarié par l'urgence des défis à relever et le sentiment d'accélération exponentielle des évolutions.
- ▶ Déjà des progrès significatifs ont été réalisés en matière de développement du continent. Il importe de les faire connaître pour lutter contre l'image, souvent négative, renvoyée par les médias ou les institutions internationales. Car, d'une part, cette image a un impact direct sur les investissements étrangers, en baisse depuis 2012 (144) qui, à leur tour, ont des répercussions sur l'endettement africain. Celui-ci a affiché un taux de croissance moyen annuel de 5% sur la période 2000-2017 (145). D'autre part, les analyses centrées sur la pensée occidentale sont, souvent, biaisées par une profonde méconnaissance de l'Afrique et de ses mécanismes à l'œuvre.
- ❖ Ainsi, les indicateurs utilisés, tels que le taux de croissance du PIB, sont parfois loin de refléter la réalité d'un pays en développement. Ce qui compte n'est pas tant, en effet, ce taux annuel, mais la structure économique qui le génère. L'exemple des pays africains rentiers (croissance élevée, mais subordonnée aux cours mondiaux, indice de développement humain faible) est éclairant.
- ❖ L'Occident porte un regard sur l'évolution de l'Afrique d'autant plus compliqué qu'il appréhende difficilement la nécessité et l'effectivité du *leapfrog* africain, du fait tant de sa propre expérience (qu'il projette sur les autres) que des risques encourus par une trop prompte autonomie africaine (accès aux matières premières, mise en cause de marchés existants...).
- ▶ De fait, les instruments de l'autonomie africaine sont déjà en place. Il reste, maintenant, à en améliorer le fonctionnement et à en accélérer le déploiement sans mettre en péril les récents acquis. **Deux piliers caractérisent l'émergence de cette autonomie stratégique** : la coopération et la démocratie.
- ▶ **La coopération** permet aux Etats africains, au minimum, de s'épauler les uns les autres et, au maximum, de s'enrichir mutuellement, en libéralisant le commerce intra-africain et en constituant de vastes zones d'échanges, de plus en plus intégrées (cf. future zone de libre-échange continentale, espace aérien continental, projet de monnaie unique), auxquelles **il faudra bien ajouter, un jour, un territoire numérique continental unifié (.afr)**.

Les mots de l'autonomie

- ▶ "L'Afrique est un grand continent, par ses forces vives, ses ressources et ses potentialités. Elle doit se prendre en charge, ce n'est plus un continent colonisé. C'est pourquoi l'Afrique doit faire confiance à l'Afrique. Plus que d'une aide humanitaire, c'est de projets de développement humain et social dont notre continent a le plus besoin" (146).

Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, Roi du Maroc

- ▶ "Les problèmes des Africains ne peuvent être réglés que par les Africains eux-mêmes. Nous ne demandons qu'à être accompagnés. (...) Il faudra que les États africains redéfinissent leur politique économique afin de favoriser leur développement et limiter leur dépendance des grandes puissances. (...) L'Afrique a raté trois révolutions industrielles, il est temps de se ressaisir grâce à la jeunesse africaine. Nous ne voulons plus qu'on nous donne de leçons" (147).

Alpha CONDÉ, Président en exercice de l'Union africaine,
30 janvier 2017-28 janvier 2018

- ▶ "Il s'agit de faire preuve de souveraineté économique, de faire des choix et d'assumer les conséquences. Y compris celle de ne pas avoir accès à des prêts quand on estime défendre une bonne option. Le Botswana sur la question agricole était contre les options de la Banque mondiale. La Banque a retiré ses sous. Dix ans après, la Banque est revenue pour dire : "Vous aviez raison ! Et nous conseillerons aux pays voisins de faire comme vous". Felwine SARR, auteur d'AFROTOPIA (148).
- ▶ "Nous ne pourrions guère faire face aux défis auxquels nous sommes confrontés, et avec nous le monde que nous partageons avec d'autres, sans idées neuves. Il s'agit de forger un puissant mouvement d'idées capables de peser sur les transformations que nous ne pouvons plus différer, de changer d'imaginaire et d'ouvrir la voie à des pratiques sociales neuves. L'émancipation de l'Afrique dans les conditions contemporaines passe par la production de nouvelles idées, dans un geste qui restitue aux idées une relative autonomie. La réalité est que la répétition indéfinie de vieilles idées nous aura coûté extrêmement cher". Achille MBEMBE, philosophe théoricien du post-colonialisme (149).

L E TEMPS DES SAGES (3)

- ❖ Les Communautés Economiques Régionales réalisent, chacune selon son rythme, des progrès considérables, tant sur le plan de la consolidation économique que de l'harmonisation politique.
- ❖ Parallèlement, l'organisation internationale des Etats africains que représente **l'Union africaine, œuvre à la création de la plus grande entité territoriale que l'humanité n'ait jamais connue**. A la fois Conseil des anciens et arbre à palabre sous lequel les sujets critiques peuvent être débattus, l'Union africaine ambitionne d'être un puissant moteur de l'autonomie du continent, d'autant qu'elle dispose d'une vision de long terme -l'Agenda 2063 "L'Afrique que nous voulons" -adoptée en 2015.
- ❖ Parallèlement, de multiples organisations, souvent peu ou mal connues, œuvrent au renforcement de la solidarité et de l'autonomie du continent ou de territoires transnationaux, comme le Consortium international pour la coopération du Nil.
- ❖ Une volonté grandissante de coopérer se manifeste au sein de nombreux Etats africains, motivés, notamment, par les impacts du changement climatique : "Face à ces nouveaux défis, nos Etats doivent impérativement renforcer leurs dispositifs en les adaptant au nouveau contexte climatique ; nous devons également avoir à l'esprit que pris individuellement, nos pays auront du mal à relever le défi et que seule la coopération internationale nous permettra de juguler ces nouveaux fléaux" (150).
- ❖ Si la coopération intra-africaine est une nécessité et une évolution évidente pour le continent, en revanche, **toute la difficulté réside, aujourd'hui, dans la coopération avec des instances non-africaines**. En effet, l'autonomie du continent est au prix d'un exceptionnel effort de discernement et de hiérarchisation des priorités (151).
 - Comment distinguer les pays étrangers réellement parties prenantes du développement de l'Afrique –plus particulièrement parce qu'ils se sentent menacés par ses migrants et préfèrent contribuer à les fixer chez eux– et ceux qui constituent, en réalité, la nouvelle vague des néo-colonisateurs ? Comment distinguer le don de l'achat déguisé de futures faveurs ?
 - Comment, surtout, s'offrir le luxe de refuser une aide étrangère, quelle qu'en soit la forme, lorsque les besoins sont si pressants et que de nombreuses vies peuvent en pâtir ?
 - Si l'indépendance devient impossible dans le monde interdépendant du 21^{ème} siècle, quel degré d'autonomie est-il, néanmoins, à la portée du continent africain ?
- ❖ Enfin, une fois que les institutions de l'Union africaine auront été réformées au profit de son renforcement, il sera temps de faire entendre la voix du continent sur la scène mondiale, c'est-à-dire là où se joue l'aide, susceptible de stimuler le développement durable de la région (Banque mondiale, FMI, G-20...). Auparavant, les représentants du continent devront avoir clairement défini leurs priorités et fixé le prix à payer pour leur autonomie (abandon du CFA, renoncement à certains investissements...).

L'AFRIQUE EN MARCHÉ N°13

Vers une démocratie à l'africaine ?

- ▶ "Même si tout n'est pas parfait, l'Afrique a démontré sa capacité à organiser des élections et à prendre son destin en main. Nous n'acceptons plus les coups d'Etat".

Alpha CONDÉ, Chef de l'Etat guinéen, Président en exercice de l'Union africaine (année 2017) (152).

- ▶ "Il y a beaucoup d'innovations à l'œuvre en Afrique même si la plupart du temps, elles ne retiennent pas l'attention."
 - ❖ L'île Maurice tente, par exemple, un dispositif institutionnel de partage du pouvoir qui semble bien fonctionner jusqu'à présent.
 - ❖ la Cour constitutionnelle au Bénin n'est pas l'imitation d'un modèle directement tiré d'une démocratie établie. Elle a été établie sur la base des leçons tirées de l'historique politique béninoise.
 - ❖ Le modèle de la séparation des pouvoirs au Ghana, qui se situe entre le système parlementaire de Westminster et un système présidentiel proche de celui de Washington, est également relativement unique".

Abdul Tejan COLE, Directeur exécutif d'Open Society Initiative for West Africa (153).

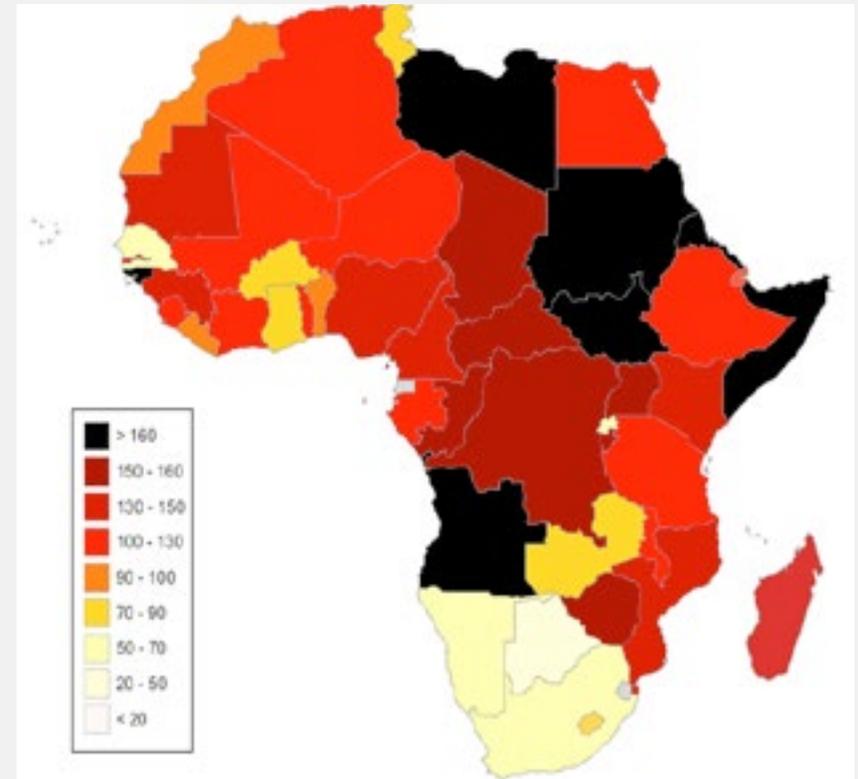


■ Source : http://www.alimoussaiye.com/uploads/2/2/0/3/22035380/1022805_orig.jpg

❖ **Un troisième niveau de démocratie se met en place, à travers la gouvernance multi-niveaux.** Selon le régime adopté (censitaire, représentatif ou direct, par exemple), la démocratie n'est pas forcément le gouvernement par le peuple, mais toujours pour le peuple. Son pire ennemi est, donc, moins l'autoritarisme que la corruption qui se fait au détriment du peuple.

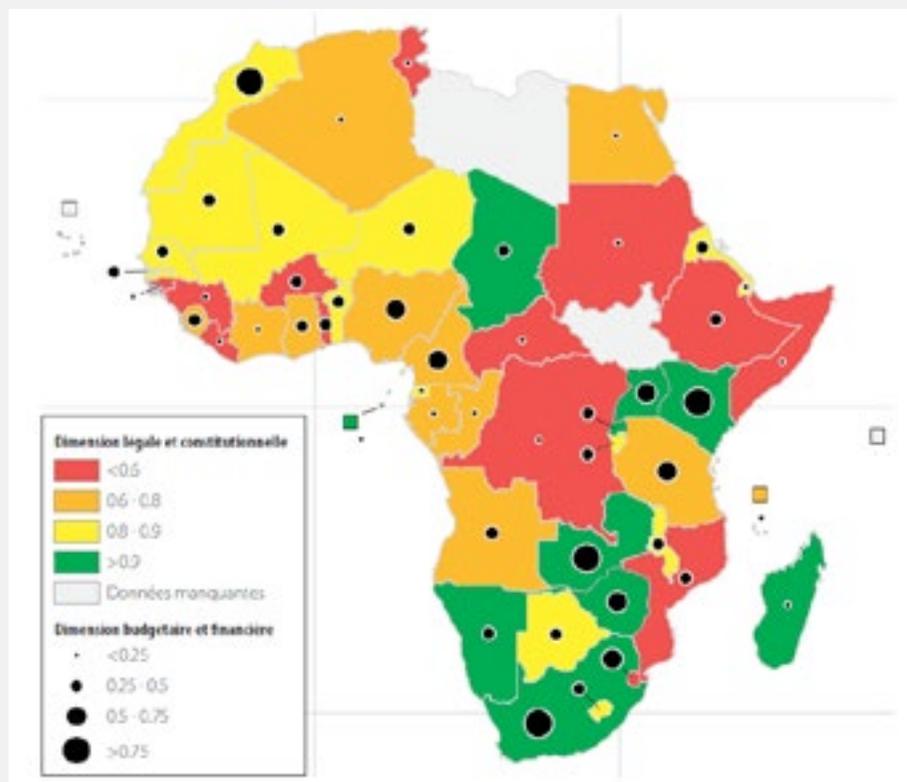
- La gouvernance multi-niveaux -qui assure la coordination entre les différents niveaux de décision (autorités supranationales, nationales et territoriales...)- est un instrument essentiel. Celui-ci permet, d'une part, de renforcer l'efficacité en évitant les doublons, les dispersions, les orientations opposées... et, d'autre part, de décentraliser les pouvoirs, en confiant davantage de responsabilité aux territoires et à leurs élus locaux ou régionaux.
- De fait, la décentralisation progresse dans nombre de pays africains, y compris fortement autoritaires ou centralisés, facilitant le recours à la subsidiarité (règlement des problèmes au plus près de leur source), le rapprochement entre gouvernants et gouvernés et le développement local. Elle permet, aussi, de mieux répondre aux besoins spécifiques des populations locales grâce à la territorialisation des politiques publiques.

Indice de perception de la corruption en Afrique en 2016
(classement des pays)

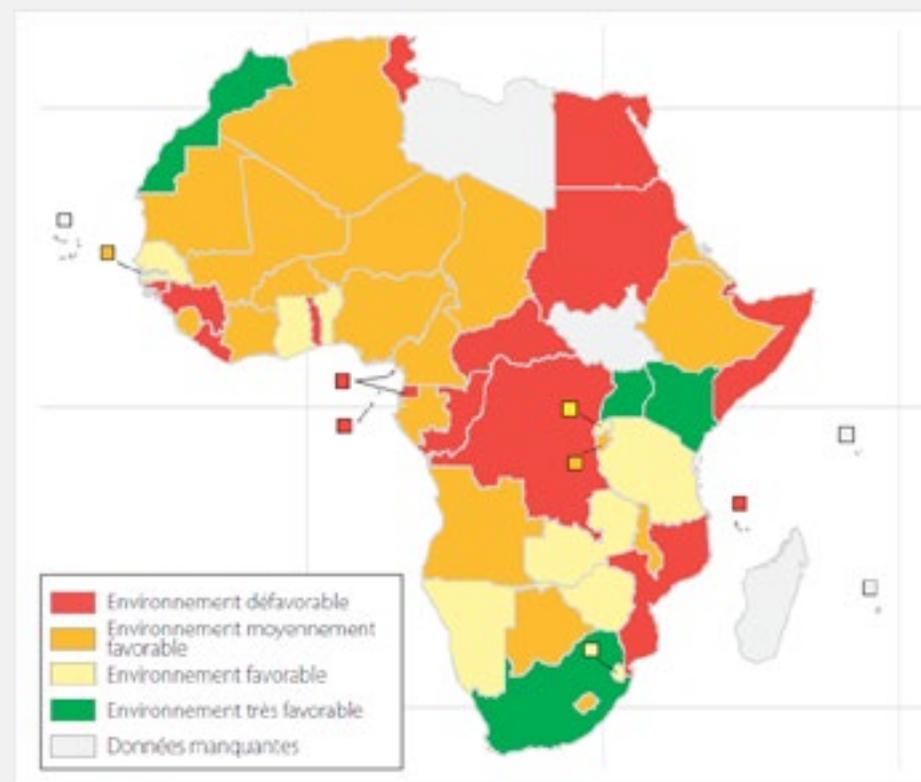


■ Source : Traitement IRES des données de Transparency international

La situation de la décentralisation en Afrique en 2015



L'état de l'environnement institutionnel des collectivités locales en Afrique en 2015



■ Source : Traitement IRES des cartes issues du rapport intitulé "une nouvelle ruralité émergente: regards croisés sur les transformations rurales africaines", NEPAD

Vers une identité réconciliée

- ▶ La conjugaison de ces caractéristiques, fortes de l'ADN africain, que sont l'*ubuntu* et les *Bashingantahe*, ces leaders africains pacificateurs, conduit à **mettre l'accent sur deux moteurs**, particulièrement puissants, d'un développement autonome de l'Afrique : **la réconciliation de l'Africain avec lui-même et avec la nature**. Là encore, le *leapfrog* est au cœur de ces stratégies d'avenir.
- ▶ Que signifie se réconcilier avec soi-même pour un Africain, au-delà des réconciliations post-conflits (cf. chapitre 3 de la 2^{ème} partie) ?
 - ❖ L'ouverture de l'Africain aux autres est telle qu'il est prompt à embrasser des cultures étrangères s'il les trouve bénéfiques. A ce phénomène, se sont ajoutées l'emprise coloniale qui a imposé sa propre vérité à l'Afrique (20^{ème} siècle) et, aujourd'hui, une emprise intellectuelle, occidentale et hégémonique (modèles économiques...).
- ▶ Adopter des apports extérieurs enrichissants permet, incontestablement, de progresser, sous réserve que cet apport ne se fasse pas au détriment d'une riche culture autochtone. Or, l'évolution vers des sociétés humaines plus épanouies -une aspiration universelle, finalité même de l'économie et du politique- n'est pas l'apanage d'un seul chemin qui serait de type occidental. Cette conscience émerge de plus en plus au sein de la société panafricaine, réunissant les Africains vivant en Afrique ou à l'étranger.
- ▶ La marche en avant forcée, imposée à l'Afrique pour rattraper la "modernité occidentale", l'a longtemps privée d'une réflexion distanciée sur ces sujets.
 - ❖ La volonté d'être un bon élève n'a pas encouragé l'Afrique à développer sa propre voie. Mais les transitions évoquées au cours des chapitres précédents, l'imminence d'un véritable changement de monde dans sa globalité forment un "moment stratégique", idoine pour que l'Afrique construise son propre chemin. Un chemin syncrétique, puisant le meilleur à la fois dans sa culture traditionnelle et dans celle du monde occidental qui a formé ses élites.

L E TEMPS DES SAGES (7)

- ▶ Concrètement *les leapfrogs*, susceptibles d'être engendrés par cette identité élargie pourraient être les suivants :
 - ❖ **Renforcer et exploiter l'atout du polyglottisme** : langues vernaculaires pour préserver les concepts autochtones et les langues véhiculaires (anglais et français) pour dépasser la barrière linguistique entre l'Est et l'Ouest du continent.
 - ❖ **Elaborer un mode de management entrepreneurial**, fondé sur la concertation et la reconnaissance de la primauté de l'aptitude sur la compétence, en ligne avec la "*start-up attitude*".
 - ❖ **Ancrer la diaspora dans le continent**, en acceptant la double nationalité pour tous les ressortissants africains, nés ou non sur le continent.
 - ❖ **Elaborer un droit foncier nouveau**, tenant compte à la fois :
 - de l'instauration de la propriété tribale inaliénable (cf. arrêté de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples du 26 mai 2017 relatif aux Ogiek (154)) et de la protection intangible des terres sacrées qui constitueraient, de facto, des sanctuaires de biodiversité,
 - des droits coutumiers régissant les terres exploitées par les populations rurales,
 - des avancées les plus récentes en matière de préservation des écosystèmes (corridors écologiques, conservatoires d'espaces naturels ...).

- ❖ **Créer un statut définitif et opposable de peuples premiers**, sur la base d'une définition objective, indépendante de l'appréciation des Etats, annexée à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples.
 - Ce statut permettrait de dresser une liste exhaustive de ces peuples et de cartographier leur territoire et leurs terres sacrées (condition de la sanctuarisation).
 - Il viserait à préparer l'accueil de ceux qui veulent venir à "la modernité" afin d'éviter les erreurs commises ailleurs (Etats-Unis, Australie).
 - Il protégerait ces cultures comme autant de trésors nationaux, selon des conditions à la fois de respect de la personne humaine et de concertation, fixées collégialement.
 - Il reconnaîtrait le droit de ces peuples à ne pas se voir imposer une autre culture, notamment à travers l'alphabétisation.
- ❖ **Organiser la formation et l'encadrement des guérisseurs africains**, détenteurs des connaissances de la pharmacopée locale et d'une analyse holistique du fonctionnement humain (analogue à la médecine chinoise), notamment en relation au stress et au bien-être, une préoccupation mondiale, aujourd'hui, au regard du développement des maladies mentales (155).

- ❖ **Développer un urbanisme spécifique**, hors des modèles occidentaux, correspondant aux spécificités des infrastructures -réservoirs d'eau sur les toits béninois, par exemple-, à la nature du climat -architecture rafraichissante (156)-, au rythme de la croissance urbaine -villes multipolaires, espaces vivriers- et de la mobilité nécessaire entre la ville et son hinterland -hubs intermédiaires-.
- ❖ **Instaurer un service civil obligatoire pour tous les jeunes**, de durée variable selon les niveaux d'étude (1 à 2 ans), permettant de disposer d'un réservoir de main-d'œuvre pour des projets prioritaires d'inspiration *ubuntu* (Muraille verte, par exemple) et offrant une formation et une occupation momentanée à une population désœuvrée : entre 27.400 et 33.000 jeunes entrent dans le marché du travail africain chaque jour, seulement 8.200 ont trouvé un emploi formel en 2015 (157).
- ❖ **Systématiser l'enseignement à l'école primaire d'un corpus historique des grands penseurs du continent**. L'Université Gaston BERGER (Sénégal) s'est déjà engagée dans cette voie (Faculté des civilisations, arts et cultures et Département de langues africaines).

- ▶ "Dans le passé, la vénération pour l'Afrique était considérable, que ce soit pour son génie naturel, son goût pour l'apprentissage ou son organisation religieuse. Ce continent a nourri un certain nombre d'hommes de grande valeur, dont le génie et l'assiduité ont apporté une contribution inestimable à la connaissance des affaires humaines." (158)

Johannes Gottfried KRAUS,
Recteur de l'Université de Wittenberg, 1734

- ▶ "Pour que le monde entier la respecte, l'Afrique doit se montrer fière d'elle-même et prendre conscience de ses richesses intellectuelles et culturelles".

Cheick Modibo DIARRA, Astrophysicien malien,
ancien Premier Ministre du Mali

- ▶ "Depuis le début de ce siècle, l'Afrique a, en l'espèce, entamé un tournant culturel de très grande ampleur, dont les contours ne font que se dessiner et dont on ne mesure pas encore toute l'importance. Partout émergent de petits collectifs décidés à prendre à bras-le-corps les questions longtemps laissées en friche. (...) La création artistique explose et, avec elle, notre présence renouvelée au monde. Les diasporas se consolident et retrouvent la voix qu'elles avaient perdue au lendemain de la décolonisation." (1)

Achille MBEMBE, Historien et philosophe camerounais & Felwine SARR,
Economiste et écrivain sénégalais

Le rôle du sport en Afrique

Le rôle sociétal du sport

Le sport joue un rôle particulièrement important en Afrique, la plus jeune population du monde. A titre illustratif, parmi les 38 pays dans le monde disposant, en 2017, d'un âge médian de la population, inférieur à 20 ans, 35 pays se situent en Afrique (159).

- ▶ Sur le plan sociétal, il présente de multiples avantages :
 - ❖ Instrument de renommée d'un pays (exemple : les Lions de l'Atlas -Maroc- et facteur d'union des pays (Coupe d'Afrique des nations), il renforce la fierté collective.
 - ❖ Lieu de brassage social (clubs) et instrument de lutte contre les inégalités quand les lieux de pratique sont publics et ouverts à tous, le sport permet de lutter contre les multiples ségrégations (femmes, pauvres...).
 - ❖ Moyen de sortir de la spirale de la misère systémique pour quelques uns et d'avoir une éducation pour tous, le sport est un outil de canalisation de l'agressivité et de relâchement des tensions individuelles. Il enseigne la discipline et l'effort, le respect des règles et la socialisation.
- ▶ Inversement, il peut rapidement devenir un foyer de ressentiment dès lors que son accès est exclusif et engendrer une escalade de violence : la triche pour accéder aux installations sportives, par exemple, conduit au durcissement des contrôles qui conduisent, en retour, à la casse. D'où le renforcement des accès (murs, barbelés...).
- ▶ Enfin, la décolonisation voit réapparaître des pratiques sportives traditionnelles, comme le Nzango congolais (présent aux jeux africains de Brazzaville, 2015) et le Jukskei (Afrique du Sud, Namibie).

Perspectives

- ▶ Les sociétés africaines ne sont pas à l'écart du développement exponentiel de la planète Sports, bien que leur accès aux sports codifiés et aux équipements pour activités sportives ait été plus tardif que dans les autres pays (160).
- ▶ Le rôle géopolitique du sport s'est affirmé dès le boycott des jeux olympiques de Montréal en 1976 (au titre du panafricanisme) et, plus récemment, comme un accélérateur de mondialisation, à travers, par exemple, la tenue du Mondial de football en Afrique du Sud en 2010 (160).
- ▶ Son rôle économique s'impose aussi de plus en plus :
 - ❖ Le Caire, Kinshasa, Rabat, Alger, Lagos, Luanda et Dakar disposent de stades de 60.000 places et plus (161). La construction de grands stades a souvent été l'occasion de bénéficier de la manne de la coopération internationale; les autres infrastructures sportives qui parsèment le continent contribuent, aussi, à l'essor du secteur africain de la construction (160).
 - ❖ Dans les pays organisateurs d'évènements sportifs, les compétitions accélèrent les aménagements et les mutations urbaines, notamment, grâce aux ressources internationales dans le cadre des Coupes d'Afrique des Nations (160).
 - ❖ Au-delà des infrastructures, il est nécessaire, désormais, pour aller plus loin, de professionnaliser la pratique du sport : créer des équipes qui aient des écoles de sport, passer des amateurs aux professionnels, des associations aux sociétés anonymes.

- ▶ Ces *leapfrogs* possibles montrent qu'il existe, encore, de vastes marges de progression dans cette réconciliation de l'Africain avec ses origines. Toutefois, depuis le début du 21^{ème} siècle, un mouvement manifeste s'exprime dans ce sens et progresse sous des formes aussi variées que, par exemple :
 - ❖ le recours à l'anthropologie pour adapter localement les mesures de prévention et de soin en cas d'épidémies grâce au réseau Anthropologie des Epidémies Emergentes (162),
 - ❖ la réalisation de films de fiction, fondés sur la mythologie des Orishas et d'un jeu vidéo camerounais (Aurion, l'héritage des Kori-Odan), conçu comme un "vecteur culturel, de partage et de sauvegarde du patrimoine visant à éduquer les joueurs" (163),
 - ❖ le projet sud-africain Zamani (université de Cape Town), en créant des représentations numériques des sites historiques africains, cherche à fournir des données destinées à la recherche, à l'enseignement, à la restauration et à la conservation et à accroître la sensibilisation au patrimoine culturel tangible en Afrique et à l'étranger (164).

Le sport, un concentré d'Afrique

La pratique du sport codifié de haut niveau a permis à l'Afrique de s'illustrer sur la scène internationale (course, football...).

Mais la pratique sportive populaire joue un rôle sociétal beaucoup plus important, en favorisant les brassages et en luttant contre les multiples ségrégations.

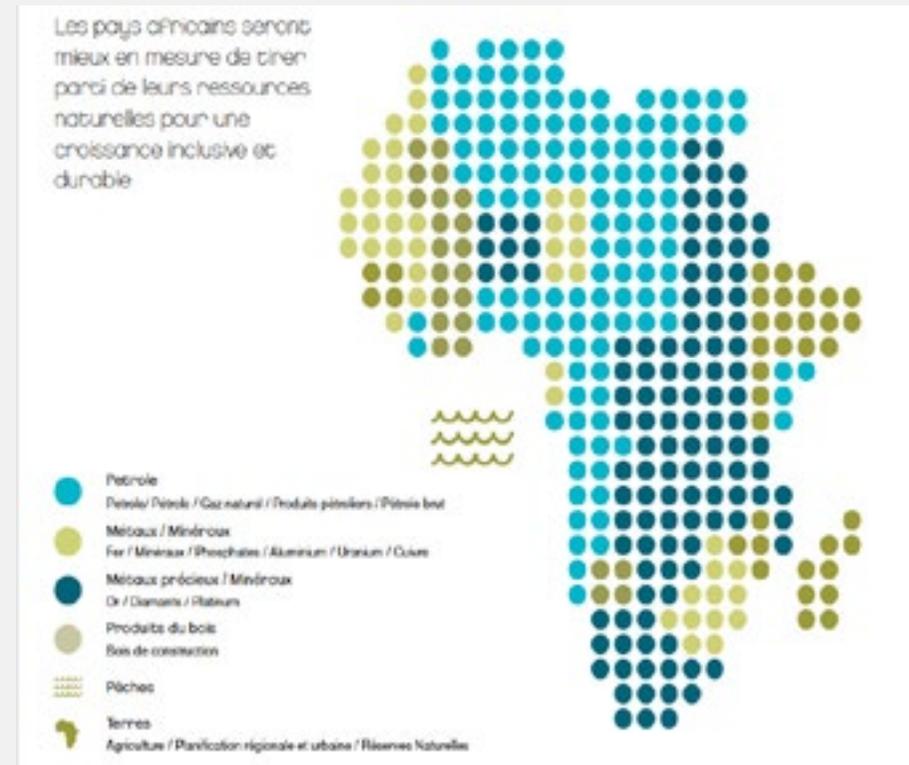
Par son rôle éducateur et mobilisateur, elle constitue un facteur efficace d'autonomie, physique et collective et un lieu d'apprentissage de la réconciliation entre joueurs.

Enfin, le sport constitue un moyen de renouer les liens intergénérationnels, comme le montre la réapparition de pratiques traditionnelles, notamment du jeu, l'autre face du sport (cf. Focus n°20).

L E TEMPS DES SAGES (10)

Vers une écologie africaine

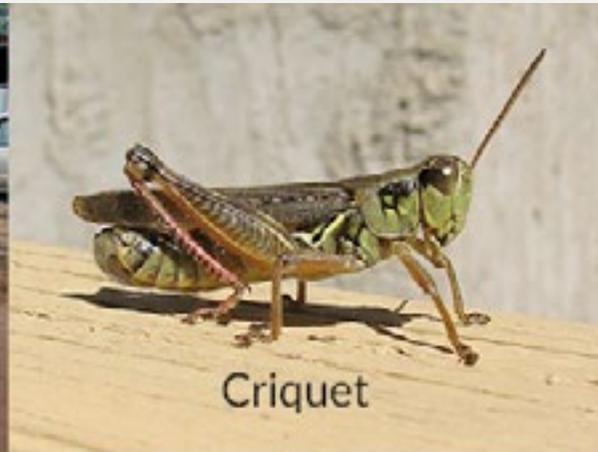
- ▶ La réconciliation avec la nature est un ressort puissant du développement autonome du continent pour, au moins, trois raisons :
 - ❖ Les biomes africains, d'une richesse exceptionnelle, concentrent une abondante biodiversité (cf. chapitre 1 de la 1^{ère} partie).
 - ❖ L'économie de la restauration (cf. Transition économique (7) - chapitre 1 de la 3^{ème} partie) peut contribuer à améliorer la situation de nombreuses populations rurales.
 - ❖ Une agriculture plus écologique pourrait produire de meilleurs rendements sans dégrader les sols (cf. chapitre 2 de la 2^{ème} partie).
- ▶ Une approche écologique, comme celle de l'économie bleue de PAULI, par exemple, permettrait d'induire un développement soutenable, à travers une consommation raisonnée des ressources naturelles, l'apport d'une plus grande valeur ajoutée, le biomimétisme et le recyclage.
 - ❖ Parallèlement, le bénéfice de ces nouvelles ressources contribuerait à mettre un terme à l'exploitation d'autres ressources, comme le bois de rose malgache malgré l'interdiction de sa commercialisation en 2010 (165).
- ▶ Plusieurs *leapfrogs* significatifs se font jour, à des stades plus ou moins avancés.



■ Source : BAD. Centre africain des ressources naturelles: catalyser la croissance et le développement par une gestion efficace des ressources naturelles, 2016



Ferme quasi-autarcique Songhai



Criquet



Banane enset



17-IV - Peigne de distribution d'eau
Irrigation oasienne



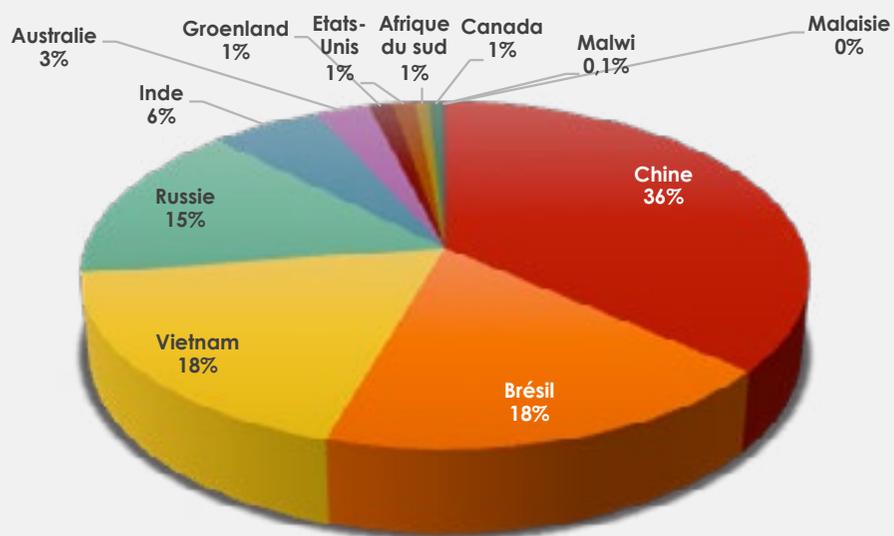
Culture zai



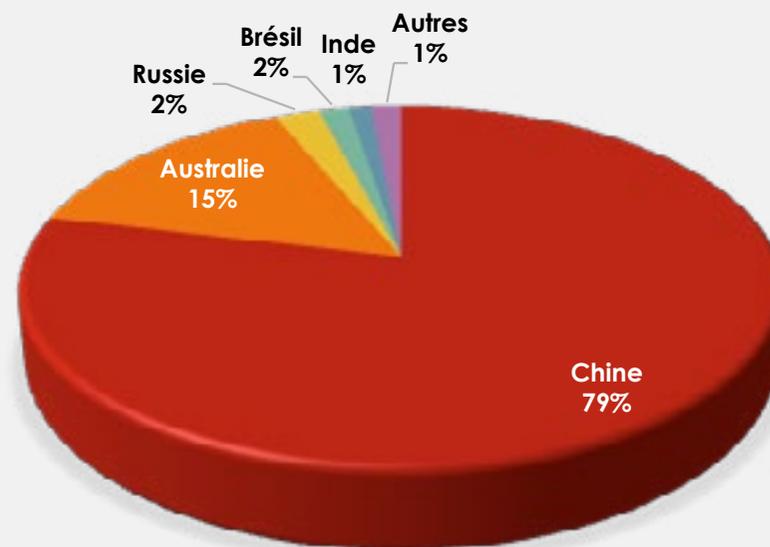
"Courge" de Guinée

- Source : <http://guideperrier.ca/centres-songhai/>
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Criquet_%C3%A0_pattes_rouges.jpg
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Ensete_ventricosum_-_Flower_detail_2.jpg
http://christianpotin.canalblog.com/albums/systemes_d_irrigation_traditionnels_au_maghreb/photos/79166772-peigne_a_eau_oasien_dans_le_sud_algerien.html
<http://solidaritefsm2011.blogspot.fr/2013/03/technique-du-zai-2e-partie.html>
<https://www.nap.edu/read/11763/chapter/9>

Répartition des réserves en terres rares en 2017



Répartition de la production minière de terres rares en 2017



■ Source : Traitement IRES des données de US Geological Survey Minerals Information: Rare Earths
[_https://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/rare_earths/mcs-2018-raree.pdf](https://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/rare_earths/mcs-2018-raree.pdf)

- ▶ La biodiversité est trop souvent perçue comme un frein au développement alors que son exploitation raisonnée, fondée sur sa transformation et un prélèvement maîtrisé, peut être une source importante de revenus.
 - ❖ **La pharmacopée traditionnelle africaine est essentielle à plusieurs titres :**
 - D'une part, elle permet d'apporter des soins à des populations dépourvues de moyens ou d'accès à d'autres types de médecine (cf. les femmes herboristes de Bamako).
 - D'autre part, elle constitue un atout précieux pour l'élaboration de nouveaux produits pharmaceutiques.
 - Enfin, l'engouement pour la phytothérapie lui ouvre un marché fructueux, comme la surexploitation du pygeum (prunier d'Afrique) l'a montré.
 - ❖ Néanmoins, sa valeur ajoutée est principalement perçue par les sociétés étrangères qui transforment ces produits. Des efforts minutieux pour répertorier ce riche capital naturel ont permis de recenser près de 1.000 plantes de 8 pays d'Afrique de l'Ouest (166). Mais cet effort de recensement doit être poursuivi à l'échelle du continent. Ainsi, l'exportation ou la transformation in situ pourrait faire l'objet de politiques ciblées (régulation de l'exploitation, préférence nationale, aide à la transformation in situ...), permettant à la fois de préserver ce capital et d'en tirer un meilleur profit.
- ❖ Autre secteur d'intérêt, **le recensement des plantes réellement endémiques** et l'analyse de leurs vertus nutritives permettraient de sélectionner les plus riches pour les cultiver, en priorité. Leur caractère endémique maximise leur productivité pour un effort agricole minime.
- ❖ Enfin, bénéficiant de la préoccupation mondiale croissante de diversification des apports protéiniques, **le continent pourrait rapidement et, à peu de frais, devenir le premier producteur mondial de protéines acridiennes** (criquets). Leur haute valeur nutritive permettrait de confectionner des aliments de premier secours lors de famines et d'enrichir la diète quotidienne des populations pauvres.
- ▶ Le continent concentre environ 30% des ressources minérales de la planète (167). Le *leapfrog* consiste, dans ce domaine, à développer, en premier, les ressources stratégiques futures (non fossiles), sous réserve de modes d'extraction non dommageables pour l'environnement. Cela exclut, donc, les terres rares, mais favorise la bauxite, comme en Guinée -troisième producteur mondial de bauxite en 2017- (168). Or, l'aluminium est en passe de remplacer le cuivre dans les fils électriques, d'où le développement de sa production de l'ordre de 4% l'an, en moyenne, entre 2010 et 2016 (169).

L E TEMPS DES SAGES (12)

- ▶ C'est dans le domaine agricole que le continent peut, sans doute, le mieux exprimer sa capacité à prendre une longueur d'avance sur le reste du monde, **en puisant dans ses savoir-faire ancestraux** :
 - ❖ En Somalie, suite à une sécheresse catastrophique, le gouvernement a lancé "Somaseeds", un plan de restauration des semences anciennes abandonnées, particulièrement adaptées à l'aridité sorgho... (170).
 - ❖ Le projet "Crop Wild Relatives" vise à hybrider les plantes alimentaires domestiques avec leurs cousines sauvages, de manière à stimuler leur résistance aux maladies et leur adaptation au changement climatique. Il a permis à la Côte d'Ivoire de développer une nouvelle espèce d'aubergine, plus résistante aux nuisibles, au climat, aux maladies (171).
 - ❖ L'enset est une des plus anciennes espèces de bananes, cultivée depuis toujours en Ethiopie. Plus nutritive que des céréales, résistante aux inondations comme à la sécheresse, elle connaît, aujourd'hui, un nouveau regain d'intérêt, notamment pour lutter contre la faim (172).

- ❖ En 1974, un paysan burkinabé, Yacouba SAWADOGO s'est assigné pour mission de réintroduire le Zai, une méthode oubliée de culture traditionnelle afin de restaurer l'agriculture sur les terres, en voie de désertification. En 2014, 3 millions d'hectares de terres burkinabées stériles avaient été réhabilitées et la technique a été reprise dans 8 pays du Sahel (173).



■ Source : <http://www.courantpositif.fr/wp-content/uploads/2013/10/Yacouba-Sawadogo.png>

Changement d'échelle

L'Afrique en marche s'avère de plus en plus coopérante et innovante, notamment lorsqu'elle puise dans ses savoir-faire et savoir-être traditionnels et dans sa relation ancestrale à la nature.

Cependant, afin de soutenir le rythme de développement nécessaire pour sortir des millions d'Africains de la pauvreté et éviter que les nouveaux venus n'y sombrent, **les progrès réalisés doivent être disséminés et confortés** et, ceux à venir, accélérés. Non dans la hâte, mais dans une vision stratégique claire et collégialement assumée.

Sans vraiment en être conscient, le continent s'achemine vers un futur visionnaire, certes distant (2050), mais chaque jour plus réalisable.

Trois "grands projets", véritables *game changers* -à la fois facteurs de rupture et accélérateurs- **peuvent changer la donne : l'Afrique, laboratoire vivant d'un futur écologique ; la mutualisation continentale; l'Afrique bleue.** Leurs ingrédients sont déjà là : il ne reste plus qu'à passer à une nouvelle échelle, à la fois continentale et locale.

- ▶ **Vers un *living lab*** à l'échelle du continent ? A des problèmes nouveaux, par leur nature ou leur ampleur, doivent correspondre des solutions nouvelles et de nouveaux modes de conception, centrés sur les utilisateurs finaux plus que sur la technique.
 - ❖ "Environnement ouvert d'innovation en grandeur réelle, où les utilisateurs participent à la création des nouveaux services, produits et infrastructures sociétales" (174), le *living lab* place l'utilisateur au cœur du processus d'innovation (cf. Focus n°21).
 - ❖ L'objectif de ce grand projet serait de mettre en place un organisme continental, aidant les entreprises à trouver le meilleur terrain de test, imposant un accord-cadre unique pour tout le continent, garantissant un suivi local du déroulement et s'assurant, à la fois, des retombées positives pour les populations et l'environnement locaux et de leur dissémination (bases de données ouvertes).
 - ❖ Un tel organisme, sorte d'ENoLL (European network of living labs) africain, favoriserait les innovations, spécifiquement adaptées aux besoins et aux contraintes du continent, en ligne avec ses choix stratégiques (développement durable, écologie...). Il offrirait aux start-ups locales le cadre opérationnel, capable d'accélérer leur développement et rassurerait les partenaires et investisseurs, amorçant, ainsi, un cercle vertueux.

Living Lab, les laboratoires vivants

Situation

- ▶ Afin de favoriser des développements innovants, un territoire donné peut se constituer en "laboratoire vivant". Il constitue, alors, un espace de co-création et d'innovation ouverte, permettant la collaboration entre les usagers, les acteurs publics, les acteurs privés, les associations et les chercheurs afin de tester en conditions réelles des produits et des services innovants.
- ▶ Ceux-ci doivent bénéficier tant aux entreprises qui souhaitent mettre en place ces produits ou services qu'au développement du territoire lui-même et au bien-être de ses populations. Des protocoles d'accord stipulent clairement les conditions de mise en œuvre de ces innovations. Ils sont *de facto* éphémères puisque, généralement, constitués pour un test spécifique.
- ▶ L'exemple le mieux connu est celui de la Ville d'Helsinki qui s'est illustrée dans ce domaine. Sa pratique des *living labs* l'a conduite à devenir l'une des premières *smart cities* au monde.
- ▶ En Europe, les *Living Labs* (LL) sont organisés en un réseau officiel, auxquels ils doivent adhérer pour être reconnus qui est l'ENoLL. Avec le temps, celui-ci s'est étendu bien au-delà de ses frontières et constitue, de fait, l'organisation centrale en la matière. La 12^{ème} vague d'adhésion à l'ENoLL a commencé en janvier 2018 (175).

Perspectives

- ▶ La promotion de ce concept opérée par l'Union européenne a conduit à une période d'engouement (2006-2012). C'est à cette époque que les *living labs* sont arrivés en Afrique (Afrique du Sud, Cameroun, Maroc).
 - ❖ C'est le cas d'AREMDT (tourisme responsable et solidaire en Méditerranée), un *living lab* franco-marocain qui s'appuie sur un réseau méditerranéen, œuvrant en faveur du tourisme solidaire, de l'intelligence territoriale, de l'entrepreneuriat solidaire et du commerce équitable.
- ▶ Le ralentissement de la croissance mondiale après une période de crise économique, particulièrement sévère dans les pays européens a freiné l'emballement de ce mouvement et son impact médiatique.
 - ❖ D'une part, nombre de tests spécifiques ont atteint leur but, ce qui a mis un terme au *living lab* correspondant.
 - ❖ D'autre part, en période économique difficile, les entreprises sont moins enclines à l'innovation ouverte, en l'état actuel du droit de la propriété intellectuelle.
 - ❖ Enfin, les expériences réussies se sont généralement pérennisées sous forme associative ou ont été institutionnalisées.
- ▶ En 2014, plus de 300 *living labs* étaient répertoriés dans le monde (176). En 2017, l'ENoLL comptait, à lui seul, 160 *living labs* actifs dans le monde (175).

- ▶ Second grand projet vers lequel l'Afrique s'achemine peu à peu : **la mutualisation**. L'échelle continentale offre une perspective toute différente des échelles nationales.
 - ❖ Déjà, la constitution des organisations sous-régionales africaines a amorcé le processus de la mutualisation, tant à travers les communautés économiques que les organisations d'intégration régionale.
 - ❖ Avec la libéralisation de l'espace aérien communautaire, l'abaissement progressif des barrières douanières et les différents accords de coopération passés dans le cadre de l'Union africaine, comme la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC), les conditions de mise en œuvre de la mutualisation progressent.
 - En 2017, la question de l'esclavage des migrants en Libye a accentué l'urgence de mutualiser les forces pour endiguer la crise migratoire.
 - La mobilité naturelle des Africains est un des meilleurs gages de succès de tels processus de mise en commun (enseignement supérieur, stocks d'urgence) et d'accords préférentiels endo-africains (comme l'alimentation en cas de catastrophe naturelle).
 - ❖ La mutualisation des ressources à l'échelle du continent s'avère, à la fois, un accélérateur de développement (en recherche et développement, par exemple) et un ressort de l'autonomie, plus particulièrement sur le plan financier et alimentaire.
 - ❖ A l'échelle de la planète et de l'histoire de l'humanité, il s'agira, à terme, de la gouvernance opérée sur le plus grand territoire du monde, un *leapfrog* visionnaire.

- ▶ Ultime grand projet par son ampleur et ses conséquences : **une politique systémique de l'eau à l'échelle du continent**, impliquant les populations pourrait voir le jour.
 - ❖ L'accès aux ressources hydriques du continent est devenu une impérieuse nécessité (cf. Focus n°22).
 - ❖ Déjà dotée d'une Stratégie maritime intégrée (Stratégie AIM 2050), l'Afrique a élargi sa conception des enjeux, liés à l'eau avec le *Guide pratique pour l'économie bleue* de la Commission économique pour l'Afrique qui montre la nécessité d'une vision holistique et d'une implication des populations.
 - ❖ Ainsi, seul un plan concerté à l'échelle continentale, mais réalisé à l'échelle des communautés locales pourrait permettre de faire face à la gravité de la situation. Il impliquerait de mettre en place :
 - une législation africaine de l'eau, dissuasive et protectrice,
 - un plan concerté de préservation et de développement des ressources hydriques, à l'échelle du continent, prenant en compte les sources non-renouvelables (aquifères) et renouvelables (eaux de surface, souterraines, aériennes et usées), qu'elles soient douces ou salées, potables ou non,
 - des modalités nouvelles d'implication forte des communautés locales : innovation, emploi, formation, financement -eWater tap, eau virtuelle-, recyclage, usages différenciés, savoir-faire traditionnels -irrigation, économie-, réduction de la consommation et des pertes, nouveaux modes de captage -Warka water, Dar Si Hmad (177).

Les ressources en eau

Données géographiques

- ▶ Volume total d'eaux douces renouvelables : 6.952 Km³ dont 80% d'eaux superficielles et 20% d'eaux souterraines renouvelables (178).
- ▶ Volume d'eaux douces renouvelables de surface : 5.532 Km³ (178).
 - ❖ Fluviales :
 - 4 grands bassins hydrographiques : Congo, Niger, Nil, lac Tchad (179) ; Le bassin du fleuve du Congo et le bassin du Nil détiennent à eux seuls 23% et 19% du potentiel d'irrigation de l'Afrique (180).
 - ❖ Environ 75% de l'Afrique subsaharienne se situe dans 53 captages de bassins hydrographiques internationaux, traversés par plusieurs frontières (86).
 - ❖ Pluviales :
 - Le caractère saisonnier et irrégulier des pluies s'accroît d'autant plus que la région est sèche. Le rôle de l'évaporation s'en trouve amplifié.
 - La région la plus humide du continent est une bande côtière à l'ouest du mont Cameroun où le village Debundscha enregistre, en moyenne par an, près de 10.000 millimètres de précipitations (181).

Données sociales

- ▶ Près de 3/4 de la population africaine dépend des eaux souterraines renouvelables, comme première source d'eau potable (35).
- ▶ En 2015, 32,5% de la population subsaharienne n'avait pas accès aux sources améliorées d'eau potable (35).
- ▶ En 2011, 35% de l'eau urbaine est volée ou distribuée par des connexions illégales au réseau à Durban en Afrique du Sud (182).

Données économiques

- ▶ En 2010, le chiffre d'affaires des activités liées au monde de la mer s'est élevé à 1.500 milliards d'euros et pourrait atteindre 2.500 milliards d'euros en 2020 (183).

L'eau, un facteur systémique

- ▶ La population africaine manque d'eau et va en manquer de plus en plus, sous la pression conjointe de sa démographie, de la dégradation des écosystèmes (surexploitation, pollution, pertes) et du changement climatique. Outre les effets du stress hydrique sur l'agriculture, l'absence de réseau d'assainissement et l'accès limité à l'eau potable en milieu urbain constitue un terreau idéal pour des épidémies, comme le choléra.
 - ▶ Les ouvrages d'aménagement massifs (barrages, canalisations) ne sont pas forcément la solution. L'exemple de la *Great Man-Made River* libyenne montre, à la fois, le pouvoir de l'eau de faire verdoyer un désert, la grande fragilité de tels travaux pharaoniques (dégâts de 2011) et les dommages irréversibles ainsi causés à des aquifères fossiles non renouvelés. Nombre de barrages ont, également, contribué à la salinisation de l'eau et au bouleversement des écosystèmes locaux.
 - ▶ Sous ses multiples formes et usages, l'eau représente un secteur économique à part entière. Si les emplois indirects sont connus, notamment, dans le secteur agro-alimentaire, le traitement de l'eau et son utilisation à des fins récréatives (sport, tourisme, loisirs) ou de production d'énergie (marémotrice, thermique) peuvent s'avérer générateurs d'un nombre non négligeable d'emplois directs.
- ▶ Car le continent est riche en eau, sous de multiples formes, autres que les eaux de surface :
 - ❖ L'océan ne peut fournir directement de l'eau utilisable (compte-tenu des coûts financiers et environnementaux de la désalinisation), mais il fournit directement des ressources halieutiques nutritives dont certaines sont surexploitées (poissons, crustacés) et d'autres, quasi-inexploitées (algues).
 - ❖ Les aquifères souterrains rechargeables sont, actuellement, exploités au-delà de leur capacité de renouvellement annuel. Cependant, l'eau est présente partout, y compris sous le sol des régions les plus sèches (Ohangwena et Oshana en Namibie) et le volume total des eaux souterraines en Afrique constitue jusqu'à 20 fois la réserve d'eau douce du continent (178).
 - Les eaux souterraines fossiles continuent à diminuer, asséchant des puits dont dépendent des populations entières ; des sources alternatives sont nécessaires, comme la rosée ou les eaux usées.
 - ❖ L'eau contenue dans l'air alimente déjà des villages marocains et éthiopiens grâce à des filets de captation.
 - ❖ Enfin, les eaux usées, dans un contexte d'économie circulaire, deviennent une ressource significative. Une fois traitées, même à coûts réduits, elles deviennent une ressource hydrique alternative, permettant d'économiser l'eau potable, comme au Ghana, par exemple.

Vers l'Afrique bleue ? (1)

Outils, concepts et piliers de l'économie bleue



■ Source : L'économie bleue en Afrique : Guide pratique, Commission économique pour l'Afrique. 2016

L'économie bleue en Afrique : Guide pratique

- ▶ "Les étendues marines et aquatiques de l'Afrique deviennent un thème incontournable du discours politique ; les ressources naturelles qu'elles recèlent sont largement sous-exploitées, mais leur contribution potentielle à un développement durable et inclusif est désormais reconnue.
- ▶ Le "monde bleu" est plus qu'un paramètre de l'économie – il appartient au patrimoine géographique, social et culturel de l'Afrique. Pour le mettre au service de l'Afrique d'aujourd'hui et de demain, il importe de mieux réaliser les immenses potentialités d'un investissement et d'un réinvestissement dans les domaines marin et aquatique du continent, et les bénéfices à tirer du paradigme d'un développement bleu durable qui tournerait le dos aux prélèvements illégaux, à la dégradation de l'environnement et à l'épuisement des ressources naturelles.
- ▶ Exploitée à fond et correctement gérée, l'économie bleue peut constituer une source de richesse capitale, et catapulter le continent sur la voie du développement durable.
- ▶ L'Afrique doit à l'évidence adopter des stratégies holistiques et cohérentes pour exploiter le plein potentiel de l'économie bleue".

Carlos LOPEZ, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (183)

Vers l'Afrique bleue ? (2)

Bonnes pratiques

- ▶ **La foggara, système d'irrigation traditionnel** (Algérie) : ce patrimoine à la fois culturel et identitaire est un ingénieux système traditionnel qui répartit l'eau (*kesra*) en mode diurne ou nocturne grâce à un réseau de rigoles (*saguia*) et à un bassin d'accumulation (*majen*) (184).
- ▶ **WARKA Water** : "We bring a forgotten and unknown cultural identity to the world". Faite de bambou, cette tour permet de capturer l'humidité de l'air pour la transformer en eau potable, à raison de 100 litres par jour. Elle peut, aussi, être munie d'un système d'irrigation gravitationnel pour des cultures vivrières : Ethiopie, Madagascar (185).
- ▶ **Carte d'usage de l'eau de Cape Town** (*Cape Town's map of water usage*) : cette carte de la ville expose la lecture des compteurs privés à l'examen public car, à moins que les habitants puissent réduire leur consommation quotidienne d'eau à 50 litres par personne, les autorités municipales estiment que les robinets se tariront le 21 avril 2018 (186).
- ▶ **eWater** : ce système de management de l'eau communale (installé en Tanzanie) distribue une eau payante dont le prix a été fixé collégalement par les habitants. Près de 90% du montant collecté est mis de côté pour financer les éventuelles réparations. Le logiciel, en swahili, permet, également, de contacter des professionnels formés à cette technologie (187).



- Source : <http://www.lexpressiondz.com/actualite/213911-un-moyen-ancestral-d-irrigation.html>
<https://ambrasser.fr/news/brasser/comment-construire-une-fabrique-de-biere-artisanale-7/>
<https://medium.com/frontier-technology-livestreaming/using-technology-to-transform-african-rural-water-supply-870eddf509>

L'AFRIQUE EN MARCHÉ N°14

Vers l'Afrique bleue ? (3)



■ Source : http://mawdoo3.com/%D9%85%D8%A7_%D9%87%D9%8A_%D9%85%D9%84%D9%88%D8%AB%D8%A7%D8%AA_%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A7%D8%A1

Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans (horizon 2050)

- ▶ "Ainsi donc, le moment est venu pour l'Afrique de repenser à sa façon de gérer ses eaux continentales, ses mers et ses océans. Ces espaces constituent le pivot du développement économique et social de tous les États membres de l'Union africaine, et jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté et le chômage. Il est aussi urgent d'instaurer une "économie bleue" durable, version marine de l'économie verte. Toute chose qui permettrait d'améliorer le bien-être des citoyens africains, tout en réduisant considérablement les risques environnementaux marins, ainsi que la dégradation de l'écosystème et de la biodiversité.
- ▶ Les chefs d'Etat et de gouvernement ont demandé à la Commission de l'Union africaine, lors de la treizième session ordinaire du Sommet de l'Union africaine "élaborer une stratégie globale et cohérente". Ils ont également chargé les Communautés économiques régionales/ mécanismes régionaux de l'Afrique d'élaborer, de coordonner et d'harmoniser des politiques et des stratégies, en vue d'améliorer les normes de sécurité et de sûreté maritimes en Afrique d'une part et de promouvoir l'économie maritime africaine, afin de créer plus de richesses grâce à ses mers et ses océans, pour le bien-être des populations africaines d'autre part".

Extrait de la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans - horizon 2050 (2012) (188)

Vers l'Afrique bleue ? (4)

Convention d'Abidjan

- ▶ "La Convention de coopération pour la protection, la gestion et le développement du milieu marin et littoral de la côte atlantique de l'Afrique de l'Ouest, centrale et australe, dite Convention d'Abidjan, fournit un cadre juridique global pour tous les programmes liés à la mer en Afrique de l'Ouest, centrale et australe.
- ▶ Reconnaissant le caractère unique de l'environnement côtier et marin de la région, ainsi que ses limites économiques et techniques il y a plusieurs décennies, les pays ont reconnu la nécessité d'une approche régionale pour relever les défis environnementaux maritimes transfrontières, et d'un plan d'action.
- ▶ Adopté par 11 pays lors d'une conférence tenue à Abidjan en mars 1981, le Plan est conçu pour lier l'évaluation de la qualité du milieu marin et les causes de sa détérioration aux activités de gestion et de développement de l'environnement marin et côtier de cette région. En décembre 2017, 19 pays sur les 22 signataires avaient ratifié la Convention".

Extrait de Welcome to the Abidjan Convention Secretariat (189)

Conférence sur le domaine maritime africain

M. Abou BAMBA, Coordonnateur Régional de la Convention d'Abidjan, a plaidé notamment pour :

- ▶ "une meilleure connaissance de l'état des ressources marines et côtières ainsi que leur valeur économique, de la façade atlantique du continent,
- ▶ une gouvernance des océans dont le but ultime serait de réduire la pauvreté et améliorer le bien-être des populations,
- ▶ une coopération technique et scientifique basée sur des expériences à succès observées ailleurs dans le monde.

Si l'Afrique a manqué les révolutions agricole, industrielle ainsi que celle des technologies de l'information, elle ne devrait en aucun cas être absente du rendez-vous de la révolution bleue, synonyme de développement et de progrès social et économique".

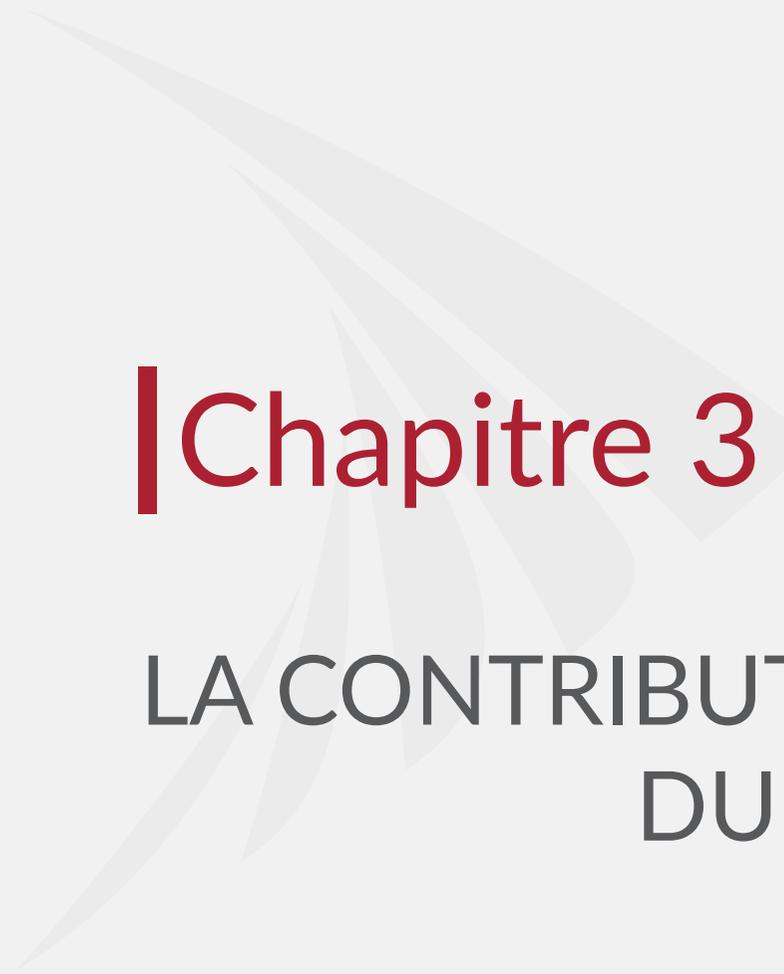
Port Elizabeth (Afrique du Sud), 10 novembre 2014 (189)

- ▶ Les femmes, les jeunes, les pauvres, les migrants et les Africains résidant à l'étranger constituent un potentiel à mobiliser, au bénéfice d'un développement autonome de l'Afrique.
- ▶ Un nouvel état d'esprit souffle sur toute la planète (*Alien Gen*) et se conjugue à l'*ubuntu* bantou pour amorcer une révolution dans le domaine de l'éducation, de l'innovation, de l'entrepreneuriat.
- ▶ La confiance, la mobilité et une nouvelle gouvernance favorisent un vaste mouvement culturel et économique de réconciliation de l'Africain avec ses origines et avec la nature.
- ▶ La continentalisation de l'Afrique ne fait que commencer, comme le montrent ses expérimentations (*living lab*), sa mutualisation et la prise de conscience de ce que pourrait être une Afrique bleue.

L'avenir que nous voulons pour l'Afrique

- "Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable ;
- Un continent intégré, politiquement uni, basé sur les idéaux du panafricanisme et sur la vision de la renaissance de l'Afrique ;
- Une Afrique où règnent la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice et l'état de droit ;
- Une Afrique pacifique et sécurisée ;
- Une Afrique dotée d'une identité, d'un patrimoine commun, de valeurs partagées et d'une éthique culturelle forte ;
- Une Afrique où le développement est axé sur les populations, et s'appuie notamment sur le potentiel des femmes et des jeunes ;
- Une Afrique, en tant qu'acteur et partenaire fort, uni et influent sur la scène mondiale."

Agenda 2063



| Chapitre 3

LA CONTRIBUTION DU ROYAUME DU MAROC



■ Source : Agence Marocaine de Presse

"Cette vision solidaire intégrée qui régit les relations du Maroc avec ses frères en Afrique, exige de tous les acteurs devant lesquels nous avons ouvert la possibilité de s'inscrire dans cette démarche, qu'ils assument leurs responsabilités et honorent leurs engagements, pour garder intacte la crédibilité du Maroc.

L'Afrique, pour Nous, n'est pas un objectif ; c'est plutôt une vocation au service du citoyen africain, où qu'il soit."

Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI prononcé à l'occasion du 63^{ème} anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, le 20 août 2016

P ROBLÉMATIQUE

L'identité africaine du Royaume du Maroc

- ▶ La décision de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, Souverain du Royaume du Maroc de réintégrer l'Union africaine n'est pas seulement un geste politique. Elle traduit, aussi, la réconciliation du Maroc avec sa propre identité africaine.
- ▶ En effet, l'ancrage africain du Royaume plonge ses racines dans une histoire millénaire qui a tissé un étroit entrelacs culturel et spirituel entre le Maroc et toute une partie du continent.
- ▶ Sans pour autant nier les liens étroits qui l'unissent tant aux pays européens qui accueillent une partie de sa diaspora qu'aux pays du monde arabo-musulman, le Royaume, par son retour à l'Union africaine et, ultérieurement, par son adhésion à la CEDEAO, a enfin conforté le troisième ancrage sur lequel repose son identité composite.
- ▶ Il peut, désormais, consacrer tous ses efforts au développement autonome de cette Afrique en marche.

Contribuer au développement autonome du continent

- ▶ La contribution du Royaume se décline en quatre axes principaux :
 - ❖ **La gouvernance du continent**, sans laquelle rien ne serait possible pour maintenir la paix, renforcer l'unité et porter un nouveau regard sur l'urgente question migratoire.
 - ❖ **Le développement humain** pour renforcer les compétences africaines, faciliter la réconciliation et préserver la tolérance religieuse.
 - ❖ **La transition économique**, au bénéfice de l'intégration économique du continent, de l'investissement et des outils financiers nécessaires et de l'expertise que le Maroc peut offrir dans des domaines-clés.
 - ❖ **L'éco-transition**, c'est-à-dire le passage à un modèle économique plus soutenable, inclusif et respectueux de l'environnement, au moyen de l'adaptation au changement climatique, de la transition vers les énergies renouvelables, de l'agriculture raisonnée...



|| Source : Agence Marocaine de Presse

"Le Maroc n'a jamais cherché à faire valoir l'argent comme monnaie de change dans ses rapports avec ses frères africains. Il a plutôt fait le choix de mettre son savoir-faire et son expérience à leur disposition, car Nous sommes persuadé que la vraie source de profit pour les peuples n'est pas l'argent précaire, mais l'essence impérissable de la connaissance..."

Extrait du Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI adressé à la Nation à l'occasion du 64^{ème} anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, le 20 août 2017

Le Maroc est tourné vers l'Afrique depuis toujours. Les rapports sociaux, les flux commerciaux, les liens dogmatiques et spirituels sont autant de marqueurs civilisationnels de l'ancestralité des relations du Royaume avec sa profondeur africaine.

Tout au long de l'histoire, s'est manifesté, de manière récurrente, l'engagement des Souverains du Maroc en faveur de l'émancipation et du développement du continent.

Sa Majesté Le Roi Mohammed VI se fait, aujourd'hui, le chantre de l'émergence de l'Afrique et de son leadership à construire. Ses Discours mettent l'accent sur un triple impératif :

- ❖ Croire en l'Afrique.
- ❖ Repenser l'Afrique et plaider en faveur du continent.
- ❖ Travailler ensemble et échanger équitablement.

► Croire en l'Afrique

"L'Afrique peut être fière de ses ressources, de son patrimoine culturel, de ses valeurs spirituelles et l'avenir doit porter haut et fort cette fierté naturelle ! (...) Nous, peuples d'Afrique, avons les moyens et le génie ; et nous pouvons ensemble, réaliser les aspirations de nos peuples."

Extrait du Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI lors du 28^{ème} sommet de l'Union africaine

L'Afrique dispose d'un potentiel humain conséquent et recèle d'importantes ressources naturelles. Ce constat est indiscutable. La difficulté est de les faire fructifier de manière autonome.

Car le continent est parfaitement en mesure de s'accomplir et de concrétiser les aspirations de ses femmes et de ses hommes : telle est la Conviction Royale.

Le Souverain l'affirme : le "miracle africain" n'est pas un mirage, il est réalisable sous réserve de volonté, d'engagement et de solidarité. L'Afrique peut prendre en main son destin.

► Repenser l'Afrique et plaider en faveur du continent

L'Afrique a longtemps pâti des affres de la colonisation et de leurs douloureuses conséquences. Aujourd'hui, elle ne peut ni ne veut plus être sous tutelle. Pour être dorénavant pleinement acteur et non plus objet des relations internationales, elle doit relever le défi suprême : celui de l'unité et de la cohésion, surmontant, ainsi, les conflits et les guerres fratricides.

Le Souverain préconise de renoncer aux schémas anciens et dépassés et d'inventer un modèle de développement novateur de l'Afrique. Il prône la révision des accords de Bretton Woods et affirme l'impérieuse nécessité d'opérer une transformation économique du continent par le continent.

Le Souverain en appelle, aussi, à l'exemple de l'initiative du Royaume à ce sujet, à un soutien international fort et volontariste et à l'annulation de la dette africaine ou à sa reconversion en investissements.

L'Afrique, brisant ainsi le carcan de la marginalisation pourra devenir partie prenante d'une mondialisation à visage humain.

► Travailler ensemble et échanger équitablement

Dans la Vision Royale, la coopération entre le Maroc et les autres pays africains ne peut être que mutuellement profitable, forte des échanges de compétences, du partage d'expertise et des transferts de capitaux et de technologies.

Le Maroc est le premier investisseur africain en Afrique de l'Ouest et le deuxième en Afrique. Les investissements privés marocains concernent, notamment, le secteur bancaire et financier, agricole, halieutique, des mines, du bâtiment et des travaux publics, des infrastructures et des télécommunications...

La taille des projets envisagés ou réalisés importe peu : elle varie de grands projets structurants, tels le gazoduc africain atlantique, au petit projet de proximité comme le village de pêche en Côte d'Ivoire. Alors que la dimension humaine et sociale, elle, est constamment au cœur de l'action du Maroc en faveur de l'Afrique.

Une Vision Royale forte...

- ▶ Sous le Règne de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, les relations du Maroc avec l'Afrique n'ont eu de cesse de se renforcer graduellement, comme en témoignent :
 - ❖ la fréquence élevée des Visites Royales aux pays du continent (cf. l'Afrique en chiffres n°17),
 - ❖ le nombre important d'accords de coopération conclus,
 - ❖ la multiplicité des projets de développement, menés par le Royaume en Afrique dans plusieurs domaines,
 - ❖ la promotion de la stabilité des pays africains et la défense de leurs intérêts au sein des enceintes multilatérales par le Maroc.
- ▶ Le positionnement stratégique du Maroc vis-à-vis de l'Afrique est mû, principalement, par des considérations de développement du continent. Celles-ci traduisent **la ferme volonté du Royaume d'accompagner le processus de convergence économique, sociale et institutionnelle de ses partenaires africains**, dans l'ensemble des sous-régions africaines (cf. Rapport stratégique de l'IRES, 2016).

... en faveur d'une coopération Sud-Sud ciblée, constante et multidimensionnelle

- ▶ Le Maroc veut construire avec ses partenaires africains un pôle de stabilité et développer un grand ensemble régional qui préserve l'identité culturelle et spirituelle des populations.
- ▶ Cette politique voulue, déterminée, impulsée et suivie par Le Souverain du Maroc contribue à **mettre en œuvre une coopération axée sur le concept de co-émergence et du développement humain durable**.
- ▶ Le Maroc s'engage à soutenir les autres pays africains pour bâtir, ensemble, des économies solides, à travers le transfert des savoir-faire, la formation des ressources humaines, le partage de l'expertise dans divers domaines, l'investissement dans les secteurs clés de l'économie africaine et la mutualisation des ressources.
- ▶ La création d'un ministère délégué, chargé des affaires africaines en 2017 exprime l'engagement du Royaume du Maroc envers son continent et son attachement à ses racines.

L A DOCTRINE DU ROYAUME (4)

"C'est avec une vive émotion que Je M'adresse, aujourd'hui, à notre grande et noble famille africaine.

Je le fais en tant que petit - fils de SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED V qui fut l'un des puissants symboles de l'épanouissement de la conscience panafricaine et l'un des artisans les plus engagés - aux cotés des Présidents Jamal Abdel Nasser, Ferhat Abbas, Modibo Keita, Sekou Touré, Kwame N'Kruma - de la Conférence historique de Casablanca de 1961, annonciatrice d'une Afrique émancipée et fondatrice de l'intégration africaine.

Je le fais en tant que fils de SA MAJESTE LE ROI HASSAN II qui a réuni, la même année, la Conférence des Mouvements de libération des colonies sous domination portugaise en Afrique, contribué patiemment à la stabilité de plusieurs régions de notre Continent et permis de renforcer les liens d'amitié et de fraternité avec de nombreux pays africains.

Je le fais aussi en tant que ROI D'UN PAYS AFRICAIN. Un pays dont l'identité est le fruit d'un déterminisme géographique, d'une histoire commune traversée d'évènements marquants, d'un brassage humain enrichi de siècle en siècle et de valeurs culturelles et spirituelles ancestrales.

Un pays dont l'engagement en faveur des justes causes n'est plus à démontrer. Un pays qui a toujours été et sera toujours, animé par une foi inébranlable en une Afrique forte de ses richesses et potentialités économiques, fière de son patrimoine culturel et culturel et confiante en son avenir... "

Extrait du Message de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI
lors du 27^{ème} sommet de l'Union africaine,
Kigali, 17 juillet 2016

Le Maroc, terre africaine - du 7^{ème} au 19^{ème} siècle (190)

- ▶ Le Maroc a toujours été un carrefour des civilisations, ce qui a forgé son identité culturelle plurielle, nourrie de la convergence de ses composantes arabo-islamique, amazighe et saharo-hassanie, africaine, andalouse, hébraïque et méditerranéenne.
 - ❖ Les mouvements de migration et les échanges commerciaux, culturels et spirituels entre le nord du Sahara et les régions subsahariennes ont favorisé, très tôt, l'établissement d'une coopération mutuelle entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne.
 - ❖ Du 11^{ème} au 17^{ème} siècle, les dynasties marocaines ont unifié une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, sur un espace qui s'étendait de la Méditerranée aux abords des fleuves Sénégal et Niger.
 - ❖ Le Sahara a constitué une plaque tournante de l'Afrique jusqu'aux grandes découvertes maritimes du 16^{ème} siècle qui ont permis aux Européens d'installer des comptoirs sur les côtes africaines et d'établir des relations directes avec les peuples d'Afrique subsaharienne.
- ▶ A partir du 19^{ème} siècle, l'ère des colonisations, le Sahara est devenu une frontière entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne, entraînant le repli du Maroc sur lui-même.
- ▶ Il a fallu attendre l'indépendance du Maroc pour que celui-ci s'ouvre, à nouveau, sur l'Afrique.
 - ❖ Dès lors, le Royaume, qui disposait déjà en 1961 d'un Ministère des affaires africaines, a soutenu les mouvements africains de libération, notamment la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.
 - ❖ Le Maroc est devenu membre fondateur de l'Organisation de l'unité africaine en 1963 (Conférence de Casablanca, cf. Focus 23) qu'il a quitté en 1984.
- ▶ Principalement tourné vers l'Europe et les pays arabo-musulmans, au cours de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, c'est au début du 21^{ème} siècle que le Maroc assume pleinement son identité africaine.
 - ❖ La Constitution de 2011 a officiellement permis au Maroc de se réapproprier la dimension africaine, comme composante centrale de l'identité marocaine.
 - ❖ L'impulsion majeure donnée par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI a renforcé la contribution du Maroc au développement de l'Afrique sur le plan économique, social, culturel et cultuel.

La charte de Casablanca et l'unité africaine

- ▶ En 1961, la Conférence de Casablanca avait réuni les pays africains pour fonder le rêve continental qui est celui d'une Afrique unie. "La charte de Casablanca" constituait l'un des préludes à la création du noyau de l'Union africaine.
- ▶ L'objectif de cette conférence africaine était d'adopter la charte d'une nouvelle Afrique (la charte de Casablanca), traçant une feuille de route pour construire une véritable unité continentale.
- ▶ Cette charte proposait "la liquidation du régime colonial, l'élimination de la ségrégation raciale, l'évacuation des forces étrangères de l'Afrique, l'opposition à toutes les ingérences étrangères, à toutes les expériences nucléaires et l'action pour l'unité africaine, la consolidation de la paix et de la sécurité en Afrique et dans le monde" (Ahmed Balafrej, 1962) (191).
- ▶ Cette Charte prévoyait, également, des rencontres périodiques des forces militaires afin de garantir en permanence "la défense commune de l'Afrique en cas d'agression contre une partie du continent et de veiller à la sauvegarde de l'indépendance des Etats africains" (192).
- ▶ Avec le décès de Sa Majesté Le Roi Mohammed V le 21 février 1961, la situation politique au sein de la République démocratique du Congo, qui avait divisé les Etats africains et la création du groupe de Monrovia (193) en 1961, le rêve d'une unité continentale est resté inachevé et les groupements continentaux qui s'étaient constitués se sont disloqués en 1962.



■ Source : Agence France-Presse

De gauche à droite : Modibo Keita, Président du Mali; Ahmad Sékou Touré, Président de la Guinée; Mohammed V, Roi du Maroc et Kwamé Nkrumah, Président du Ghana.

Première conférence africaine qui s'est tenue à Casablanca du 3 au 5 janvier 1961

Le Maroc et l'Afrique, un entrelacs culturel et spirituel

- ▶ Le Maroc a permis l'introduction en Afrique de l'Ouest d'un Islam Sunnite de rite Malékite et de doctrine Ashâari. Dès le 8^{ème} siècle, l'Islam s'est répandu de façon pacifique via les réseaux caravaniers, à partir du sud du Maroc vers l'Afrique de l'Ouest, notamment vers le sud du Sahara, le fleuve Sénégal, le bassin du Niger et le lac Tchad.
- ❖ Le Maroc constitue, depuis longtemps, une destination privilégiée pour la formation islamique des étudiants d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, à travers le réseau des confréries soufies marocaines. Pendant des siècles, les étudiants de Tombouctou, Marrakech, Chenguit et Fès avaient accès aux mêmes manuels du Fiqh, la jurisprudence islamique.
- ❖ Les confréries soufies marocaines ont joué un rôle important en Afrique de l'Ouest. Les deux confréries qui eurent le plus d'impact sont la Qadiriya et la Tijanniya, fondées par le savant et mystique Ahmad al-Tijânî (1737-1815) dont le tombeau se trouve à Fès. Ces confréries ont en commun une affiliation spirituelle avec le Maroc. La ville de Fès qui abrite le mausolée du père spirituel de la confrérie "Sheikh Ahmed Tijani" représente une destination de pèlerinage pour des millions d'adeptes. Aujourd'hui, ces confréries soufies qui trouvent leurs racines au Maroc sont très présentes en Afrique.
- ❖ L'Afrique subsaharienne a contribué à l'enrichissement de la culture spirituelle du Maroc. Cette influence spirituelle africaine au Maroc se matérialise par les chants de la Zawya des Gnaouas qui revêt un état d'esprit mystico-religieux. Cette confrérie est le résultat du brassage qui s'est formé au fil des siècles, de populations nord-africaine et subsaharienne.

Festival Gnaoua et des musiques du Monde Essaouira



- ▶ L'Islam, au-delà de son influence religieuse, est également une vision du monde, une culture et une langue (190).
- ❖ Le Royaume du Maroc a participé, de manière effective, à la culture africaine, notamment à travers l'art, les écrits et la pensée. L'échange du savoir et la libre mobilité des penseurs et savants marocains en Afrique subsaharienne dont, notamment, Hassan Al-Wazzan, Ibn Battouta, Ibn khaldoun et Al Idrissi, ont contribué au développement de la culture africaine ainsi qu'à la connaissance des Marocains des sociétés africaines.
- ❖ Les confréries soufies et les livres des penseurs marocains ont enrichi la vie culturelle en Afrique. A Tombouctou, "phare de la culture arabo-islamique", la sphère intellectuelle connût, en particulier au 16^{ème} siècle, un rayonnement extraordinaire grâce aux ponts d'échanges culturels avec le Maroc .
- ❖ L'échange intellectuel a été, également, marqué par la migration de penseurs subsahariens vers le Maroc dont, notamment, Ahmed Baba ATAMBOUKTI et le poète Ibrahim AL KANIMI.

Ville de Tembush : un lieu d'échange entre les continents



|| Source : Bibliothèque Nationale de France

- ▶ Enfin, le Maroc a été à l'origine du développement de l'architecture et de l'art arabo-musulman en Afrique de l'Ouest.
 - ❖ Le rayonnement de l'Islam en Afrique s'est accompagné du développement de l'architecture islamique au sud du Sahara. A Tombouctou et Djenné, principalement, les pratiques de l'architecture marocaine arabo-musulmane sont présentes dans les constructions en terre et, surtout, dans celles des mosquées africaines. Celles-ci s'inspirent de l'organisation spatiale des mosquées marocaines et comportent plusieurs points communs, comme le "Sahn" (patio) non couvert cerné, la forme du minaret et la calligraphie marocaine sur le bois et le plâtre, à l'intérieur des mosquées (194).
 - ❖ La transmission de la culture marocaine se manifeste, également, dans l'art et l'artisanat (boubous brodés, bijoux en argent, amulettes et façon de travailler le cuir). Elle est le fruit de la mobilisation des artistes marocains, peintres, ferronniers, tisserands, mâallem zlayji qui accompagnaient les caravanes pour transmettre leurs savoir-faire et leurs pratiques, à travers le continent.
 - ❖ Les formes de construction marocaine, les pratiques, les idées et l'art de la calligraphie se sont ainsi propagés dans plusieurs espaces africains. Ils ont été repris par des artistes africains qui vont les modeler selon leurs inspirations locales.

La grande mosquée de Dakar



Situé au cœur de la capitale sénégalaise, c'est le plus grand édifice religieux de la ville. La mosquée a été inaugurée en 1964 par Feu Sa Majesté Le Roi Hassan II et est le symbole de la coopération religieuse entre le Maroc et le Sénégal.



"Le Royaume du Maroc, qui a fait de son appartenance arabo africaine un engagement constitutionnel et une option stratégique, ne ménagera aucun effort pour rester au premier rang des Etats voués à la défense des causes pressantes qui préoccupent nos peuples.

Il continuera à œuvrer résolument et avec force pour soutenir les intérêts vitaux de l'Afrique, tant au niveau multilatéral, comme l'ONU, l'OCI, le Groupe des 77 + la Chine, qu'au sein du Mouvement des Non alignés, ou des forums de dialogue ouverts entre l'Afrique et un certain nombre d'Etats influents, surtout pour ce qui concerne la mise en œuvre des plans de développement nationaux, et la contribution efficace au maintien de la paix et la stabilité régionale au sein de notre espace africain...

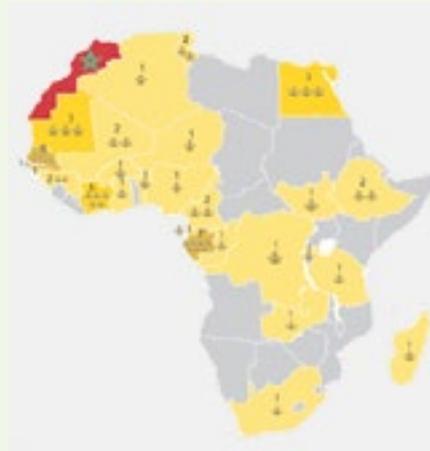
Nous sommes attaché à l'intensification des projets et des programmes inscrits dans le cadre d'une coopération tripartite Maroc-Afrique, en association avec le bailleurs de fonds, Etats et institutions confondus...

Aussi, réaffirmons nous notre disposition à renforcer notre rôle actif au sein de la communauté des Etats sahélo sahariens et à œuvrer pour la promotion d'initiatives africaines prometteuses, notamment l'Initiative de dialogue rassemblant plus de 20 pays africains riverains de l'Atlantique, initiative qui a été lancée à Rabat, en 2009."

Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI prononcé à l'occasion du 2^{ème} Sommet arabo-africain de Syrte, le 10 octobre 2010

Chiffres-clés du Maroc en Afrique (Domaine politique et diplomatique)

- ▶ De 1999 à fin 2017, Sa Majesté Le Roi Mohammed VI a effectué 53 visites dans 27 pays africains (195). Parmi ces visites, le Souverain s'est rendu pour la première fois dans 8 pays dont 4 en Afrique de l'Est (Ethiopie, Tanzanie, Rwanda, Soudan du Sud), 2 en Afrique australe (Madagascar et Zambie) et 2 en Afrique de l'Ouest (Nigeria et Ghana) (196).
- ▶ Plus de la moitié des Visites Royales en Afrique et des accords de coopération, liant le Maroc à son continent concernent les pays de la CEDEAO. Une région qui constitue l'espace d'appartenance naturel du Royaume (196).
- ▶ Depuis 2000, 31 visites ont été effectuées au Maroc par des Chefs d'Etats africains (196).
- ▶ Le Maroc dispose d'un réseau diplomatique et consulaire bien étoffé. Il possède 34 ambassades en Afrique (195). Le réseau diplomatique du Maroc s'est élargi de plusieurs nouvelles ambassades en Afrique australe et en Afrique de l'Est, au cours des deux dernières années.
- ▶ Le Royaume abrite, actuellement, 32 ambassades de pays africains, faisant de Rabat une capitale diplomatique par excellence (195).
- ▶ En matière de diplomatie parlementaire, le nombre de groupes d'amitié parlementaire liant le Maroc aux autres pays africains s'élève, en 2017, à 30 (197).

Nombre de Visites Royales
(De 1999 à octobre 2017)Ambassades marocaines
en Afrique (2017)

Source : Traitement IRES des données disponibles en ligne du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale et de l'Agence Marocaine de Presse

A CONTRIBUTION À LA GOUVERNANCE DE L'AFRIQUE (1)

Un triptyque décisif

Pour le Maroc, la gouvernance du continent repose sur trois axes forts :

- ▶ **Le maintien de la paix** au sein d'un espace déchiré par les conflits post-indépendances et la pauvreté ; sans la paix, ni les populations ni l'économie ne peuvent se développer.
- ▶ **Une gouvernance collégiale**, reflet de la volonté des gouvernements et de la réalité vécue des peuples pour que ce continent soit uni car seule l'unité peut garantir l'autonomie du développement et assurer la marche en avant de l'ensemble des pays africains.
- ▶ **Une nouvelle approche de la migration** : en effet, les migrations africaines (cf. chapitres précédents), voulues ou subies, ont cru, considérablement, depuis 2010, entraînant des dérives de plus en plus dangereuses (esclavage, cantonnement forcé, naufrages).

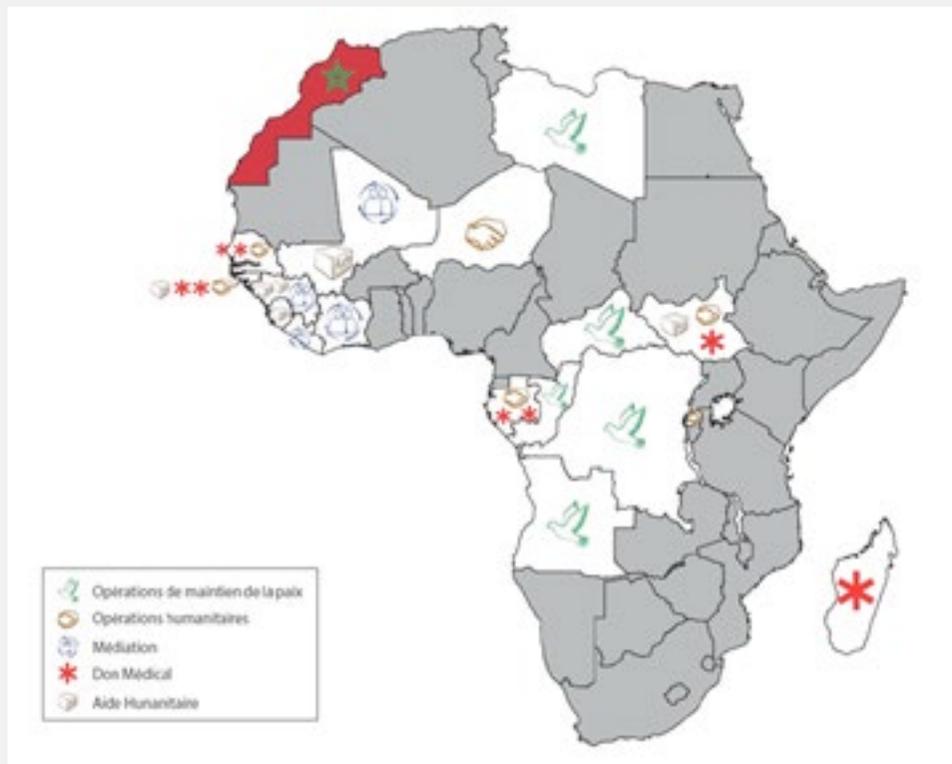
Contribution du Maroc au maintien de la paix

Depuis sa participation, en 1960, à la première opération de maintien de la paix au Congo (ONUC), le Maroc n'a eu de cesse de contribuer à la pacification du continent.

- ▶ Actuellement, 1.596 militaires marocains participent à des opérations de maintien de la paix en Afrique.
 - ❖ Depuis les années 60, le nombre total des personnes engagées a atteint 60.000 dans 6 opérations africaines de maintien de la paix: le Congo, la Somalie, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo et la République centrafricaine (196).
 - ❖ En 2013, le Maroc a apporté un soutien décisif à l'intervention des troupes françaises au Mali pour lutter contre les groupes terroristes au nord du Mali.
- ▶ Réputé pour sa politique modérée et son rôle de médiateur privilégié sur le continent, le Maroc a accueilli les négociations entre les factions libyennes pour sortir ce pays de l'impasse et éviter qu'il ne se transforme en un berceau du terrorisme, menaçant aussi bien l'Afrique que l'Europe.

A CONTRIBUTION À LA GOUVERNANCE DE L'AFRIQUE (2)

Participation du Maroc aux opérations de paix et aux actions humanitaires en Afrique entre 1999 et 2017



|| Source : Traitement IRES des données de SIPRI (Multilateral Peace Operations Database) et de la base de données des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies

Contribution du Maroc à l'unité africaine

- ▶ La contribution du Maroc s'inscrit dans un rôle plus global que celui de la sécurité, de la lutte contre le terrorisme et de la participation à des opérations de maintien de la paix.
- ▶ Ainsi, le retour du Royaume à l'Union africaine cristallise la vocation africaine du Maroc et consacre sa volonté d'un ancrage stratégique en Afrique, affranchi de l'ambivalence d'agendas politiques étroits. Car les grands problèmes politiques, sécuritaires, économiques et sociaux du continent sont au cœur des préoccupations du Maroc.
 - ❖ C'est pourquoi le **Royaume compte s'impliquer fortement** dans les différents organes et structures de l'Union africaine, notamment, **dans le cadre de la réforme de l'institution continentale (198)**.
 - ❖ D'où **sa volonté, aussi, de contribuer**, en particulier, **aux objectifs de l'Agenda 2063**, en ciblant les secteurs d'activité et les populations où l'action du Maroc serait porteuse d'efficacité tant pour l'Union africaine que pour les pays, pris individuellement (198).

La réforme de l'Union africaine

- ▶ " ...La réforme de l'Union africaine constitue un chantier important, dans lequel le Maroc s'investira aux côtés de ses pays frères..."

Extrait du Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI lors du 29^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, Addis-Abeba, 03 juillet 2017

- ▶ " ...Nous n'avons aucun doute qu'avec Notre frère le Président Paul Kagamé, nouveau Président en exercice pour 2018, les importants efforts de réforme de Notre organisation seront poursuivis et que la voix de l'Afrique sera portée à l'échelle internationale. Nous l'Assurons du plein soutien du Royaume du Maroc..."

Extrait du Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI lors du 30^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, à Addis-Abeba, 29 janvier 2018

- ▶ Intitulé "L'impératif du renforcement de notre Union : recommandations proposées pour la réforme institutionnelle de l'Union africaine ", le rapport de Son Excellence Monsieur Paul Kagamé, soutenu par le Maroc, a dressé un diagnostic et un bilan sévère : "Nous avons une organisation dysfonctionnelle, dont la valeur pour nos Etats membres est limitée, qui a peu de crédibilité auprès de nos partenaires internationaux, et en laquelle nos citoyens n'ont pas confiance".

- ▶ Le rapport a exhorté les pays africains à une restructuration de l'Union africaine, en mettant l'accent sur la redéfinition des priorités à engager. Les recommandations formulées pour "la réforme qui vise à renforcer davantage le rôle de l'Union africaine" se répartissent en **cinq grandes orientations stratégiques** :

- ❖ "Mise en oeuvre des priorités principales de portée continentale.
- ❖ Réalignement des institutions de l'Union africaine afin de mettre en oeuvre ces priorités.
- ❖ Établissement de liens entre l'Union africaine et ses citoyens.
- ❖ Gestion efficace et efficiente des activités de l'Union africaine aux niveaux politique et opérationnel.
- ❖ Financement de l'Union africaine de manière durable avec la pleine appropriation du processus de financement par les Etats membres".

- ▶ Dans la même perspective de ce rapport, Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, dans Son Message adressé au 29^{ème} Sommet de l'Union africaine, a dressé les contours de l'émergence d'une nouvelle Afrique, capable d'assumer ses responsabilités internationales et de répondre aux besoins urgents d'un développement durable africain.

A CONTRIBUTION À LA GOUVERNANCE DE L'AFRIQUE (3)

- ▶ La demande d'adhésion du Maroc à la CEDEAO relève, aussi, de cette volonté de renforcer l'intégration des pays africains au profit d'une unité croissante, dans la droite ligne de la constitution de la zone de libre-échange continentale, voulue par l'Union africaine (44 pays signataires au 21 mars 2018).
 - ❖ La CEDEAO, ensemble hétérogène de 15 pays ouest-africains, est un modèle d'intégration et de coexistence régionale (libre circulation et résidence des personnes, monnaie unique, maintien de la paix), d'où sa force d'attraction.
 - ❖ La CEDEAO bénéficierait, avec l'ouverture du Maroc sur la Méditerranée et l'Atlantique nord, d'un meilleur accès aux marchés nord-américains, européens et arabes.
 - ❖ Enfin, ce nouvel ensemble économique deviendrait la 16^{ème} puissance économique mondiale (PIB de 745 milliards USD, marché unique de 384 millions d'habitants) devant la Turquie (199). L'accroissement du volume des échanges et de l'investissement entre le Maroc et les pays de la Communauté –résultant des avantages du libre-échange– pourrait constituer un nouveau moteur de développement pour les économies à forte composante d'hydrocarbures.
 - ▶ Le principe de l'exemplarité est profondément ancré dans la culture marocaine. C'est pourquoi **le Royaume est prêt à aider tout pays africain qui le souhaiterait, en lui transférant ses connaissances et ses pratiques dans des domaines d'excellence**, tels que :
 - ❖ la Constitution progressiste de 2011,
 - ❖ la régionalisation avancée,
 - ❖ son approche sécuritaire multidimensionnelle qui place la sécurité humaine au centre des préoccupations du pays :
 - nouvelles structures sécuritaires et renforcement de leurs moyens d'action pour faire face à l'évolution de la criminalité dans toutes ses formes (par exemple le dispositif Vigilance),
 - nouveaux services sécuritaires pour faire face à l'émergence de nouvelles formes de criminalité dont la cybercriminalité, comme les laboratoires régionaux offrant une expertise technique aux enquêteurs (analyse des traces numériques et des outils électroniques).
- Bénéficiant de son expérience de gouvernance pluriculturelle et de son ouverture aussi bien au nord qu'au sud, le Maroc peut singulièrement contribuer au développement de la gouvernance collective et individuelle des pays africains.

A CONTRIBUTION À LA GOUVERNANCE DE L'AFRIQUE (4)

Contribution du Maroc à la question de la migration

- ▶ Dès son retour à l'Union africaine, le Maroc a été chargé de la question de la migration pour de multiples raisons :
 - ❖ Le Maroc est fortement et doublement concerné par la problématique migratoire, tant comme pays de départ que comme pays d'accueil des migrants subsahariens.
 - ❖ En réponse à la problématique structurelle de la migration, le Maroc a, toujours, prôné une approche globale et intégrée qui incorpore les considérations humaines, au même titre que les considérations sécuritaires.
 - ❖ Le Royaume a adopté, en 2013, une nouvelle politique d'immigration et d'asile qui a été bien perçue par la communauté internationale. Cette politique a permis la régularisation de la situation de près de 25.000 immigrés, à fin 2014, tout en les accompagnant pour réussir leur insertion socioéconomique (200). L'opération de régularisation a été renouvelée suite au Discours Royal du 20 août 2016 (25.600 dossiers déposés pour régularisation à fin 2017, selon le Conseil national des droits de l'Homme).
- ▶ Conscient que la prise en charge de la migration par la communauté internationale s'est faite suivant des considérations plus sécuritaires que de développement, **le Maroc a soumis à l'Union africaine, le 3 juillet 2017 à Addis-Abeba, une proposition de feuille de route** concernant la question migratoire qui met en évidence les axes suivants :
 - ❖ **La mise en place de politiques nationales pour gérer la migration irrégulière et lutter contre les trafics clandestins au niveau de chaque pays.**
 - ❖ **La coordination régionale et l'harmonisation des politiques nationales en matière de migration.**
 - ❖ **La perspective d'une stratégie continentale commune de réponse à la problématique de la migration.**
 - ❖ **Le partenariat international, à travers l'adoption d'une approche globale et coordonnée des divers processus de négociation.**

A CONTRIBUTION À LA GOUVERNANCE DE L'AFRIQUE (5)

- ▶ Le 29 janvier 2018 à Addis-Abeba, lors du 30^{ème} Sommet de l'Union africaine, **Sa Majesté Le Roi Mohammed VI –en sa qualité de "Leader de l'Union africaine sur la question de la migration" – a soumis l'Agenda Africain pour la Migration**. Ce document, conçu selon une approche inclusive et participative, a mis en exergue trois propositions phares (201) :
 - ❖ La création d'un **Observatoire africain de la migration** dont le travail sera basé sur le triptyque "comprendre, anticiper et agir". Cet observatoire aura pour mission de développer l'observation et l'échange d'informations entre les pays africains afin de favoriser une gestion maîtrisée des flux migratoires. Le Maroc a proposé d'abriter cet Observatoire.
 - ❖ La création d'un poste **d'envoyé spécial de l'Union africaine chargé de la migration** pour coordonner les politiques de l'Union dans ce domaine.
 - ❖ **L'Agenda africain pour la migration peut instruire le processus d'élaboration du Pacte mondial** pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.
- ▶ Les efforts du Maroc reconnus par la communauté internationale font que le Royaume abritera, en décembre 2018, la dernière session prévue pour la négociation du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

Déconstruire les mythes associés à la migration

Dans son Message adressé au 30^{ème} Sommet de l'Union africaine, Sa Majesté Le Roi Mohammed VI a clairement souligné que :

- ▶ "l'Agenda Africain pour la Migration part de l'idée qu'il faut connaître le phénomène migratoire dans ses différentes dimensions pour mieux l'appréhender. Dans ce cadre, il est temps de déconstruire, "un à un" les mythes associés à la migration".
- ▶ "La migration est un phénomène naturel qui constitue la solution et non pas le problème. Nous devons adopter une perspective positive sur la question de la migration en mettant en avant la logique humaniste de responsabilité partagée et de solidarité".
- ▶ "la migration ramenée à ses proportions réelles, loin des mythes qui en projettent une image scandaleusement déformée, est un enjeu planétaire et crucial pour Notre continent. Elle mérite une nouvelle approche afro-centrée conciliant le réalisme, la tolérance et la primauté de la raison sur les peurs".

L A CONTRIBUTION AU CAPITAL HUMAIN AFRICAIN (1)

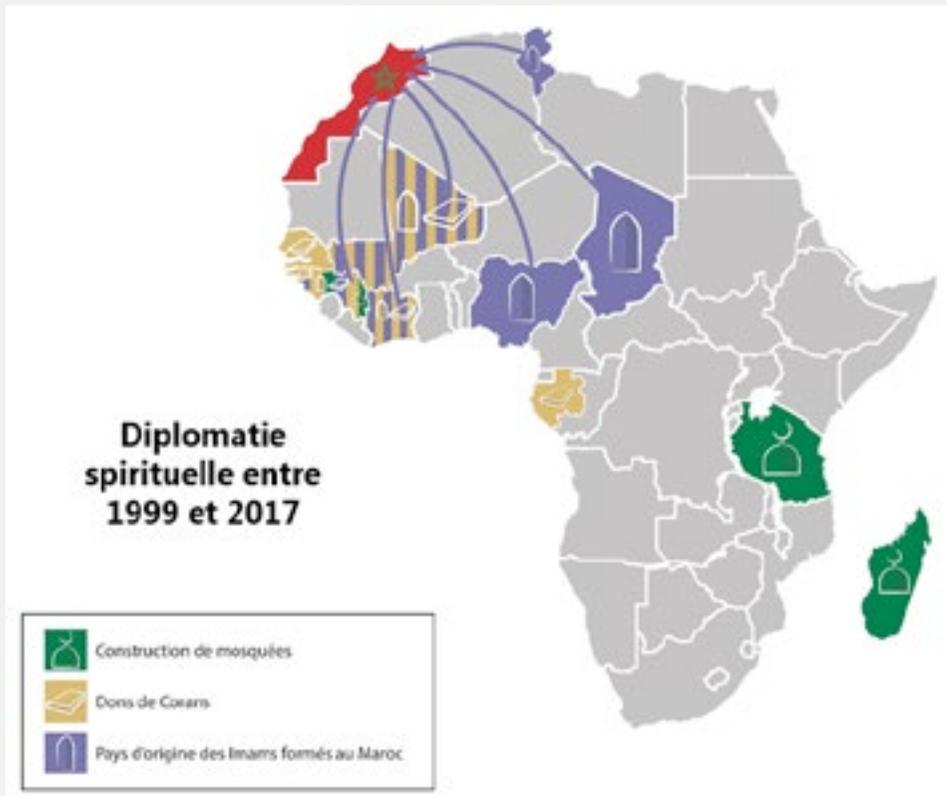
L'humain au cœur

- ▶ Après la gouvernance, facteur nécessaire, mais non suffisant de la paix et du développement, c'est au capital humain du continent que le Maroc accorde toute son attention. Car, finalement, "il n'y a de richesse que d'hommes".
- ▶ C'est pourquoi le Maroc est déterminé à contribuer davantage au développement du potentiel humain africain, plus particulièrement sur deux points :
 - ❖ **L'identité réconciliée**, en ligne avec l'esprit cosmopolite et post-indépendance, prôné par la nouvelle génération (cf. 1^{ère} partie - chapitre 3)
 - ❖ **Le développement du capital humain, tant en matière d'éducation que de mobilisation du potentiel que constituent les femmes et les jeunes** (cf. 3^{ème} partie – chapitre 2).

Contribuer à la réconciliation nationale

- ▶ Le Maroc est en mesure de contribuer à l'élaboration et à la mise en place de processus de réconciliation nationaux grâce à sa vision novatrice de l'identité nationale :
 - ❖ Le processus de réconciliation (2003-2005), mené au Maroc, a été soutenu par les partis politiques, les centrales syndicales et la société civile. Il s'est traduit par l'indemnisation des victimes des droits de l'Homme et la mise en place de dispositifs adéquats contre de futures violations.

- ❖ Le préambule de la Constitution de 2011 a conforté la reconnaissance de l'identité culturelle plurielle du Maroc : arabo-islamique, amazighe et saharo-hassanie, enrichie de ses affluents africain, andalou, hébraïque et méditerranéen.
- ❖ Le Royaume du Maroc est constitutionnellement défini comme un "Etat musulman souverain, attaché à son unité nationale et à son intégrité territoriale qui entend préserver, dans sa plénitude et sa diversité, son identité nationale une et indivisible".
- ▶ Parce que la réconciliation passe par la liberté de culte et la tolérance religieuse, le Maroc lutte contre la radicalisation en Afrique. Il met à la disposition des pays africains son expérience en matière de **maîtrise du champs religieux** :
 - ❖ l'Institut Mohammed VI de formation des imams prédicateurs et prédicatrices a pour objectif la promotion d'un Islam du juste milieu, un Islam d'ouverture et de cohabitation. En 2017, 1.000 imams ont été formés dont 78% issus du Nigéria, du Mali, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de Guinée, du Rwanda et de la Tanzanie (196).
 - ❖ La Fondation Mohammed VI des Oulémas africains se veut comme "un cadre pour la coopération et l'échange des expériences et la coordination des efforts entre les Oulémas pour (...) promouvoir les valeurs [de l'Islam] que sont la modération, la tolérance et la volonté de coexistence et afin que la Fondation soit au service de la sécurité, de la stabilité et du développement en Afrique" (202).



|| Source : Traitement IRES des données disponibles en ligne du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale et de l'Agence Marocaine de Presse

Contribution à la montée en compétences

Pour affronter les enjeux en cours et à venir, le continent africain doit relever le défi de l'accélération du développement du capital humain.

► Pour y contribuer, le Maroc :

- ❖ s'est engagé dans la formation des cadres africains dans divers domaines: aéronautique, finance, gestion des réseaux ferroviaires, agriculture, nouvelles technologies de l'information, efficacité énergétique et énergies renouvelables. Entre 1986 et début 2017, 5.000 cadres administratifs africains ont perfectionné au Maroc leurs connaissances et leur expertise (196),
- ❖ a initié en avril 2017, dans le cadre de sa stratégie de "soft power", une alliance africaine pour le développement de la formation professionnelle (pays signataires: Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée Bissau, Guinée-Conakry, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo). Cette alliance vise à favoriser le dialogue, le partage de savoir-faire, d'expériences et d'expertise entre les acteurs de la formation professionnelle de ces pays partenaires.

L A CONTRIBUTION AU CAPITAL HUMAIN AFRICAIN (3)

- ▶ **Dans le domaine éducatif, le Maroc se positionne au 1^{er} rang des pays africains francophones et au 2^{ème} rang de l'ensemble de l'Afrique (après l'Afrique du Sud) pour l'accueil des étudiants africains.**
 - ❖ Le domaine universitaire constitue l'un des volets les plus avancés de la coopération entre le Maroc et les autres pays africains. Les établissements supérieurs marocains accueillent, au cours de l'année universitaire 2017-2018, 10.000 étudiants africains (contre 1.040 en 1995) dont plus de 80% sont boursiers.
 - ❖ Aujourd'hui, le rôle de l'Agence marocaine de la coopération internationale ne se limite pas à l'accueil des étudiants subsahariens, mais s'étend à la coopération inter-universitaire. Celle-ci se diversifie, des échanges d'expériences et d'expertise en matière de pédagogie et de gouvernance institutionnelle, au développement de programmes communs de recherche.
- ▶ **Enfin, le Maroc compte partager son expertise relative à l'émancipation des femmes et des jeunes :**
 - ❖ L'Initiative Nationale pour le Développement Humain, lancée en 2005 a permis d'accélérer l'employabilité des femmes appartenant aux couches sociales défavorisées, à travers la mise en place d'activités génératrices de revenus (culture de l'arganier, du safran, par exemple). Elle constitue une plateforme majeure pour la promotion de partenariats entre le Maroc et les autres pays africains.
 - ❖ La Stratégie de la jeunesse 2015-2030 considère les jeunes comme une "ressource sociale" et un "investissement pour l'avenir". Elle vise, notamment, à étendre leur participation au développement économique, social, culturel et politique du Maroc et à créer les conditions propices au plein déploiement de leur potentiel innovant et entrepreneurial.

L

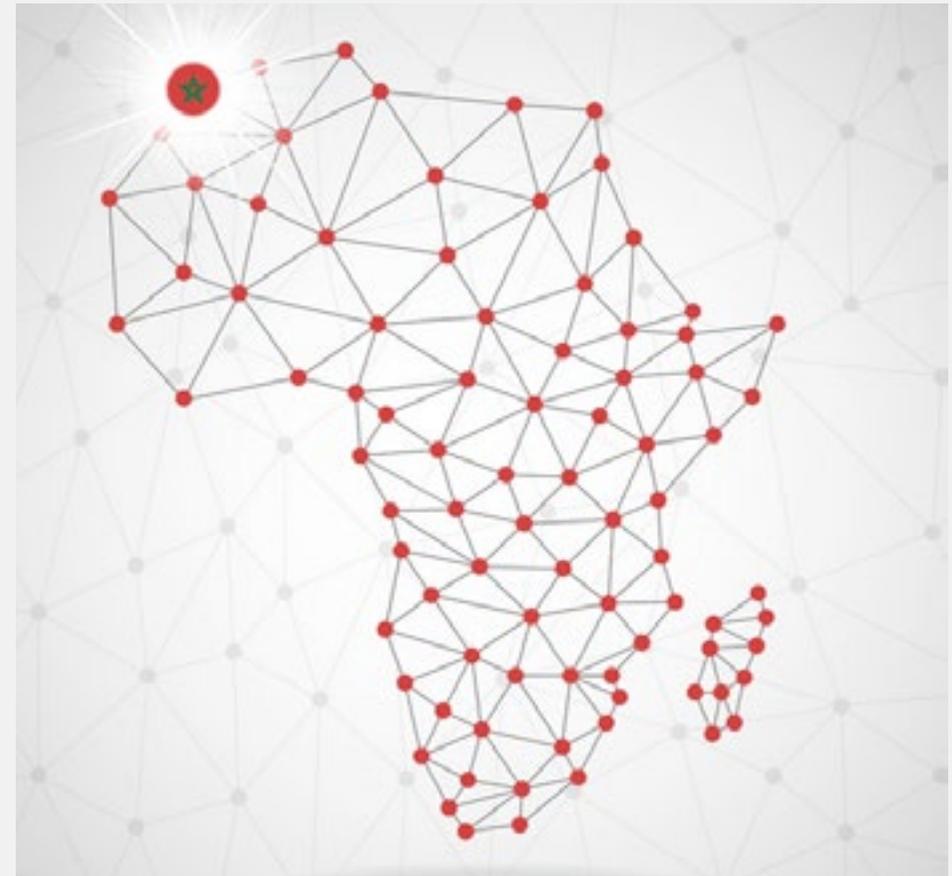
A CONTRIBUTION À LA TRANSITION ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE (1)

Le Maroc, partie prenante de la transition économique africaine

Première économie la plus compétitive d'Afrique du Nord et 5^{ème} du continent après l'Ile Maurice, le Rwanda, l'Afrique du Sud et le Botswana (203), le Maroc est, plus que jamais, partie prenante du développement autonome de l'Afrique et de son dynamisme économique.

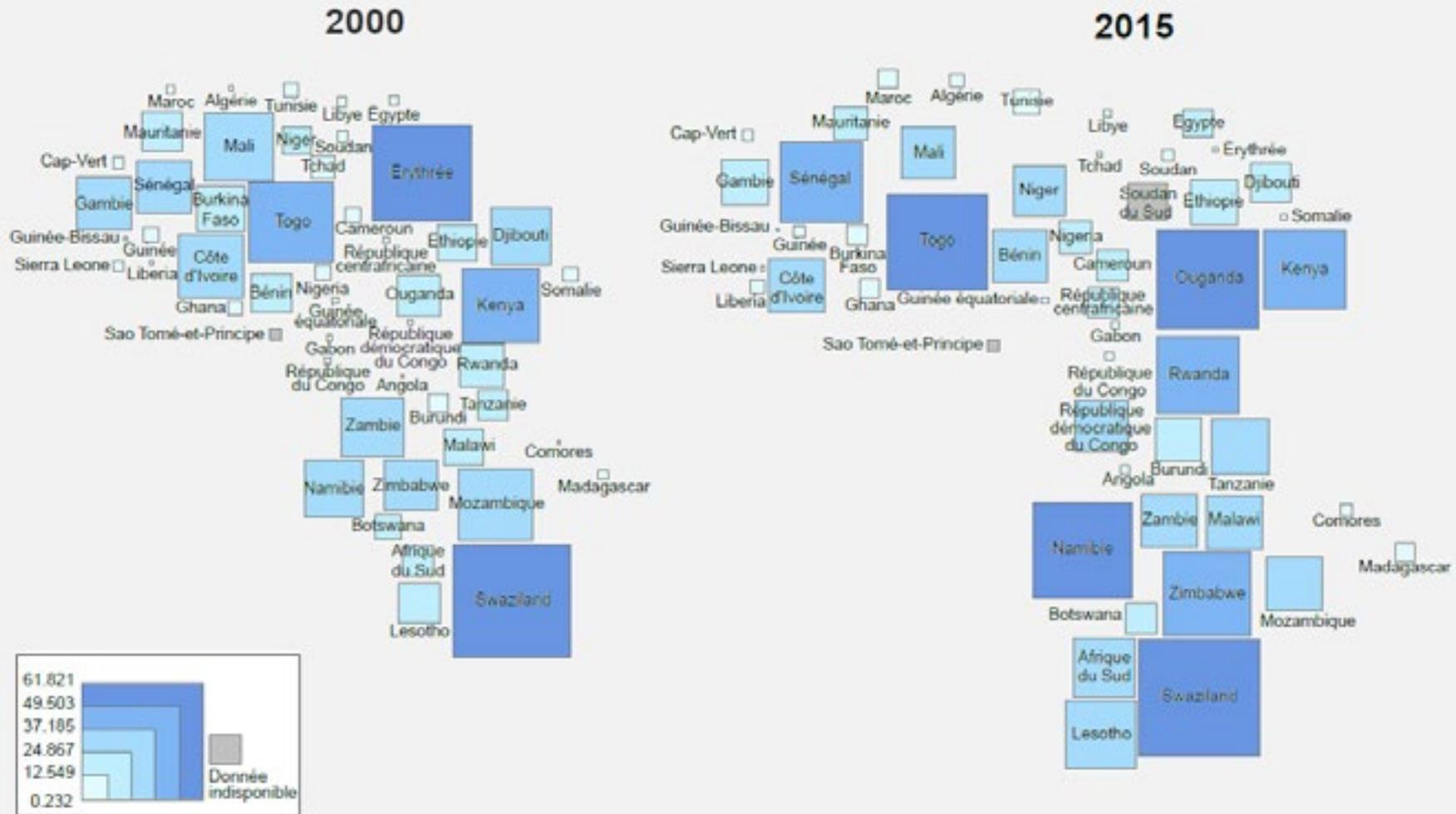
Les atouts dont dispose le Royaume le prédisposent à jouer un rôle de relais important en matière d'édification d'un avenir prospère du continent africain. Outre les partenariats le liant aux puissances traditionnelles, le Maroc a conclu de nombreux accords de coopération avec ses partenaires subsahariens, ce qui lui permet de **jouer le rôle effectif de hub régional sur le plan du commerce, de la finance, du transport...**

Sa contribution à la transition économique africaine est particulièrement manifeste sur trois plans : l'intégration économique, les investissements et les secteurs d'excellence.



Source : IRES

Poids de l'Afrique dans le commerce total de chaque pays africain (en %)



Source : Traitement IRES des données de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

A CONTRIBUTION À LA TRANSITION ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE (2)

Contribution à l'intégration économique du continent

Quoiqu'en progression constante, l'intégration économique de l'Afrique demeure faible dans un processus de mondialisation qui s'est fortement accéléré ces dernières années et qui tend à se construire autour de blocs régionaux interdépendants. En effet, le taux des échanges intra-régionaux se situe en dessous de 20% en Afrique contre 56% en Amérique, 60% en Asie et 66% en Europe (204).

Estimant essentielle cette intégration, le Maroc souhaite y contribuer de manière plus importante sur deux plans : la stabilité macroéconomique et la diversification intégrative.

- ▶ **La stabilité macroéconomique** offre le cadre nécessaire tant à l'investissement étranger qu'au développement entrepreneurial local. Les réformes entreprises par le Maroc, transposables à d'autres pays africains, concernent :
 - ❖ le renforcement de la stabilité macroéconomique : inflation maîtrisée, endettement public soutenable, crédit souverain fiable (*Investment grade*)...,
 - ❖ l'aménagement territorial et le développement des infrastructures autoroutières, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires, renforçant la connectivité internationale du Maroc.

- ❖ la mise en œuvre de stratégies sectorielles, visant le développement des métiers mondiaux du Maroc grâce aux plan Emergence, plan *Maroc vert* (agriculture), à la *Vision 2020 du tourisme*, à la stratégie énergétique...
- ❖ la diversification des relais de croissance des opérateurs économiques marocains, notamment en Afrique subsaharienne.

▶ La diversification intégrative

- ❖ Pour assurer une croissance stable, les économies ont besoin de se diversifier afin, d'une part, de limiter les risques inhérents aux activités dominantes (cf. les économies de rente) et, d'autre part, d'inclure toutes les forces vives locales.
- ❖ Parallèlement, l'insertion d'un pays dans les chaînes de valeur mondiales est facilitée par les filières d'activités industrielles, intégrant produits et services, comme c'est le cas du Maroc avec l'industrie des phosphates, l'industrie automobile ou aéronautique.
- ❖ Enfin, l'approche systémique et transnationale de développement que l'on retrouve dans de grands projets, tels que celui du gazoduc atlantique Nigeria-Maroc (cf. L'Afrique en marche n°15), constitue un puissant outil d'intégration.

L'AFRIQUE EN MARCHÉ N°15

Projet Gazoduc Atlantique Maroc-Nigéria : outil d'intégration et de développement régional

- ▶ Cet ambitieux projet, discuté en marge de la COP22, à Marrakech, en novembre 2016 par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI et le Président de la République fédérale du Nigeria, son Excellence M. Muhammadu Buhari, a fait l'objet d'un accord de partenariat stratégique et d'un mémorandum d'entente entre le fonds souverain marocain "Ithmar Capital" et le fonds nigérian "Sovereign Investment Authority", en décembre 2016.
- ▶ Long de 5.000 kilomètres, ce gazoduc est l'extension du "West African Gas Pipeline" qui relie, depuis 2010, le Nigéria au Ghana, en passant par le Bénin et le Togo. Il s'agit d'un pipeline de gaz qui longera la côte ouest africaine jusqu'au Maroc, avec une éventuelle extension vers l'Europe via l'Espagne. Le projet ambitionne d'entraîner dans son sillage des pans entiers des économies africaines puisqu'il doit renforcer le développement du secteur énergétique dans toute la région. Tout cela en exploitant une énergie propre qui respecte les nouveaux engagements du continent en matière de protection de l'environnement.
- ▶ Outre son impact positif sur le développement socio-économique de tout le continent, le gazoduc favoriserait l'émergence et l'intégration de la région nord-ouest africaine, contribuerait à la réduction de l'indépendance énergétique de cette zone et à l'électrification de toute la région nord-ouest africaine.



Source : IRES

Principaux objectifs du projet de gazoduc :

- ▶ Accélérer les projets d'électrification dans toute la région d'Afrique de l'Ouest, en créant un marché régional compétitif de l'électricité.
- ▶ Développer des pôles industriels intégrés dans la sous-région, dans des secteurs, tels que l'industrie, l'agro-business et les engrais.
- ▶ Attirer des capitaux étrangers, améliorer la compétitivité des exportations et stimuler la transformation locale des ressources naturelles.

A CONTRIBUTION À LA TRANSITION ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE (3)

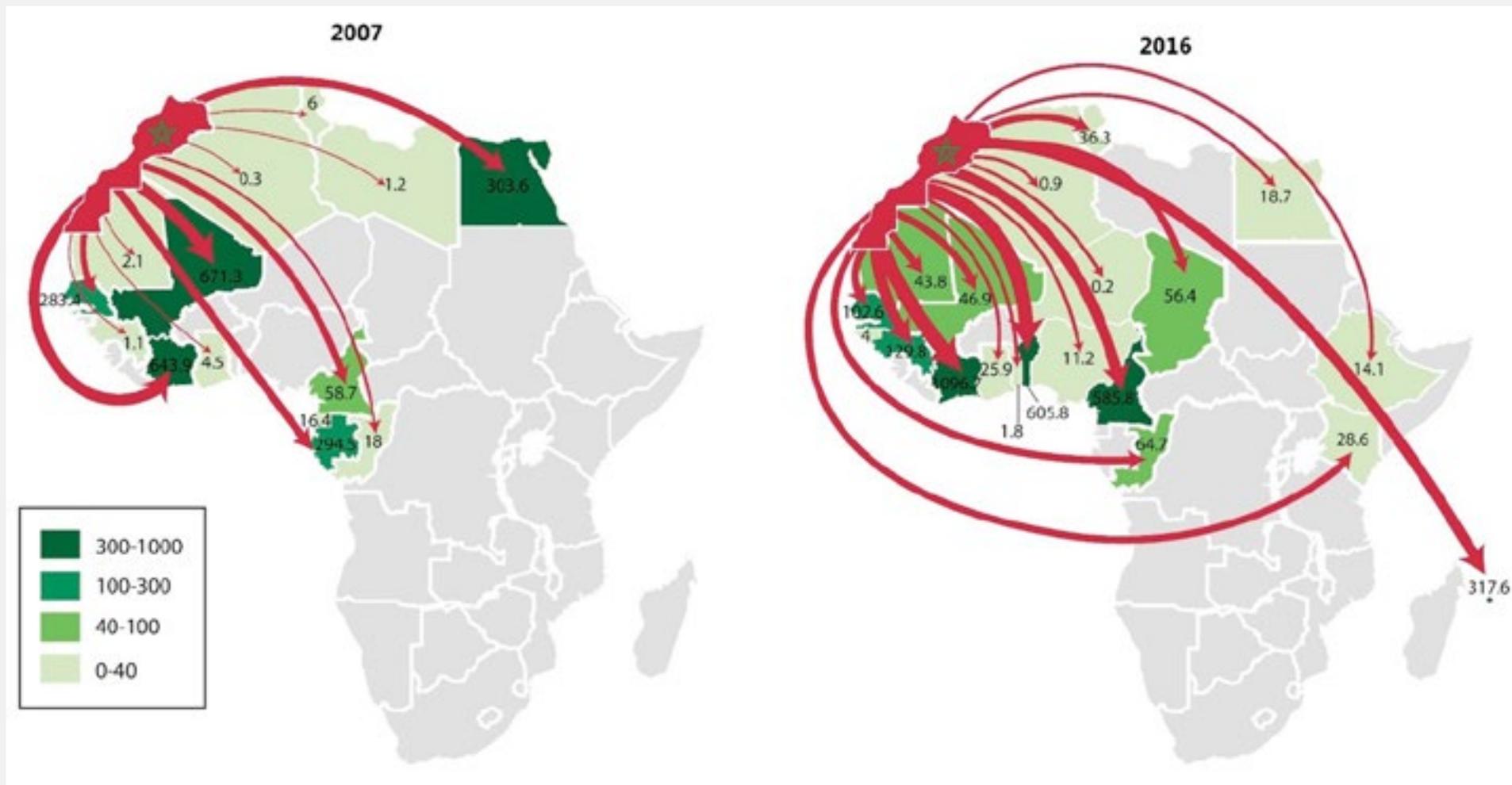
Contribution à l'assainissement financier du continent

Le développement de la plupart des pays africains est obéré par des problèmes financiers : dettes, manque de liquidités, difficile recours à l'emprunt, faute d'une place financière... C'est pourquoi la contribution marocaine est particulièrement significative dans ce domaine.

- ▶ L'aide au développement à destination des autres pays africains s'appuie sur l'Initiative Royale pour l'annulation, en 2000, de la dette vis-à-vis du Maroc des pays les moins avancés du continent et la levée de toutes les barrières douanières, imposées aux produits importés de ces pays.
- ▶ Le Maroc est, aujourd'hui, le 1^{er} investisseur africain en Afrique de l'Ouest et le 2^{ème} investisseur africain en Afrique subsaharienne (cf. l'Afrique en chiffres n°18).
- ▶ Avec un montant de 8 milliards de dollars de projets annoncés en 2015-2016, le Maroc est devenu le 1^{er} investisseur intra-africain en Afrique (140).
- ▶ Pilier de l'investissement marocain en Afrique, le déploiement du secteur bancaire marocain a permis l'accroissement des échanges et facilité les investissements des entrepreneurs marocains sur le continent. **Ce secteur bancaire marocain est présent dans plus de 26 pays africains (196).**

- ▶ **La place financière *Casablanca Finance City Authority* s'est imposée comme le premier hub financier vers l'Afrique.**
 - ❖ Cette plateforme multi-métiers, liant le Nord et le Sud vise à attirer et à encourager les investisseurs internationaux à mener leurs activités en Afrique, en choisissant Casablanca, comme porte d'entrée vers ce continent.
 - ❖ En 2014, la place financière de Casablanca a été choisie par la Banque africaine de développement pour accueillir le fonds "Africa 50", le plus grand fonds, jamais créé, pour financer les projets d'infrastructures en Afrique, au cours des cinquante prochaines années (205).
- ▶ Enfin, comme l'affirme Mohamed DAMAK, responsable en chef de la finance islamique chez "Standard & Poor's" : "Dans le domaine de la finance islamique, le Maroc a le potentiel pour être la Malaisie du continent africain. Le Royaume a suivi les traces de ce pays d'Asie, en instaurant un cadre réglementaire spécifique à cette activité avant de l'autoriser".

Flux des investissements directs marocains en Afrique par pays (en millions de dirhams)



Source : Traitement IRES des données de l'Office des Changes

Global Financial Centres Index (classement international en 2016)



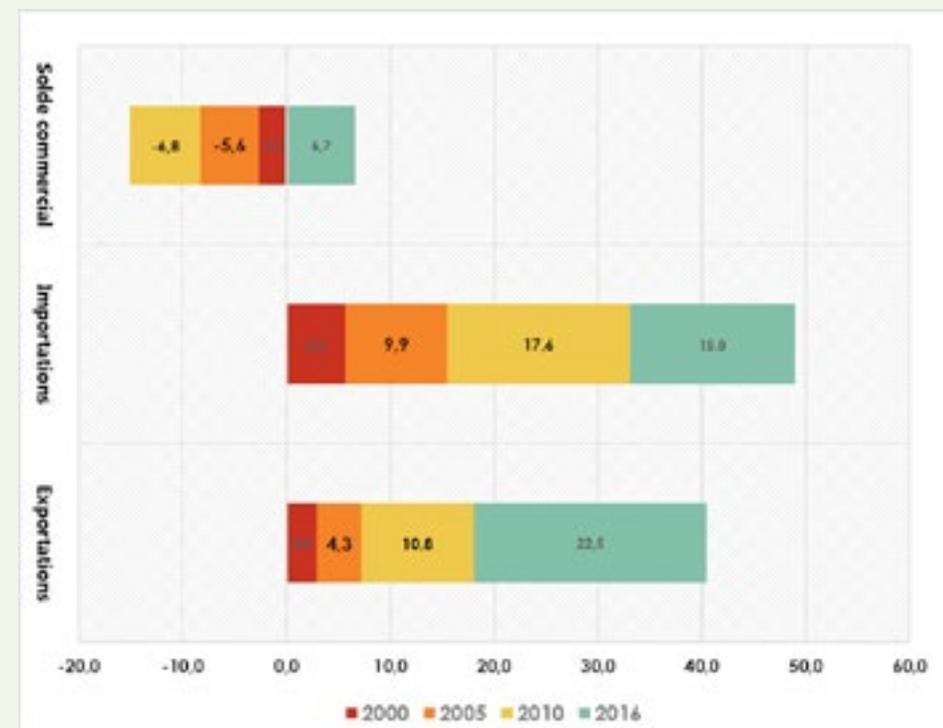
Source : Traitement IRES des données de Z/Yen Group

L'AFRIQUE EN CHIFFRES N°18

Chiffres clés du Maroc en Afrique (Domaine économique)

- ▶ Plus de 1.000 accords ont été conclus depuis 2000 par le Royaume du Maroc, avec plus de 40 pays africains contre, seulement, 500 accords entre 1956 et 1999. Près de 426 accords ont été signés depuis 2014, avec 15 pays africains, impliquant 80 opérateurs économiques publics et privés et 300 partenaires africains (196).
- ▶ Les flux des investissements directs marocains à destination de l'Afrique ont presque triplé entre 2007 et 2016, passant, respectivement, de 114 millions de dollars à près de 326 millions de dollars (206). Au total, sur la période sous revue, le Maroc a investi sur le continent africain près de 3 milliards de dollars, soit 51,7% du total des investissements directs marocains à l'étranger (206).
- ▶ Plus de 1.000 opérateurs marocains sont présents en Afrique. Sur la période 2008-2015, ces opérateurs ont investi près de 2,2 milliards de dollars sur le continent (196).
- ▶ Malgré une augmentation de 744 millions de dollars, en 2000, à près de 3,7 milliards de dollars en 2016, les échanges commerciaux entre le Maroc et l'Afrique restent très limités et leur poids dans le commerce global du Maroc ne dépasse guère 6% en 2016 contre 4% en 2000 (204).

Echanges commerciaux Maroc-Afrique



Source : Traitement IRES des données de l'Office des changes

L'AFRIQUE EN MARCHÉ N°16

L'expertise urbaine marocaine au service de l'Afrique

- ▶ La question urbaine est, aujourd'hui, plus que jamais au cœur des principaux enjeux du développement du continent africain, compte tenu des multiples défis à relever pour garantir la cohésion sociale, renforcer l'attractivité des villes africaines ou assurer l'intégration de la durabilité dans l'aménagement et la planification urbaine, à travers des démarches concertées, fondées sur la connaissance des inter-relations complexes et dynamiques entre les systèmes sociaux, économiques et écologiques. Le Royaume du Maroc est engagé à partager son savoir-faire en termes d'aménagement et de développement urbain avec ses partenaires africains.
- ▶ **Contribution à l'éradication des bidonvilles** : le Maroc, qui a cumulé une grande expertise dans l'éradication des bidonvilles, est disposé à apporter son expérience aux pays africains qui le souhaitent. En 2004, le Royaume a lancé le programme "Villes sans bidonvilles au Maroc". La mise en œuvre de ce programme a permis de déclarer officiellement, en 2017, 58 villes comme étant des "villes sans bidonvilles" sur un total de 85 villes, initialement ciblées. Le programme a permis de reloger 383.557 ménages à faibles revenus et d'améliorer, par ricochet, leurs cadres de vie (207). Le Maroc a été classé, selon le programme des Nations unies pour les établissements humains, 2^{ème} pays au monde pour son taux de réduction des bidonvilles sur la période 2000-2010.
- ▶ **Contribution à la construction d'une nouvelle capitale au Soudan du Sud** : le Maroc apportera son assistance à la République du Soudan du Sud pendant les différentes phases de mise en œuvre de ce projet d'envergure, à travers, notamment, la levée de fonds financiers, l'appel à des partenariats techniques ainsi que le développement de l'expertise et du savoir-faire des équipes du Soudan du Sud.
- ▶ **Contribution à la mise à niveau de la ville de Conakry en République guinéenne** : le Maroc s'engage, à travers le lancement de différents projets structurants d'aménagements urbains, à forte valeur ajoutée et ayant des impacts directs sur les populations locales.

Maquette de la nouvelle capitale du Soudan du sud



|| Source : <https://www.lereporter.ma/zoom/soudan-du-sud-une-nouvelle-capitale-pour-le-pays/>

L A CONTRIBUTION À LA TRANSITION ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE (4)

Les opérateurs marocains implantés en Afrique par secteur d'activité entre 2000 et 2017

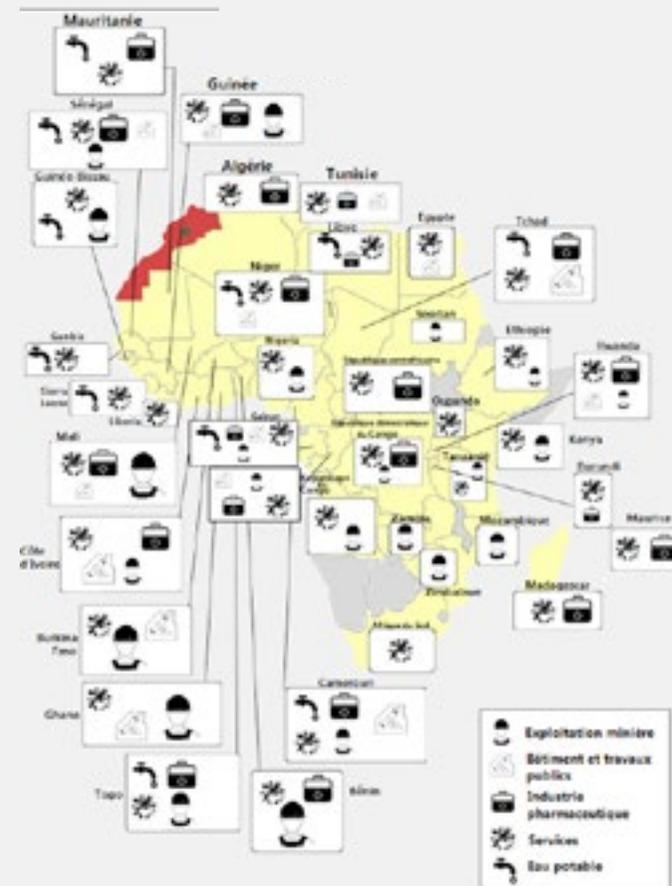
Contribution marocaine multiforme à travers ses secteurs d'excellence

La forte impulsion donnée par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI à la diplomatie économique marocaine en Afrique, à partir des années 2000, a conduit les grandes entreprises marocaines à affronter la concurrence sur le marché africain (208).

Aujourd'hui, ces nouveaux "champions régionaux" œuvrent dans des domaines stratégiques pour le continent.

► Secteur minier, des infrastructures et des télécoms

- ❖ Le Royaume partage son expertise minière avec ses partenaires africains et accorde un intérêt particulier au développement de ce secteur, dans le cadre de la coopération Sud-Sud en Afrique.
- ❖ En matière d'ingénierie des infrastructures, le Maroc propose à ses partenaires africains des solutions adaptées au contexte local, une technologie propre en matière de construction de barrages, d'assainissement, de routes et une expertise avérée en matière de construction de grandes infrastructures et de planification urbaine (cf. l'Afrique en marche n°16).
- ❖ Le Maroc continue d'affirmer sa position d'acteur majeur pour l'essor des télécommunications en Afrique :
 - Contribution à la consolidation des infrastructures télécoms et à l'amélioration de la qualité des services proposés.
 - Investissement par Maroc Telecom de plus du quart de son chiffre d'affaires dans le continent (208).



|| Source : Traitement IRES des données disponibles en ligne de certains opérateurs marocains ainsi que des données du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale

A CONTRIBUTION À LA TRANSITION ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE (5)

Secteur agricole

- ▶ Dans le cadre de sa stratégie de coopération Sud-Sud, **le Maroc mène des actions concrètes pour que l'Afrique puisse relever le défi majeur de sa sécurité alimentaire et réussir sa révolution verte.**
 - ❖ Disposant de 75% des réserves mondiales de phosphates (209), le Maroc a lancé, par l'intermédiaire du Groupe OCP, deux grandes unités de production de fertilisants, l'une au Nigeria et l'autre en Ethiopie. Ces unités pourraient approvisionner tous les pays de la Corne de l'Afrique et certains pays du Golfe de Guinée.
 - Pour pallier la faible utilisation de fertilisants en Afrique (10% de la moyenne mondiale et presque 20 fois moins que la moyenne en Asie (210)), en partie responsable de l'insuffisante productivité agricole, **le Groupe OCP consacre une part importante de sa production d'engrais au marché africain (211).**
 - Sa filiale "OCP Africa", qui couvre l'ensemble de la chaîne de valeur, investit dans la recherche et développement pour adapter les engrais aux besoins des sols et des cultures pastorales du continent.
 - ❖ L'expérience marocaine en matière de micro-irrigation et de développement de l'agro-industrie à des fins d'exportation pourrait utilement contribuer à l'émergence d'une agriculture africaine moderne et compétitive.
 - ❖ Le Maroc, qui dispose d'une expérience avérée en matière de recherche agronomique, se trouve engagé dans la modernisation de l'agriculture africaine et dans son adaptation au changement climatique (cf. Focus n°25).

"Nous le savons : ce ne sont ni le gaz ni le pétrole qui satisferont les besoins alimentaires de base !

Or, le grand défi de l'Afrique n'est-il pas sa sécurité alimentaire ?"

Extrait du Discours de Sa Majesté Le Roi
Mohammed VI lors du 28^{ème} Sommet de l'Union
africaine, Addis-Abeba, 31 janvier 2017

L A CONTRIBUTION À LA TRANSITION ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE (6)

► Secteur halieutique

- ❖ Premier producteur de poissons en Afrique, le Maroc s'est doté du plan *Halieutis* pour assurer la continuité de la ressource halieutique et garantir sa meilleure valorisation (cf. Rapport stratégique de l'IRES 2017). Il partage son expertise dans ce domaine, à travers des projets de renforcement des capacités dans le secteur de la pêche maritime et la construction d'infrastructures portuaires de pêche.
- ❖ Ainsi, le Royaume a contribué, activement, à l'aménagement des ponts de débarquement aménagés en Guinée et en Côte d'Ivoire afin d'accroître le rendement du secteur halieutique.
- ❖ De même, le Royaume et le Sénégal échangent leur expertise en matière de pêche du poulpe et de gestion des unités industrielles de pêche. La coopération entre les deux pays dans le domaine halieutique se traduit par une synergie des actions entre l'Institut de recherche halieutique du Maroc et le Centre de recherche océanographique de Dakar-Thiaroye.

Sa Majesté Le Roi Mohammed VI et le Président ivoirien Alassane Ouattara inaugurent le point de débarquement de pêche "Mohammed VI" de Locodjro



Source : Agence Marocaine de Presse

A CONTRIBUTION À LA TRANSITION ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE (7)

► Secteur du transport aérien

- ❖ L'aéroport Casablanca-Mohammed V constitue un hub régional, desservant les principales destinations africaines.
- ❖ Le renforcement de l'ancrage de la compagnie Royal Air Maroc sur le continent africain a permis d'accroître le nombre des destinations africaines desservies. Entre 2004 et 2014, ses dessertes sont passées de 7 à 32, couvrant près de 30 pays africains (212).
- ❖ Après la politique de libéralisation et d'ouverture du ciel "Open Sky" entre le Maroc et l'Europe, entamée dès 2005, la compagnie Royal Air Maroc est prête à affronter l'"Open Sky" africain, ouvert en janvier 2018.
- ❖ Enfin, l'excellente position de la filière aéronautique marocaine dote le Royaume d'une compétence de pointe dont il pourrait faire bénéficier les autres pays africains.



Source : Royal Air Maroc

L A CONTRIBUTION À L'ÉCO-TRANSITION DE L'AFRIQUE (1)

L'engagement sans faille du Royaume

Sous l'impulsion de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, le Maroc est devenu l'un des pays leaders en matière de changement climatique et d'empreinte écologique, au bénéfice d'un développement économique, humain et environnemental plus soutenable.

Cet engagement se manifeste notamment dans deux domaines qui impactent plus particulièrement le continent :

- ▶ le changement climatique et la dégradation des ressources naturelles ;
- ▶ l'éco-transition (213), qui favorise le passage du modèle économique dominant à un modèle plus respectueux de la planète et de ses habitants.

"J'ai pris l'initiative de vous convier à ce Sommet, afin que notre Continent harmonise la lutte contre les changements climatiques, et l'action en faveur du développement durable.

Concrétiser les projets régionaux et transnationaux structurants, tel est le défi que Je vous invite à relever.

Je vous propose de dessiner une Afrique résiliente aux changements climatiques, une Afrique qui s'engage résolument sur la voie du développement durable.

C'est une Afrique, qui utilisera ses ressources, de manière optimale, en respectant les équilibres environnementaux et sociaux.

C'est une Afrique qui agira en vue d'un développement inclusif, en accord avec ce qui fait son identité : la culture de partage, d'équité et de solidarité...

Il importe que notre Continent s'exprime d'une seule voix, qu'il exige justice climatique et mobilisation des moyens nécessaires, qu'il émette des propositions concertées, en matière de lutte contre les changements climatiques."

Discours prononcé par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI,
à l'ouverture du Sommet africain de l'Action, tenu à Marrakech
en marge de la 22^{ème} Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations-unies
sur les changements climatiques (COP22), le 16 novembre 2016

Contribution à l'adaptation aux effets du changement climatique

- ▶ Puissance active dans le débat international relatif au climat et à l'environnement, le Maroc a organisé et abrité la COP22, en novembre 2016, attirant ainsi l'attention des pays du Nord sur les dommages causés aux pays du Sud.
- ▶ En marge de cette conférence, **le Maroc a lancé l'Initiative Triple A** (cf. Focus n°25) et a initié le **premier Sommet Africain de l'Action**. Celui-ci a permis au continent :
 - ❖ de s'exprimer d'une seule voix en faveur d'une justice climatique ;
 - ❖ de fixer les axes d'une co-émergence durable en proposant aux pays africains :
 - d'harmoniser leurs actions dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques,
 - d'agir collectivement contre la désertification et la déforestation et de mettre en place des mesures pour l'adaptation, la résilience et la sécurité alimentaire du continent,
 - de saisir les opportunités qu'offre un développement sobre en carbone, dans le domaine de l'énergie, de l'innovation technologique et en matière de promotion des "emplois verts".
- ▶ Parallèlement, le nouveau dispositif de gestion intégrée du littoral instauré par le Maroc, pourrait être utilisé par d'autres pays africains afin de réduire l'empreinte écologique du continent sur ses côtes (214).
- ▶ Enfin, le Royaume anime un réseau africain pour la diffusion des compétences en matière du changement climatique, à partir du Centre de Compétences en changement climatique (4C Maroc), plateforme d'expertise des acteurs relevant du secteur public et privé, du monde de la recherche et de la société civile.



Source : L'Atlas des sols d'Afrique, Portail européen des sols (JRC)

L'Initiative Triple A

- ▶ En amont de la COP22, le Maroc a lancé l'Initiative Triple A (Adaptation de l'Agriculture Africaine) qui vise à adapter l'agriculture africaine aux effets du changement climatique, promouvant, ainsi, une nouvelle place pour l'agriculture au sein des débats climatiques, à l'échelle internationale.
- ▶ Cette initiative vise à :
 - ❖ améliorer la qualité des sols par une gestion rationalisée de ceux-ci,
 - ❖ maîtriser durablement l'eau agricole et, notamment, l'irrigation,
 - ❖ renforcer les capacités en termes de gestion des risques climatiques,
 - ❖ mettre en place un financement solidaire des petits porteurs de projets (215).
- ▶ La question est, en effet, d'autant plus urgente que l'agriculture emploie 60% de la population africaine et que la production agricole africaine devra doubler d'ici 2030 et tripler d'ici 2050 pour nourrir la population du continent.
- ▶ Certes, les discussions officielles au sein de l'organe scientifique et technique de la COP22 se sont achevées sur un blocage, lié à l'articulation entre atténuation et adaptation, le Maroc exprimant sa position (adaptation) dans le Rapport stratégique 2017 de l'IRES, diffusé à cette occasion.
- ▶ Cependant, la prise de conscience du dilemme agricole africain a clairement émergé. Celui-ci a été résumé, ainsi, par l'un des participants, le fermier nigérien Djigo BAGNA : "Les Etats africains veulent une agriculture intensive qui détruit les terres. On en connaît les dégâts, alors que nos pratiques démontrent qu'on peut produire en qualité, en quantité et durablement" (216).
- ▶ L'Initiative Triple A bénéficie, aujourd'hui, du soutien de 33 pays africains, de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. En décembre 2017, l'Agence française de développement et la Banque mondiale se sont aussi engagées à soutenir cette initiative (217).

Contribution à l'éco-transition

- ▶ Le Maroc ne se contente pas d'exhorter les autres puissances nationales et internationales à prendre des mesures pour s'adapter au changement climatique et lutter contre la dégradation des ressources naturelles. Il montre lui-même la voie, en passant, progressivement, à un modèle économique plus durable.
 - ❖ La Charte nationale de l'environnement et du développement durable, élaborée en 2009, s'est traduite par l'intégration des principes de développement durable dans les stratégies sectorielles, la mise en œuvre de la stratégie de mise à niveau de l'environnement, la stratégie nationale de protection de l'environnement, ...
- ▶ Le partenariat public-privé joue un rôle essentiel dans cette transition, comme l'a montré le programme "Villes sans Bidonvilles" ainsi que l'adhésion de la Confédération générale des entreprises du Maroc et de 42 autres organisations patronales mondiales à la Déclaration de Marrakech -COP22- (218).
- ▶ Outre sa contribution à la mise en œuvre de projets d'électrification du monde rural africain, le Maroc est en train d'acquérir une expertise dans le domaine des énergies renouvelables, notamment le solaire (cf. parc solaire de Ouarzazate) dont il pourrait faire bénéficier les autres pays africains.
- ▶ L'initiative Ceinture bleue "Blue Belt Initiative" propose des solutions innovantes pour l'adaptation du secteur halieutique au changement climatique et pour la résilience des océans.
- ▶ Dans le cadre de la Charte africaine du tourisme durable et responsable –signée par 24 pays africains–, le Maroc s'est engagé à contribuer à la promotion de la destination touristique Zambie et vice-versa (219). Ce cadre de référence pour le tourisme durable en Afrique est un outil, permettant la préservation de l'environnement et le respect des diversités culturelles de chaque pays (220).

Le Maroc passe au "vert"

Bonnes pratiques (221)

- ▶ **GoEnergyless** : créée par deux étudiants de l'Université de Mohammed VI, la start-up commercialise "Fresh'it", un système de refroidissement pour fruits et légumes, fonctionnant sans électricité, utilisant de la poterie artisanale et du sable. Deux autres systèmes sont en développement ; l'un pour les médicaments et l'autre pour la viande.
- ▶ **AveoEnergie** : la start-up donne une seconde vie aux déchets agricoles (biomasse), en leur faisant produire de l'énergie thermique. Elle accompagne la transition énergétique des entreprises.
- ▶ **Kilimanjaro Environnement** : la jeune entreprise développe un réseau de proximité de collecte des huiles alimentaires usagées et transforme celles-ci en bio-carburant ; son activité (70 employés) s'étend, aujourd'hui, à la collecte des déchets industriels banals.
- ▶ **Espace Bidaya de Casablanca** : ce premier incubateur Social GreenTech nord-africain du Comptoir de l'Innovation permet aux jeunes pousses de l'économie sociale et solidaire d'éclore. Il compte à son actif :
 - ❖ Cleanzy, une franchise de pressings écologiques,
 - ❖ Maroc Plastics Recycling, un écosystème de valorisation des déchets,
 - ❖ STEPMOBILE, première unité mobile de réduction des émissions de polluants dans l'eau qui permet une réduction "à la source" des émissions de gaz à effet de serre.
- ▶ **Solar E-Cycles** : cette société de création de véhicules solaires (11 différents créés en janvier 2018) propose des voiturettes à 4 ou 3 roues, alimentées par panneaux photovoltaïques, aux populations des zones rurales les plus reculées d'Afrique. Elle a été lauréate en 2016 (COP22) des trophées "Initiative Climat pour l'Afrique francophone" (222).

Projet d'aménagement de la baie de Cocody

- ▶ Le projet d'envergure de sauvegarde et de valorisation de la baie de Cocody dans la capitale économique de Côte d'Ivoire, Abidjan se veut l'illustration d'un modèle de partenariat Sud-Sud réussi. Lancé, conjointement, par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI et le Président ivoirien, Alassane OUATTARA, début juin 2015, ce projet traduit la Vision Royale pour une Afrique qui compte sur ses propres potentialités pour un développement durable.
- ▶ Ce projet a pour objectif de promouvoir la protection de l'environnement et d'assurer la fluidité de la circulation sur les routes aux abords de la Baie, souvent embouteillées.
- ▶ Il prévoit la réalisation d'un viaduc, d'un port de plaisance, d'un parc urbain, d'espaces de loisirs et d'activités commerciales et d'infrastructures d'assainissement... Il aura des impacts positifs sur le plan environnemental, urbanistique et paysager ainsi que sur le plan socio-économique.

Projet de sauvegarde et de valorisation de la Baie de Cocody



|| Source : Agence Marocaine de Presse

A RETENIR

- ▶ Le Maroc s'investit pleinement dans le développement autonome du continent, soutenu par une Vision Royale forte et une ferme volonté de coopération Sud-Sud.
- ▶ La gouvernance du continent est une condition nécessaire, mais non suffisante, de son développement : le Maroc œuvre en faveur d'une unité plus active et solidaire.
- ▶ L'Agenda africain pour la migration, proposé par le Royaume à l'Union africaine, se veut le préalable à un renouvellement de la réflexion sur la question migratoire et un enjeu-clé pour assurer la libre-circulation des Africains sur leur continent.
- ▶ La transition économique du continent repose sur deux piliers majeurs auxquels le Maroc contribue : le développement du potentiel humain africain et la transition vers un modèle économique soutenable, adapté au changement climatique, circulaire et plus soucieux de l'environnement.



B

IBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (1)

- (1) SARR, Felwine et MBEMBE, Achille (2017). Ateliers de la pensée : "Pour une Afrique qui pense par elle-même et parle au reste du monde". Le Monde, [en ligne] 09 novembre 2017 : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/09/ateliers-de-dakar-pour-une-afrique-qui-pense-par-elle-meme-et-parle-au-reste-du-monde_5212585_3212.html#EwHtMFPqxMXVXOUu.99>
- (2) The Economist (2017). How the taxman slows the spread of technology in Africa. The Economist, [online] 9th November 2017: <<https://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21731206-if-you-want-less-something-tax-it>>
- (3) ANNAN, Kofi (2017). Kofi Annan : "Nous devons accélérer la transition énergétique de l'Afrique !". Le Monde, [en ligne] 13 mars 2017 : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/13/kofi-annan-nous-devons-accelerer-la-transition-energetique-de-l-afrique_5093776_3212.html#d5ZgZyaupt5234Sf.99>
- (4) IEA-ETSAP, IENA. *Hydropower Technology Brief*. 2015
- (5) REVEILLARD, Marie-France (2017). Akon Lighting Africa : "Partout où se manifestera une volonté politique, nous interviendrons". La Tribune Afrique, [en ligne] 10 novembre 2017 : <<https://afrique.latribune.fr/think-tank/entretiens/2017-11-10/akon-lighting-afrique-partout-ou-se-manifestera-une-volonte-politique-nous-interviendrons-757500.html>>
- (6) Site web officiel de Akon Lighting Africa : <<http://akonlightingafrica.com/?lang=fr>>
- (7) The Barefoot Approach: Women Barefoot Solar Engineers of Africa. 2012. Site web de Barefoot college: <<https://www.barefootcollege.org/women-barefoot-solar-engineers-a-community-solution/>>
- (8) WOLF, Martin (2016). Negative rates are a symptom of our ills. Financial Times, [en ligne] 13 avril 2016 : <<https://www.ft.com/content/9b1d8b04-0007-11e6-ac98-3c15a1aa2e62>>
- (9) Fondation Energies pour le Monde. La pérennité du service électrique, preuve de succès d'un projet, à quoi servent vos dons ? Entretien avec Jean-Louis Borloo. Infos, n° 40, novembre 2016.
- (10) BYENKYA, KIZITO and HUMPHREY, ALEX (2017). *Freeing Africa's Internet*. Project Syndicate, [en ligne] 06 novembre 2017 : <<https://www.project-syndicate.org/commentary/afrika-internet-censorship-resistance-by-kizito-byenkya-and-alex-humphrey-2017-11>>
- (11) Trend Micro, INTERPOL. Cybercrime in west Africa: poised for an underground market. 2017
- (12) *Internet World Stats*. Online database : <<https://www.internetworldstats.com/>>
- (13) Wa Are Social, Hootsuite. Digital, social, mobile. 2017.
- (14) SERIANU. Africa cyber security report 2016. Achieving cyber security resilience: enhancing visibility and increasing awareness. 2016
- (15) En Côte d'Ivoire, la startup du transport mTick relie Abidjan à la province en quelques clics. Site web de TechAfrique : <http://techafrique.startupbrics.com/cote-ivoire-startup-transport-mtick-abidjan/#.WoKpMnwwvcs>

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (2)

- (16) Site web officiel de la Société d'Exploitation des Eaux du Niger : <www.seen-niger.com/fr/activites/relation-clientele/nos-solutions-de-paiement>
- (17) FANUCCHI, Bruno (201). Faire de l'urbanisation de l'Afrique une opportunité. *Algérie ECO*, [en ligne] 24 septembre 2017 : <<https://www.algerie-eco.com/2017/09/24/faire-de-lurbanisation-de-lafrique-opportunite/>>
- (18) M-Pedigree : Une application pour lutter contre la contrefaçon des médicaments (2015). Site web Tech of Africa : <<https://www.techofafrica.com/m-pedigree-une-application-pour-lutter-contre-la-contrefacon-des-medicaments/>>
- (19) Site web officiel de Njorku: <www.njorku.com/welcome/about>
- (20) World Bank. *ICT in agriculture: Connecting smallholders to knowledge, networks and institutions*. 2011
- (21) Safaricom. *Where will we go next ? Safaricom annual report and financial statements*. 2017
- (22) BROULARD, Laure et ANDERSON, Mark (2017). Mobile banking : une success-story nommée M-Pesa. *Jeune Afrique*, [en ligne] 03 avril 2017 : <<http://www.jeuneafrique.com/mag/421063/economie/mobile-banking-success-story-nommee-m-pesa>>
- (23) VERRIÈRE, Patricia et QUENEDEY, *Caroline*. *L'industrie 4.0 : la 4ème révolution industrielle sauvera-t-elle l'industrie française ?* 2017
- (24) Accenture, Gordon Institute of Business Science. *Industry X.0: Combine and conquer, unlocking the power of digital*. 2017
- (25) Aigroup Workforce Development. *The emergence of the gig economy*. Thought leader paper: education & training policy team. 2016
- (26) ASKWONDER. *What is the global market-size (TAM) for the Gig - freelancer economy industry?*
- (27) Site web Talent2Africa. *Pensez aux alternatives au salariat en Afrique*. 2017. URL : <<https://talent2africa.com/pensez-aux-alternatives-au-salariat-en-afrique/>>
- (28) GILES, Chris (2017). *How a West African lab made a 3D printer from toxic e-waste*. CNN, [online] 28th November 2017 : <edition.cnn.com/2017/11/28/afrika/3d-printer-electronic-waste/index.html>
- (29) World Bank. *Africa's pulse*. 2017
- (30) Deloitte. *Prédictions TMT 2017 Afrique Francophone : Pensez à l'avenir*. 2017
- (31) World Bank. *Exploring the relationship between broadband and economic growth*. 2016
- (32) GSMA Intelligence. *The mobile economy Africa*. 2016
- (33) Eaglestone Securities. *Inside Africa, now is the time to invest in Africa*. 2017
- (34) UA, NEPAD et BAD. *Créer des emplois à travers le développement d'infrastructures régionales*. 2016

B

IBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (3)

- (35) Site web officiel de la Banque africaine de développement. Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA). URL: < <https://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/programme-for-infrastructure-development-in-africa-pida/> > et The Programme for Infrastructure Development in Africa: Transforming Africa through Modern Infrastructure
- (36) The Programme for Infrastructure Development in Africa: Transforming Africa through Modern Infrastructure
- (37) Site web officiel de la Commission économique pour l'Afrique. La loi type du PIDA pour le développement des infrastructures en Afrique a été approuvée, lors de la Semaine du PIDA 2017 en Namibie : <<https://www.uneca.org/fr/stories/la-loi-type-du-pida-pour-le-d%C3%A9veloppement-des-infrastructures-en-afrique-%C3%A9t%C3%A9-approuv%C3%A9-lors>>
- (38) BAD. *Perspectives économiques en Afrique*. 2018
- (39) Base de données de la Banque mondiale. Base de données en ligne. < <https://donnees.banquemondiale.org/> >
- (40) World Wide Web Foundation. *Artificial intelligence: starting the policy dialogue in Africa*. 2017
- (41) Official website of IBM. Ethiopia Commodity Exchange. Case study : <http://ecc.ibm.com/case-study/us-en/ECCF-IMC14990USEN>
- (42) Site officiel de SOPHIA GENETICS. L'adoption de l'intelligence artificielle SOPHIA par les hôpitaux africains promet un bond en avant dans la santé sur le continent. 2017. URL: <https://www.sophiagenetics.com/news/media-mix/details/news/ladoption-de-lintelligence-artificielle-sophia-par-les-hopitaux-africains-promet-un-bond-en-avant-dans-la-sante-sur-le-continent.html>
- (43) Zipline. *Tanzania announces world's largest national drone delivery network*. 2017
- (44) Université de Pretoria, Department of Mining Engineering. *SA GeoTech 2017. The use of immersive technology in mining: the mine of the future*. 2017
- (45) World Telecommunication/ICT Indicators database. 2017. Online database. International Telecommunication Union. < <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/publications/wtid.aspx>>
- (46) Données de l'Observatoire de la santé mondiale. Base de données en ligne. Organisation mondiale de la santé. < <http://www.who.int/gho/database/fr/> >
- (47) WAKEFIELD, Jane (2017). TEDGlobal: The computer that can smell explosives. BBC, [online] : 28th August 2017 : <<http://www.bbc.com/news/technology-40935771>>
- (48) Banque mondiale. *Croissance en Afrique : le rebond après un net ralentissement*. Communiqué de presse. 2017
- (49) *World Economic Outlook Database*. 2018. Online database. International Monetary Fund. <<https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx>>. Calcul IRES
- (50) World Population Prospects database. Online database. United Nations. <<https://esa.un.org/unpd/wpp/>>. Calcul IRES

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (4)

- (51) BAD. Revue annuelle sur l'efficacité du développement. Accélérer le rythme du changement. 2016
- (52) PRAHALAD, C. K. *The Fortune at the bottom of the pyramid, revised and updated 5th anniversary edition: eradicating poverty through profits*. New Jersey: Pearson FT Press, Revised, Updated, 2009.
- (53) PAULI, Gunter. *L'économie bleue : 10 ans, 100 innovations, 100 millions d'emplois*. Lyon: Caillade Publishing, 2011
- (54) Official website of World resources institute. New restoration economy: <<http://www.wri.org/our-work/project/new-restoration-economy>>
- (55) Technology Adoption In Nigeria Dr. Angel Adelaja, Fresh Direct
- (56) Site officiel de Songhai : www.songhai.org/index.php/fr
- (57) Site web "Cyclifier.org" : <<https://www.cyclifier.org/project/tunweni-beer-brewery/>>
- (58) Site officiel de Green Pot Entreprises : <<http://greenpotenterprises.com/about-us/>>
- (59) Official website of UNDP. A legacy of private sector engagement in Africa. 2016: <www.undp.org/content/undp/en/home/blog/2016/6/21/A-legacy-of-private-sector-engagement-in-Africa.html>
- (60) Site officiel de l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte : <<http://www.grandemurailleverte.org/>>
- (61) Banque Mondiale. *L'agriculture climato-intelligente, succès en Afrique*. 2017
- (62) Royal Botanic Gardens KEW, ECFE. *Coffee farming and climate change in Ethiopia: impacts, forecasts, resilience and opportunities*. Summary report. 2017
- (63) Royal Botanic Gardens KEW. *State of the world's plants*. 2017
- (64) FRANKEL DAVIS, Kyle et al. Increased food production and reduced water use through optimized crop distribution. *Nature geoscience* 10, 2017. p. 919–924. URL: <<https://www.nature.com/articles/s41561-017-0004-5>>
- (65) FAO. *Regional overview of food insecurity: Africa*. 2015
- (66) World Future Council Foundation. Lutte contre la désertification et la dégradation des terres, les meilleures politiques au monde. 2017
- (67) Site web CommodAfrica. Le sud-africain Philafrica Foods à la conquête de l'Afrique sub-saharienne. 2017 : <<http://www.commodafrica.com/02-11-2017-le-sud-africain-philafica-foods-la-conquete-de-lafrique-sub-saharienne>>
- (68) African Development Bank. *Feed Africa: strategy for agricultural transformation in Africa 2016-2025*. 2016
- (69) World Cocoa Foundation. *Cocoa market update*. 2012

B

IBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (5)

- (70) Jeune Afrique. Maroc : plus de 420 tonnes de sacs plastique saisies en moins d'un an. *Jeune Afrique*, [en ligne] 26 avril 2017 : <http://www.jeuneafrique.com/432883/societe/maroc-plus-de-420-tonnes-de-sacs-plastique-saisies-dun-an/> ; KOUAGHEU, Josiane. Au Cameroun, on fabrique des pavés « écolos » à partir de déchets plastiques. *Le Monde*, [en ligne] 17 août 2016 : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/08/17/au-cameroun-on-fabrique-des-paves-ecolos-a-partir-de-dechets-plastiques_4983897_3212.html#sfEPIHUESQvi2eii.99>
- (71) FILOU, Emilie. The African water companies serving the poorest and staying afloat. *The guardian*, [online] 4th October 2016: <<https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2016/oct/04/urban-africa-water-companies-poorest-profit>>
- (72) Banque africaine de développement. Africa tourism monitor : sustainable tourism through innovation, entrepreneurship, and technology. Volume 4, issue 1. 2016; Site web Sustainable tourism. Case studies: Africa : < <http://sustainabletourism.net/case-studies/austrailianz/africa/>>
<http://sustainabletourism.net/case-studies/austrailianz/africa/>
- (73) France24. Une tour en bambou transforme l'humidité en eau potable. [En ligne] : <<http://observers.france24.com/fr/20160425-ethiopie-tour-transforme-humidite-eau-potable-climat>>
- (74) RSE Maroc magazine. L'ONG Dar Si Hmad récompensée à Bonn pour son projet de récolte d'eau de rosée. [En ligne] : <<http://www.rsemarocmagazine.com/long-dar-hmad-recompensee-a-bonn-projet-de-recolte-deau-de-rosee/>>
- (75) Site web Widoobiz. Crowdfunding : Liter of Light compte réduire la pauvreté énergétique en Afrique. 2016 : <<https://www.widoobiz.com/entrepreneurs-startups/crowdfunding-liter-of-light-lance-campagne-de-crowdfunding-indiegogo/71011>>
- (76) BBOX. The solar revolution. Product brochure. 2015
- (77) Site web MemoFin. Lexique : <<http://www.memofin.fr/glossary/terms/Gouvernance>>
- (78) Clean Gov Biz. The rationale for fighting corruption. Background brief. 2014
- (79) <https://www.africafintechforum.net/>
- (80) Site web Gro Intelligence. Planting Dollars: The Growing Pace of Global Investment in Agriculture, 2016. URL: <<https://gro-intelligence.com/insights/planting-dollars-the-growing-pace-of-global-investment-in-agriculture>>; Les clés de demain. Une levée de fonds d'1 million de dollars pour sponsoriser des agriculteurs au nigéria, [en ligne] 19 décembre 2017. URL:< http://lesclesdedemain.lemonde.fr/economie/une-leevee-de-fonds-d-1-million-de-dollars-pour-sponsoriser-des-agriculteurs-au-nigeria_a-90-6468.html>
- (81) Site officiel de la société internationale islamique de financement : <<http://www.itfc-idb.org/en>>
- (82) Site officiel de la société OIKO Crédit : <<https://www.oikocredit.coop/what-we-do/partners/partner-detail/39705/zigoti-coffee-works-ltd>>

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (6)

- (83) Site web AfricaNews. Sénégal: E-Cover une start-up au service de l'environnement. 2017 <<http://fr.africanews.com/2017/01/23/senegal-e-cover-une-start-up-au-service-de-l-environnement/>>
- (84) African development bank. *Jobs for youth in Africa strategy for creating 25 million jobs and equipping 50 million youth, 2016-2025*. 2017
- (85) ILOSTAT. Base de données en ligne. Organisation internationale du travail. <<http://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/lang--fr/index.htm> >
- (86) United Nations World Water Assessment Programme. *Water and jobs: facts and figures*. 2016
- (87) Results for Development, Skoll Foundation. *Pan African leadership and entrepreneurship development models: a rapid ecosystem analysis*. 2016
- (88) UNESCO Institute for Statistics. Online database. UNESCO. < <http://uis.unesco.org/> > ; World Population Prospects 2017. Online database. United Nations. < <https://esa.un.org/unpd/wpp/>>. Calculs IRES.
- (89) UNESCO Institute for Statistics. Online database. UNESCO. < <http://uis.unesco.org/> >
- (90) FETTEROLF, Janell. In many countries, at least four-in-ten in the labor force are women. 2017 In : Pew Research Center website.
- (91) ONE. *Accès des filles à l'éducation dans le monde : les mauvais élèves*. 2017
- (92) United Nations, Department of Economic and Social Affairs. *World population prospects: the 2017 revision*. 2017
- (93) Haut-Commissariat au Plan. *Recensement général de la population et de l'habitat*. 2014
- (94) MACHEL, Graça. Empowering the other half of Africa's economy. *Project Syndicate*, [online] 9th August 2017. URL: <<https://www.project-syndicate.org/commentary/african-growth-economic-opportunities-women-by-graca-machel-2017-08>>
- (95) Organisation internationale du travail. *L'égalité au travail : relever les défis*. 2017
- (96) UNFPA. *The state of world population 2016*.
- (97) Site web officiel de la Banque mondiale. Des femmes à la pointe de la lutte contre la déforestation et le changement climatique au Togo. 2018. URL : <<http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2018/01/18/whatsapp-ening-with-forests-and-climate-in-togo>>
- (98) UNICEF. *A profile of child marriage in Africa*. 2015
- (99) UNICEF. *Campagne nationale : tolérance zéro au mariage des enfants*. 2017
- (100) UNICEF Data. Online database. UNICEF. <<https://data.unicef.org/topic/child-protection/child-marriage/>>
- (101) Site web officiel CONCREE : <<http://www.concree.com/fr/aboutus>>

B

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (7)

- (102) WABERI, Abdourahman. Etes-vous « ubuntu » un peu, beaucoup, passionnément ? Le Monde, [en ligne] 03 août 2015. URL : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/08/03/etes-vous-ubuntu-un-peu-beaucoup-passionnement_4709614_3212.html#I5fdm0Pq6X7rK6Ls.99>
- (103) KLEES, Steven J. Financing universal education. Project Syndicate, [online] 3th august 2017. URL : <<https://www.project-syndicate.org/commentary/financing-universal-education-by-steven-j-klees-2017-08>>
- (104) Official website "Ubuntu Pathways": <<https://ubuntupathways.org/about>>
- (105) Official website "Global Oneness Project" : <<https://www.globalonenessproject.org/about-project>>
- (106) Site web "La fabrique". Le Centre ADAJA participe 4ème Forum mondial de développement économique local à Praia. URL : <<https://www.lafabrique-bf.com/le-centre-adaja-participe-4eme-forum-mondial-de-developpement-economique-local-a-praia/>>
- (107) SCHWARZ, Fernand. Ubuntu, l'idéal d'humanité. Revue Acropolis, [en ligne] 28 janvier 2015. URL : < <http://www.revue-acropolis.fr/ubuntu-lideal-dhumanite/>>
- (108) Official website of the Nobel Prize. Nelson Mandela and the Rainbow of Culture. 2001. URL : <https://www.nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/1993/mandela-article.html>
- (109) SALADIN, Jean-Christophe. L'éloge funèbre de Mandela par Barack Obama: Ubuntu et tolérance humaniste. HuffPost, [en ligne] 05 octobre 2016. URL : <https://www.huffingtonpost.fr/jeanchristophe-saladin/ubuntu-nelson-mandela_b_4480121.html>
- (110) <http://www.un.org/africarenewal/magazine/may-2013/africa%E2%80%99s-youth-%E2%80%9Cticking-time-bomb%E2%80%9D-or-opportunity>
- (111) SALEH, Heba. Egypt's nascent tech scene could rescue a generation. Financial time, [online] 21 April 2017. Youth employment. Special report. URL: <https://www.iyfnet.org/sites/default/files/library/FT-Youth-Employment_Special-Report_2016.pdf>
- (112) AGLIONBY, John. Joblessness is an 'existential threat' to Kenya's future. *Financial time*, [online] 21 April 2017. Youth employment. Special report. URL: <https://www.iyfnet.org/sites/default/files/library/FT-Youth-Employment_Special-Report_2016.pdf>
- (113) http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/19/la-classe-africaine-notre-serie-consacree-a-l-education_5243976_3212.html#D0zQsyd4hDiwlywt.99
- (114) Banque africaine de développement. Des emplois pour les jeunes en Afrique. 2017
- (115) KASISI, Robert. Les perspectives de la biodiversité en Afrique subsaharienne : repenser collectivement le modèle de gestion. *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, [en ligne], volume 12, n° 2, septembre 2012. URL : <<http://journals.openedition.org/vertigo/12263>> ; DOI : 10.4000/vertigo.12263
- (116) UNICEF. *Fiche thématique* : Génération 2030. Rapport sur l'Afrique. 2014
- (117) UNESCO *Institute for Statistics*. Online database. UNESCO. < <http://uis.unesco.org/> >. Calculs IRES

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (8)

- (118) LE BELZIC, Sébastien. La Chine, nouvelle destination phare des étudiants africains. Le Monde, [en ligne] 18 septembre 2017. URL : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/18/la-chine-nouvelle-destination-phare-des-etudiants-africains_5187402_3212.html>
- (119) Site officiel de ASHESI Foundation: <<http://www.ashesi.org/blog/wise-prize-for-education-2017-presented-to-patrick-awuah/>>
- (120) Official web site de Moringa: <https://moringaschool.com/>
- (121) Official web site "We Think Code": <<https://www.wethinkcode.co.za/>>
- (122) EL HASSANI, Jamal. Fred SWANIKER : Pour sortir de la pauvreté en Afrique, il faut investir dans nos cerveaux ! *Les clés de demain*, [en ligne] 05 avril 2016. URL : <http://lesclesdedemain.lemonde.fr/economie/fred-swaniker-pour-sortir-de-la-pauvrete-en-afrique-il-faut-investir-dans-nos-cerveaux-_a-90-5604.html>
- (123) Official web site of the African Leadership Academy : <<http://www.africanleadershipacademy.org/about/our-model/>>
- (124) Official web site of the African Leadership University: <<https://www.alueducation.com/about/our-leadership/>>
- (125) CNN website. African innovations that could change the world. 2018. URL: <<https://edition.cnn.com/2017/11/16/afrika/gallery/afrika-innovations-that-could-change-the-world/index.html>>
- (126) CHRISTENSEN, Clayton M. Afrique : une nouvelle génération d'innovateurs. *Harvard Business Review*, [en ligne] 13 juillet 2017. URL: <<http://www.hbrfrance.fr/magazine/2017/07/16159-afrique-nouvelle-generation-dinnovateurs/>>
- (127) IFAD. *Remittances at the post office in Africa : serving the financial needs of migrants and their families in rural areas*. 2016
- (128) KODJO-GRANDVAUX, Séverine. L'avenir du monde se joue en Afrique. Entretien entre Felwine Sarr et Achille Mbembe. Le monde, [en ligne], 21 octobre 2016. URL: http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/21/l-avenir-du-monde-se-joue-en-afrique_5017948_3212.html#krd8dGFhRLPc5AKU.99
- (129) African development bank. *Africa Tourism Monitor, Sustainable Tourism through Innovation, Entrepreneurship, and Technology*
- (130) African Development Bank. *Africa visa openness report 2017*. 2017
- (131) EL-HOURY, Hassan (2018). Africans need the freedom to travel in their own continent. Here's why. [Online], 21th January 2018. Available at World economic forum website's. URL: <<https://www.weforum.org/agenda/2018/01/africans-need-the-freedom-to-travel-in-their-own-continent-heres-why>>
- (132) EL-HOURY, Hassan (2018). Africans need the freedom to travel in their own continent. Here's why. [Online], 21th January 2018. Available at World economic forum website's. URL: <https://www.weforum.org/agenda/2018/01/africans-need-the-freedom-to-travel-in-their-own-continent-heres-why> ; Official website of the Economic Community of West African States. History. URL: <<http://www.ecowas.int/about-ecowas/history/>>
- (133) Official website of the Economic Community of West African States. History. URL: <<http://www.ecowas.int/about-ecowas/history/>>

B

IBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (9)

- (134) Official website of the Economic Community of West African States. Travel. URL: <<http://www.ecowas.int/life-in-the-community/education-and-youth/>>
- (135) European union, CEDEAO. *The Common External Tariff (CET): structure, benefits, challenges and the way forward of the CET*. 2016
- (136) NTABONA, Adrien. *Itinéraire de la sagesse : les Bashingantaha hier, aujourd'hui et demain au Burundi*. Bujumbura : Editions du CRID, 1999.
- (137) IDEA. *Justice traditionnelle et réconciliation après un conflit violent : la richesse des expériences africaines*. 2009
- (138) THOMAS, Louis-Vincent, 1983. La vieillesse en Afrique noire. *Communications*, numéro thématique : Le continent gris. Vieillesse et vieillissement. p. 69-87.
- (139) *World Economic Outlook Database*. 2018. Online database. International Monetary Fund. <<https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx>>
- (140) BAD, OCDE, PNUD. *Perspectives économiques en Afrique 2017 : Entreprenariat et industrialisation*. 2017
- (141) NEPAD. *Les perspectives du mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) à la lumière de treize années d'expérience : relever les défis majeurs de la gouvernance dans le cadre de l'agenda 2063 de l'Union africaine*. Keynote address. 2015
- (142) Official website of the African union: <<https://au.int/en/financingau>>
- (143) APIKO, Philomena and AGGAD, Faten. *Analysis of the implementation of the African union's 0.2% levy progress and challenges*. Briefing note n° 98. 2018
- (144) Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement
- (145) *AFDB Socio Economic Database*. 1960-2016. Online database. African Development Bank. < <http://dataportal.opendataforafrica.org/bbkawjf/afdb-socio-economic-database-1960-2019> >
- (146) Discours de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du Forum maroco-ivoirien en 2014
- (147) Discours du Président de la République de Guinée Alpha Condé à l'occasion de l'ouverture officielle des MEDays 2017
- (148) LE GROS, Julien, 28 juin 2016. Felwine Sarr : "Parler de développement, c'est mettre l'Afrique à la remorque". *The Dissident*. URL : <<http://the-dissident.eu/felwine-sarr-developpement-cest-mise-a-remorque-de-lafrique/>>
- (149) KODJO-GRANDVAUX, Séverine. *Les Ateliers de la pensée #2 : "L'émancipation de l'Afrique passe par des idées neuves"*. Entretien entre Felwine Sarr et Achille Mbembe. *Le monde*, [en ligne], 31 octobre 2017. URL: <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/10/31/les-ateliers-de-la-pensee-2-l-emption-de-l-afrique-passe-par-des-idees-neuves_5208478_3212.html#qF2UyAokTbQeo4R5.99>
- (150) Déclaration du ministre en charge de la protection civile du Burkina Faso à l'occasion de la première rencontre africaine des directeurs de protection civile des pays membres de l'Organisation internationale de protection civile (OPIC) : <http://news.aouaga.com/h/17996.html>>

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (10)

- (151) FISHER, William and PONNIAH, Thomas. *Another world is possible: world social forum proposals for an alternate globalization*. Chicago. University of Chicago press. 2015. 365 p.
- (152) BENSIMON, Cyril. Alpha Condé : "La lutte contre le terrorisme en Afrique ne peut être faite que par des Africains". *Le monde*, [en ligne], 16 novembre 2017. URL : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/16/nous-allons-trouver-une-solution-au-zimbabwe-dit-le-president-alpha-conde_5216089_3212.html#v1uuKWz0qQKjZbaS.99>
- (153) NDIAYE, Amadou. Corruption en Afrique, le grand défi. Entretien réalisé avec Abdul Tejan COLE, Directeur exécutif d'Open Society Initiative for West Africa. *Le monde*, [en ligne], 21 juillet 2016. URL : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/07/21/corruption-le-grand-defi_4972893_3212.html#PsUBxGozGyxP9iy3.99>
- (154) Site web du Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels. La Cour africaine confirme les droits fonciers des Ogiek du Kenya (2017). URL: <<https://www.escri-net.org/fr/caselaw/2017/commission-africaine-droits-lhomme-et-peuples-c-republique-du-kenya-cafdhp-requete-no>>
- (155) MDLULI, Nokwanda Tina. Recalling African healing and the use of uMuti. *Vuka Darkie*, [online] 15th November 2017. URL: <<http://www.vukadarkie.com/recalling-african-healing-and-the-use-of-umuti/>>
- (156) Site web "Houzz". Architecture : 6 techniques ancestrales pour une maison fraîche en été. 2015. URL: <<https://www.houzz.fr/ideabooks/30202606/list/architecture-6-techniques-ancestrales-pour-une-maison-fraiche-en-ete>>
- (157) Site web du Programme des Nations Unies pour le développement. Promesse ou péril ? D'ici 2050, l'Afrique comptera 830 millions de jeunes. 2017. URL: <<http://www.undp.org/content/undp/fr/home/blog/2017/8/12/Promesse-ou-p-ri-l-D-ici-2050-l-Afrique-comptera-830-millions-de-jeunes.html>>
- (158) Johannes Gottfried Kraus: <https://aeon.co/amp/essays/yacob-and-amo-africas-precursors-to-locke-hume-and-kant>
- (159) Central Intelligence Agency. World Factbook. URL : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2177.html>. Calculs IRES
- (160) AUGUSTIN, Jean-Pierre. En Afrique aussi, le sport n'est pas qu'un jeu : Not just a game. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, [en ligne], n° 250, avril-juin 2010. URL: <<http://journals.openedition.org/com/5920#quotation>> ; AUGUSTIN, Jean-Pierre. Éléments géopolitiques du sport africain. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, [en ligne], n°250, avril-juin 2010. URL : <<http://journals.openedition.org/com/5922>>
- (161) Site web de TéléDakar. Le Top 10 Des Plus Grands Stades En Afrique, 2017. URL: <<https://www.teledakar.net/2017/11/28/top-10-plus-grands-stades-afrique/>>
- (162) Site web du Réseau Anthropologie des Epidémies Emergentes.: <<http://shsebola.hypotheses.org/>>
- (163) Site web Les observateurs. *Rendre hommage aux mythes africains, le pari d'un jeu vidéo camerounais*, 2016. URL: <<http://observers.france24.com/fr/20160426-jeu-video-cameroun-aurion-heritage-koriodan-mythes-africains-culture>>
- (164) Site web "Zamani Project" : <<http://www.zamaniproject.org/index.php/home.html>>
- (165) Ministère de l'environnement et des forêts (Madagascar). *Décret n° 2010-141 portant interdiction de coupe, d'exploitation et d'exportation de bois de rose et bois d'ébène à Madagascar*. 2010

B

IBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (11)

- (166) EKLUNATEY, Raphaël D. et al. Pharmacopée africaine : Dictionnaire et monographies multilingues du potentiel médicinal des plantes africaines¹: Afrique de l'Ouest. Genève : Ed. Traditions et médecine. Lausanne: Ed. d'en bas, 2012.
- (167) BAD. Centre africain des ressources naturelles: catalyser la croissance et le développement par une gestion efficace des ressources naturelles. 2016
- (168) U.S. Geological Survey. BAUXITE AND ALUMINA. 2018.
- (169) World Bank. Commodity markets outlook. 2017
- (170) EU Delegation to Somalia, 2016. EU and FAO extend support to long-term seed production in Somalia. The Nigerian Voice, [online] 25th March 2016. URL: <<https://www.thenigerianvoice.com/sports/210875/eu-and-fao-extend-support-to-long-term-seed-production-in-so.html>>
- (171) Site Web officiel de Crop Wild Relatives : <<https://www.cwrdiversity.org/development-of-eggplant-materials-for-adaptation-to-climate-change/>>
- (172) FAO, Institute of Biodiversity Conservation. Ethiopia: third country report on the state of plant genetic resources for food and agriculture. 2012
- (173) Efficycle. 2013 en 365 initiatives pour réinventer notre monde. 2013
- (174) Union européenne, Innovation ALCOTRA. Les Living Labs : définitions, enjeux, comparaisons et premiers retours d'expériences. 2013
- (175) European Network of Living Labs. 12th wave of membership. Brochure. URL: <<http://www.openlivinglabs.eu/sites/enoll.org/files/12th%20Wave%20Brochure.pdf>>
- (176) UMVELT. Qu'est-ce qu'un Living Lab? 2014
- (177) Site web la Dépêche.fr. Au Maroc, on "moissonne" le brouillard pour fournir de l'eau aux villageois, 2015. URL: <<https://www.ladepeche.fr/article/2015/06/16/2125734-maroc-moissonne-brouillard-fournir-eau-villageois.html>>
- (178) FAO. 2016. Site web Aquastat. FAO. URL: <<http://www.fao.org/nr/water/aquastat/main/indexfra.stm>>
- (179) Institut de recherche pour le développement. Les grands bassins fluviaux (Exposition réalisée en partenariat avec : Aix-Marseille Université, l'IRSTEA, le CNRS et la Zone Atelier Bassin du Rhône). 2015
- (180) FALL, Abdou Salam. L'Afrique, le continent de l'avenir : une économie en devenir. Laboratoire de recherche sur les transformations économiques et sociales. 2016
- (181) LEFEVRE, Robert. Aspect de la pluviométrie dans la région du mont Cameroun. Cahiers ORSTOM. Série Hydrologie, 1967, 4 (4), p. 15-43.
- (182) FELBAB-BROWN, Vanda. Water theft and water smuggling: growing problem or tempest in a teapot?. Brookings, 2017
- (183) Commission économique pour l'Afrique. L'économie bleue en Afrique : Guide pratique. 2016
- (184) SENOUSI A. et al. La Foggara : un système hydraulique multiséculaire en déclin. Revue des bioressources, volume 1, n°1, juin 2011.
- (185) Site officiel de WARKA Water : <http://www.warkawater.org/faq/>

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (12)

- (186) Web site of City of Cape Town : <http://coct.co/water-dashboard/?ca_source=Website&ca_medium=affiliate&ca_campaign=Home%20page%20trends%20-%20Day%20Zero%20Dashboard&ca_term=Day%20Zero%20Dashboard&ca_content=Day%20Zero%20Dashboard>
- (187) Site web "Medium.com". Using technology to transform African rural water supply, 2017. URL : <https://medium.com/frontier-technology-livestreaming/using-technology-to-transform-african-rural-water-supply-870eddf509>; Site web "ewater.org" : <<https://ewater.org.au/>>
- (188) Union africaine. *Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans - horizon 2050*. 2012
- (189) Site officiel de la Convention d'Abidjan: <<http://abidjanconvention.org/index.php>>
- (190) Institut Royal pour la Recherche sur l'Histoire du Maroc. *Chronologie de l'Histoire du Maroc : des temps préhistoriques à la fin du XXème siècle*. 2013
- (191) BALAFREJ, Ahmed, 1962. Le Maroc au seuil de l'indépendance économique : La charte de Casablanca et l'unité africaine. *Le Monde Diplomatique*, [en ligne] juin 1962, p.11-12. URL : <<https://www.monde-diplomatique.fr/1962/06/BALAFREJ/24768>>
- (192) SEBTI, Abdelahad. La conférence de Casablanca. *Zamane*, [en ligne], 30 novembre 2012. URL : <<http://zamane.ma/fr/la-conference-de-casablanca/>>
- (193) ZERBO, Yacouba. La problématique de l'unité africaine. (1958-1963). *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2003/4 (n° 212), p. 113-127. URL : <https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2003-4-page-113.htm>
- (194) Ministère des Habous et des Affaires Islamiques. Colloque sur le thème "Les Spécificités architecturales des Mosquées au Maroc" organisé le 18 juin 2007. Aperçu sur l'organisation spatiale des mosquées marocaines par MM. A. Touri, A. Tahiri et A. Elkhammar.
- (195) Données disponibles en ligne du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale et de l'Agence Marocaine de Presse. Calculs IRES
- (196) Discours de M. Nasser BOURITA, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Maroc, Journée de l'Afrique célébrée le 08 juin 2017
- (197) Calculs IRES_ Données issues du site officiel de la Chambre des Représentants du Royaume du Maroc.
- (198) IRES. *Le retour du Maroc à l'Union africaine*. 2017
- (199) BARMA, Aboubacar Yacouba. Adhésion du Maroc à la CEDEAO : la véritable étude d'impact officiellement lancée. *La tribune Afrique*, [en ligne], 02 février 2018. URL: <https://afrique.latribune.fr/politique/integration-regionale/2018-02-02/adhesion-du-maroc-a-la-cedeao-la-veritable-etude-d-impact-officiellement-lancee-document-766990.html>
- (200) Données du Ministère chargé des Marocains Résidant à l'Etranger et des Affaires de la Migration
- (201) Message de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI lors du 30^{ème} Sommet de l'Union africaine, Addis-Abeba, 29 janvier 2018
- (202) Extrait du Discours prononcé par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI à l'occasion de la cérémonie d'installation du Conseil supérieur de la Fondation Mohammed VI des Oulémas africains, le 14 juin 2016 à Fès

B

IBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (13)

- (203) World Economic Forum. *The global competitiveness report 2017-2018*. 2017
- (204) Traitement IRES des données de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement.
- (205) Casablanca Finance City. Newsletter. Novembre 2014. http://www.casablancafinancecity.com/wp-content/uploads/2016/files/newsletter_cfc_nov_2014.pdf
- (206) Office des changes
- (207) OUCHAGOUR, Leila. Al Omrane : Le programme "Villes sans bidonvilles" réalisé à hauteur de 83%. *Aujourd'hui le Maroc*, [en ligne], 07 février 2018. URL: <<http://aujourd'hui.ma/economie/immobilier/al-omrane-le-programme-villes-sans-bidonvilles-realise-a-hauteur-de-83>>
- (208) IRES. Séminaire "Quels leviers de renforcement des opérateurs marocains en Afrique, à l'aune du retour du Royaume à l'Union africaine ?". 13 avril 2017
- (209) Website of the U.S Geological survey : <<https://www.usgs.gov/>>
- (210) Website of UNECA. Stakeholders make case for increased use of fertilizers in Africa, 2017. URL: < <https://www.uneca.org/stories/stakeholders-make-case-increased-use-fertilizers-africa>>
- (211) Groupe OCP. *Rapport développement durable 2014*. 2014
- (212) Royal Air Maroc. *RAM conforte sa métamorphose*. 2014
- (213) Site web "Création Développement des Eco-Entreprises". *Les concepts de l'eco-transition*. URL: < <http://www.cd2e.com/concepts-eco-transition>>
- (214) BENTAK, Mostafa. Développement du littoral : le premier plan national pour janvier 2018. *Les Eco.ma*, [en ligne] 22 avril 2017. URL: < <http://www.leseco.ma/economie/56718-developpement-du-littoral-le-premier-plan-national-pour-janvier-2018.html>>
- (215) Initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine aux changements climatiques : Faire face aux défis du changement climatique et de l'insécurité alimentaire (Livre Blanc). URL : <http://www.aaainitiative.org/sites/aaainitiative.org/files/AAA_livre_blanc_FRA.pdf>
- (216) BARROUX, Rémi. A la COP22, les négociateurs échouent à sauver l'agriculture africaine. *Le Monde*, [en ligne], 19 novembre 2016. URL : <http://www.lemonde.fr/cop22/article/2016/11/19/a-la-cop22-les-negociateurs-echouent-a-sauver-l-agriculture-africaine_5034275_5025028.html>

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE (14)

- (217) Site web officiel du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, DU D2veloppement rural et des Eaux et Forêts. Initiative triple A, 2017. URL: <<http://www.agriculture.gov.ma/pages/actualites/initiative-triple-signature-dun-accord-avec-l%E2%80%99agence-francaise-de-developpement-afd>>
- (218) L'Usine Nouvelle. "Déclaration de Marrakech" du patronat mondial : pas d'action climatique sans les entreprises privées. [En ligne], 17 novembre 2016. URL: <<https://www.usinenouvelle.com/article/declaration-de-marrakech-du-patronat-mondial-pas-d-action-climatique-sans-les-entreprises-privées.N465278>>
- (219) Portail du Royaume du Maroc. Visite officielle de Sa Majesté Le Roi en République de Zambie, 2017. URL: <<http://www.maroc.ma/fr/actualites/visite-officielle-de-sm-le-roi-en-republique-de-zambie>>
- (220) Site web officiel de la BAD. La charte africaine du tourisme durable et responsable voit le jour à la COP22, à Marrakech, 2016. URL: <<https://www.afdb.org/fr/news-and-events/la-charte-africaine-du-tourisme-durable-et-responsable-voit-le-jour-a-la-cop22-a-marrakech-16562/>>
- (221) L'Usine Nouvelle. Comment le Maroc passe au vert (1/10): avec GoEnergyless, la poterie se mue en réfrigérateur du désert. [En ligne], 02 août 2016. URL: <https://www.usinenouvelle.com/article/comment-le-maroc-passe-au-vert-1-10-avec-goenergyless-la-poterie-se-mue-en-refrigerateur-du-desert.N398877>
- (222) L'info durable. Maroc : des tricycles alimentés à l'énergie solaire. [En ligne], 21 janvier 2018. URL <https://www.linfodurable.fr/technomedias/la-societe-solar-e-cycles-lance-un-tricycle-alimente-lenergie-solaire-1598>

C

ONCLUSION (1)

- ▶ Les raisons de l'afro-pessimisme sont nombreuses. Les infections sexuellement transmissibles, la corruption, l'urbanisation chaotique, le déficit d'infrastructures... concourent à alimenter les réticences croissantes des multinationales comme des investisseurs publics et privés à financer des projets en Afrique.
- ▶ Cependant, cet aspect des choses n'est que la partie émergée de l'"iceberg" africain, celui que les médias privilégient et qui cache un autre fait, plus structurel : l'Afrique est en marche ! Quels que soient les domaines d'activité humaine, de la philosophie à l'entrepreneuriat, de la gouvernance multiniveaux à la décentralisation, **des expériences ont lieu, de nouvelles manières de faire et de penser se mettent en place, des innovations fleurissent...**
- ▶ Certes, les critères qui mesurent cette avancée ne sont pas ceux prisés des instances internationales, comme le PIB et les autres indicateurs conjoncturels.
- ▶ Des critères plus structurels, comme l'éducation, l'innovation... révèlent qu'un monde nouveau est en train de voir le jour : plus soucieux de la planète et de ses plus humbles habitants, plus optimiste et solidaire.
- ▶ **Cette marche en avant de l'Afrique n'obéit pas à la linéarité historique occidentale.** Elle se caractérise, au contraire, par le *leapfrog*, ce bond qui lui permet de sauter certaines étapes, comme le téléphone filaire, les réseaux d'électricité centralisés, voire même, l'industrie de main-d'œuvre. Le retard de l'Afrique dans de nombreux domaines lui sert de tremplin pour adopter de nouvelles solutions, comme l'eau et l'énergie décentralisées, l'enseignement à distance, les micro fintech...
- ▶ Au regard de la fracture imposée par l'Histoire à sa propre évolution et qui réside dans la colonisation, l'émergence politique, économique et humaine de l'Afrique se fait à un rythme inégalé dans l'histoire des autres continents.

C ONCLUSION (2)

- ▶ Pour conforter cette émergence, **l'Afrique a besoin de retrouver la confiance en elle-même** pour faire face aux grands enjeux du présent et du futur. Ainsi, il devient urgent d'inventer un nouveau modèle africain :
 - ❖ d'aménagement urbain, adapté aux défis du continent, notamment, dans les pays subsahariens,
 - ❖ de développement agricole, capable de produire rapidement et en quantité suffisante, tout en régénérant les biomes et en valorisant l'agriculture traditionnelle,
 - ❖ de sécurité, prenant en considération la spécificité africaine et qui ne se contente pas juste de la doctrine universelle en la matière.
- ▶ Dans le même sens, **il convient de considérer la continentalisation de l'Afrique comme une solution** et non comme une négation de la transcendance historique des pays africains, pris individuellement.
- ▶ Le présent rapport stratégique 2018 a eu pour objectif de montrer l'exceptionnelle richesse de la diversité africaine et de démontrer tout ce que les pays africains ont à gagner, en considérant l'Afrique comme un "en-soi", une réalité spécifique cohérente à l'échelle du continent.
- ▶ Cette approche est en effet la meilleure manière d'apaiser les rivalités internes qui pourraient encore s'exacerber, de permettre à un front politique uni de mettre un terme à l'ingérence dans les pays africains de puissances tierces et, enfin, de faciliter le développement économique et humain intégré d'un continent qui ne demande qu'à prendre son essor de manière autonome.

C

ONCLUSION (3)

- ▶ Carrefour historique de civilisations, longtemps tourné vers la Méditerranée et l'Atlantique, le Maroc a atteint, aujourd'hui, une maturité politique, économique, humaine qui lui permet de reconnaître et de choisir ses appartenances.
- ▶ Ce choix a été exprimé de manière extrêmement claire par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI lors du retour du Maroc à l'Union africaine. Il s'est réaffirmé avec la perspective d'adhésion du Royaume à la CEDEAO.
- ▶ Terre africaine, **le Maroc croit en l'Afrique, plaide en sa faveur et a la ferme volonté d'accompagner le processus de convergence économique, sociale et institutionnelle de ses partenaires africains.**
- ▶ **Sa contribution de portée continentale est, aujourd'hui, multiforme** et repose sur le maintien de la paix, la gouvernance collégiale, une nouvelle approche de la question migratoire mais aussi sur la formation des étudiants africains et la maîtrise du champ religieux.
- ▶ Sur le plan économique, le Maroc apporte son expérience en matière de stabilité macro-économique et de diversification intégratrice. Il opère, à travers ses grandes entreprises, dans le secteur de la banque, des télécoms, de l'agriculture, de la pêche, des mines, des infrastructures, du transport aérien...
- ▶ Le Royaume contribue à l'éco-transition de l'Afrique et à son adaptation au changement climatique. Il mène des projets structurants de partenariat avec les autres pays africains dans le domaine de la transition énergétique et de la sécurité alimentaire.
- ▶ Le Maroc œuvre pour que l'Afrique soit résiliente aux aléas climatiques et qu'elle intègre définitivement les objectifs du développement durable des Nations Unies.

"Le *Sankofa* nous enseigne que nous devons puiser dans nos racines pour mieux aller de l'avant. Cela signifie que nous devons retourner à nos sources pour prendre le meilleur de ce que le passé nous a enseigné, ce qui nous permettra d'exploiter tout notre potentiel pour avancer" (*).



(*) Site web officiel de l'UNESCO : <http://www.unesco.org/new/fr/social-and-human-sciences/themes/general-history-of-africa/pedagogical-use-of-the-gha/>

Édité par



www.creativegroupe.com

📍 Institut Royal des Etudes Stratégiques
Avenue Azzaitoune, Hay Riad Rabat 10100, Maroc

☎ Tél. : +212 (0) 537 71 83 83

☎ Fax : +212 (0) 537 71 37 99

✉ Email : contact@ires.ma

